

CANADA

H. OF C.

BILL C-6

C. DES C.

PROJET DE
LOI C-6

1986

OCT. 29 - NOV. 4

29 OCT. - 4 NOV.

No. 1

INDEX

J
103
H7
33-2
O33
A1
no.1

J
183
H7
33-2
033
A1
no.1

LIBRARY OF PARLIAMENT
MAR 13 2012
BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT

HOUSE OF COMMONS

Bill No. 1

Wednesday, October 27, 1986

Tuesday, November 4, 1986

Chairman Gordon Taylor

Minutes of Proceedings and Evidence of the Legislative Committee

BILL C-6

An Act to implement an agreement between the Government of Newfoundland and Labrador and offshore petroleum resource management and revenue sharing and to make related and consequential amendments

RESPECTING

Order of Reference

INCLUDING

The report to the House

APPEARING

The Honourable Marcel Masse
Minister of Energy, Mines and Forestry

WITNESSES

(See back cover)

Second Session of the Thirty-Third Parliament, 1986

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 1

Le mercredi 27 octobre 1986

Le mardi 4 novembre 1986

Président Gordon Taylor

Procès-verbaux et témoignages du Comité législatif

PROJET DE LOI C-6

Une loi pour mettre en œuvre de l'accord entre le gouvernement du Canada et du Territoire du Yukon sur le pétrole des ressources en offshore, ses objectifs et sur le partage des revenus pétroliers et apportant des modifications consécutives au règlement

RELATIF À

l'ordre de référence

Y COMPRIS

le rapport à la Chambre

PRÉSENTANT

Monsieur Marcel Masse
Ministre de l'Énergie, des Mines et des Forêts

TÉMOINS

(Voir verso)

Deuxième session de la trente-troisième législature, 1986

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 1

Wednesday, October 29, 1986
Tuesday, November 4, 1986

Chairman: Gordon Taylor

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 1

Le mercredi 29 octobre 1986
Le mardi 4 novembre 1986

Président: Gordon Taylor

Minutes of Proceedings and Evidence of the Legislative Committee on

BILL C-6

An Act to implement an agreement between the Government of Newfoundland and Labrador on offshore petroleum resource management and revenue sharing and to make related and consequential amendments

Procès-verbaux et témoignages du Comité législatif sur le

PROJET DE LOI C-6

Loi concernant la mise en oeuvre de l'accord entre les gouvernements du Canada et de Terre-Neuve et du Labrador sur la gestion des ressources en hydrocarbures extracôtiers et sur le partage des recettes correspondantes et apportant des modifications corrélatives ou connexes

RESPECTING:

Order of Reference

INCLUDING:

The report to the House

CONCERNANT:

Ordre de renvoi

Y COMPRIS:

Le rapport à la Chambre

APPEARING:

The Honourable Marcel Masse,
Minister of Energy, Mines and Resources

COMPARAÎT:

L'honorable Marcel Masse,
Ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)

Second Session of the Thirty-third Parliament, 1986

Deuxième session de la trente-troisième législature, 1986

LEGISLATIVE COMMITTEE ON BILL C-6

Chairman: Gordon Taylor, M.P.

MEMBERS

Paul Gagnon
Morrissey Johnson
Russell MacLellan
Joe Price

(Quorum 4)

Santosh Sirpaul

Clerk of the Committee

Pursuant to Standing Order 94(5)

On Tuesday, October 28, 1986:

Jack Shields replaced Lawrence O'Neil.

COMITÉ LÉGISLATIF SUR LE PROJET DE LOI C-6

Président: Gordon Taylor, député

MEMBRES

Jack Shields
Barbara Sparrow
Ian Waddell—(7)

(Quorum 4)

Le greffier du Comité

Santosh Sirpaul

Conformément à l'article 94(5) du Règlement

Le mardi 28 octobre 1986:

Jack Shields remplace Lawrence O'Neil.

ORDERS OF REFERENCE

Friday, October 3, 1986

ORDERED,—That Bill C-6, An Act to implement an agreement between the Government of Canada and the Government of Newfoundland and Labrador on offshore petroleum resource management and revenue sharing and to make related and consequential amendments, be referred to a Legislative Committee:

And that the evidence adduced and documents received by any Legislative Committee of this House, in the First Session of the Thirty-third Parliament in relation to this Bill, was referred to the respective Legislative Committee.

ATTEST

Friday, October, 10, 1986

ORDERED,—That the following Members do compose the Legislative Committee on Bill C-6, An Act to implement an agreement between the Government of Canada and the Government of Newfoundland and Labrador on offshore petroleum resource management and revenue sharing and to make related and consequential amendments:

Members

Gagnon
Johnson (Bonavista—
Trinity—Conception)
MacLellan
O'Neil
Price
Sparrow
Waddell—(7)

ATTEST

MICHAEL B. KIRBY

For the Clerk of the House of Commons

ORDRES DE RENVOI

Le vendredi 3 octobre 1986

IL EST ORDONNÉ,—Que le projet de loi C-6, Loi concernant la mise en oeuvre de l'accord entre les gouvernements du Canada et de Terre-Neuve et du Labrador sur la gestion des ressources en hydrocarbures extracôtiers et sur le partage des recettes correspondantes et apportant des modifications corrélatives ou connexes, soit déferé à un Comité législatif:

Et que les témoignages recueillis et les documents reçus par tout Comité législatif de cette Chambre, au cours de la première session de la trente-troisième législature, en ce qui a trait à ce projet de loi, soient déferés à un Comité législatif au cours de la présente session.

ATTESTÉ

Le vendredi 10 octobre 1986

IL EST ORDONNÉ,—Que le Comité législatif sur le projet de loi C-6, Loi concernant la mise en oeuvre de l'accord entre les gouvernements du Canada et de Terre-Neuve et du Labrador sur la gestion des ressources en hydrocarbures extracôtiers et sur le partage des recettes correspondantes et apportant des modifications corrélatives ou connexes, soit composé des députés dont les noms suivent:

Membres

Gagnon
Johnson (Bonavista—
Trinity—Conception)
MacLellan
O'Neil
Price
Sparrow
Waddell—(7)

ATTESTÉ

Pour le Greffier de la Chambre des communes

MICHAEL B. KIRBY

REPORT TO THE HOUSE

Thursday, November 6, 1986

The Legislative Committee on Bill C-6, An Act to implement an agreement between the Government of Canada and the Government of Newfoundland and Labrador on offshore petroleum resource management and revenue sharing and to make related and consequential amendments has the honour to report the Bill to the House.

In accordance with its Order of Reference of Friday, October 3, 1986, your Committee has considered Bill C-6 and has agreed to report it with the following amendments:

Clause 2

Strike out lines 40 to 44 inclusive, on page 3, and substitute the following therefor:

““Provincial Act” means *The Canada-Newfoundland Atlantic Accord Implementation (Newfoundland) Act*, chapter 37 of the Statutes of Newfoundland, 1986;”

Clause 25

In the French version only, strike out lines 6 and 7, on page 13, and substitute the following therefor:

“(4) Pour ce qui concerne leur admissibilité à une nomination à un poste dans la Fonction publique à la suite d’un concours ou selon tel mode de sélection établi sous le”

In the French version only, strike out lines 14 and 15, on page 13, and substitute the following therefor:

“cent leurs fonctions dans un poste dont la nature et le niveau”

Clause 41

Strike out line 26, on page 19, and substitute the following therefor:

“refining facilities at Come-by-Chance if those facilities were operating at capacity on”

Strike out lines 34 and 35, on page 19, and substitute the following therefor:

“referred to in paragraph (b), where”

Strike out line 41, on page 19, and substitute the following therefor:

“Newfoundland have been met.”

Clause 47

Strike out line 7, on page 26, and substitute the following therefor:

““former lease” means an oil and gas lease”

In the French version only, add immediately after line 15, on page 26, the following:

““formulaire” Formulaire fixé par l’Office y compris les renseignements à y porter.”

In the French version only, add immediately after line 30, on page 26, the following:

RAPPORT À LA CHAMBRE

Le jeudi 6 novembre 1986

Le Comité législatif sur le projet de loi C-6, Loi concernant la mise en oeuvre de l'accord entre les gouvernements du Canada et de Terre-Neuve et du Labrador sur la gestion des ressources en hydrocarbures extracôtiers et sur le partage des recettes correspondantes et apportant des modifications corrélatives ou connexes, a l'honneur de rapporter le projet de loi à la Chambre.

Conformément à son ordre de renvoi du vendredi 3 octobre 1986, votre Comité a étudié le projet de loi C-6 et a convenu d'en faire rapport avec les modifications suivantes:

Article 2

Retrancher les lignes 28 à 30 inclusivement, à la page 2, et les remplacer par ce qui suit:

««loi provinciales» Le chapitre 37 des Lois de Terre-Neuve de 1986 intitulé *The Canada-New-*»

Article 25

Dans la version française seulement, retrancher les lignes 6 et 7, à la page 13, et les remplacer par ce qui suit:

«(4) Pour ce qui concerne leur admissibilité à une nomination à un poste dans la Fonction publique à la suite d’un concours ou selon tel mode de sélection établi sous le»

Dans la version française seulement, retrancher les lignes 14 et 15, à la page 13, et les remplacer par ce qui suit:

«cent leurs fonctions dans un poste dont la nature et le niveau»

Article 41

Retrancher la ligne 23, à la page 19, et la remplacer par ce qui suit:

«b) aux besoins des raffineries, en cours d’exploitation, de»

Retrancher les lignes 30 et 31, à la page 19, et les remplacer par ce qui suit:

«b), lorsque les besoins de l’industrie, à»

Retrancher la ligne 35, à la page 19, et la remplacer par ce qui suit:

«Terre-Neuve ont été comblés.»

Article 47

Retrancher les lignes 25 et 26, à la page 25, et les remplacer par ce qui suit:

««ancienne concession» Concession de pétrole et de gaz régie par le *Règlement sur les*»

Dans la version française seulement, ajouter immédiatement après la ligne 15, à la page 26, ce qui suit:

««formulaire» Formulaire fixé par l’Office y compris les renseignements à y porter.»

Dans la version française seulement, ajouter immédiatement après la ligne 30, à la page 26, ce qui suit:

““règlement” Texte d’application pris par le gouverneur en conseil.”

Clause 49

In the French version only, strike out lines 7 to 9 inclusive, on page 27, and substitute the following therefor:

“présente partie sont établis sur formulaire, selon les modalités réglementaires.”

Clause 59

In the French version only, strike out line 26, on page 31, and substitute the following therefor:

“si elle respecte les conditions”

Clause 71

Strike out line 47, on page 35 and line 1, on page 36, and substitute the following therefor:

“an interest or a share therein held in accordance with section 66, the Board shall, on the application of the interest holder of the interest or the share thereof made in the”

Strike out line 21, on page 36, and substitute the following therefor:

“(4) Subject to subsection (5), where a declaration of significant dis-”

Add immediately after line 34, on page 36, the following:

“(5) A declaration of significant discovery shall not be amended to decrease the significant discovery area or revoked earlier than

(a) in the case of a significant discovery area that is subject to a significant discovery licence issued pursuant to subsection 73(1), the date on which the exploration licence referred to in that subsection expires; and

(b) in the case of a significant discovery area that is subject to a significant discovery licence issued pursuant to subsection 73(2), three years after the effective date of the significant discovery licence.”

and renumber the subsequent subclause accordingly.

Clause 73

Strike out lines 10 to 12 inclusive, on page 37, and substitute the following therefor:

“exploration licence or a share therein held in accordance with section 66, the Board shall, on application of the interest holder of the exploration licence or the share made in the form and”

In the French version only, strike out lines 10 to 12 inclusive, on page 37, and substitute the following therefor:

“le-ci est établie sur formulaire, selon les modalités réglementaires. L’attestation porte sur”

Strike out line 15, on page 37, and substitute the following therefor:

“holder a significant discovery license in”

««règlement» Texte d’application pris par le gouverneur en conseil.»

Article 49

Dans la version française seulement, retrancher les lignes 7 à 9 inclusivement, à la page 27, et les remplacer par ce qui suit:

«présente partie sont établis sur formulaire, selon les modalités réglementaires.»

Article 59

Dans la version française seulement, retrancher la ligne 26, à la page 31, et la remplacer par ce qui suit:

«si elle respecte les conditions»

Article 71

Retrancher les lignes 32 et 33, à la page 35, et les lignes 1 à 3 inclusivement, à la page 36, et les remplacer par ce qui suit:

«intéressé et établie sur formulaire, selon les modalités réglementaires, fait par écrit une déclaration de découverte importante portant sur les parties de la zone visées par un titre, ou une fraction visée à l’article 66, où»

Retrancher la ligne 13, à la page 36, et la remplacer par ce qui suit:

«(4) Sous réserve du paragraphe (5), s’il y a des motifs sérieux de croire»

Ajouter immédiatement après la ligne 21, à la page 36, ce qui suit:

«(5) La déclaration de découverte importante ne peut être modifiée ou annulée avant la date d’expiration du permis de prospection visé au paragraphe 73(1) ou moins de trois ans après la date de prise d’effet de l’attestation visée au paragraphe 73(2).»

et renuméroter en conséquence le paragraphe suivant.

Article 73

Retrancher les lignes 6 et 7, à la page 37, et les remplacer par ce qui suit:

«découverte importante à l’indivisaire d’un permis valide de prospection, ou d’une fraction visée à l’article 66, portant sur tout»

Dans la version française seulement, retrancher les lignes 10 à 12 inclusivement, à la page 37, et les remplacer par ce qui suit:

«le-ci est établie sur formulaire, selon les modalités réglementaires. L’attestation porte sur»

Dans la version anglaise seulement, retrancher la ligne 15, à la page 37, et la remplacer par ce qui suit:

«holder a significant discovery license in»

Strike out line 18, on page 37, and substitute the following therefor:

“tion licence or the share.”

In the French version only, strike out lines 26 and 27, on page 37, and substitute the following therefor:

“(4) L'attestation est établie sur formulaire et comporte les conditions”

Clause 78

Strike out lines 38 and 39, on page 39, and substitute the following therefor:

“an interest or a share therein held in accordance with section 66, the Board shall, on the application of the interest holder of the interest or the share, made in the”

Clause 79

Strike out lines 18 to 20 inclusive, on page 40, and substitute the following therefor:

“declaration of commercial discovery, give notice to the interest owner of any inter-”

Clause 80

Strike out lines 25 to 31 inclusive, on page 41, and substitute the following therefor:

- “(a) the right to explore for, and the exclusive right to drill and test for, petroleum;
- (b) the exclusive right to develop those portions of the offshore area in order to produce petroleum;
- (c) the exclusive right to produce petroleum from those portions of the offshore area; and
- (d) title to the petroleum so produced.”

Clause 81

In the French version only, strike out lines 32 to 34 inclusive, on page 41, and substitute the following therefor:

“et, sur demande à lui faite et établie sur formulaire, selon les modalités réglementaires, l'Office:”

In the French version only, strike out lines 9 to 14 inclusive, on page 42, and substitute the following therefor:

“table visés par un permis de prospection ou une attestation de découverte importante que celui-ci détient ou à plusieurs titulaires à l'égard de tout ou partie d'un ou plusieurs périmètres visés par un permis de prospection ou”

In the French version only, strike out line 19, on page 42, and substitute the following therefor:

“fice peut octroyer une licence de production”

In the French version only, strike out lines 28 and 29, on page 42, and substitute the following therefor:

“(4) L'attestation est établie sur formulaire et comporte les conditions”

Retrancher la ligne 14, à la page 37, et la remplacer par ce qui suit:

«permis ou la fraction.»

Dans la version française seulement, retrancher les lignes 26 et 27, à la page 37, et les replacer par ce qui suit:

«(4) L'attestation est établie sur formulaire et comporte les conditions»

Article 78

Retrancher les lignes 27 à 33 inclusivement, à la page 39, et les remplacer par ce qui suit:

«fice, sur demande à lui faite par l'indivisaire intéressé et établie sur formulaire, selon les modalités réglementaires, fait par écrit une déclaration de découverte exploitable portant sur les terres domaniales visées par un titre, ou une fraction visée à l'article 66, où la découverte a été faite, s'il existe des motifs»

Article 79

Retrancher les lignes 13 à 15 inclusivement, à la page 40, et les remplacer par ce qui suit:

«aux Articles 31 à 40, informer tel titulaire d'un titre portant»

Article 80

Retrancher les lignes 20 à 23 inclusivement, à la page 41, et les remplacer par ce qui suit:

«visées, le droit exclusif d'y prospecter et le droit exclusif d'y effectuer des forages ou des essais pour chercher des hydrocarbures, de les aménager en vue de la production de ces substances et celui d'en produire, ainsi que la propriété des hydrocarbures produits.»

Article 81

Dans la version française seulement, retrancher les lignes 32 à 34 inclusivement, à la page 41, et les remplacer par ce qui suit:

«et, sur demande à lui faite et établie sur formulaire, selon les modalités réglementaires, l'Office:»

Dans la version française seulement, retrancher les lignes 9 à 14 inclusivement, à la page 42, et les remplacer par ce qui suit:

«table visés par un permis de prospection ou une attestation de découverte importante que celui-ci détient ou à plusieurs titulaires à l'égard de tout ou partie d'un ou plusieurs périmètres visés par un permis de prospection ou»

Dans la version française seulement, retrancher la ligne 19, à la page 42, et la remplacer par ce qui suit:

«fice peut octroyer une licence de production»

Dans la version française seulement, retrancher les lignes 28 et 29, à la page 42, et les remplacer par ce qui suit:

«(4) L'attestation est établie sur formulaire et comporte les conditions»

Clause 82

In the French version only, strike out line 36, on page 42, and substitute the following therefor:

“peut, aux conditions dont ils conviennent,”

Clause 91

Strike out lines 18 and 19, on page 46, and substitute the following therefor:

“ment set out in section 89 and the production licence may be issued, subject to such terms and”

Clause 93

In the French version only, strike out line 27, on page 47, and substitute the following therefor:

“tés réglementaires; elle ne peut être exercée”

Clause 97

Strike out line 41, on page 49, and substitute the following therefor:

“and Natural Gas Act” means Part II of *The Petroleum*”

Clause 102

Strike out lines 22 to 25 inclusive, on page 53.

Strike out lines 29 to 33 inclusive, on page 53.

Strike out line 38, on page 53, and substitute the following therefor:

“of a security notice or postpone-”

Strike out line 1, on page 54, and substitute the following therefor:

““instrument” means a discharge,”

Strike out lines 27 and 28, on page 54, and substitute the following therefor:

“ing the postponement of a security notice or operator’s lien;”

In the French version only, strike out lines 4 and 5, on page 54.

Clause 103

Strike out lines 22 to 24 inclusive, on page 55, and substitute the following therefor:

“summary of its terms and conditions or, on the request of the Board, a copy of the agreement or arrangement.”

Clause 106

In the French version only, strike out line 23, on page 56, and substitute the following therefor:

“présenté sur formulaire et s’il”

*Clause 108**Article 82*

Dans la version française seulement, retrancher la ligne 36, à la page 42, et la remplacer par ce qui suit:

«peut, aux conditions dont ils conviennent,»

Article 91

Retrancher les lignes 1 à 8 inclusivement, à la page 46, et les remplacer par ce qui suit:

«91. Par dérogation à l'article 89, lorsqu'une personne échappe à l'obligation ou qu'un plan de réalisation a été, selon le ministre fédéral, diligemment appliqué, mais que, dans l'un ou l'autre cas, le taux minimum n'a pas été atteint au moment de la présentation d'une demande de licence de production, celle-ci peut être octroyée soit sous»

Article 93

Dans la version française seulement, retrancher la ligne 27, à la page 47, et la remplacer par ce qui suit:

«tés réglementaires; elle ne peut être exercée»

Article 97

Retrancher la ligne 35, à la page 49, et la remplacer par ce qui suit:

«gne la partie II de la loi intitulée *The Petroleum and Natu-*»

Article 102

Retrancher la ligne 15, à la page 53, et la remplacer par ce qui suit:

««acte» Mainlevée, cession de»

Retrancher les lignes 18 à 20 inclusivement, à la page 53.

Retrancher la ligne 23, à la page 53, et la remplacer par ce qui suit:

«sûreté ou un privilège»

Retrancher les lignes 34 à 37 inclusivement, à la page 53.

Retrancher les lignes 2 et 3, à la page 54, et les remplacer par ce qui suit:

«tielle, d'un avis de sûreté ou d'une cession de priorité.»

Retrancher les lignes 4 et 5, à la page 54.

Article 103

Retrancher les lignes 12 à 14 inclusivement, à la page 55, et les remplacer par ce qui suit:

«de lui en transmettre un résumé des conditions ou, à la demande de celui-ci, un double.»

Article 106

Dans la version française seulement, retrancher la ligne 23, à la page 56, et la remplacer par ce qui suit:

«présenté sur formulaire et s'il»

Article 108

Strike out lines 18 to 27 inclusive, on page 57.

Strike out line 28, on page 57, and substitute the following therefor:

“(2) No instrument may be registered”

Strike out line 33, on page 57, and substitute the following therefor:

“(3) The official address for service in”

Clause 109

Strike out line 38, on page 57, and substitute the following therefor:

“109. Where a significant discovery licence”

In the English version only, strike out line 43, on page 57, and substitute the following therefor:

“this Division of a security notice in”

In the English version only, strike out line 48, on page 57, and substitute the following therefor:

“security notice referred to that”

In the English version only, strike out line 3, on page 58, and substitute the following therefor:

“notice.”

Clause 111

Strike out line 33, on page 58, and substitute the following therefor:

“notice, shall be deemed to consti-”

In the English version only, strike out lines 36 to 38 inclusive, on page 58, and substitute the following therefor:

“113 in respect of the security notice of the contents of the documents specified in the security notice.”

Clause 112

In the French version only, strike out line 25, on page 59, and substitute the following therefor:

“établie, sur formulaire, par la”

Clause 113

Strike out lines 10 and 11, on page 60, and substitute the following therefor:

“mation in respect of a security notice that has been registered under this”

Strike out lines 15 to 20 inclusive, on page 60, and substitute the following therefor:

“(b) is specified in the security notice as the person from whom the security interest was acquired;

(c) is the secured party under another security notice regis-”

Strike out lines 28 to 33 inclusive, on page 60, and substitute the following therefor:

Retrancher les lignes 10 à 18 inclusivement, à la page 57.

Retrancher les lignes 19 à 22 inclusivement, à la page 57, et les remplacer par ce qui suit:

«(2) Il est interdit d'enregistrer un acte sauf si un avis de l'adresse officielle de signification a été déposé chez le directeur sur formulaire.»

Retrancher la ligne 23, à la page 57, et la remplacer par ce qui suit:

«(3) L'adresse officielle peut être modifiée»

Article 109

Retrancher les lignes 25 et 26, à la page 57, et les remplacer par ce qui suit:

«109. L'enregistrement d'un avis de sûreté à l'égard d'un titre»

Dans la version anglaise seulement, retrancher la ligne 43, à la page 57, et la remplacer par ce qui suit:

«this Division of a security notice in»

Dans la version anglaise seulement, retrancher la ligne 48, à la page 57, et la remplacer par ce qui suit:

«security notice referred to that»

Dans la version anglaise seulement, retrancher la ligne 3, à la page 58, et la remplacer par ce qui suit:

«notice.»

Article 111

Retrancher la ligne 18, à la page 58, et la remplacer par ce qui suit:

«sûreté à l'égard des»

Dans la version anglaise seulement, retrancher les lignes 36 à 38 inclusivement, à la page 58, et les remplacer par ce qui suit:

«113 in respect of the security notice of the contents of the documents specified in the security notice»

Article 112

Dans la version française seulement, retrancher la ligne 25, à la page 59, et la remplacer par ce qui suit:

«établie, sur formulaire, par la»

Article 113

Retrancher la ligne 4, à la page 60, et la remplacer par ce qui suit:

«sûreté enregistré à»

Retrancher les lignes 8 à 13 inclusivement, à la page 60, et les remplacer par ce qui suit:

«b) y être désigné à titre d'auteur de la sûreté;

c) être la partie garantie aux termes d'un autre avis de garantie enregistré à»

Retrancher les lignes 21 à 23 inclusivement, à la page 60, et les remplacer par ce qui suit:

“of a security notice, may be served pursuant to subsection (1) by serving on the secured party under the security notice a demand notice, in prescribed form, requiring the secured party”

In the English version only, strike out line 38, on page 60, and substitute the following therefor:

“notice or copies thereof are”

In the English version only, strike out line 3, on page 61, and substitute the following therefor:

“notice according to the records of”

In the English version only, strike out line 10, on page 61, and substitute the following therefor:

“(5) Where a secured party”

In the English version only, strike out line 13, on page 61, and substitute the following therefor:

“a security notice in relation to an”

In the English version only, strike out line 15, on page 61, and substitute the following therefor:

“secured party in accordance”

In the English version only, strike out line 19, on page 61, and substitute the following therefor:

“party to comply with the”

In the English version only, strike out line 22, on page 61, and substitute the following therefor:

“(6) Where a secured party”

Strike out line 32, on page 61, and substitute the following therefor:

“notice.”

Clause 114

Strike out lines 37 to 49 inclusive, on page 61, and substitute the following therefor:

“rity notice in relation to an interest or a share therein pursuant to subsection 113(1) may

(a) serve on the secured party under the security notice a notice to take proceedings, in prescribed form, directing that secured party to apply to the court within sixty days after the day on which the notice to take proceedings is served, for an order substantiating the security interest claimed in the security notice; or”

Strike out lines 2 to 4 inclusive, on page 62, and substitute the following therefor:

“requiring the secured party to show cause why the of the security notice should not be”

In the English version only, strike out line 19, on page 62, and substitute the following therefor:

“secured party served with a”

In the English version only, strike out lines 27 to 29 inclusive, on page 62, and substitute the following therefor:

“party at the official address for service in respect of the security notice according to the records of the”

«l'avis de sûreté—d'un avis, établi sur le formulaire prévu, lui enjoignant:»

Dans la version anglaise seulement, retrancher la ligne 38, à la page 60, et la remplacer par ce qui suit:

«notice or copies thereof are»

Dans la version anglaise seulement, retrancher la ligne 3, à la page 61, et la remplacer par ce qui suit:

«notice according to the records of»

Dans la version anglaise seulement, retrancher la ligne 10, à la page 61, et la remplacer par ce qui suit:

«(5) Where a secured party»

Dans la version anglaise seulement, retrancher la ligne 13, à la page 61, et la remplacer par ce qui suit:

«a security notice in relation to an»

Dans la version anglaise seulement, retrancher la ligne 15, à la page 61, et la remplacer par ce qui suit:

«secured party in accordance»

Dans la version anglaise seulement, retrancher la ligne 19, à la page 61, et la remplacer par ce qui suit:

«party to comply with the»

Dans la version anglaise seulement, retrancher la ligne 22, à la page 61, et la remplacer par ce qui suit:

«(6) Where a secured party»

Retrancher la ligne 18, à la page 61, et la remplacer par ce qui suit:

«de sûreté.»

Article 114

Retrancher les lignes 25 à 32 inclusivement, à la page 61, et les remplacer par ce qui suit:

«de sûreté un avis établi sur formulaire, lui enjoignant de saisir le tribunal dans les soixante jours suivant la date de signification de l'avis, pour que soit reconnue la sûreté revendiquée dans l'avis de garantie;»

Retrancher la ligne 34, à la page 61, et la remplacer par ce qui suit:

«garantie à»

Dans la version anglaise seulement, retrancher la ligne 19, à la page 62, et la remplacer par ce qui suit:

«secured party served with a»

Dans la version anglaise seulement, retrancher les lignes 27 à 29 inclusivement, à la page 62, et les remplacer par ce qui suit:

«party at the official address for the service in respect of the security notice according to the records of the»

Strike out lines 31 and 32, on page 62, and substitute the following therefor:

“(5) The registration of a security notice shall be cancelled on submission to”

Strike out lines 44 to 49 inclusive, on page 62, and lines 1 to 5 inclusive, on page 63, and substitute the following therefor:

“notice in respect of a security interest is cancelled pursuant to subsection (5) or (7), the secured party under the security notice may not submit for registration under this Division another security notice in respect of that security interest without leave of the court to do so.

(7) The registration of a security notice shall be cancelled where there is”

Clause 118

In the French version only, strike out line 41, on page 63, and substitute the following therefor:

“les actes et les parties de la zone ainsi que les”

In the French version only, strike out line 4, on page 64, and substitute the following therefor:

“de documents relatifs aux titres, des actes”

Strike out lines 14 to 17 inclusive, on page 64, and renumber paragraphs (f) and (g) as (e) and (f) accordingly.

Clause 119

In the French version only, strike out lines 2 and 3, on page 65, and substitute the following therefor:

“fond ou du sous-sol marins de toute partie de la zone située dans”

In the French version only, strike out line 10, on page 66, and substitute the following therefor:

“du sous-sol marins de la zone.”

In the French version only, strike out line 7, on page 67, and substitute the following therefor:

“du forage du puits d'exploitation;”

Strike out lines 30 to 33 inclusive, on page 67, and substitute the following therefor:

“completion of the work;”

Strike out lines 13 and 14, on page 68, and substitute the following therefor:

“(h) any study funded from an account established under sub-section 49(1) of”

Clause 124

In the French version only, strike out line 19, on page 71, and substitute the following therefor:

“(7) Avant de prendre quelque mesure à”

Clause 126

In the French version only, strike out lines 1 and 2, on page 73, and substitute the following therefor:

“126. (1) L'Office peut prescrire les formulaires en général et les”

Retrancher la ligne 18, à la page 62, et la remplacer par ce qui suit:

«est radié sur présen-»

Retrancher les lignes 25 à 30 inclusivement, à la page 62, et les lignes 1 et 2, à la page 63, et les remplacer par ce qui suit:

(6) La partie garantie visée par la radiation ne peut présenter à l'enregistrement un autre avis de sûreté ayant trait à la sûreté en cause sans avoir obtenu la permission du tribunal.

(7) L'enregistrement d'un avis de sûreté est radié sur présen-»

Article 118

Dans la version française seulement, retrancher la ligne 41, à la page 63, et la remplacer par ce qui suit:

«les actes et les parties de la zone ainsi que les»

Dans la version française seulement, retrancher la ligne 4, à la page 64, et la remplacer par ce qui suit:

«de documents relatifs aux titres, des actes»

Retrancher les lignes 8 à 11 inclusivement, à la page 64, et renuméroter les paragraphes (f) et (g) qui deviennent e) et f).

Article 119

Dans la version française seulement, retrancher les lignes 2 et 3, à la page 65, et les remplacer par ce qui suit:

«fond ou du sous-sol marins de toute partie de la zone située dans»

Dans la version française seulement, retrancher la ligne 10, à la page 66, et la remplacer par ce qui suit:

«du sous-sol marins de la zone.»

Dans la version française seulement, retrancher la ligne 7, à la page 67, et la remplacer par ce qui suit:

«du forage du puits d'exploitation;»

Retrancher les lignes 17 et 18, à la page 67, et les remplacer par ce qui suit:

«après leur achèvement;»

Retrancher les lignes 40 à 42 inclusivement, à la page 67, et les remplacer par ce qui suit:

«h) des études achevées financées sur le compte ouvert au titre du paragraphe 49(1) de»

Article 124

Dans la version française seulement, retrancher la ligne 19, à la page 71, et la remplacer par ce qui suit:

«(7) Avant de prendre quelque mesure à»

Article 126

Dans la version française seulement, retrancher les lignes 1 et 2, à la page 73, et les remplacer par ce qui suit:

«126. (1) L'Office peut prescrire les formulaires en général et les»

Add immediately after line 16, on page 73, the following:

“(3) Where a form or information to be given on a form is prescribed by the Board pursuant to this Act, it shall be deemed not to be a regulation within the meaning of the *Statutory Instruments Act*.”

Clause 127

Strike out line 17, on page 73, and substitute the following therefor:

“127. (1) Where an exploration agreement in”

Add immediately after line 26, on page 73, the following:

“(2) Where a declaration of significant discovery was made under section 44 of the *Canada Oil and Gas Act* and is in force on the coming into force of this section, it continues in force as if it were made pursuant to section 71 of this Part.

(3) Where, on the coming into force of this section, an exploration agreement is continuing in force pursuant to subsection 16(4) of the *Canada Oil and Gas Act*, it shall be deemed to be a significant discovery licence issued under this Part on the coming into force of this section and is subject to this Part.”

Clause 139

Strike out lines 35 and 36, on page 80, and substitute the following therefor:

“alternative production systems that could be used for the development of the”

Clause 142

Strike out line 39, on page 81, and substitute the following therefor:

“(2) The members and employees of the Board and the Chief Conservation Officer are not eligible to be members of the Committee.

(3) The Board shall provide the Commit-”

In the English version only, strike out lines 7 to 9 inclusive, on page 82, and substitute the following therefor:

“(4) The members of the Committee who are not employees of the public service of Canada”

and renumber the subsequent subclause accordingly.

Clause 151

Add immediately after line 35, on page 87, the following:

“151.1 (1) The Board may issue and publish, in such manner as the Board deems appropriate, guidelines and interpretation notes with respect to the application and administration of section 139 or any regulations made under section 149.

Ajouter immédiatement après la ligne 16, à la page 73, ce qui suit:

«(3) Les formulaires prescrits par l'Office et les renseignements qu'ils contiennent sont réputés ne pas être des règlements au sens de la *Loi sur les textes réglementaires*.»

Article 127

Retrancher la ligne 17, à la page 73, et la remplacer par ce qui suit:

«127. (1) Les accords d'exploration portant sur»

Ajouter immédiatement après la ligne 26, à la page 73, ce qui suit:

«(2) Les déclarations de découverte importante faites sous le régime de l'article 44 de la *Loi sur le pétrole et le gaz du Canada* et valides lors de l'entrée en vigueur du présent article sont maintenues en état de validité comme si elles l'avaient été faites sous celui de l'article 28 de la présente loi.

(3) Tout accord d'exploration qui est, lors de l'entrée en vigueur du présent article, valide sous le régime du paragraphe 16(4) de la *Loi sur le pétrole et le gaz du Canada* est assimilé à une attestation de découverte importante octroyée sous celui de la présente loi, à compter de son entrée en vigueur, et régie par celle-ci.»

Article 139

Retrancher les lignes 25 et 26, à la page 80, et les remplacer par ce qui suit:

«tion, solution de rechanges comprises, éventuel. La seconde contient les renseignements»

Article 142

Retrancher la ligne 29, à la page 81, et la remplacer par ce qui suit:

«(2) Les membres de l'Office, son personnel et le délégué aux hydrocarbures ne peuvent être nommés au Comité.

(3) L'Office affecte au Comité le person-»

Dans la version anglaise seulement, retrancher les lignes 7 à 9 inclusivement, à la page 82, et les remplacer par ce qui suit:

«(4) The members of the Committee who are not employees of the public service of Canada»

et renuméroter en conséquence les paragraphes qui suivent.

Article 151

Ajouter immédiatement après la ligne 31, à la page 87, ce qui suit:

«151.1 (1) L'Office peut publier, selon les modalités qu'il estime indiquées, des directives et des textes interprétatifs relativement à l'application de l'article 139 ou des règlements pris au titre de l'article 149.

(2) Guidelines and interpretation notes issued pursuant to subsection (1) shall be deemed not to be statutory instruments for the purposes of the *Statutory Instruments Act*.”

Clause 152

Strike out lines 28 to 37 inclusive, on page 88, and substitute the following therefor:

“on any marine installation or structure that is within the offshore area in connection with the exploration or drilling for or the production, conservation or processing of petroleum within the offshore area.”

Strike out lines 3 to 8 inclusive, on page 89, and substitute the following therefor:

“Parliament,

(a) Parts III and IV of the *Canada Labour Code* do not apply on any marine installation or structure referred to in subsection (2), and

(b) in respect of any marine installation or structure referred to in subsection (2) that is within the offshore area for the purpose of becoming, or that is, permanently attached to, permanently anchored to or permanently resting on the seabed or subsoil of the submarine areas of the offshore area,

(i) Part V of the *Canada Labour Code* does not apply, and

(ii) *The Labour Relations Act, 1977*, Chapter 64 of the Statutes of Newfoundland, 1977, as amended from time to time, applies

during such time as the marine installation or structure is within the offshore area in connection with a purpose referred to in that subsection.”

Clause 207

Strike out lines 16 to 18 inclusive, on page 119, and substitute the following therefor:

“require, for the purposes of this Part and, with-”

Clause 208

Strike out lines 19 and 20, on page 120, and substitute the following therefor:

“this Part”

Clause 211

Strike out lines 27 and 28, on page 123, and substitute the following therefor:

“this Part”

Clause 215

Strike out lines 26 and 27, on page 126, and substitute the following therefor:

“St. John’s.”

Clause 232

Strike out lines 12 to 14 inclusive, on page 137, and substitute the following therefor:

(2) Ces directives et textes sont réputés ne pas être des textes réglementaires au sens de la *Loi sur les textes réglementaire*.»

Article 152

Retrancher les lignes 11 à 19 inclusivement, à la page 88, et les remplacer par ce qui suit:

«s'appliquent aux ouvrages qui sont dans la zone extracôtière à l'occasion de la recherche, notamment par forage, de la production, de la rationalisation de l'exploitation ou de la transformation d'hydrocarbures dans cette zone.»

Retrancher la ligne 6, à la page 89, et la remplacer par ce qui suit:

«visées au paragraphe (2) et la partie V de ce code ne s'applique pas à ces ouvrages qui y sont, ou doivent y être fixés en permanence sur ou dans le sol marin ou placés sur le sol marin en permanence tant qu'ils le sont aux fins visées au paragraphe (2); toutefois, la loi intitulée *The Labour Relations Act*, chapitre 64 des lois intitulées *Statutes of Newfoundland, 1977*, et des modifications s'applique à ces derniers ouvrages.»

Article 207

Retrancher les lignes 13 à 15 inclusivement, à la page 119, et les remplacer par ce qui suit:

«partie. Notamment la mention dans ces lois des»

Article 208

Retrancher les lignes 14 à 16 inclusivement, à la page 120, et les remplacer par ce qui suit:

«la présente partie. Notamment, la mention dans cette»

Article 211

Retrancher les lignes 19 à 21 inclusivement, à la page 123, et les remplacer par ce qui suit:

«dans le cadre de la présente partie. Notamment, la mention»

Article 215

Retrancher les lignes 21 et 22, à la page 126, et les remplacer par ce qui suit:

«Saint John's.»

Article 232

Retrancher les lignes 7 à 9 inclusivement, à la page 137, et les remplacer par ce qui suit:

“is, by the joint operation of this subsection and subsection 232(4) of the Provincial Act, dissolved three years after the date, as determined by both Ministers, on which the last payment is made pursuant to subsection 231(1).”

Clause 236

Strike out the heading immediately preceding line 3 and lines 3 and 4, on page 138, and substitute the following therefor:

“Transitional Amendments to Bill C-5

236. If, during the second session of the thirty-third Parliament, Bill C-5 entitled An”

Strike out lines 17 to 19 inclusive, on page 138, and substitute the following therefor:

“(b) the heading immediately preceding section 101 and section 101 of this Act are repealed and the following substituted therefor:

“Environmental Studies Research Fund”

101. (1) Part VII of the *Canada*”

Strike out line 5, on page 139, and substitute the following therefor:

“submitted to the Federal Minister.

(5) Notwithstanding section 49 of the *Canada Oil and Gas Act* as it read immediately before the coming into force of this section, where an exploration agreement in relation to any portion of the offshore area was entered into or negotiations in respect thereof were completed under the *Canada Oil and Gas Act* on or after February 11, 1985 and before the coming into force of Part VII of the *Canada Petroleum Resources Act*,

(a) the interest owner shall deposit for payment into the relevant fund an amount determined in accordance with subsection 81(2) of the *Canada Petroleum Resources Act*; and

(b) where, prior to the coming into force of this section, there has been deposited for payment into the relevant fund in relation to that exploration agreement an amount determined in accordance with section 49 of the *Canada Oil and Gas Act* as it read immediately before the coming into force of this section, the Minister may refund to the interest owner an amount equal to the difference between that amount and the amount required to be deposited under paragraph (a).”

Strike out lines 9 and 10, on page 139, and substitute the following therefor:

“(h) any study funded from an account established under subsection 76(1)”

Clause 237

Strike out the heading preceding line 14, on page 139, and substitute the following therefor:

«(4) Le Comité est dissous, par l'application conjointe du présent paragraphe et du paragraphe 232(4) de la loi provinciale, trois ans après la date fixée par les ministres pour effectuer le paiement prévu au paragraphe 231(1).»

Article 236

Retrancher à l'intertitre qui précède la ligne 1 et les lignes 1 à 3 inclusivement, à la page 138, et les remplacer par ce qui suit:

«Modifications découlant du projet de loi C-5

236. Si, en cas de sanction au cours de la deuxième session de la trente-troisième législature du projet de loi C-5 intitulé *Loi*»

Retrancher les lignes 16 à 18 inclusivement, à la page 138, et les remplacer par ce qui suit:

b) l'article 101 de la présente loi et l'intertitre qui le précède sont abrogés et remplacés par ce qui suit:

«Fonds pour l'étude de l'environnement»

101. (1) La partie VII de la *Loi fédérale*»

Retrancher la ligne 3, à la page 139, et la remplacer par ce qui suit:

«fédéral.

(5) Par dérogation du texte—précédant l'entrée en vigueur du présent article—de l'article 49 de la *Loi sur le pétrole et le gaz du Canada*, lorsqu'un accord d'exploration à l'égard d'une partie d'une zone extracôtière a été conclu ou que des négociations à ce sujet se sont terminées sous le régime de la *Loi sur le pétrole et le gaz du Canada* au plus tôt le 11 février 1985 mais avant l'entrée en vigueur de la partie VII de la *Loi fédérale sur les hydrocarbures*, les règles suivantes s'appliquent:

a) le propriétaire de droits verse au fonds approprié un montant déterminé en conformité avec le paragraphe 81(2) de la *Loi fédérale sur les hydrocarbures*;

b) si, avant l'entrée en vigueur du présent article, un montant, déterminé en conformité avec le texte—précédant l'entrée en vigueur du présent article—de l'article 49 de la *Loi sur le pétrole et le gaz du Canada*, a été versé au fonds approprié, à l'égard de cet accord, le ministre peut rembourser au propriétaire de droits la différence entre ce montant et celui qu'il devrait verser en application de l'alinéa a).»

Retrancher les lignes 6 et 7, à la page 139, et les remplacer par ce qui suit:

«h) des études achevées financées sur le compte ouvert au titre du paragraphe 76(1) de la»

Article 237

Retrancher l'intertitre qui précède la ligne 9, à la page 139, et le remplacer par ce qui suit:

“Consequential Amendments

Access to Information Act”

Strike out line 28, on page 139, and substitute the following therefor:

“respect of that Act to “section 119”.”

Clause 238

Add immediately after line 28, on page 139, the following:

“Privacy Act

238. The schedule to the *Privacy Act* is amended by adding thereto, in alphabetical order, the following:

“Canada-Newfoundland Offshore Petroleum Board
*L'office Canada-Terre-Neuve des hydrocarbures
extracôtiers*”

and renumber Clause 238 as Clause 239.

Strike out line 38, on page 139, and substitute the following therefor:

“C-5, mentioned in section 236 of this Act,”

Strike out line 1, on page 140, and substitute the following therefor:

“C-5 mentioned in section 236 of this”

Your Committee has ordered a reprint of Bill C-6, as amended, for use of the House of Commons at the report stage.

A copy of the Minutes of Proceedings and Evidence relating to this Bill (*Issue No. 1 which includes this report*) is tabled.

Respectfully submitted,

GORDON TAYLOR,

Chairman.

«Modifications corrélatives

Loi sur l'accès à l'information»

Retrancher la ligne 24, à la page 139, et la remplacer par ce qui suit:

«ce qui suit: «article 119».»

Article 238

Ajouter immédiatement après la ligne 24, à la page 139, ce qui suit:

«Loi sur la protection des renseignements personnels

238. L'annexe de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* est modifiée, par insertion, suivant l'ordre alphabétique, de ce qui suit:

«Office Canada—Terre-Neuve des hydrocarbures
extracôtiers

Canada-Newfoundland Offshore Petroleum Board»

et renuméroter l'article 238 qui devient 239.

Retrancher la ligne 32, à la page 139, et la remplacer par ce qui suit:

«date où l'article 131 du projet de loi C-5»

Retrancher la ligne 1, à la page 140, et la remplacer par ce qui suit:

«de loi C-5 entre en vigueur dans la zone»

Votre Comité a ordonné la réimpression du projet de loi C-6, tel que modifié, pour l'usage de la Chambre des communes à l'étape du rapport.

Un exemplaire des Procès-verbaux et témoignages relatifs à ce projet de loi (*fascicule n° 1 qui comprend le présent rapport*) est déposé.

Respectueusement soumis,

Le président,

GORDON TAYLOR.

MINUTES OF PROCEEDINGS

WEDNESDAY, OCTOBER 29, 1986

(1)

[Text]

The Legislative Committee on Bill C-6, An Act to implement an agreement between the Government of Canada and the Government of Newfoundland and Labrador on offshore petroleum resource management and revenue sharing and to make related and consequential amendments, met at 3:42 o'clock p.m. this day, the Chairman, Gordon Taylor, presiding.

Members of the Committee present: Paul Gagnon, Morrissey Johnson, Russell MacLellan, Joe Price, Jack Shields, Barbara Sparrow and Ian Waddell.

Gordon Taylor, announced his appointment as Chairman of the Committee pursuant to Standing Order 93(2).

The Order of Reference, dated Friday, October 3, 1986, being read as follows:

ORDERED,—That Bill C-6, An Act to implement an agreement between the Government of Canada and the Government of Newfoundland and Labrador on offshore petroleum resource management and revenue sharing and to make related and consequential amendments, be referred to a Legislative Committee;

And that the evidence adduced and documents received by any Legislative Committee of this House, in the First Session of the Thirty-third Parliament in relation to this Bill, was referred to the respective Legislative Committee.

On motion of Barbara Sparrow, seconded by Joe Price, it was agreed,—That the Chairman be authorized to hold meetings in order to receive evidence and authorize its printing when a quorum is not present provided that four (4) members are present including the Chairman and in the absence of the Chairman, the person designated to be Chairman of the Committee.

On motion of Joe Price, it was agreed,—That the Subcommittee on Agenda and Procedure be composed of all the members of the Legislative Committee including the Chairman and in the absence of the Chairman, the person designated to be Chairman of the Committee.

On motion of Barbara Sparrow, it was agreed,—That during the questioning of the witnesses, there be ten minutes for the first round, and then five minutes each after that in the second round.

On motion of Paul Gagnon, it was agreed,—That the Committee invite the Honourable Marcel Masse, Federal Minister of Energy, Mines and Resources, and the Honourable William W. Marshall, President of the Council and Minister responsible for Energy in the Government of Newfoundland, to appear next week.

PROCÈS-VERBAUX

LE MERCREDI 29 OCTOBRE 1986

(1)

[Traduction]

Le Comité législatif sur le projet de loi C-6, Loi concernant la mise en oeuvre de l'accord entre les gouvernements du Canada et de Terre-Neuve et du Labrador sur la gestion des ressources en hydrocarbures extracôtiers et sur le partage des recettes correspondantes et apportant des modifications corrélatives ou connexes, se réunit, aujourd'hui à 15 h 42, sous la présidence de Gordon Taylor, (*président*).

Membres du Comité présents: Paul Gagnon, Morrissey Johnson, Russell MacLellan, Joe Price, Jack Shields, Barbara Sparrow, Ian Waddell.

Gordon Taylor annonce sa propre nomination à la présidence du Comité, conformément aux dispositions de l'article 93(2) du Règlement.

Lecture de l'ordre de renvoi du vendredi 3 octobre 1986 est donnée en ces termes:

IL EST ORDONNÉ,—Que le projet de loi C-6, Loi concernant la mise en oeuvre de l'accord entre les gouvernements du Canada et de Terre-Neuve et du Labrador sur la gestion des ressources en hydrocarbures extracôtiers et sur le partage des recettes correspondantes et apportant des modifications corrélatives ou connexes, soit déferé à un Comité législatif;

Et que les témoignages recueillis et les documents reçus par tout Comité législatif de cette Chambre, au cours de la première session de la trente-troisième législature, en ce qui a trait à ce projet de loi, soient déferés à un Comité législatif au cours de la présente session.

Sur motion de Barbara Sparrow, appuyée par Joe Price, il est convenu,—Que le président soit autorisé à tenir des réunions pour recevoir des témoignages et en permettre la publication en l'absence du quorum, à condition que quatre (4) membres soient présents, dont le président ou, en l'absence de ce dernier, son suppléant.

Sur motion de Joe Price, il est convenu,—Que le Sous-comité du programme et de la procédure se compose de tous les membres du Comité législatif, y compris le président ou, en l'absence de ce dernier, son suppléant.

Sur motion de Barbara Sparrow, il est convenu,—Que pour l'interrogation des témoins, dix minutes soient allouées au premier tour, puis cinq minutes au deuxième tour.

Sur motion de Paul Gagnon, il est convenu,—Que le Comité invite l'honorable Marcel Masse, ministre fédéral de l'Énergie, des Mines et des Ressources, ainsi que l'honorable William W. Marshall, président du Conseil et ministre chargé des questions relatives à l'Énergie pour le gouvernement de Terre-Neuve, à comparaître la semaine prochaine.

It was agreed,—That the Committee commence clause by clause consideration of the Bill on Tuesday, November 4, 1986.

At 4:25 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

TUESDAY, NOVEMBER 4, 1986
(2)

The Legislative Committee on Bill C-6, An Act to implement an agreement between the Government of Canada and the Government of Newfoundland and Labrador on offshore petroleum resource management and revenue sharing and to make related and consequential amendments, met at 11:10 o'clock a.m. this day, the Chairman, Gordon Taylor, presiding.

Members of the Committee present: Morrissey Johnson, Russell MacLellan, Joe Price, Jack Shields, Barbara Sparrow and Ian Waddell.

Appearing: The Honourable Marcel Masse, Minister of Energy, Mines and Resources.

Witnesses: From the Department of Energy, Mines and Resources: Jeff Carruthers, Deputy Administrator, Canada Oil and Gas Lands Administration and Daniel R. Whelan, Director General, Policy Analysis and Coordination, Canada Oil and Gas Lands Administration.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated Friday, October 3, 1986, relating to Bill C-6, An Act to implement an agreement between the Government of Canada and the Government of Newfoundland and Labrador on offshore petroleum resource management and revenue sharing and to make related and consequential amendments. (*See Minutes of Proceedings and Evidence, October 29, 1986, Issue No. 1*)

The Minister made a statement.

The Minister and the witnesses answered questions.

On motion of Barbara Sparrow, seconded by Morrissey Johnson, it was agreed,—That the Committee print the number of Issues of its Minutes of Proceedings and Evidence established by the Board of Internal Economy.

At 12:25 o'clock p.m., It was agreed,—That the Subcommittee on Agenda and Procedure meet *in camera* to discuss future business.

At 12:30 o'clock p.m., the Committee adjourned until 3:30 o'clock p.m. this day.

AFTERNOON SITTING
(3)

The Legislative Committee on Bill C-6, An Act to implement an agreement between the Government of Canada and the Government of Newfoundland and Labrador on offshore petroleum resource management and revenue sharing and to make related and consequential amendments, met at 3:42 o'clock p.m. this day, the Chairman, Gordon Taylor, presiding.

Il est convenu,—Que le Comité entreprenne l'étude, article par article, du projet de loi le mardi 4 novembre 1986.

À 16 h 25, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

LE MARDI 4 NOVEMBRE 1986
(2)

Le Comité législatif sur le projet de loi C-6, Loi concernant la mise en oeuvre de l'accord entre les gouvernements du Canada et de Terre-Neuve et du Labrador sur la gestion des ressources en hydrocarbures extracôtiers et sur le partage des recettes correspondantes et apportant des modifications corrélatives ou connexes, se réunit, aujourd'hui à 11 h 10, sous la présidence de Gordon Taylor, (*président*).

Membres du Comité présents: Morrissey Johnson, Russell MacLellan, Joe Price, Jack Shields, Barbara Sparrow, Ian Waddell.

Comparait: L'honorable Marcel Masse, ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources.

Témoins: Du ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources: Jeff Carruthers, sous-administrateur, Administration du pétrole et du gaz des terres du Canada; Daniel R. Whelan, directeur général, Analyse de la politique et de la coordination, Administration du pétrole et du gaz des terres du Canada.

Le Comité reprend l'étude de son Ordre de renvoi du vendredi 3 octobre 1986 relatif au projet de loi C-6, Loi concernant la mise en oeuvre de l'accord entre les gouvernements du Canada et de Terre-Neuve et du Labrador sur la gestion des ressources en hydrocarbures extracôtiers et sur le partage des recettes correspondantes et apportant des modifications corrélatives ou connexes. (*Voir Procès-verbaux et témoignages du 29 octobre 1986, fascicule n° 1*).

Le Ministre fait une déclaration.

Le Ministre et les témoins répondent aux questions.

Sur motion de Barbara Sparrow, appuyée par Morrissey Johnson, il est convenu,—Que le Comité fasse imprimer ses Procès-verbaux et témoignages, suivant le nombre d'exemplaires établi par le Bureau d'économie interne.

À 12 h 25, il est convenu,—Que le Sous-comité du programme et de la procédure adopte le huis clos pour déterminer ses futurs travaux.

À 12 h 30, le Comité interrompt les travaux pour les reprendre aujourd'hui à 15 h 30.

SÉANCE DE L'APRÈS-MIDI
(3)

Le Comité législatif sur le projet de loi C-6, Loi concernant la mise en oeuvre de l'accord entre les gouvernements du Canada et de Terre-Neuve et du Labrador sur la gestion des ressources en hydrocarbures extracôtiers et sur le partage des recettes correspondantes et apportant des modifications corrélatives ou connexes, se réunit, aujourd'hui à 15 h 42, sous la présidence de Gordon Taylor, (*président*).

Members of the Committee present: Morrissey Johnson, Joe Price, Jack Shields, Barbara Sparrow and Ian Waddell.

Other Member present: George Baker (*Gander—Twillingate*).

Witnesses: From the Department of Energy, Mines and Resources: Jeff Carruthers, Deputy Administrator, Canada Oil and Gas Lands Administration and Tamara Parschin-Rybkin, Legal Counsel, Canada Oil and Gas Lands Administration.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated Friday, October 3, 1986, relating to Bill C-6, An Act to implement an agreement between the Government of Canada and the Government of Newfoundland and Labrador on offshore petroleum resource management and revenue sharing and to make related and consequential amendments. (*See Minutes of Proceedings and Evidence, October 29, 1986, Issue No. 1*)

It was agreed,—That Clause 1 be allowed to stand.

On Clause 2

On motion of Barbara Sparrow, it was agreed,—That Clause 2 be amended by striking out lines 40 to 44, on page 3, and substituting the following therefor:

““Provincial Act” means *The Canada-Newfoundland Atlantic Accord Implementation (Newfoundland) Act*, chapter 37 of the Statutes of Newfoundland, 1986;”

And the question being put on Clause 2, as amended, it was carried.

Clauses 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14 and 15 carried.

On Clause 16

Barbara Sparrow proposed to moved,—That Clause 16 be amended by:-

(a) striking out line 3 on page 10 and substituting the following:

“16. (1) Members of the Board, including the”

(b) adding, immediately after line 10 on page 10, the following:

“(2) the Board shall purchase and maintain insurance for the benefit of a person who is a present or former member, officer or employee of the Board, and the heirs and legal representatives of that person, against any liability incurred by that person in the capacity as such a member, officer or employee, except where the liability relates to a failure to act honestly and in good faith with regard to the best interests of the Board.

(3) For greater certainty, the expenditures of the Board associated with purchasing and maintaining the insurance referred to in subsection (2) shall form part of the budget or revised budget of the Board in respect of a fiscal year.”

DECISION BY THE CHAIRMAN

Mr. Chairman: I have serious reservations with regard to the admissibility of the proposed amendment of the Honourable Member for Calgary South (Barbara Sparrow).

Membres du Comité présents: Morrissey Johnson, Joe Price, Jack Shields, Barbara Sparrow, Ian Waddell.

Autre député présent: George Baker (*Gander—Twillingate*).

Témoins: Du ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources: Jeff Carruthers, sous-administrateur, Administration du pétrole et du gaz des terres du Canada; Tamara Parschin-Rybkin, conseillère juridique, Administration du pétrole et du gaz des terres du Canada.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du vendredi 3 octobre 1986 relatif au projet de loi C-6, Loi concernant la mise en oeuvre de l'accord entre les gouvernements du Canada et de Terre-Neuve et du Labrador sur la gestion des ressources en hydrocarbures extracôtiers et sur le partage des recettes correspondantes et apportant des modifications corrélatives ou connexes. (*Voir Procès-verbaux et témoignages du 29 octobre 1986, fascicule n° 1*).

Il est convenu,—Que l'article 1 soit réservé.

Article 2

Sur motion de Barbara Sparrow, il est convenu,—Que l'article 2 soit modifié en substituant aux lignes 28 à 30, page 2, ce qui suit:

«loi provinciales» Le chapitre 37 des Loi de Terre-Neuve de 1986 intitulé *The Canada-New-*

L'article 2, ainsi modifié, est mis aux voix et adopté.

Les articles 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14 et 15 sont adoptés.

Article 16

Barbara Sparrow a l'intention de proposer,—Que l'article 16 soit modifié;

a) en substituant à la ligne 1, page 10, ce qui suit:

«16. (1) Le président, les autres membres et le»

b) en ajoutant à la suite de la ligne 7, page 10, ce qui suit:

«(2) L'Office assure ses membres et son personnel, même après la cessation de leurs fonctions, ainsi que leurs héritiers et ayants droit, contre toute responsabilité découlant de celles-ci qui ne résulte pas du défaut d'agir avec intégrité et bonne foi au mieux des intérêts de l'Office.

(3) Les frais découlant de l'assurance sont inscrits au budget, original ou rectificatif, de l'Office pour l'exercice en cause.»

DÉCISION DU PRÉSIDENT

Le président: L'amendement que propose l'honorable député de Calgary Sub (Barbara Sparrow) m'inspire de graves réserves sous le rapport de l'admissibilité.

The amendment makes it mandatory for the Board to purchase and maintain insurance for the benefit of its present and former members, officers or employees and their heirs and legal representatives against any liability incurred by them in their capacity as members, officers or employees, except where the liability incurred is due to failure to act honestly and in good faith with respect to the best interests of the Board.

In my opinion, a new concept is being introduced in the bill and in clause 16, which deals with conflict of interest guidelines. Therefore, in accordance with Citation 773(1), on page 233, I rule the amendment out of order as going beyond the scope of the bill as read the second time by the House.

To make sure that decision was confirmed in, we asked the law officers of the Crown to give me something in writing on this. And, this is a letter from Mr. Marcel Pelletier, Q.C.

Clause 16 seeks to make members of the Board, including the Chairman and the Chief Executive Officer subject to certain specific conflict of interest guidelines. Nowhere in clause 16 is there any mention of the purchasing and maintaining of any insurance for the benefit of anyone connected with the Board as the proposed amendment seeks to accomplish.

The purpose of the bill, as approved by the House of Commons at second reading, never contemplated such purchase and maintenance of insurance as is proposed in the amendment. Therefore, this amendment is foreign to the principle of the bill and goes beyond the scope of Bill C-6 as adopted at the second reading stage.

In this regard, I would like to refer you to citation 764(1) of Beauchesne's Fifth Edition which reads as follows, and I quote: "A committee is bound by the decision of the House given on second reading in favour of the principle of the bill and should not therefore amend the bill in a manner destructive of that principle."

And also a section (4) of this citation, one finds the following, and I quote: "An amendment which is outside the scope of the bill is out of order and cannot be entertained unless a special instruction has been given by the House to the committee."

In this instance, of course, no such special instruction was given to the committee. This is sufficient reason to declare the proposed amendment irreceivable, and you may also wish to consider another reason. Part (3) of the amendment appears to offend the Royal Recommendation attached to the bill. As stated in citation 540 of Beauchesne, the Royal Recommendation attached to the bill must be treated as laying down once and for all not only the amount of the charge but also its objects, purposes, conditions and qualifications. Therefore, an amendment such as this would infringe the financial initiative of the Crown, not necessarily because it might increase the amount, but because it would extend the objects and purposes of the Act as approved at second reading.

En effet, l'amendement oblige l'Office à se procurer et à maintenir en vigueur de l'assurance au profit de ses membres et de son personnel, même après la cessation de leurs fonctions, de même qu'au profit de leurs héritiers et ayants droit, contre toute responsabilité découlant de celles-ci qui ne résulte pas du défaut d'agir avec intégrité et bonne foi au mieux des intérêts de l'Office.

À mon avis, un nouveau concept vient ainsi s'ajouter au projet de loi et à l'article 16, lequel traite des directives en matière de conflits d'intérêts. M'appuyant sur le Commentaire 773(1), page 233, du Beauchesne, je déclare l'amendement proposé irrecevable, car celui-ci n'entre pas dans l'objet du projet de loi tel qu'approuvé en deuxième lecture par la Chambre.

Désireux d'obtenir confirmation de cette décision, nous avons demandé aux juristes de la Couronne de nous procurer quelque chose par écrit à ce sujet, ce qu'a bien voulu faire par lettre Me Marcel Pelletier, C.R.

L'article 16 cherche à soumettre les membres de l'Office, y compris le président et le chef de la direction, à certaines directives précises en matière de conflits d'intérêts. Or nulle part dans l'article 16 est-il question de l'achat ou du maintien en vigueur d'une quelconque assurance au profit de quelque personne que ce soit associée à l'Office, comme l'amendement proposé cherche à le faire.

Il n'est jamais entré dans l'objet du projet de loi, tel qu'approuvé en deuxième lecture, d'envisager l'achat et la maintien en vigueur d'une assurance que propose l'amendement. Celui-ci est donc étranger au projet de loi C-6 adopté en deuxième lecture et n'entre pas dans ses attributions.

À cet égard, je vous signale le Commentaire 764(1) du Beauchesne, cinquième édition, et je cite: «La Chambre ayant consacré le principe du texte en le votant en deuxième lecture il est en conséquence interdit au Comité de le modifier de façon telle que ce principe ne soit plus respecté.»

En outre l'article 4 du même Commentaire déclare, et je cite: «Serait irrecevable une proposition d'amendement étrangère à l'objet du bill, sauf instruction particulière donnée au Comité par la Chambre.»

Dans le cas qui nous occupe, aucune instruction de cette nature n'a été donnée au Comité. C'est là un motif suffisant pour déclarer irrecevable l'amendement proposé. Mais il existe une autre raison. La troisième partie de l'amendement semble aller à l'encontre de la Recommandation royale annexée au projet de loi. En effet, le Commentaire 540 du Beauchesne nous apprend que la Recommandation royale annexée au projet de loi doit établir, une fois pour toutes, non seulement le montant d'un prélèvement mais aussi ses objectifs, ses buts, ses conditions et les réserves qui s'y rattachent. Par conséquent, un amendement du genre qui nous occupe enfreindrait l'initiative de la Couronne dans le domaine financier et cela non pas nécessairement parce qu'il risque d'augmenter le montant, mais parce qu'il ajouterait aux objectifs et aux buts de la loi telle qu'approuvée en deuxième lecture.

In my view, Mr. Pelletier writes, even if subclause (3) of the amendment state that the expenditures associated with purchasing and maintaining such insurance, shall form part of the budget or revised budget of the Board, the fact remains that the budget of the Board is prepared for the purpose of permitting the Board to properly exercise its powers and perform its duties and functions as provided for in subclause 27(1) of the Bill. Again, such powers, duties and functions do not include purchasing and maintaining insurance for the purposes mentioned in subclause (2) of the proposed amendment. I would refer you in this regard to citation 773(7) of Beausnesne which reads: "An amendment is out of order if it imposes a charge upon the public treasury, if it extends the objects and purposes as expressed in the Royal Recommendation."

So for those reasons, I have to declare the amendment out of order.

And the question being put on Clause 16, it was carried.

On Clause 17

After debate thereon, the question being put on Clause 17, it was, by a show of hands carried: Yeas: 4; Nays: 1.

Clauses 18, 19, 20, 21 and 22 carried.

On Clause 23

After debate thereon, the question being put on Clause 23, it was, by a show of hands, carried: Yeas: 4; Nays: 1.

Clause 24 carried.

On Clause 25

On motion of Barbara Sparrow, it was agreed,—That the French version of Clause 25 be amended by striking out lines 6 and 7, on page 13, and substituting the following therefor:

"(4) Pour ce qui concerne leur admissibilité à une nomination à un poste dans la Fonction publique à la suite d'un concours ou selon tel mode de sélection établi sous le"

On motion of Barbara Sparrow, it was agreed,—That the French version of Clause 25 be amended by striking out lines 14 and 15, on page 13, and substituting the following therefor:

"cent leurs fonctions dans un poste dont la nature et le niveau"

And the question being put on Clause 25, as amended, it was carried.

Clauses 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39 and 40 carried.

On Clause 41

On motion of Barbara Sparrow, it was agreed,—That Clause 41 be amended by striking out line 26, on page 19, and substituting the following therefor:

"refining facilities at Come-by-Chance if those facilities were operating at capacity on"

On motion of Barbara Sparrow, it was agreed,—That Clause 41 be amended by striking out lines 34 and 35, on page 19, and substituting the following therefor:

"referred to in paragraph (b), where"

A mon sens, ajoute M. Pelletier, même si le paragraphe 3 de l'amendement précise que les frais découlant de l'assurance sont inscrits au budget, original ou rectificatif, de l'Office pour l'exercice en cause, il n'en demeure pas moins que le budget de l'Office est établi, en vue de permettre à celui-ci d'exercer ses attributions, comme le précise le paragraphe 27(1) du projet de loi. Ici encore, celles-ci ne comprennent pas l'achat ou le maintien en vigueur d'une assurance aux fins mentionnées dans le paragraphe (2) de l'amendement proposé. À cet égard, veuillez vous reporter au Commentaire 773(7) du Beausnesne, et je cite: «Il est interdit au président de recevoir des propositions d'amendement entaché des vices suivants: (7) S'il impose une charge au Trésor ou s'il n'est pas conforme à la Recommandation royale dans la mesure où il étendrait l'objet ou la portée ou rendrait moins rigoureuses les réserves et les conditions qu'elle prescrit.»

Pour toutes ces raisons, je déclare donc irrecevable l'amendement proposé.

Puis l'article 16 est mis aux voix et adopté.

Article 17

Après débat, l'article 17 est mis aux voix et adopté par vote à main levée: Pour: 4; Contre: 1.

Les articles 18, 19, 20, 21 et 22 sont adoptés.

Article 23

Après débat, l'article 23 est mis aux voix et adopté par vote à main levée: Pour: 4; Contre: 1.

L'article 24 est adopté.

Article 25

Sur motion de Barbara Sparrow, il est convenu,—Que la version française de l'article 25 soit modifiée en substituant aux lignes 6 et 7, page 13, ce qui suit:

«(4) Pour ce qui concerne leur admissibilité à une nomination à un poste dans la Fonction publique à la suite d'un concours ou selon tel mode de sélection établi sous le»

Sur motion de Barbara Sparrow, il est convenu,—Que la version française de l'article 25 soit modifiée en substituant aux lignes 14 et 15, page 13, ce qui suit:

«cent leurs fonctions dans un poste dont la nature et le niveau»

L'article 25, ainsi modifié, est mis aux voix et adopté.

Les articles 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39 et 40 sont adoptés.

Article 41

Sur motion de Barbara Sparrow, il est convenu,—Que l'article 41 soit modifié en substituant à la ligne 23, page 19, ce qui suit:

«b) aux besoins des raffineries, en cours d'exploitation, de»

Sur motion de Barbara Sparrow, il est convenu,—Que l'article 41 soit modifié en substituant aux lignes 30 et 31, page 19, ce qui suit:

«b) lorsque les besoins de l'industrie, à»

On motion of Barbara Sparrow, it was agreed,—That Clause 41 be amended by striking out line 41, on page 19, and substituting the following therefor:

“Newfoundland have been met.”

And the question being put on Clause 41, as amended, it was carried.

Clauses 42, 43, 44, 45 and 46 carried.

On Clause 47

On motion of Barbara Sparrow, it was agreed,—That Clause 47 be amended by striking out line 7, on page 26, and substituting the following therefor:

““former lease” means an oil and gas lease”

On motion of Barbara Sparrow, it was agreed,—That the French version of Clause 47 be amended by adding immediately after line 15, on page 26, the following:

““formulaire” Formulaire fixé par l’Office y compris les renseignements à y porter.”

On motion of Barbara Sparrow, it was agreed,—That the French version of Clause 47 be amended by adding immediately after line 30, on page 26, the following:

““règlement” Texte d’application pris par le gouverneur en conseil.”

And the question being put on Clause 47, as amended, it was carried.

Clause 48 carried.

On Clause 49

On motion of Jack Shields, it was agreed,—That the French version of Clause 49 be amended by striking out lines 7 to 9, on page 27, and substituting the following therefor:

“présente partie sont établis sur formulaire, selon les modalités réglementaires.”

And the question being put on Clause 49, as amended, it was carried.

Clause 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57 and 58 carried.

On Clause 59

On motion of Jack Shields, it was agreed,—That the French version of Clause 59 be amended by striking out line 26, on page 31 and substituting the following therefor:

“si elle respecte les conditions”

And the question being put on Clause 59, as amended, it was carried.

Clauses 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69 and 70 carried.

On Clause 71

On motion of Barbara Sparrow, it was agreed,—That Clause 71 be amended by striking out line 47, on page 35 and line 1, on page 36, and substituting the following therefor:

“an interest or a share therein held in accordance with section 66, the Board shall, on the application of the interest holder of the interest or the share thereof made in the”

Sur motion de Barbara Sparrow, il est convenu,—Que l’article 41 soit modifié en substituant à la ligne 35, page 19, ce qui suit:

«Terre-Neuve ont été comblés»

L’article 41, sous sa forme modifiée, est mis aux voix et adopté.

Les articles 42, 43, 44, 45 et 46 sont adoptés.

Article 47

Sur motion de Barbara Sparrow, il est convenu,—Que l’article 47 soit modifié en substituant aux lignes 25 et 26, page 25, ce qui suit:

««ancienne concession» Concession de pétrole et de gaz régie par le Règlement sur les»

Sur motion de Barbara Sparrow, il est convenu,—Que la version française de l’article 47 soit modifiée en ajoutant à la suite de la ligne 15, page 26, ce qui suit:

««formulaires» Formulaire fixé par l’Office y compris les renseignements à y porter.»

Sur motion de Barbara Sparrow, il est convenu,—Que la version française de l’article 47 soit modifiée en ajoutant à la suite de la ligne 30, page 26, ce qui suit:

««règlement» Texte d’application pris par le gouverneur en conseil.»

L’article 47, ainsi modifié, est mis aux voix et adopté.

L’article 48 est adopté.

Article 49

Sur motion de Jack Shields, il est convenu,—Que la version française de l’article 49 soit modifiée en substituant aux lignes 7 à 9, page 27, ce qui suit:

«présente partie sont établis sur formulaire, selon les modalités réglementaires.»

L’article 49, ainsi modifié, est mis aux voix et adopté.

Les articles 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57 et 58 sont adoptés.

Article 59

Sur motion de Jack Shields, il est convenu,—Que la version française de l’article 59 soit modifiée en substituant à la ligne 26, page 31, ce qui suit:

«si elle respecte les conditions»

L’article 59, ainsi modifié, est mis aux voix et adopté.

Les articles 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69 et 70 sont adoptés.

Article 71

Sur motion de Barbara Sparrow, il est convenu,—Que l’article 71 soit modifié en substituant aux lignes 32 et 33, page 35, et aux lignes 1 à 3, inclusivement, page 36, ce qui suit:

«intéressé et établie sur formulaire, selon les modalités réglementaires, fait par écrit une déclaration de découverte importante portant sur les parties de la zone visées par un titre, ou une fraction visée à l’article 66, où»

On motion of Jack Shields, it was agreed,—That Clause 71 be amended by striking out line 21, on page 36, and substituting the following therefor:

“(4) Subject to subsection (5) where a declaration of significant dis-”

On motion Jack Shields, it was agreed,—That Clause 71 be amended by adding immediately after line 34, on page 36, the following:

“(5) A declaration of significant discovery shall not be amended to decrease the significant discovery area or revoked earlier than

(a) in the case of a significant discovery area that is subject to a significant discovery licence issued pursuant to subsection 73(1), the date on which the exploration licence referred to in that subsection expires; and

(b) in the case of a significant discovery area that is subject to a significant discovery licence issued pursuant to subsection 73(2), three years after the effective date of the significant discovery licence.”

and renumbering the subsequent subclause accordingly.

And the question being put on Clause 71, as amended, it was carried.

Clause 72 carried.

On Clause 73

On motion of Barbara Sparrow, it was agreed,—That Clause 73 be amended by striking out lines 10 to 12, on page 37, and substituting the following therefor:

“exploration licence or a share therein held in accordance with section 66, the Board shall, on application of the interest holder of the exploration licence or the share made in the form and”

On motion of Barbara Sparrow, it was agreed,—That the French version of Clause 73 be amended by striking out lines 10 to 12, on page 37, and substituting the following therefor:

“le-ci est établie sur formulaire, selon les modalités réglementaires. L'attestation porte sur”

On motion of Barbara Sparrow, it was agreed,—That Clause 73 be amended by striking out line 15 on page 37, and substituting the following therefor:

“holder a significant discovery licence in”

On motion of Barbara Sparrow, it was agreed,—That Clause 73 be amended by striking out line 18, on page 37, and substituting the following therefor:

“tion licence or the share.”

On motion of Barbara Sparrow, it was agreed,—That the French version of Clause 73 be amended by striking out lines 26 and 27, on page 37, and substituting the following therefor:

“(4) L'attestation est établie sur formulaire et comporte les conditions”

And the question being put on Clause 73, as amended, it was carried.

Clauses 74, 75, 76 and 77 carried.

On Clause 78

Sur motion de Jack Shields, il est convenu,—Que l'article 71 soit modifié en substituant à la ligne 13, page 36, ce qui suit:

«(4) Sous réserve du paragraphe (5), s'il y a des motifs sérieux de croire»

Sur motion de Jack Shields, il est convenu,—Que l'article 71 soit modifié en ajoutant à la suite de la ligne 21, page 36, ce qui suit:

«(5) La déclaration de découverte importante ne peut être modifiée ou annulée avant la date d'expiration du permis de prospection visé au paragraphe 73(1) ou moins de trois ans après la date de prise d'effet de l'attestation visée au paragraphe 73(2).»

et en renumérotant à l'avenant le paragraphe suivant.

L'article 71, sous sa forme modifiée, est mis aux voix et adopté.

L'article 72 est adopté.

Article 73

Sur motion de Barbara Sparrow, il est convenu,—Que l'article 73 soit modifié en substituant aux lignes 6 et 7, page 37, ce qui suit:

«découverte importante à l'indivisaire d'un permis valide de prospection, ou d'une fraction visée à l'article 66, portant sur tout»

Sur motion de Barbara Sparrow, il est convenu,—Que la version française de l'article 73 soit modifiée en substituant aux lignes 10 à 12, page 37, ce qui suit:

«le-ci est établie sur formulaire, selon les modalités réglementaires. L'attestation porte sur»

Sur motion de Barbara Sparrow, il est convenu,—Que l'article 73 soit modifié en substituant à la ligne 15, page 37, de la version anglaise ce qui suit:

«holder a significant discovery licence in»

Sur motion de Barbara Sparrow, il est convenu,—Que l'article 73 soit modifié en substituant à la ligne 14, page 37, ce qui suit:

«permis ou la fraction.»

Sur motion de Barbara Sparrow, il est convenu,—Que la version française de l'article 73 soit modifiée en substituant aux lignes 26 et 27, page 37, ce qui suit:

«(4) L'attestation est établie sur formulaire et comporte les conditions»

L'article 73, ainsi modifié, est mis aux voix et adopté.

Les articles 74, 75, 76 et 77 sont adoptés.

Article 78

On motion of Jack Shields, it was agreed,—That Clause 78 be amended by striking out lines 38 and 39, on page 39, and substituting the following therefor:

“an interest or a share therein held in accordance with section 66, the Board shall, on the application of the interest holder of the interest or the share, made in the”

And the question being put on Clause 78, as amended, it was carried.

On Clause 79

On motion of Jack Shields, it was agreed,—That Clause 79 be amended by striking out lines 18 to 20, on page 40, and substituting the following therefor:

“declaration of commercial discovery, give notice to the interest owner of any inter-”

And the question being put on Clause 79, as amended, it was carried.

On Clause 80

On motion of Barbara Sparrow, it was agreed,—That Clause 80 be amended by striking out lines 25 to 31, on page 41, and substituting the following therefor:

“(a) the right to explore for, and the exclusive right to drill and test for, petroleum;

(b) the exclusive right to develop those portions of the offshore area in order to produce petroleum;

(c) the exclusive right to produce petroleum from those portions of the offshore area; and

(d) title to the petroleum so produced.”

And the question being put on Clause 80, as amended, it was carried.

On Clause 81

On motion of Jack Shields, it was agreed,—That the French version of Clause 81 be amended by striking out lines 32 to 34, on page 41 and substituting the following therefor:

“et, sur demande à lui faite et établie sur formulaire, selon les modalités réglementaires, l'Office:”

On motion of Jack Shields, it was agreed,—That the French version of Clause 81 be amended by striking out lines 9 to 14, on page 42 and substituting the following therefor:

“table visés par un permis de prospection ou une attestation de découverte importante que celui-ci détient ou à plusieurs titulaires à l'égard de tout ou partie d'un ou plusieurs périmètres visés pas un permis de projection ou”

On motion of Jack Shields, it was agreed,—That the French version of Clause 81 be amended by striking out line 19, on page 42, and substituting the following therefor:

“fice peut octroyer une licence de production”

Sur motion de Jack Shields, il est convenu,—Que l'article 78 soit modifié en substituant aux lignes 27 à 33 inclusivement, page 39, ce qui suit:

«fice, sur demande à lui faite par l'indivisaire intéressé et établie sur formulaire, selon les modalités réglementaires, fait par écrit une déclaration de découverte exploitable portant sur les terres domaniales visées par un titre, ou une fraction visée à l'article 66, où la découverte a été faite, s'il existe des motifs»

L'article 78, ainsi modifié, est mis aux voix et adopté.

Article 79

Sur motion de Jack Shields, il est convenu,—Que l'article 79 soit modifié en substituant aux lignes 13 à 15, page 40, ce qui suit:

«aux articles 31 à 40, informer tel titulaire d'un titre portant»

L'article 79, ainsi modifié, est mis aux voix et adopté.

Article 80

Sur motion de Barbara Sparrow, il est convenu,—Que l'article 80 soit modifié en substituant aux lignes 20 à 23, page 41, ce qui suit:

«visées, le droit exclusif d'y prospecter et le droit exclusif d'y effectuer des forages ou des essais pour chercher des hydrocarbures, de les aménager en vue de la production de ces substances et celui d'en produire, ainsi que la propriété des hydrocarbures produits»

L'article 80, ainsi modifié, est mis aux voix et adopté.

Article 81

Sur motion de Jack Shields, il est convenu,—Que la version française de l'article 81 soit modifiée en substituant aux lignes 32 à 34, page 41, ce qui suit:

«et sur demande à lui faite et établie sur formulaire, selon les modalités réglementaires, l'Office:»

Sur motion de Jack Shields, il est convenu,—Que la version française de l'article 81 soit modifiée en substituant aux lignes 9 à 14, page 42, ce qui suit:

«table visés par un permis de prospection ou une attestation de découverte importante que celui-ci détient ou à plusieurs titulaires à l'égard de tout ou partie d'un ou plusieurs périmètres visés par un permis de prospection ou»

Sur motion de Jack Shields, il est convenu,—Que la version française de l'article 81 soit modifiée en substituant à la ligne 19, page 42, ce qui suit:

«fice peut octroyer une licence de production»

On motion of Jack Shields, it was agreed,—That the French version of Clause 81 be amended by striking out lines 28 and 29, on page 42, and substituting the following therefor:

“(4) L’attestation est établie sur formulaire et comporte les conditions”

And the question being put on Clause 81, as amended, it was carried.

On Clause 82

On motion of Jack Shields, it was agreed,—That the French version of Clause 82 be amended by striking out line 36, on page 42, and substituting the following therefor:

“peut, aux conditions dont ils conviennent,”

And the question being put on Clause 82, as amended, it was carried.

Clauses 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89 and 90 carried.

On Clause 91

On motion of Jack Shields, it was agreed,—That Clause 91 be amended by striking out lines 18 and 19, on page 46, and substituting the following therefor:

“ment set out in section 89 and the production licence may be issued, subjects to such terms and”

And the question being put on Clause 91, as amended, it was carried.

Clause 92 carried.

On Clause 93

On motion of Barbara Sparrow, it was agreed,—That the French version of Clause 93 be amended by striking out line 27, on page 47, and substituting the following therefor:

“tés réglementaires; elle ne peut être exercée”

And the question being put on Clause 93, as amended, it was carried.

Clauses 94, 95 and 96 carried.

On Clause 97

On motion of Jack Shields, it was agreed,—That Clause 97 be amended by striking out line 41, on page 49, and substituting the following therefor:

“and Natural Gas Act” meant Part II of *The Petroleum*”

And the question being put on Clause 97, as amended, it was carried.

Clauses 98, 99, 100 and 101 carried.

On Clause 102

On motion of Jack Shields, it was agreed,—That Clause 102 be amended by striking out lines 22 to 25, on page 53.

Sur motion de Jack Shields, il est convenu,—Que la version française de l’article 81 soit modifiée en substituant aux lignes 28 et 29, page 42, ce qui suit:

«(4) L’attestation est établie sur formulaire et comporte les conditions»

L’article 81, sous sa forme modifiée, est mis aux voix et adopté.

Article 82

Sur motion de Jack Shields, il est convenu,—Que la version française de l’article 82 soit modifiée en substituant à la ligne 36, page 42, ce qui suit:

«peut, aux conditions dont ils conviennent»

L’article 82, ainsi modifié, est mis aux voix et adopté.

Les articles 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89 et 90 sont adoptés.

Article 91

Sur motion de Jack Shields, il est convenu,—Que l’article 91 soit modifié en substituant aux lignes 1 à 8 inclusivement, page 46, ce qui suit:

«91. Par dérogation à l’article 89, lorsqu’une personne échappe à l’obligation ou qu’un plan de réalisation a été, selon le ministre fédéral, diligemment appliqué, mais que, dans l’un ou l’autre cas, le taux minimum n’a pas été atteint au moment de la présentation d’une demande de licence de production, celle-ci peut être octroyée soit sous»

L’article 91, ainsi modifié, est mis aux voix et adopté.

L’article 92 est adopté.

Article 93

Sur motion de Barbara Sparrow, il est convenu,—Que la version française de l’article 93 soit modifiée en substituant à la ligne 27, page 47, ce qui suit:

«tés réglementaires; elle ne peut être exercée»

L’article 93, ainsi modifié, est mis aux voix et adopté.

Les articles 94, 95 et 96 sont adoptés.

Article 97

Sur motion de Jack Shields, il est convenu,—Que l’article 97 soit modifié en substituant à la ligne 35, page 49, ce qui suit:

«gne la partie II de la loi intitulée *The Petroleum and Natu-*»

L’article 97, ainsi modifié, est mis aux voix et adopté.

Les articles 98, 99, 100 et 101 sont adoptés.

Article 102

Sur motion de Jack Shields, il est convenu,—Que l’article 102 soit modifié en substituant à la ligne 15, page 53, ce qui suit:

««acte» Mainlevée, cession de»

On motion of Jack Shields, it was agreed,—That Clause 102 be amended by striking out lines 29 to 33, on page 53.

On motion of Jack Shields, it was agreed,—That Clause 102 be amended by striking out line 38, on page 53, and substituting the following therefor:

“of a security notice or postpone-”

On motion of Jack Shields, it was agreed,—That Clause 102 be amended by striking out line 1, on page 54, and substituting the following therefor:

““instrument” means a discharge,”

On motion of Jack Shields, it was agreed,—That Clause 102 be amended by striking out lines 27 and 28, on page 54, and substituting the following therefor:

“ing the postponement of a security notice or operator’s lien;”

On motion of Jack Shields, it was agreed,—That the French version of Clause 102 be amended by striking out lines 4 and 5, on page 54.

And the question being put on Clause 102, as amended, it was carried.

On Clause 103

On motion of Barbara Sparrow, it was agreed,—That Clause 103 be amended by striking out lines 22 to 24, on page 55, and substituting the following therefor:

“summary of its terms and conditions or, on the request of the Board, a copy of the agreement or arrangement.”

And the question being put on Clause 103, as amended, it was carried.

Clauses 104 and 105 carried.

On motion of Jack Shields, it was agreed,—That the committee continue its sitting at least until 6:00 o’clock p.m. in order to complete clause by clause consideration of the Bill.

On Clause 106

On motion of Jack Shields, it was agreed,—That the French version of Clause 106 be amended by striking out line 23, on page 56, and substituting the following therefor:

“présenté sur formulaire et s’il”

And the question being put on Clause 106, as amended, it was carried.

Clause 107 carried.

On Clause 108

On motion of Morrissey Johnson, it was agreed,—That Clause 108 be amended by striking out lines 18 to 27, on page 57.

On motion of Morrissey Johnson, it was agreed,—That Clause 108 be amended by striking out line 28, on page 57, and substituting the following therefor:

“(2) No instrument may be registered”

Sur motion de Jack Shields, il est convenu,—Que l’article 102 soit modifié en supprimant les lignes 18 à 20, page 53.

Sur motion de Jack Shields, il est convenu,—Que l’article 102 soit modifié en substituant à la ligne 23, page 53, ce qui suit:

«sûreté ou un privilège»

Sur motion de Jack Shields, il est convenu,—Que l’article 102 soit modifié en supprimant les lignes 34 à 37 inclusivement, page 53.

Sur motion de Jack Shields, il est convenu,—Que l’article 102 soit modifié en substituant aux lignes 2 et 3, page 54, ce qui suit:

«tielle d’un avis de sûreté ou d’une cession de priorité.»

Sur motion de Jack Shields, il est convenu,—Que l’article 102 soit modifié en supprimant les lignes 4 et 5, page 54.

L’article 102, sous sa forme modifiée, est mis aux voix et adopté.

Article 103

Sur motion de Barbara Sparrow, il est convenu,—Que l’article 103 soit modifié en substituant aux lignes 12 à 14, page 55, ce qui suit:

«de lui en transmettre un résumé des conditions ou, à la demande de celui-ci, un double.»

L’article 103, ainsi modifié, est mis aux voix et adopté.

Les articles 104 et 105 sont adoptés.

Sur motion de Jack Shields, il est convenu,—Que le Comité adopte le huis clos jusqu’à 18 heures au moins pour mener à terme l’étude, article par article, du projet de loi.

Article 106

Sur motion de Jack Shields, il est convenu,—Que la version française de l’article 106 soit modifiée en substituant à la ligne 23, page 56, ce qui suit:

«présenté sur formulaire et s’il»

L’article 106, ainsi modifié, est mis aux voix et adopté.

L’article 107 est adopté.

Article 108

Sur motion de Morrissey Johnson, il est convenu,—Que l’article 108 soit modifié en supprimant les lignes 10 à 18 inclusivement, page 57.

Sur motion de Morrissey Johnson, il est convenu,—Que l’article 108 soit modifié en substituant aux lignes 19 à 22 inclusivement, page 57, ce qui suit:

«(2) Il est interdit d’enregistrer un acte sauf si un avis de l’adresse officielle de signification a été déposé chez le directeur sur formulaire.»

On motion of Morrissey Johnson, it was agreed,—That Clause 108 be amended by striking out line 33, on page 57, and substituting the following therefor:

“(3) The official address for service in”

And the question being put on Clause 108, as amended, it was carried.

On Clause 109

On motion of Jack Shields, it was agreed,—That Clause 109 be amended by striking out line 38, on page 57, and substituting the following therefor:

“109. Where a significant discovery licence”

On motion of Jack Shields, it was agreed,—That the English version of Clause 109 be amended by striking out line 43, on page 57, and substituting the following therefor:

“this Division of a security notice in”

On motion of Jack Shields, it was agreed,—That the English version of Clause 109 be amended by striking out line 48, on page 57, and substituting the following therefor:

“security notice referred to that”

On motion of Jack Shields, it was agreed,—That the English version of Clause 109 be amended by striking out line 3, on page 58, and substituting the following therefor:

“notice.”

And the question being put on Clause 109, as amended, it was carried.

Clause 110 carried.

On Clause 111

On motion of Joe Price, it was agreed,—That Clause 111 be amended by striking out line 33, on page 58, and substituting the following therefor:

“notice, shall be deemed to constitute”

On motion of Joe Price, it was agreed,—That the English version of Clause 111 be amended by striking out lines 36 to 38, on page 58, and substituting the following therefor:

“113 in respect of the security notice of the contents of the documents specified in the security notice.”

And the question being put on Clause 111, as amended, it was carried.

On Clause 112

On motion of Jack Shields, it was agreed,—That the French version of Clause 112 be amended by striking out line 25, on page 59, and substituting the following therefor:

“établie, sur formulaire, par la”

And the question being put on Clause 112, as amended, it was carried.

On Clause 113

On motion of Barbara Sparrow, it was agreed,—That Clause 113 be amended by striking out lines 10 and 11, on page 60, and substituting the following therefor:

Sur motion de Morrissey Johnson, il est convenu,—Que l'article 108 soit modifié en substituant à la ligne 23, page 57, ce qui suit:

«(3) L'adresse officielle peut être modifiée»

L'article 108, sous sa forme modifiée, est mis aux voix et adopté.

Article 109

Sur motion de Jack Shields, il est convenu,—Que l'article 109 soit modifié en substituant aux lignes 25 et 26, page 57, ce qui suit:

«109. L'enregistrement d'un avis de sûreté à l'égard d'un titre»

Sur motion de Jack Shields, il est convenu,—Que la version anglaise de l'article 109 soit modifiée en substituant à la ligne 43, page 57, ce qui suit:

«This Division of a security notice in»

Sur motion de Jack Shields, il est convenu,—Que la version anglaise de l'article 109 soit modifiée en substituant à la ligne 48, page 57, ce qui suit:

«security notice referred to that»

Sur motion de Jack Shields, il est convenu,—Que la version anglaise de l'article 109 soit modifiée en substituant à la ligne 3, page 58, ce qui suit:

«notice.»

L'article 109, sous sa forme modifiée, est mis aux voix et adopté.

L'article 110 est adopté.

Article 111

Sur motion de Joe Price, il est convenu,—Que l'article 111 soit modifié en substituant à la ligne 18, page 58, ce qui suit:

«sûreté à l'égard des»

Sur motion de Joe Price, il est convenu,—Que la version anglaise de l'article 111 soit modifiée en substituant aux lignes 36 à 38, page 58, ce qui suit:

«113 in respect of the security notice of the contents of the documents specified in the security notice.»

L'article 111, sous sa forme modifiée, est mis aux voix et adopté.

Article 112

Sur motion de Jack Shields, il est convenu,—Que la version française de l'article 112 soit modifiée en substituant à la ligne 25, page 59, ce qui suit:

«établie, sur formulaire, par la»

L'article 112, ainsi modifiée, est mis aux voix et adopté.

Article 113

Sur motion de Barbara Sparrow, il est convenu,—Que l'article 113 soit modifiée en substituant à la ligne 4, page 60, ce qui suit:

“mation in respect of a security notice that has been registered under this”

On motion of Barbara Sparrow, it was agreed,—That Clause 113 be amended by striking out lines 15 to 20, on page 60, and substituting the following therefor:

“(b) is specified in the security notice as the person from whom the security interest was acquired;

(c) is the secured party under another security notice regis-”

On motion of Barbara Sparrow, it was agreed,—That Clause 113 be amended by striking out lines 28 to 33, on page 60, and substituting the following therefor:

“Of a security notice, may be served pursuant to subsection (1) by serving on the secured party under the security notice a demand notice, in perscribed form, requiring the secured party”

On motion of Barbara Sparrow, it was agreed,—That the English version of Clause 113 be amended by striking out line 38, on page 60, and substituting the following therefor:

“notice or copies thereof are”

On motion of Barbara Sparrow, it was agreed,—That the English version of Clause 113 be amended by striking out line 3, on page 61, and substituting the following therefor:

“notice according to the records of”

On motion of Barbara Sparrow, it was agreed,—That the English version of Clause 113 be amended by striking out line 10, on page 61, and substituting the following therefor:

“(5) Where a secured party”

On motion of Barbara Sparrow, it was agreed,—That the English version of Clause 113 be amended by striking out line 13, on page 61, and substituting the following therefor:

“a security notice in relation to an”

On motion of Barbara Sparrow, it was agreed,—That the English version of Clause 113 be amended by striking out line 15, on page 61, and substituting the following therefor:

“security party in accordance”

On motion of Barbara Sparrow, it was agreed,—That the English version of Clause 113 be amended by striking out line 19, on page 61, and substituting the followig therefor:

“party to comply with the”

On motion of Barbara Sparrow, it was agreed,—That the English version of Clause 113 be amended by striking out line 22, on page 61, and substituting the following therefor:

“(6) Where a secured party”

On motion of Barbara Sparrow, it was agreed,—That Clause 113 be amended by striking out line 32, on page 61, and substituting the following therefor:

“notice.”

And the question being put on Clause 113, as amended, it was carried.

On Clause 114

«sûreté enregistré à»

Sur motion de Barbara Sparrow, il est convenu,—Que l'article 113 soit modifiée en substituant aux lignes 8 à 13 inclusivement, page 60, ce qui suit:

«b) y être désigné à titre d'auteur de la sûreté;

c) être la partie garantie aux termes d'un autre avis de garantie enregistré à»

Sur motion de Barbara Sparrow, il est convenu,—Que l'article 113, soit modifié en substituant aux lignes 21 à 23 inclusivement, page 60, ce qui suit:

«l'avis de sûreté—d'un avis, établi sur le formulaire prévu, lui enjoignant:»

Sur motion de Barbara Sparrow, il est convenu,—Que la version anglaise de l'article 113 soit modifiée en substituant à la ligne 38, page 60, ce qui suit:

«notice or copies thereof are»

Sur motion de Barbara Sparrow, il est convenu,—Que la version anglaise de l'article 113 soit modifiée en substituant à la ligne 3, page 61, ce qui suit:

«notice according to the records of»

Sur motion de Barbara Sparrow, il est convenu,—Que la version anglaise de l'article 113 soit modifiée en substituant à la ligne 10, page 61, ce qui suit:

«(5) Where a secured party»

Sur motion de Barbara Sparrow, il est convenu,—Que la version anglaise de l'article 113 soit modifiée en substituant à ligne 13, page 61, ce qui suit:

«a security notice in relation to an»

Sur motion de Barbara Sparrow, il est convenu,—Que la version anglaise de l'article 113 soit modifiée en substituant à la ligne 15, page 61, ce qui suit:

«secured party in accordance»

Sur motion de Barbara Sparrow, il est convenu,—Que la version anglaise de l'article 113 soit modifiée en substituant à la ligne 19, page 61, ce qui suit:

«party to comply with the»

Sur motion de Barbara Sparrow, il est convenu,—Que la version anglaise de l'article 113 soit modifiée en substituant à la ligne 22, page 61, ce qui suit:

«(6) Where a secured party»

Sur motion de Barbara Sparrow, il est convenu,—Que l'article 113 soit modifié en substituant à la ligne 18, page 61, ce qui suit:

«de sûreté.»

L'article 113, sous sa forme modifiée, est mis aux voix et adopté.

Article 114

On motion of Jack Shields, it was agreed,—That Clause 114 be amended by striking out lines 37 to 49, on page 61, and substituting the following therefor:

“rity notice in relation to an interest or a share therein pursuant to subsection 113(1) may

(a) serve on the secured party under the security notice a notice to take proceedings, in prescribed form, directing that secured party to apply to the court within sixty days after the day on which the notice to take proceedings is served, for an order substantiating the security interest claimed in the security notice; or”

On motion of Jack Shields, it was agreed,—That Clause 114 be amended by striking out lines 2 to 4, on page 62, and substituting the following therefor:

“requiring the secured party to show cause why the registration of the security notice should not be”

On motion of Jack Shields, it was agreed,—That the English version of Clause 114 be amended by striking out line 19, on page 62, and substituting the following therefor:

“secured party served with a”

On motion of Jack Shields, it was agreed,—That the English version of Clause 114 be amended by striking out lines 27 to 29, on page 62, and substituting the following therefor:

“party at the official address for service in respect of the security notice according to the records of the”

On motion of Jack Shields, it was agreed,—That Clause 114 be amended by striking out lines 31 and 32, on page 62, and substituting the following therefor:

“(5) The registration of a security notice shall be cancelled on submission to”

On motion of Jack Shields, it was agreed,—That Clause 114 be amended by striking out lines 44 to 49, on page 62, and lines 1 to 5, on page 63, and substituting the following therefor:

“notice in respect of a security interest is cancelled pursuant to subsection (5) or (7), the secured party under the security notice may not submit for registration under this Division another security interest in respect of that security interest without leave of the court to do so.

(7) The registration of a security notice shall be cancelled where there is”

And the question being put on Clause 114, as amended, it was carried.

Clause 115, 116 and 117 carried.

On Clause 118

On motion of Barbara Sparrow, it was agreed,—That the French version of Clause 118 be amended by striking out line 41, on page 63, and substituting the following therefor:

“les actes et les parties de la zone ainsi que les”

On motion of Barbara Sparrow, it was agreed,—That the French version of Clause 118 be amended by striking out line 4, on page 64, and substituting the following therefor:

“de documents relatifs aux titres, des actes”

Sur motion de Jack Shields, il est convenu,—Que l'article 114 soit modifié en substituant aux lignes 25 à 32, page 61, ce qui suit:

«de sûreté un avis établi sur formulaire, lui enjoignant de saisir le tribunal dans les soixante jours suivant la date de signification de l'avis, pour que soit reconnue la sûreté revendiquée dans l'avis de garantie;»

Sur motion de Jack Shields, il est convenu,—Que l'article 114 soit modifiée en substituant à la ligne 34, page 61, ce qui suit:

«garantie à»

Sur motion de Jack Shields, il est convenu,—Que la version anglaise de l'article 114 soit modifiée en substituant à la ligne 19, page 62, ce qui suit:

«secured party served with a»

Sur motion de Jack Shields, il est convenu,—Que la version anglaise de l'article 114 soit modifiée en substituant aux lignes 27 à 29, page 62, ce qui suit:

«party at the official address for service in respect of the security notice according to the records of the»

Sur motion de Jack Shields, il est convenu,—Que l'article 114 soit modifié en substituant à la ligne 18, page 62, ce qui suit:

«est radié sur présen-»

Sur motion de Jack Shields, il est convenu,—Que l'article 114 soit modifié en substituant aux lignes 25 à 30 inclusive-ment, page 62, et aux lignes 1 et 2, page 63, ce qui suit:

«(6) La partie garantie visée par la radiation ne peut présenter à l'enregistrement un autre avis de sûreté ayant trait à la sûreté en cause sans avoir obtenu la permission du tribunal.

(7) L'enregistrement d'un avis de sûreté est radié sur présen-»

L'article 114, sous sa forme modifié, est mis aux voix et adopté.

Les articles 115, 116 et 117 sont adoptés.

Article 118

Sur motion de Barbara Sparrow, il est convenu,—Que la version française de l'article 118 soit modifiée en substituant à la ligne 41, page 63, ce qui suit:

«les actes et les parties de la zone ainsi que les»

Sur motion de Barbara Sparrow, il est convenu,—Que la version française de l'article 118 soit modifiée en substituant à la ligne 4, page 64, ce qui suit:

«de documents relatifs aux titres, des actes»

On motion of Barbara Sparrow, it was agreed,—That Clause 118 be amended by striking out lines 14 to 17, on page 64, and renumbering paragraphs (f) and (g) as (e) and (f) accordingly.

And the question being put on Clause 118, as amended, it was carried.

On Clause 119

On motion of Barbara Sparrow, it was agreed,—That the French version of Clause 119 be amended by striking out lines 2 and 3, on page 65, and substituting the following therefor:

“fond ou du sous-sol marins de toute partie de la zone située dans”

On motion of Barbara Sparrow, it was agreed,—That the French version of Clause 119 be amended by striking out line 10, on page 66, and substituting the following therefor:

“du sous-sol marins de la zone.”

On motion of Barbara Sparrow, it was agreed,—That the French version of Clause 119 be amended by striking out lines 7, on page 67, and substituting the following therefor:

“du forage du puits d'exploitation;”

On motion of Barbara Sparrow, it was agreed,—That Clause 119 be amended by striking out lines 30 to 33, on page 67, and substituting the following therefor:

“completion of the work”

On motion of Barbara Sparrow, it was agreed,—That Clause 119 be amended by striking out lines 13 and 14, on page 68, and substituting the following therefor:

“(h) any study funded from an account established under subsection 49(1) of”

And the question being put on Clause 119, as amended, it was carried.

Clauses 120, 121, 122 and 123 carried.

On Clauses 124

On motion of Jack Shields, it was agreed,—That the French version of Clause 124 be amended by striking out line 19, on page 71, and substituting the following therefor:

“(7) Avant de prendre quelque mesure à”

And the question being put on Clause 124, as amended, it was carried.

Clause 125 carried.

Clause 126

On motion of Barbara Sparrow, it was agreed,—That the French version of Clause 126 be amended by striking out lines 1 and 2, on page 73, and substituting the following therefor:

“126. (1) L'Office peut prescrire les formulaires en général et les”

On motion of Barbara Sparrow, it was agreed,—That Clause 126 be amended by adding immediately after line 16, on page 73, the following:

“(3) Where a form or information to be given on a form is prescribed by the Board pursuant to this Act, it shall be

Sur motion de Barbara Sparrow, il est convenu,—Que l'article 118 soit modifié en retranchant les lignes 8 à 11 inclusivement, page 64, et en renumérotant les paragraphes (f) et (g) qui deviennent e) et f).

L'article 118, sous sa forme modifiée, est mis aux voix et adopté.

Article 119

Sur motion de Barbara Sparrow, il est convenu,—Que la version française de l'article 119 soit modifiée en substituant aux lignes 2 et 3, page 65, ce qui suit:

«fond ou du sous-sol marins de toute partie de la zone située dans»

Sur motion de Barbara Sparrow, il est convenu,—Que la version française de l'article 119 soit modifiée en substituant à la ligne 10, page 66, ce qui suit:

«du sous-sol marins de la zone.»

Sur la motion de Barbara Sparrow, il est convenu,—Que la version française de l'article 119 soit modifiée en substituant à la ligne 7, page 67, ce qui suit:

«du forage du puits d'exploitation;»

Sur motion de Barbara Sparrow, il est convenu,—Que l'article 119 soit modifié en substituant aux lignes 17 et 18, page 67, ce qui suit:

«après leur achèvement;»

Sur motion de Barbara Sparrow, il est convenu,—Que l'article 119 soit modifié en substituant aux lignes 40 à 42 inclusivement, page 67, ce qui suit:

«h) des études achevées financées sur le compte ouvert au titre du paragraphe 49(1) de»

L'article 119, sous sa forme modifiée, est mis aux voix et adopté.

Les articles 120, 121, 122 et 123 sont adoptés.

Article 124

Sur motion de Jack Shields, il est convenu,—Que la version française de l'article 124 soit modifiée en substituant à la ligne 19, page 71, ce qui suit:

«(7) avant de prendre quelque mesure à»

L'article 124, ainsi modifié, est mis aux voix et adopté.

L'article 125 est adopté.

Article 126

Sur motion de Barbara Sparrow, il est convenu,—Que la version française de l'article 126 soit modifiée en substituant aux lignes 1 et 2, page 73, ce qui suit:

«126. (1) L'Office peut prescrire les formulaires en général et les»

Sur motion de Barbara Sparrow, il est convenu,—Que l'article 126 soit modifié en insérant à la suite de la ligne 16, page 73, ce qui suit:

«(3) Les formulaires prescrits par l'Office et les renseignements qu'ils contiennent sont réputés ne pas être des règlements au sens de la *Loi sur les textes réglementaires.*»

deemed not to be a regulation within the meaning of the *Statutory Instruments Act*.”

And the question being put on Clause 126, as amended, it was carried.

On Clause 127

On motion of Joe Price, it was agreed,—That Clause 127 be amended by striking out line 17, on page 73, and substituting the following thereof:

“127. (1) Where an exploration agreement in”

On motion of Joe Price, it was agreed,—That Clause 127 be amended by adding immediately after line 26, on page 73, the following:

“(2) Where a declaration of significant discovery was made under section 44 of the *Canada Oil and Gas Act* and is in force on the coming into force of this section, it continues in force as if it were made pursuant to section 71 of this Part.

(3) Where, on the coming into force of this section, an exploration agreement is continuing in force pursuant to subsection 16(4) of the *Canada Oil and Gas Act*, it shall be deemed to be a significant discovery licence issued under this Part on the coming into force of this section and is subject to this Part.”

And the question being put on Clause 127, as amended, it was carried.

Clause 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137 and 138 carried.

On Clause 139

On motion of Joe Price, it was agreed,—That Clause 139 be amended by striking out lines 35 and 36, on page 80, and substituting the following therefor:

“alternative production systems that could be used for the development of the”

And the question being put on Clause 139, as amended, it was carried.

Clause 140 and 141 carried.

On Clause 142

On motion of Jack Shields, it was agreed,—That Clause 142 be amended by striking out line 39, on page 81, and substituting the following therefor:

“(2) The members and employees of the Board and the Chief Conservation Officer are not eligible to be members of the Committee.

(3) The Board shall provide the Commit-”

On motion of Jack Shields, it was agreed,—That the English version of Clause 142 be amended by striking out lines 7 to 9, on page 82, and substituting the following therefor:

“(4) The members of the Committee who are not employees of the public service of Canada”

and renumbering the subsequent subclause accordingly.

L'article 126, sous sa forme modifiée, est mis aux voix et adopté.

Article 127

Sur motion de Joe Price, il est convenu,—Que l'article 127 soit modifié en substituant à la ligne 17, page 73, ce qui suit:

«127. (1) Les accords d'exploration portant sur»

Sur motion de Joe Price, il est convenu,—Que l'article 127 soit modifié en ajoutant à la suite de la ligne 26, page 73, ce qui suit:

«(2) Les déclarations de découverte importante faites sous le régime de l'article 44 de la *Loi sur le pétrole et le gaz du Canada* et valides lors de l'entrée en vigueur du présent article sont maintenues en état de validité comme si elles avaient été faites sous celui de l'article 28 de la présente loi.

(3) Tout accord d'exploration qui est, lors de l'entrée en vigueur du présent article, valide sous le régime du paragraphe 16(4) de la *Loi sur le pétrole et le gaz du Canada* est assimilé à une attestation de découverte importante octroyée sous celui de la présente loi, à compter de son entrée en vigueur et régie par celle-ci.»

L'article 127, sous sa forme modifiée, est mis aux voix et adopté.

Les articles 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137 et 138 sont adoptés.

Article 139

Sur motion de Joe Price, il est convenu,—Que l'article 139 soit modifié en substituant aux lignes 25 et 26, page 80, ce qui suit:

«tion, solution de rechanges comprises, éventuel. Le second contient les renseignements»

L'article 139, ainsi modifié, est mis aux voix et adopté.

Les articles 140 et 141 sont adoptés.

Article 142

Sur motion de Jack Shields, il est convenu,—Que l'article 142 soit modifié en substituant à la ligne 29, page 81, ce qui suit:

«(2) Les membres de l'Office, son personnel et le délégué aux hydrocarbures ne peuvent être nommés au Comité.

(3) L'Office affecte au Comité le person-»

Sur motion de Jack Shields, il est convenu,—Que la version anglaise de l'article 142 soit modifiée en substituant aux lignes 7 à 9 inclusivement, page 82, ce qui suit:

«(4) The members of the Committee who are not employees of the Public service of Canada»

et en renumérotant en conséquence les paragraphes subséquents.

And the question being put on Clause 142, as amended, it was carried.

Clause 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149 and 150 carried.

On Clause 151

On motion of Morrissey Johnson, it was agreed,—That Clause 151 be amended by adding immediately after line 35, on page 87, the following:

“151.1 (1) The Board may issue and publish, in such manner as the Board deems appropriate, guidelines and interpretation notes with respect to the application and administration of section 139 or any regulations made under section 149.

(2) Guidelines and interpretation notes issued pursuant to subsection (1) shall be deemed not to be statutory instruments for the purposes of the *Statutory Instruments Act*.”

And the question being put on Clause 151, as amended, it was carried.

On Clause 152

On motion of Jack Shields, it was agreed,—That Clause 152 be amended by striking out lines 28 to 37, on page 88, and substituting the following therefor:

“on any marine installation or structure that is within the offshore area in connection with the exploration or drilling for or the production, conservation or processing of petroleum within the offshore area.”

On motion of Jack Shields, it was agreed,—That Clause 152 be amended by striking out lines 3 to 8, on page 89, and substituting the following therefor:

“Parliament,

(a) Parts III and IV of the *Canada Labour Code* do not apply on any marine installation or structure referred to in subsection (2), and

(b) in respect of any marine installation or structure referred to in subsection (2) that is within the offshore area for the purpose of becoming, or that is, permanently attached to, permanently anchored to or permanently resting on the seabed or subsoil of the submarine areas of the offshore area,

(i) Part V of the *Canada Labour Code* does not apply, and

(ii) *The Labour Relations Act, 1977*, Chapter 64 of the Statutes of Newfoundland, 1977, as amended from time to time, applies

during such time as the marine installation or structure is within the offshore area in connection with a purpose referred to in that subsection.”

And the question being put on Clause 152, as amended, it was carried.

Clauses 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205 and 206 carried.

L'article 142, sous sa forme modifiée, est mis aux voix et adopté.

Les articles 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149 et 150 sont adoptés.

Article 151

Sur motion de Morrissey Johnson, il est convenu,—Que l'article 151 soit modifié en ajoutant à la suite de la ligne 31, page 87, ce qui suit:

«151.1 (1) L'Office peut publier, selon les modalités qu'il estime indiquées, des directives et des textes interprétatifs relativement à l'application de l'article 139 ou des règlements pris au titre de l'article 149.

(2) Ces directives et textes sont réputés ne pas être des textes réglementaires au sens de la *Loi sur les textes réglementaires*.»

L'article 151, ainsi modifié, est mis aux voix et adopté.

Article 152

Sur motion de Jack Shields, il est convenu,—Que l'article 152 soit modifié en substituant aux lignes 11 à 19 inclusivement, page 88, ce qui suit:

«s'appliquent aux ouvrages qui sont dans la zone extracôtière à l'occasion de la recherche, notamment par forage, de la production, de la rationalisation de l'exploitation ou de la transformation d'hydrocarbures dans cette zone.»

Sur motion de Jack Shields, il est convenu,—Que l'article 152 soit modifié en substituant à la ligne 6, page 89, ce qui suit:

«visées au paragraphe (2) et la partie V de ce code ne s'applique pas à ces ouvrages qui y sont, ou doivent y être fixés en permanence sur ou dans le sol marin ou placés sur le sol marin en permanence tant qu'ils le sont aux fins visées au paragraphe (2); toutefois, la loi intitulée *The Labour Relations Act*, chapitre 64 des lois intitulées *Status of Newfoundland, 1977* et des modifications s'applique à ces derniers ouvrages.»

L'article 152, sous sa forme modifiée, est mis aux voix et adopté.

Les articles 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, et 206 sont adoptés.

On Clause 207

On motion of Barbara Sparrow, it was agreed,—That Clause 207 be amended by striking out lines 16 to 18, on page 119, and substituting the following therefor:

“require, for the purposes of this Part and, with-”

And the question being put on Clause 207, it was carried.

On Clause 208

On motion of Joe Price, it was agreed,—That Clause 208 be amended by striking out lines 19 and 20, on page 120, and substituting the following therefor:

“this Part”

And the question being put on Clause 208, as amended, it was carried.

Clauses 209 and 210 carried.

On Clause 211

On motion of Morrissey Johnson, it was agreed,—That Clause 211 be amended by striking out lines 27 and 28, on page 123, and substituting the following therefor:

“this Part”

And the question being put on Clause 211, as amended, it was carried.

Clauses 212, 213 and 214 carried.

On Clause 215

On motion of Joe Price, it was agreed,—That Clause 215 be amended by striking out lines 26 and 27, on page 126, and substituting the following therefor:

“St. John’s.”

And the question being put on Clause 215, as amended, it was carried.

Clause 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230 and 231 carried.

On Clause 232

On motion of Joe Price, it was agreed,—That Clause 232 be amended by striking out lines 12 to 14, on page 137, and substituting the following therefor:

“is, by the joint operation of this subsection and subsection 232(4) of the Provincial Act, dissolved three years after the date, as determined by both Ministers, on which the last payment is made pursuant to subsection 231(1).”

And the question being put on Clause 232, as amended, it was carried.

Clause 233, 234 and 235 carried.

On Clause 236

On motion of Jack Shields, it was agreed,—That Clause 236 be amended by striking out the heading immediately preceding line 3, and lines 3 and 4, on page 138, and substituting the following therefor:

Article 207

Sur motion de Barbara Sparrow, il est convenu,—Que l'article 207 soit modifié en substituant aux lignes 13 à 15 inclusivement, page 119, ce qui suit:

«partie. Notamment la mention dans ces lois des»

L'article 207, ainsi modifié, est mis aux voix et adopté.

Article 208

Sur motion de Joe Price, il est convenu,—Que l'article 208 soit modifié en substituant aux lignes 14 à 16 inclusivement, page 120, ce qui suit:

«la présente partie. Notamment, la mention dans cette»

L'article 208, ainsi modifié, est mis aux voix et adopté.

Les articles 209 et 210 sont adoptés.

Article 211

Sur motion de Morrissey Johnson, il est convenu,—Que l'article 211 soit modifié en substituant aux lignes 19 à 21, page 123, ce qui suit:

«dans le cadre de la présente partie. Notamment, la mention»

L'article 211, ainsi modifié, est mis aux voix et adopté.

Les articles 212, 213 et 214 sont adoptés.

Article 215

Sur motion de Joe Price, il est convenu,—Que l'article 215 soit modifié en substituant aux lignes 21 et 22, page 126, ce qui suit:

«Saint John's.»

L'article 215, ainsi modifié, est mis aux voix et adopté.

Les articles 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230 et 231 sont adoptés.

Article 232

Sur motion de Joe Price, il est convenu,—Que l'article 232 soit modifié en substituant aux lignes 7 à 9 inclusivement, page 137, ce qui suit:

«(4) Le Comité est dissous, par l'application conjointe du présent paragraphe et du paragraphe 232(4) de la loi provinciale, trois ans après la date fixée par les ministres pour effectuer le paiement prévu au paragraphe 231(1).»

L'article 232, ainsi modifié, est mis aux voix et adopté.

Les articles 233, 234 et 235 sont adoptés.

Article 236

Sur motion de Jack Shields, il est convenu,—Que l'article 236 soit modifié en substituant à l'intertitre qui précède la ligne 1 et aux lignes 1 à 3 inclusivement, page 138, ce qui suit:

“*Transitional Amendments to Bill C-5*”

236. If, during the second session of the thirty-third Parliament, Bill C-5 entitled *An*”

On motion of Jack Shields, it was agreed,—That Clause 236 be amended by striking out lines 17 to 19, on page 138, and substituting the following therefor:

“(b) the heading immediately preceding section 101 and section 101 of this Act are repealed and the following substituted therefor:

“Environmental Studies Research Fund”

101. (1) Part VII of the *Canada*”

On motion of Jack Shields, it was agreed,—That Clause 236 be amended by striking out line 5, on page 139, and substituting the following therefor:

“submitted to the Federal Minister.

(5) Notwithstanding section 49 of the *Canada Oil and Gas Act* as it read immediately before the coming into force of this section, where an exploration agreement in relation to any portion of the offshore area was entered into or negotiations in respect thereof were completed under the *Canada Oil and Gas Act* on or after February 11, 1985 and before the coming into force of Part VII of the *Canada Petroleum Resources Act*,

(a) the interest owner shall deposit for payment into the relevant fund an amount determined in accordance with subsection 81(2) of the *Canada Petroleum Resources Act*; and

(b) where, prior to the coming into force of this section, there has been deposited for payment into the relevant fund in relation to that exploration agreement an amount determined in accordance with section 49 of the *Canada Oil and Gas Act* as it read immediately before the coming into force of this section, the Minister may refund to the interest owner an amount equal to the difference between that amount and the amount required to be deposited under paragraph (a).”

On motion of Jack Shields, it was agreed,—That Clause 236 be amended by striking out lines 9 and 10, on page 139, and substituting the following therefor:

“(h) any study funded from an account established under subsection 76(1)”

And the question being put on Clause 236, as amended, it was carried.

On Clause 237

On motion of Barbara Sparrow, it was agreed,—That Clause 237 be amended by striking out the heading preceding line 14, on page 139, and substituting the following therefor:

“*Consequential Amendments*

Access to Information Act”

On motion of Barbara Sparrow, it was agreed,—That Clause 237 be amended by striking out line 28, on page 139, and substituting the following therefor:

«*Modifications découlant du projet de loi C-5*

236. Si, en cas de sanction au cours de la deuxième session de la trente-troisième législature du projet de loi C-5 intitulé *Loi*»

Sur motion de Jack Shields, il est convenu,—Que l'article 236 soit modifié en substituant aux lignes 16 à 18, page 138, ce qui suit:

«b) L'article 101 de la présente loi et l'interprétation qui le précède sont abrogés et remplacés par ce qui suit:

«Fonds pour l'étude de l'environnement»

101. (1) La partie VII de la *Loi fédérale*»

Sur motion de Jack Shields, il est convenu,—Que l'article 236 soit modifié en substituant à la ligne 3, page 139, ce qui suit:

«fédéral.

(5) Par dérogation du texte—précédant l'entrée en vigueur du présent article—de l'article 49 de la *Loi sur le pétrole et le gaz du Canada*, lorsqu'un accord d'exploration à l'égard d'une partie d'une zone extracôtière a été conclu ou que des négociations à ce sujet se sont terminées sous le régime de la *Loi sur le pétrole et le gaz du Canada* au plus tôt le 11 février 1985 mais avant l'entrée en vigueur de la partie VII de *Loi fédérale sur les hydrocarbures*, les règles suivantes s'appliquent:

a) le propriétaire de droits verse au fonds approprié un montant déterminé en conformité avec le paragraphe 81(2) de la *Loi fédérale sur les hydrocarbures*;

b) si, avant l'entrée en vigueur du présent article, un montant, détermine en conformité avec le texte—précédant l'entrée en vigueur du présent article—de l'article 49 de la *Loi sur le pétrole et le gaz du Canada*, a été versé au fonds approprié à l'égard de cet accord, le ministre peut rembourser au propriétaire de droits la différence entre ce montant et celui qu'il devrait verser en application de l'alinéa a).»

Sur motion de Jack Shields, il est convenu,—Que l'article 236 soit modifié en substituant aux lignes 6 et 7, page 139, ce qui suit:

«h) des études achevées financées sur le compte ouvert au titre du paragraphe 76(1) de la»

L'article 236, sous sa forme modifiée, est mis aux voix et adopté.

Article 237

Sur motion de Barbara Sparrow, il est convenu,—Que l'article 237 soit modifié en substituant à l'intertitre qui précède la ligne 9, page 139, ce qui suit:

«*Modifications corrélatives*

Loi sur l'accès à l'information

Sur motion de Barbara Sparrow, il est convenu,—Que l'article 237 soit modifié en substituant à la ligne 24, page 139, ce qui suit:

“respect of that Act to “section 119”.”

And the question being put on Clause 237, as amended, it was carried.

On Clause 238

On motion of Jack Shields, it was agreed,—That Clause 238 be amended by adding immediately after line 28, on page 139, the following:

Privacy Act

“238. The schedule to the *Privacy Act* is amended by adding thereto, in alphabetical order under the heading “*Other Government Institutions*”, the following:

“Canada-Newfoundland Offshore Petroleum Board
L'office Canada-Terre-Neuve des hydrocarbures extracôtiers”

and renumbering Clause 238 as Clause 239.

On motion of Jack Shields, it was agreed,—That Clause 238 be amended by striking out line 38, on page 139, and substituting the following therefor:

“C-5, mentioned in section 236 of this Act,”

On motion of Jack Shields, it was agreed,—That Clause 238 be amended by striking out line 1, on page 140, and substituting the following therefor:

“C-5, mentioned in section 236 of this”

And the question being put on Clause 238, as amended, it was carried.

By unanimous consent, the Committee reverted to Clause 1.

Clause 1 carried.

The Preamble carried.

The Title carried.

The Bill, as amended, carried.

Order,—That the Chairman report Bill C-6, with amendments, to the House.

On motion of Barbara Sparrow, it was agreed,—That Bill C-6, An Act to implement an agreement between the Government of Canada and the Government of Newfoundland and Labrador on offshore petroleum resource management and revenue sharing and to make related and consequential amendments, be reprinted for use of the House of Commons at Report Stage.

During the course of the meeting, the witnesses answered questions.

At 6:07 o'clock p.m., the Committee adjourned.

Santosh Sirpaul

Clerk of the Committee

«ce qui suit: «article 119».»

L'article 237, sous sa forme modifiée, est mis aux voix et adopté.

Article 238

Sur motion de Jack Shields, il est convenu,—Que l'article 238 soit modifié en ajoutant à la suite de la ligne 24, page 139, ce qui suit:

«*Loi sur la protection des renseignements personnels*

238. L'annexe de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* est modifiée, par insertion suivant l'ordre alphabétique, de ce qui suit:

«Office Canada—Terre-Neuve des hydrocarbures extracôtiers

Canada-Newfoundland Offshore Petroleum Board»

en renumérotant l'article 238 qui devient l'article 239.

Sur motion de Jack Shields, il est convenu,—Que l'article 238 soit modifié en substituant à la ligne 32, page 139, ce qui suit:

«date où l'article 131 du projet de loi C-5»

Sur motion de Jack Shields, il est convenu,—Que l'article 238 soit modifié en substituant à la ligne 1, page 240, ce qui suit:

«de loi C-5 entre en vigueur dans la zone»

L'article 238, sous sa forme modifiée, est mis aux voix et adopté.

Par consentement unanime, le Comité revient à l'article 1.

L'article 1 est adopté.

Le préambule est adopté.

Le Titre est adopté.

Le projet de loi, sous sa forme modifiée, est adopté.

Il est ordonné,—Que le président fasse rapport, à la Chambre, du projet de loi et des amendements y apportés.

Sur motion de Barbara Sparrow, il est convenu,—Que le projet de loi C-6, Loi concernant la mise en oeuvre de l'accord entre les gouvernements du Canada et de Terre-Neuve et du Labrador sur la gestion des ressources en hydrocarbures extracôtiers et sur le partage des recettes correspondantes et apportant des modifications corrélatives ou connexes, soit réimprimé à l'usage de la Chambre des communes à l'étape du rapport.

Au cours de la réunion, les témoins répondent aux questions.

À 18 h 07, le Comité lève la séance.

Le greffier du Comité

Santosh Sirpaul

EVIDENCE*(Recorded by Electronic Apparatus)*

[Texte]

Wednesday, October 29, 1986

• 1543

The Chairman: We will commence.

First of all, I want to read the authority from the Speaker, dated October 23, to Gordon Taylor, etc.

Dear Colleague:

Pursuant to Standing Order 93(2), this is to confirm your appointment as Chairman of the legislative committee on Bill C-6, an Act to implement an agreement between the Government of Canada and the Government of Newfoundland and Labrador on offshore petroleum resources management and revenue sharing and to make related and consequential amendments.

I would like now to introduce you to the secretary of our committee, Ms Sirpaul. I have not known her very long, but I have already discovered she is really hard worker. She has prepared all these statements and so on.

We appreciate having you as our secretary.

The next point is I will invite the clerk to read the order of reference.

• 1545

The Clerk of the Committee: It is ordered:

That Bill C-6, an Act to implement an agreement between the Government of Canada and the Government of Newfoundland and Labrador on offshore petroleum resource management and revenue sharing and to make related and consequential amendments, be a referred to a Legislative Committee;

And that the evidence adduced and documents received by any Legislative Committee of this House, in the First Session of the Thirty-third Parliament in relation to this Bill, was referred to the respective Legislative Committee.

The Chairman: Thank you. Are there any comments?

I think I should say that, if it is satisfactory to the committee, we will make the Parliamentary Secretary, Mr. Jack Shields, a member of the committee. Is there any objection to that?

Mr. Gagnon: Mr. Chairman, does that mean he is precluded from appearing as a witness?

The Chairman: I guess it would, but we will probably have the Minister here as a witness.

Mrs. Sparrow: Mr. Chairman, I understand any member of the committee can act as a witness and vice-versa. These certainly were the rules in June. Perhaps Mr. Waddell . . .

Mr. Waddell: Mr. McDermid did. I have no objection to Mr. Shields being a member, but if I can throw something in, I really think the committees are for the average MPs, and we

TÉMOIGNAGES*(Enregistrement électronique)*

[Traduction]

Le mercredi 29 octobre 1986

Le président: La séance est ouverte.

Je vais tout d'abord donner lecture d'une lettre émanant du Président, datée du 23 octobre et adressée à Gordon Taylor.

Cher collègue,

Conformément à l'ordre de référence 93(2), je confirme par la présente votre nomination au poste de président du Comité législatif sur le projet de loi C-6, Loi concernant la mise en oeuvre de l'accord entre les gouvernements du Canada et de Terre-Neuve du Labrador sur la gestion des ressources en hydrocarbures extracôtiers et sur le partage des recettes correspondantes et apportant des modifications corrélatives ou connexes.

Je voudrais maintenant vous présenter M^{me} Sirpaul, secrétaire de notre Comité. Il ne m'a guère fallu longtemps pour me rendre compte qu'elle savait abattre de la besogne! C'est elle qui a préparé toutes ces déclarations.

Nous sommes heureux de vous avoir pour secrétaire . . .

Je vais maintenant demander au greffier de donner lecture de l'ordre de renvoi.

Le greffier du Comité: Il est décrété:

Que le projet de loi C-6, Loi concernant la mise en oeuvre de l'accord entre les gouvernements du Canada, de Terre-Neuve et du Labrador sur les gestion des ressources en hydrocarbures extracôtiers et sur le partage des recettes correspondantes et apportant des modifications corrélatives ou connexes, soit déferé à un comité législatif;

Et qu'à l'égard de ce projet de loi, tous les témoignages et documents reçus par un comité législatif de cette Chambre, au cours de la première session de la Trente-troisième législature, soient déferés au comité législatif pertinent.

Le président: Merci. Y a-t-il des observations?

Avec l'assentiment du Comité, nous nommons le secrétaire parlementaire, M. Jack Shields, membre de ce Comité. Y a-t-il des objections?

M. Gagnon: Monsieur le président, est-ce que cela signifie qu'il ne peut comparaître comme témoin?

Le président: J'imagine, mais il est probable que le ministre lui-même viendra témoigner.

Mme Sparrow: Monsieur le président, je crois comprendre que tout membre du Comité peut être témoin et vice versa. C'était la règle en juin dernier. Peut-être que M. Waddell . . .

M. Waddell: M. McDermid l'a bien fait. Je ne m'oppose pas à la nomination de M. Shields, mais permettez-moi de faire observer que les comités sont pour les députés ordinaires, il

[Texte]

have to keep fighting that. Parliamentary Secretaries think they are in the government a little bit. They are a little bit in the government; not Mr. Shields; he is always—

Mr. Shields: I look pretty average.

An hon. member: He looks pretty average to me.

Mr. Waddell: Yes. But I want to point that out so we do not have a committee that is dominated by the Parliamentary Secretary.

The Chairman: I should point out, hon. members, that Standing Order 89 states that:

For the purpose of this Standing Order, a Parliamentary Secretary shall not be a member of a standing committee . . .

But he can be a member of a legislative committee. So it is entirely up to the committee.

Some hon. members: Agreed.

The Chairman: I welcome you as a member of the committee, Mr. Shields.

Mr. Shields: Thank you. Mr. Chairman, I would also like to comment on what Mr. Waddell has said. I certainly hope I would not ever attempt to take a privilege in this committee because I am a Parliamentary Secretary. I will stay ordinary.

Mr. Waddell: You will wait and see.

The Chairman: I think you all have the agenda, and we are on paragraph 3(a). The Internal Economy is meeting today on this, so we will leave that for the time being to see what they come up with.

So we come, then, to paragraph 3(b): receiving and printing of evidence when quorum is not present. We have a motion there that the chairman be authorized to hold meetings in order to receive evidence and authorize its printing when a quorum is not present, provided that so many members are present, including the chairman, and in the absence of the chairman, the person designated to be chairman of the committee. It is suggested that three members be present, including the chairman, and in the absence of the chairman, the person designated to be chairman of the committee.

Would someone like to put a figure in there and move a motion?

Mrs. Sparrow: Mr. Chairman, I would like to see three members plus the chairman. So I move that the chairman be authorized to hold meetings in order to receive evidence and authorize its printing when a quorum is not present, provided that three members plus the chairman are present, and in the absence of the chairman, the person designated to be chairman of the committee.

The Chairman: Is there any discussion? Mr. Johnson.

Mr. Johnson: Mr. Chairman, Mrs. Sparrow has moved that it be three members plus the chairman. Would it not be better to put in four, including the chairman?

Mrs. Sparrow: All right, we could have four. I do not mind.

[Traduction]

faudrait les conserver ainsi. Les secrétaires parlementaires penchent un peu du côté de l'administration. Ils font en quelque sorte partie du gouvernement; pas M. Shields, il est toujours . . .

M. Shields: Mon aspect est bien ordinaire.

Une voix: Il me paraît bien ordinaire.

M. Waddell: Oui. Je tenais à le signaler toutefois pour que notre Comité ne soit pas dominé par un secrétaire parlementaire.

Le président: Permettez-moi de signaler, honorables députés, que l'article 89 du Règlement stipule que:

pour les besoins du Règlement, un secrétaire parlementaire ne pourra pas siéger à un comité permanent . . .

Mais il peut siéger à un comité législatif. C'est donc au Comité de décider.

Des voix: D'accord.

Le président: Je vous souhaite la bienvenue en tant que membre du Comité, monsieur Shields.

M. Shields: Merci bien. Monsieur le président, permettez-moi de commenter les propos de M. Waddell. J'espère bien ne jamais opposer ma volonté à celle du Comité, uniquement parce que je suis secrétaire parlementaire. Je vais rester ordinaire.

M. Waddell: Attendons de voir.

Le président: Vous avez tous l'ordre du jour devant vous, et nous en sommes à l'alinéa 3a). Le bureau de régie interne va se réunir aujourd'hui pour discuter de cette question, aussi pourrions-nous la différer dans l'attente de sa décision.

Nous en sommes donc à l'alinéa 3b): Audition et impression des témoignages en l'absence du quorum. La motion porte que le président soit autorisé à tenir des réunions pour recevoir des témoignages et à permettre l'impression de ces derniers en l'absence du quorum, pourvu qu'un certain nombre de membres, dont le président ou, en son absence, la personne qu'il aura désignée, soient présents. Il est proposé que trois membres soient présents, dont le président, ou en son absence, la personne qu'il aura désignée.

Puis-je entendre une motion en ce sens?

Mme Sparrow: Monsieur le président, je propose qu'il y ait trois membres plus le président. Ma motion porte donc que le président soit autorisé à tenir des réunions pour recevoir les témoignages, et à permettre l'impression de ces derniers en l'absence du quorum, pourvu que trois membres, dont le président ou, en son absence, la personne qu'il aura désignée, soient présents.

Le président: Y a-t-il des observations? Monsieur Johnson.

M. Johnson: Monsieur le président, M^{me} Sparrow a proposé qu'il y ait trois membres plus le président. Ne vaudrait-il pas mieux qu'il y ait quatre membres, dont le président?

Mme Sparrow: Bien, ça peut être quatre, peu m'importe.

[Text]

• 1550

The Chairman: So it is three and the chairman.

Mrs. Sparrow: Making it four.

The Chairman: Four altogether.

Mrs. Sparrow: That is better.

Motion agreed to

The Chairman: Establishment of a subcommittee on agenda. I am wondering how the committee feels. Both legislative committees I have chaired before agreed that instead of having a steering committee we would do all the business in the committee as a whole, because we found that in a steering committee you have to come back and take it up with a meeting anyway. How do you feel about that?

Mr. Price: Mr. Chairman, if it is in order, then I would move that the subcommittee would include all members of the legislative committee.

Motion agreed to

The Chairman: Allocation of time for the questioning of witnesses: that during the questioning of witnesses the principal spokesperson of each party be allotted *x* minutes and thereafter the members of the committee so many minutes. Would someone like to make a motion putting some times in there?

Mrs. Sparrow: Mr. Chairman, I would like to move that the first round be 10 minutes and the second round 5 minutes.

Mr. Johnson: I second that.

Motion agreed to

The Chairman: Now we come to item six. This is really a suggestion about future meetings. I am not sure we can go too far on that, but could we just have a discussion on that now?

Mr. Waddell: I think maybe for your benefit, and mine, I might make a couple of remarks and bring us up to date on these two bills. Originally the committee considered the two bills, if you will notice in our material, on Tuesday, May 27 and Thursday, June 5, 1986, under the chairmanship of Fred McCain. We started out with the two bills.

We had some difficulty during the hearings. Basically, I thought the government was trying to railroad the thing through, and the government perhaps thought I was maybe taking up too much time and wanted too much. After a bit of a rocky road, and through the good offices of Mr. McCain—I have to acknowledge that—we did come to an agreement. We ended up doing a very, very thorough—I think it was almost a textbook example—consideration of Bill C-92. I think it was well done.

The only thing I regret about the whole matter . . .

Anyway, we did the bill. We agreed, I believe—and other members can correct me if I am wrong—that the witnesses we heard on Bill C-92, such as the Newfoundland Ocean Indus-

[Translation]

Le président: Trois et le président.

Mme Sparrow: Mettons quatre.

Le président: Quatre en tout.

Mme Sparrow: C'est une amélioration.

La motion est adoptée

Le président: Etablissement d'un sous-comité à l'ordre du jour. Je me demande ce que vous en pensez. Aux deux comités législatifs que j'ai présidés, les membres ont décidé de ne pas créer de comité de direction mais de siéger en comité plénier lorsqu'ils se sont rendu compte qu'avec un comité de direction, il fallait tout de même revenir et siéger. Qu'est-ce que vous en pensez?

M. Price: Monsieur le président, si c'est acceptable, je propose que le sous-comité comprenne tous les membres des comités législatifs.

La motion est adoptée

Le président: L'allocation de temps pour l'interrogation des témoins: Que pour l'interrogation des témoins, on accorde *X* minutes aux premiers intervenants et cinq minutes aux suivants. Quelqu'un propose-t-il une motion en précisant le nombre de minutes allouées?

Mme Sparrow: Monsieur le président, je propose que les premiers intervenants se voient allouer dix minutes et les suivants cinq minutes.

M. Johnson: Je seconde la motion.

La motion est adoptée

Le président: Nous sommes au point six. Il s'agit d'une suggestion pour nos prochaines séances. Je ne pense pas qu'on puisse régler la question, mais j'aimerais au moins qu'on amorce la discussion.

M. Waddell: Pour votre gouverne et pour la mienne, j'aimerais faire certaines observations sur ces deux projets de loi et faire une mise au point. Si vous consultez vos documents, vous constaterez que le Comité a étudié les deux projets de loi pour la première fois le mardi 27 mai, jeudi 5 juin 1986, sous la présidence de Fred McCain. Nous avons débuté par ces deux projets de loi.

Lors des audiences, certains problèmes se sont posés. Je soupçonnais le gouvernement de faire voter à l'accélééré et le gouvernement trouvait probablement que j'en voulais trop que je prenais trop de temps. Après un départ un tantinet cahoteux, grâce aux bons offices de M. McCain, je l'avoue, une entente est intervenue. Nous avons fait une étude très approfondie du projet de loi C-92, une étude modèle, en fait. Nous avons tout lieu de nous en féliciter.

Tout ce que je déplore, c'est que . . .

Quoi qu'il en soit, nous avons étudié le projet de loi. Nous avons décidé, et rectifiez si je fais erreur, que les témoins entendus pour le projet de loi C-92, comme la *Newfoundland*

[Texte]

tries Association and some of the native groups and so on, would apply to Bill C-94. I believe we agreed to that. I think the two opposition parties also agreed that we would not hold up Bill C-92 in the House and we would allow the government, if they prorogued Parliament, to put the bill right where we left it. We could have asked to do the whole thing over again.

That was part of our agreement; and we kept the agreement. Bill C-92 passed the House, with, I think, a pretty good one-day debate.

• 1555

The one thing I regret about the committee . . . I want to say this: I thought we had terrific participation by ordinary members but I was really disappointed that on the last day, when it came to voting on amendments, I saw a whole bunch of new faces over there. I know there might have been reasons for that; I know what it is like when you have a constituency out west or a constituency in Newfoundland. I am sure you have obligations, but it was a personal disappointment to me, after such good feeling in the committee and such good debate, that in the end when we had some motions . . . because I actually thought that we had some consensus in one motion and that was the motion about, and it was a small thing, that Bill C-92 set up studies, funds for some research and the Minister was allowed to appoint people to it. We suggested appointing some local people, some people that might know something about the local areas. We had a little debate on this and I think there was some consensus here that we should do that. It was a small point, but had we had the regular members of the committee here, I think that motion might have passed committee. As it turned out we really did not have any opposition motions or anything that really passed committee.

I have always had the theory, and I have been here seven years, that committees are basically useless. I hate to say it, and it maybe me and my problems. I know some other colleagues have had some good experiences with committees. But I thought the committee was good in the sense that we had a good debate, but in the sense that we ever got anything through, I mean we got none of our motions passed and I do not think they were unreasonable. I think if our regular group had been here we might have had a little bit of consensus in the committee.

I want to say that. I am not making that my major point because the major point I am making is that after a rocky road we did have co-operation and I am prepared to give you my co-operation. Today is Wednesday, maybe I will feel different on Thursday, but I am prepared to give you my co-operation on this bill because it is fair to say, I think, that we really did go through clause by clause on Bill C-92, and this is part of . . . Bill C-92, the offshore regime, is part of this Bill C-94 with some special amendments for Newfoundland. I am not an expert on this particular bill. I learned a lot when we went through the other bill but I do not think that we have to go back through a lot of those technical aspects of how the regime works, such as how you get a permit and how you do not.

[Traduction]

Ocean Industries Associations, et quelques groupes autochtones, vaudraient pour le projet de loi C-94. Je pense que nous étions d'accord. Je pense aussi que les deux partis de l'opposition ont accepté de ne pas retarder l'adoption du projet de loi C-92 en Chambre et en cas de prorogation du Parlement, de permettre au gouvernement de reprendre l'étude du Bill là où on l'avait laissée. On aurait pu exiger de repartir à zéro.

Cela faisait partie d'une entente que nous avons respectée. Le projet de loi a été adopté en Chambre après un débat intéressant qui a duré une journée.

Tout ce que je déplore . . . Disons que les députés ont été formidables mais j'ai été déçu, le dernier jour, lorsqu'il s'est agi de voter sur les amendements; nous nous trouvions entourés d'une foule de visages nouveaux. Il y avait probablement de bonnes raisons à cela; ce n'est pas facile lorsque votre comté se trouve dans l'Ouest ou à Terre-Neuve. Vous avez des obligations, mais, personnellement, j'ai été déçu, après un débat aussi intéressant et des relations aussi cordiales, de voir qu'en fin de compte on a présenté certaines motions . . . Je pensais qu'on était tous d'accord sur une motion et sur ce que la motion signifiait; c'était une question secondaire. On proposait que le projet de loi C-92 fasse l'objet d'études, qu'on prévoie des fonds de recherche et que le ministre puisse y assigner quelques personnes. Nous avions suggéré des représentants locaux, qui connaissent les problèmes locaux. La question a été vaguement débattue et je pense que nous étions d'accord sur ce point. C'est une question de détail, mais si les membres permanents du Comité avaient été présents, la motion aurait été adoptée. Et il se trouve qu'en fin de compte aucune motion de l'opposition n'a été adoptée.

Je suis député depuis sept ans et j'ai toujours pris pour acquis que les travaux des comités étaient futiles. Ça me fait mal au coeur de le dire et je suis peut-être responsable. Je connais des collègues qui ont eu des expériences enrichissantes dans d'autres comités. J'ai trouvé ce Comité intéressant en un sens parce que nous avons eu un débat intéressant, mais aucune de nos motions n'a été adoptée et nous avons pourtant été bien raisonnables. Je suis convaincu que si les membres permanents avaient été là le vote aurait reflété le consensus du groupe.

Je ne veux pas en faire une histoire. Je veux dire simplement qu'après un départ cahoteux, nous avons collaboré et je suis prêt à collaborer. Nous sommes mercredi aujourd'hui et jeudi j'aurai peut-être changé d'avis, mais je suis prêt à collaborer pour ce projet de loi parce qu'en fait nous avons étudié ce projet de loi C-92 article par article, et cela fait partie de . . . Le projet de loi C-92, le régime côtier, relève de ce projet de loi C-94 avec des amendements spéciaux pour Terre-Neuve. Je ne suis pas expert en la matière. Lorsque nous avons étudié l'autre projet de loi, j'ai beaucoup appris, mais je ne pense pas qu'il soit nécessaire de revoir tous les aspects techniques du fonctionnement du régime, comme l'obtention d'un permis ou le refus d'octroyer un permis.

[Text]

Without restricting myself, we do not perhaps have the same native question in this bill, mainly because we whites wiped out all the natives in Newfoundland years ago; our forefathers did.

Mr. Price: There are natives in Newfoundland.

Mr. Waddell: There are natives in Labrador, however, and I do not want to exclude them. I did not think there were any natives in Newfoundland.

Mr. Price: Yes there are.

Mr. Waddell: I thought the Beothuks were all wiped out. Anyway, there may be a native question. I think it can be said, though, it would not be in the same degree as in the Northwest Territories where, of course, the natives are still the majority in the Territories. So I guess what I am saying is, perhaps we do not have to go through those things with the same thoroughness as we went through them in the last bill.

There are some questions. For my part—Mr. MacLellan may have his own concerns—I am concerned with hearing the Minister. He is a new Minister and I would like to hear him on this because I am interested in his view of what is happening in the east coast in Newfoundland. We would like some update. Is this really academic? Is what we are doing academic, because of the low price of oil and so on, or is it still in the cards? I think it is in the national interest that we hear from the Minister on that.

The other thing I would like to hear is some constitutional evidence. There is that very good institute in Calgary; the name escapes me for the moment. The legal research institute, energy institute associated with the University of Calgary. They did send us a brief and we agreed that we would consider their brief which came later, after we had finished Bill C-92. I think the clerk should be aware that there was a brief sent in; and we should append it to this material and accept it.

• 1600

In one of their publications they put out—and I will get it for you, Mr. Chairman, and the clerk—there was an interesting article about the constitutional implications of this bill. Let me just put it very simply, if I can. I am not quite sure I have it right, but basically the offshore does belong to the federal government. That is what the Constitution really says, as interpreted by the Supreme Court of Canada. Brian Peckford, the Premier of Newfoundland, lost that case. British Columbia basically lost cases. They did not lose the case with respect to inland waters, but they lost it in terms of the offshore. The courts have held that. It has been the policy of the Conservative Party, indeed of my party too, that the offshore should be basically that you think about it like the land in the provinces. As in your province of Alberta, it is really important that the provincial government have control over resources. It is almost biblical in its significance to western Canada. So I think there was an effort by your party, and its positions too, to say that the provinces can control the offshore.

[Translation]

Et je pense que nous n'avons pas le problème des autochtones avec ce projet de loi, parce que cela fait bien longtemps que nos ancêtres ont exterminé les autochtones de Terre-Neuve.

M. Price: Il reste des autochtones à Terre-Neuve.

M. Waddell: Il reste effectivement des autochtones au Labrador et je ne voudrais pas les exclure. Je ne pensais pas qu'il en restait à Terre-Neuve.

M. Price: Si.

M. Waddell: Je croyais qu'il ne restait plus de Beothuks. Dans ce cas, il y a peut-être un problème autochtone. Mais ce problème n'est probablement pas aussi important que dans les Territoires du Nord-Ouest où les autochtones constituent la majorité de la population. Autrement dit, il n'est peut-être pas nécessaire d'étudier cet aspect du problème aussi en détail que nous l'avons fait lors de l'étude du dernier projet de loi.

J'ai quelques questions. Personnellement—et M. MacLellan a peut-être ses propres préoccupations—j'aimerais entendre ce que le ministre a à dire. Il est nouveau dans son poste et j'aimerais qu'il nous dise ce qui se fait sur la côte est de Terre-Neuve. Nous aimerions une mise à jour. Est-ce que c'est vraiment un problème académique à cause du prix peu élevé du pétrole, entre autres, ou parce que rien n'a été décidé? Je pense que l'intérêt national serait bien servi par une déclaration du ministre.

J'aimerais également qu'on me présente certaines preuves constitutionnelles. Il existe un excellent institut à Calgary, dont le nom m'échappe, pour l'instant. L'Institut de recherche légale, l'Institut d'énergie attaché à l'Université de Calgary. Nous avons reçu un mémoire de cet institut et nous avons décidé de l'étudier une fois terminée l'étude du projet de loi C-92. Je tiens à informer le greffier qu'un mémoire vous a été envoyé. Nous pourrions l'annexer à ce document et l'accepter.

Monsieur le président et madame la greffière, je vais vous obtenir un exemplaire de l'une de leurs publications qui contient un article très intéressant sur les aspects constitutionnels de ce projet de loi. Je vais essayer de vous expliquer la situation aussi succinctement que possible. Si j'ai bien compris, la Cour suprême du Canada aurait décrété que, aux termes de la Constitution, les ressources extracôtières relèvent du gouvernement fédéral. Brian Peckford, le premier ministre de Terre-Neuve, s'est donc retrouvé perdant dans cette cause. Le gouvernement de la Colombie-Britannique a réussi à faire valoir ses droits sur ses eaux internes mais non pas sur les ressources extracôtières. Les tribunaux ont ainsi tranché. Le Parti conservateur, et le mien aussi d'ailleurs, estiment que la zone extracôtière devrait être considérée terre provinciale. Il est très important, par exemple, dans votre cas, celui de l'Alberta, que les ressources naturelles relèvent des autorités provinciales. Ce principe revêt une importance capitale pour les provinces de l'Ouest. J'ai la forte impression que votre parti est d'avis que les ressources extracôtières devraient relever des provinces.

[Texte]

What happened of course is you have problems with the Constitution. So this bill, in a way, is a way of remedying that, getting around that, in sort of a practical way of setting up this joint situation of resource management, revenue sharing, and so on. I think that is something we have to look at in this bill. I think it is something we might focus on—whether whether you can really do that; whether that will really work—and so I think we might want to hear a constitutional lawyer, or someone who can give us some of those ramifications, because we do not want this thing, later on, to be declared unconstitutional or something like that. I may have a look at that in terms of submitting the name of a witness.

To sum up then, for the NDP's part, we are not interested in delaying this bill. There is some question of some money going to Newfoundland, I understand, and I would like to be brought up to date on that. But we do not want, God knows, to stop money from going to Newfoundland; they probably need it, so we do not want to delay this bill.

We do not need to go over clause by clause, in my view, all the technical clauses as they are similar to clauses in Bill C-92, and we have done that thoroughly.

Thirdly, I think we should hear the Minister, because we want to know what is going on in the offshore. Are going to have a Hibernia?—everything is closed down there. We get a lot of pie in the sky, if I might say, from Maritime provincial politicians—the end of the rainbow is always there. They are like any other politician, I suppose.

And finally, we should have a look at the constitutional aspect.

Thank you.

The Chairman: Thank you for your views.

Captain Johnson.

Mr. Johnson: Mr. Chairman, I appreciate the remarks made by Mr. Waddell. I want to say that what I think this bill is is the federal part of an agreement between the Province of Newfoundland-Labrador and the Government of Canada. I am pretty well certain that the context of the bill has been thoroughly discussed by both levels of government and accepted by both levels; in fact, the provincial government has already passed Bill-1 in the Newfoundland legislature. What this bill will do is establish a joint federal-provincial regime for managing the oil and gas resources off Newfoundland through an independent Canada-Newfoundland offshore petroleum board.

I, as does Mr. Waddell, would like to hear the new Minister's views in relation to the bill, and also the Minister of Mines and Energy for Newfoundland.

[Traduction]

Mais il y a la Constitution. Ce projet de loi constitue donc un moyen de contourner le problème que pose celle-ci. Il prévoit en effet la mise sur pied d'une structure conjointe de gestion des ressources et de partage des revenus. C'est un des aspects de ce projet de loi qui mérite d'être approfondi. Il conviendrait donc, selon moi, d'inviter un juriste ou un expert en matière de constitution capable de nous expliquer si ce projet est viable et de nous en expliquer toutes les répercussions. Il ne faudrait pas que ce projet puisse être éventuellement décrété inconstitutionnel. J'ai l'intention de tenir compte de tous ces aspects avant de vous fournir une liste de témoins.

En conclusion, le Parti néo-démocrate ne souhaite pas du tout retarder ce projet de loi. Si j'ai bien compris, on a parlé de l'octroi de certaines sommes à Terre-Neuve. J'aimerais bien avoir quelques éclaircissements sur cette question. Nous ne pouvons pas du tout empêcher cette province de recevoir de l'argent. Elle en a sans doute grandement besoin. Nous n'avons vraiment pas l'intention de retarder l'étude de ce projet de loi.

Il est même inutile, selon moi, de procéder à l'étude de chacune des dispositions techniques de ce projet de loi. En effet, elle ressemble beaucoup aux dispositions du Projet de loi C-92 que nous avons déjà étudiées en profondeur.

Et troisièmement, il faudrait également que nous rencontrions le ministre car il est important que nous sachions exactement de quoi il retourne dans la zone extracôtière. J'aimerais bien savoir si le projet Hibernia va enfin aboutir car on a mis fin à toutes les activités là-bas. J'ai l'impression que les hommes politiques des provinces Maritimes construisent beaucoup de châteaux en Espagne. Ils ne sont pas bien différents des autres.

Et enfin, il est important que nous nous penchions sur l'aspect constitutionnel de cette affaire.

Merci.

Le président: Je vous remercie pour votre témoignage.

Le capitaine Johnson.

M. Johnson: Monsieur le président, j'ai trouvé les observations de M. Waddell fort intéressantes. Ce projet de loi, d'après moi, représente la participation fédérale à un accord entre Terre-Neuve et le Labrador et le gouvernement canadien. Je suis à peu près persuadé que l'ensemble de ce projet de loi a déjà fait l'objet de discussions entre les deux paliers de gouvernement et qu'ils se sont entendus sur la teneur. L'Assemblée législative de Terre-Neuve avait déjà adopté son Projet de loi 1. Ce projet de loi a pour but d'établir une structure fédérale-provinciale de gestion des ressources en pétrole et en gaz aux larges des côtes de Terre-Neuve. Et c'est pour réaliser cet objectif qu'il prévoit la création d'un office fédéral-provincial indépendant.

Je partage l'avis de M. Waddell pour ce qui est de l'opportunité d'entendre le témoignage du nouveau ministre sur ce projet de loi. Il serait également utile d'inviter le ministre des Mines et Énergie de la province de Terre-Neuve à venir nous rencontrer.

[Text]

• 1605

But I think, having gone through Bill C-92, that it could be restricted to witnesses in the manner of the federal Minister and the provincial Minister. I do not see the need for dragging any other witnesses in. I think a \$300-million fund is being established, \$225 million from the federal government and \$75 million from the provincial government, and right now there is no way the federal government can put any of their funding into the provincial government.

I know that ongoing things are taking place now, spending the money, and it is costing the Government of Newfoundland, I would say, interest, using money that they could be using from the federal government if this bill was passed so they could get some of that federal money. Now, it might very well be that the money might be in trust and it might be earning interest in a sense for that particular fund, but nevertheless I doubt very much if the interest coming in is as much as the interest going out that the provincial government has to pay.

There is no doubt that some of the projects that have been undertaken are very worthwhile projects. I have had the assurance from the previous Minister that she was very, very pleased with the way the provincial government were spending that development fund, and I think it is in the interests of the people of Newfoundland that this bill be passed quickly, regardless of when the development offshore might take place because that is another thing.

Until this bill is passed those funds cannot be passed to the provincial government, and I trust that the opposition members, in their best concern for the province of Newfoundland and Labrador, will agree to having witnesses limited to the two Ministers.

The Chairman: Thank you, Mr. Johnson.

Mrs. Sparrow: I would like to support what Mr. Johnson has said, and also what Mr. Waddell said. He is quite right that we did a thorough review in May and June on Bill C-92, as well as hearing witnesses for Bills C-92 and C-94. It was an excellent debate and I am sorry that perhaps some of the members changed on the second last day of the sitting in June but I guess there were reasons for us being a bit tardy in getting that bill completely finished. I would hope that we could move relatively quickly.

I think, with Mr. Waddell and Mr. Johnson, that we should hear the federal Minister of Energy, Mines and Resources, as well as the one from Newfoundland.

In regard to the energy research institute out of Calgary, a brief is available and I am sure the clerk could make that available to us.

The Chairman: Are there any other general comments? Mr. MacLellan.

Mr. MacLellan: I would like to say that I appreciate Mr. Morrissey Johnson's point. I think there is a great deal of

[Translation]

Comme nous avons déjà étudié le projet de loi C-92, nous pourrions peut-être nous contenter de rencontrer les ministres fédéral et provincial. Il ne serait vraiment pas utile d'inviter d'autres témoins. Les autorités fédérales et provinciales vont constituer un fonds de 300 millions de dollars, dont 225 millions proviendront du fédéral et 75 millions, du provincial. Mais le fédéral ne peut absolument pas, en ce moment, verser ces sommes au provincial.

Par conséquent, il y a des activités en cours à Terre-Neuve qui coûtent très cher au gouvernement provincial qui doit puiser dans ses propres coffres en attendant de recevoir les sommes que le fédéral ne pourra lui verser avant l'adoption du projet de loi. Il se peut très bien que cet argent soit en fiducie et que les intérêts s'accumulent, mais je doute fort qu'ils soient aussi élevés que le coût de l'argent que le gouvernement provincial doit utiliser pour ces activités.

Il va sans dire qu'un grand nombre des projets qui ont été entrepris sont très importants. La ministre précédente m'a dit qu'elle était très satisfaite de l'usage que faisait le gouvernement provincial de ce fonds de développement. Je n'en demeure pas moins persuadé que les Terre-neuviens ont tout intérêt à ce que ce projet de loi soit adopté le plus tôt possible sans que l'on tienne compte de la date d'exécution du projet d'exploitation extracôtière qui est une tout autre affaire.

Le fédéral ne peut pas octroyer ces sommes au provincial avant que le projet de loi soit adopté. J'espère que les membres de l'opposition seront d'accord pour que l'on invite que ces deux ministres à témoigner, ce qui nous permettra d'accélérer un peu les choses pour la province de Terre-Neuve et du Labrador.

Le président: Merci, monsieur Johnson.

Mme Sparrow: Je tiens à signaler que je partage tout à fait l'opinion de M. Johnson et de M. Waddell. Il a entièrement raison de dire que nous avons effectué une étude très approfondie du projet de loi C-92 en mai et juin. Nous avons également entendu de nombreux témoignages sur les projets de loi C-92 et C-94. Le débat s'est avéré fort utile et je trouve très dommage que des membres ont dû être remplacés l'avant-dernier jour de la session en juin. Mais selon moi, les retards que nous avons accusés dans l'étude de ce projet de loi étaient attribuables à des raisons très valables. J'espère que nous pourrions maintenant accélérer un peu le processus.

Je suis d'accord avec MM. Waddell et Johnson qu'il serait utile que nous rencontrions le ministre fédéral de l'Énergie, des Mines et des Ressources ainsi que son homologue de Terre-Neuve.

Je tiens à signaler qu'il existe un mémoire concernant l'Institut de recherches énergétiques de la région de Calgary. La greffière pourrait sans doute nous le faire distribuer.

Le président: Y a-t-il autre chose? Monsieur MacLellan.

M. MacLellan: Les propos de M. Morrissey Johnson m'ont vivement intéressé. Cet accord met des sommes très importan-

[Texte]

money at stake that is available to Newfoundland through this agreement, \$200 million, and I agree, and I know Mr. Waddell feels the same way, that . . . Three? Well, no, \$100 million is put in by the Province of Newfoundland.

Mrs. Sparrow: It is 75:25, sir.

Mr. MacLellan: Yes, 75. So it is important.

I would like to know if there is anything that is not in the bill that stipulates how this money is to be spent, and I would like to have any information that could be available either as a regulation or any separate agreement as to how that money is to be spent.

I have no desire to hold up this legislation. I do not entirely agree with it all, but I do not want to delay this bill to the benefit of the people of Newfoundland and I think we can do it very quickly. A lot of it is as was brought forward under Bill C-92, now Bill C-5.

I agree that the two Ministers should be here, and I say this knowing that the agreement we made to have the witnesses for Bills C-92 and C-94 heard at the same time does not apply any more because we are in a new session. All we did was agree to continue both bills from where we left them; we did not agree to honour any particular understandings. But I am prepared, because I agreed to it, to go along with it, and I am not going to stand on any kind of technicality in that regard.

• 1610

But I would hope the Minister would be available, as would the Minister of Energy for Newfoundland.

The Chairman: Any other general comments? We now have really two suggestions: one, the federal Minister and the Newfoundland Minister; and Mr. Waddell suggested a constitutional lawyer. I wonder if we could now have a motion, so we can get our teeth into one of these things.

Mr. Johnson: Mr. Chairman, regardless of the Constitution, I think that has been before the courts, and the Atlantic Accord, an agreement signed between the two levels of government, is an agreement between governments that will be legislated. I do not know that the legality of going into the Constitution has anything to do with it once it has passed through the House of Commons and through the House of Assembly in Newfoundland.

The agreement, to my recollection, is that the offshore is more or less conceded as being in the federal jurisdiction, but an agreement between both levels of government has been reached that a joint management board has been set up with both levels of government appointing members and then unanimously agreeing on the chairman of the board. So it is the management of the resource that we are talking about, and subsequently agreements between both levels of government.

[Traduction]

tes à la disposition de Terre-Neuve. Je sais que M. Waddell est du même avis . . . Trois? Non, puisque Terre-Neuve contribue 200 millions.

Mme Sparrow: Il s'agit de 75 pour le fédéral contre 25 pour le provincial, monsieur.

M. MacLellan: Ah bon, d'accord. Soixante-quinze. Il s'agit donc d'une somme importante.

J'aimerais bien que quelqu'un me dise si ce projet de loi, un règlement ou un accord distinct prévoit la manière dont ces fonds doivent être dépensés.

Je n'ai aucune intention de retarder ce projet de loi. Je ne suis pas d'accord avec tout, mais je pense qu'il est dans l'intérêt des Terre-neuviens que nous nous hâtons. Nous connaissons déjà passablement bien la situation vu notre étude du projet de loi C-92 qui est devenu le projet de loi C-5.

Je suis d'accord pour que nous invitions ces deux ministres à venir nous rencontrer. Je m'empresse d'ajouter cependant que je suis au courant de l'accord que nous avons conclu pour ce qui est de recevoir en même temps les témoignages concernant les projets de loi C-92 et C-94, accord qui ne s'applique plus car nous avons commencé une nouvelle session. Nous avons tout simplement convenu de reprendre l'étude de ces projets de loi, là où nous nous étions arrêtés, mais nous ne nous étions pas mis d'accord pour ce qui est d'autres ententes. Je ne veux pas pinailler et je ne vais donc pas trop insister sur ces questions de détails techniques.

J'espère que le ministre fédéral et le ministre de l'Énergie de Terre-Neuve pourront tous deux venir nous rencontrer.

Le président: Y a-t-il autre chose? Nous avons reçu deux propositions: premièrement, d'inviter le ministre fédéral et le ministre de Terre-Neuve et deuxièmement, M. Waddell propose que l'on invite un juriste spécialisé dans les questions constitutionnelles. Quelqu'un pourra peut-être en faire une motion de sorte que l'on puisse en traiter à fond.

M. Johnson: Monsieur le président, je pense que l'on peut mettre la question de la Constitution de côté puisque les tribunaux en ont été saisis. Il reste donc l'Accord de l'Atlantique qui a été conclu entre deux paliers de gouvernement et qui attend d'être légiféré. Je ne vois pas du tout ce que vient faire la Constitution là-dedans, surtout une fois que l'accord aura été adopté par la Chambre des communes et l'Assemblée législative de Terre-Neuve.

Si je me souviens bien, cet accord dit bien que la zone extracôtière relève de la juridiction fédérale. Cependant, un accord a été conclu entre les deux paliers de gouvernement portant création d'un office de gestion fédéral-provincial. Les deux paliers du gouvernement en choisiraient les membres qui seraient à leur tour responsables de désigner un président. Il s'agit donc ici de la gestion d'une ressource et d'accords entre

[Text]

The constitutional issue I do not believe is a question any more.

Mr. Waddell: Well, of course Mr. Johnson is mostly right. However, I just want to flag a thing for the committee and for the people involved.

You see, of course it is in the interests of the federal and the provincial governments to say they have wrapped up everything and there are no problems. They are together in that. And I hope they have wrapped up everything. I would like to see it. I think some day we have to develop Hibernia. I would like to see it developed. But I want to make sure we have considered that they have wrapped up everything in this bill. We might have to amend the bill to make it better.

I would like to consider that a little. I think we have a consensus of the Minister... I was not thinking of the provincial Minister, but that is fine, if he will come. We should look into some dates of when we can get the Minister; and I think if you want to leave it to me till the next meeting to come back with a proposal for someone who is a bit objective on the constitutional implications and the agreement implications, not a member of the provincial government or the federal government, who were the parties and about whom we know what they are going to say—they are going to say it is perfect... So I flag that and I ask you to give me time to come back at the next meeting, after I have looked into it a little more.

Mr. Gagnon: I move that we invite the federal and the provincial Ministers of Energy—the provincial Minister of Energy from Newfoundland and Labrador—to appear and give testimony, and failing that, to make a submission.

The Chairman: In that order? You do not care which one—

Mr. Gagnon: I do not care which order, but I make the motion, Mr. Chairman.

The Chairman: Yes. It is moved by Mr. Gagnon that we ask the Minister of Energy for Newfoundland and the Minister of the federal government to appear before the committee.

Mr. MacLellan: I like the way you repeated his resolution better than the way he said it, Mr. Chairman. I would not be satisfied with the making of a presentation. I would like to hope that they both would come, and I would not want to put the rider on the end that they be able to make a presentation rather than come. I would hope both of them would come.

The Chairman: No, they would come as witnesses.

Mr. MacLellan: Yes, all right.

The Chairman: Is that what you intend?

Mr. Gagnon: Yes, sir.

The Chairman: Okay, then. We have a motion by Mr. Gagnon that we ask the federal Minister and the Minister from Newfoundland to appear as witnesses.

[Translation]

les deux paliers de gouvernement. La Constitution n'a donc plus rien à voir là-dedans.

M. Waddell: M. Johnson a presque entièrement raison. Mais il y a un aspect ici sur lequel je tiens à attirer votre attention.

N'oublions surtout pas qu'il y va de l'intérêt des autorités fédérales et provinciales de dire que tout a été réglé et qu'il ne subsiste aucun problème. Ils s'entendent là-dessus. Mais j'aimerais bien cependant que le projet Hibernia finisse par aboutir. Et c'est pourquoi nous devons nous assurer qu'ils ont vu tous les détails. Il pourrait être nécessaire d'apporter des modifications au projet de loi pour l'améliorer.

Pensons-y un instant. Nous sommes arrivés à un consensus, il me semble, pour ce qui est du ministre. Je ne pensais pas particulièrement au ministre provincial, mais ce serait quand même très bien qu'il vienne nous rencontrer. Il faut choisir une date pour la comparution du ministre. Si vous êtes d'accord, je pourrais très bien vous proposer à la prochaine séance le nom d'un expert objectif en matière de constitution. Cette personne ne serait ni un membre du gouvernement provincial ni un membre du gouvernement fédéral qui sont tous deux parties à cet accord et dont nous connaissons également très bien le point de vue. Je suis en effet persuadé qu'ils nous diront que tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes. Donc si vous le voulez bien, je vous en reparlerai lors de la prochaine réunion.

M. Gagnon: Je propose que nous invitions le ministre fédéral de l'Énergie et son homologue provincial de Terre-Neuve et du Labrador à venir témoigner devant nous et le cas échéant, à nous faire parvenir un mémoire.

Le président: Dans cet ordre? Vous n'avez aucune préférence quant à...

M. Gagnon: Non, je n'ai aucune préférence quant à l'ordre de leur comparution, et je propose la motion, monsieur le président.

Le président: Très bien. M. Gagnon propose que nous invitions le ministre de l'Énergie de Terre-Neuve et le ministre fédéral à venir comparaître devant le Comité.

M. MacLellan: Je préfère votre façon, monsieur le président. À mon avis, un mémoire ne suffit pas. J'espère que les deux pourront venir comparaître et je préfère qu'on ne leur donne pas la possibilité de remplacer leur présence par un mémoire. J'espère que nous les rencontrerons tous deux.

Le président: Non, ils doivent venir en personne.

M. MacLellan: Très bien, c'est bon.

Le président: C'est ce que vous vouliez?

M. Gagnon: Oui, monsieur.

Le président: Très bien. M. Gagnon propose que nous invitions le ministre fédéral et le ministre de Terre-Neuve à venir comparaître devant nous.

[Texte]

Mr. Waddell: I can support the motion. I just wonder how Mr. Gagnon feels. You heard my request that I have the option to come back to the committee perhaps at the next meeting with a suggestion of a witness on the agreement implications.

• 1615

Mr. Gagnon: Mr. Chairman, I am not precluding that. I am not familiar with the brief that was presented on the hearings, and I would like to see a copy of it. But let us get something started. Let us invite those two and see what time we can have them here, and let us discuss your situation when you are in a position to discuss it.

The Chairman: Would it be satisfactory to the committee if we now made arrangements for the two Ministers? When we hear the two Ministers, we could again review whether or not we want a constitutional lawyer. Would that be satisfactory to you?

Mr. Waddell: Yes.

Mrs. Sparrow: Mr. Chairman—and I would have to ask Mr. Waddell—I really do not think we need to get into a constitutional witness in regards to the fact that what Bill C-6 is doing is saying that the offshore resources will be treated as onshore and therefore they would be under the jurisdiction of the Province of Newfoundland.

Mr. Waddell: Let us assume this scenario: If the bill is flawed, even the wording of the thing—I am not saying it is because I have gone into the detail of the wording—and five years hence the price of oil goes up and we go into Hibernia, the development gets under way and some third party—a company that did not get a contract, or a labour union that is not happy with the way they are getting treated or because they are going non-union or something; you can figure out any kind of scenario—challenges the thing, then the whole development could be stopped. They could get an injunction stopping the whole application of the act or whatever.

That is all I want to look at. I have read an article; I should have the article here—I just got back from the west—but I can remember what I read. I read an article in one of those publications, and I would like to bring it back and have a chance to talk to that person to see if there is anything there. That is all.

I am prepared to accept Mr. Gagnon's suggestion.

Mrs. Sparrow: Okay.

The Chairman: Are you thinking of a constitutional lawyer from the government?

Mr. Waddell: No, I am open to a constitutional lawyer from the government, but I was thinking of one of the lawyers with that group. I was thinking of the lawyer who wrote that article. I think he is at Osgoode Hall.

The Chairman: Would it be satisfactory to the committee if we lay this on the table for the time being, until we hear the two Ministers, and then review it again to see if we then feel

[Traduction]

M. Waddell: J'appuie la motion. Je me demande ce qu'en pense M. Gagnon. Vous avez entendu ma requête: j'aimerais pouvoir apporter au Comité, à la prochaine réunion peut-être, un projet de liste des témoins à comparaître relativement aux implications de l'accord.

M. Gagnon: Monsieur le président, je ne suis pas contre. Je ne connais pas très bien la teneur du mémoire qui a été présenté lors des audiences et j'aimerais en avoir une copie. Mais on peut tout de même commencer. On pourrait inviter ces deux témoins, voir combien de temps nous pouvons les avoir ici et discuter ensuite de la situation quand vous serez en mesure de le faire.

Le président: Seriez-vous d'accord pour que l'on invite dès maintenant les deux ministres? Une fois qu'on les aura entendus, on pourra décider si un juriste est nécessaire. Cela vous irait?

M. Waddell: Oui.

Mme Sparrow: Monsieur le président, et ma question s'adresse à M. Waddell, je ne pense pas qu'il soit nécessaire de faire appel à un expert constitutionnel pour se rendre compte que dans le projet de loi C-6, les ressources extracôtières sont assimilées aux ressources côtières et tombent donc sous la compétence de la province de Terre-Neuve.

M. Waddell: Imaginez un peu: nous avons un projet de loi qui laisse à désirer, dont le libellé même laisse à désirer—et je ne dis pas cela sans l'avoir épluché. Supposons que d'ici cinq ans, le prix du pétrole monte, qu'on commence à exploiter le gisement d'Hibernia et qu'une tierce partie mette en doute la validité des travaux et que tout s'arrête. Il pourrait s'agir d'une compagnie à qui le contrat n'a pas été accordé, d'un syndicat qui n'aime pas la façon dont on traite ses membres ou du fait que les travailleurs ne sont pas syndiqués. C'est facile à imaginer. Il suffirait d'obtenir une injonction pour que la loi ne s'applique plus.

C'est le seul aspect qui m'intéresse. J'ai lu un article que je n'ai malheureusement pas ici car je viens de rentrer de l'Ouest, mais je me souviens bien de ce que j'ai lu. C'est un article d'un magazine que j'aimerais bien ramener et dont j'aimerais bien discuter avec l'auteur. C'est tout.

Je suis prêt à accepter la suggestion de M. Gagnon.

Mme Sparrow: Bon.

Le président: Envisagez-vous de faire appel à un expert constitutionnel attaché au gouvernement?

M. Waddell: Non, même si je ne m'oppose pas à cette suggestion, je pensais à un avocat du groupe. Je pensais en particulier à l'avocat qui est l'auteur de l'article. Je pense qu'il est à Osgoode Hall.

Le président: Si vous voulez bien, nous pourrions remettre la question à plus tard, après la comparution des deux ministres et décider ensuite si nous avons besoin d'un expert constitutionnel. Cela vous irait, monsieur Waddell?

[Text]

we need a constitutional lawyer? Would that be satisfactory to you, Mr. Waddell?

Mr. Waddell: Yes. I can try to give you an answer even before that, if you want.

The Chairman: We have a motion dealing with the two Ministers.

Motion agreed to

The Chairman: Is there any preference as to which one comes first?

Mr. Waddell: I would like to hear from the federal Minister of Energy, Mines and Resources.

The Chairman: That means we will have to check with the Minister and get a time, so in regard to the next meeting, we will leave that to the call of the Chair when we have the Minister.

Mr. MacLellan: I would rather that it not be next Thursday, November 6, Mr. Chairman, if that is convenient. If it could be at a time other than next Thursday, I would appreciate it.

The Chairman: Okay. We will try to get him next week sometime, but not on Thursday.

Mr. MacLellan: Monday, Tuesday or Wednesday is fine.

Mr. Waddell: The Parliamentary Secretary has to arrange it with the Minister, I think. I have a problem with the week of November 18, too, because I am going to be at the United Nations.

The Chairman: Did you say you have a problem with some particular day?

Mr. Waddell: Yes, I am going to be at the UN that week. If there are no other dates, of course you have to get the Minister, but while you are making arrangements, perhaps you can accommodate me.

Mr. Shields: We will try to get it for the week of November 18.

• 1620

Mr. Johnson: In any event, I think that we should endeavour to get both of the Ministers as soon as possible. We will try to accommodate the sixth and the eighteenth. Hopefully, we could get them before that.

Mr. Waddell: That is fine.

Mr. Shields: It would be nice if we could get him in tomorrow, Monday, Tuesday or Wednesday, our own Minister.

Mr. MacLellan: He will be out in Calgary tomorrow.

Mr. Shields: I am sorry. I meant Monday, Tuesday or Wednesday of next week.

Mr. Waddell: If you could, that would be excellent.

Will there be department officials going through the clause-by-clause? Can the Parliamentary Secretary help us on that?

[Translation]

M. Waddell: Oui. J'essaierai de vous donner une réponse plus tôt, néanmoins.

Le président: Nous avons une motion relativement à la comparution du ministre.

La motion est adoptée

Le président: Est-ce qu'il y a une préférence dans l'ordre de comparution?

M. Waddell: J'aimerais entendre le ministre fédéral de l'Énergie, des Mines et Ressources.

Le président: Il faudra donc prendre contact avec le ministre et se mettre d'accord sur l'heure de la prochaine réunion et le président s'en charge.

M. MacLellan: Je préférerais que ce ne soit pas jeudi prochain, le 6 novembre, monsieur le président, si vous n'avez pas d'objection. N'importe quel jour sauf jeudi prochain. Je vous remercie d'avance.

Le président: Bon. Nous essaierons d'organiser cela la semaine prochaine, mais pas jeudi prochain.

M. MacLellan: Lundi, mardi ou mercredi.

M. Waddell: Le secrétaire parlementaire a déjà pris des arrangements avec le ministre, je pense. La semaine du 18 novembre pose des problèmes pour moi, car je serai aux Nations unies.

Le président: Vous serez absent à quelle date?

M. Waddell: Je serai aux Nations unies toute la semaine. Dans la mesure du possible, j'aimerais que cela se fasse à une autre date, s'il n'y a pas moyen de voir le ministre sauf cette semaine-là, tant pis.

M. Shields: Nous essaierons la semaine du 18 novembre.

M. Johnson: De toute façon, je crois que nous devrions inviter les deux ministres à comparaître dans les meilleurs délais. Réservez à cet effet le 6 et le 18. J'espère toutefois qu'ils pourront venir avant ces deux dates.

M. Waddell: Très bien.

M. Shields: Ça serait bien si notre ministre pouvait venir demain, lundi, mardi ou mercredi.

M. MacLellan: Il se rend à Calgary demain.

M. Shields: Excusez-moi, je voulais dire lundi, mardi ou mercredi en huit.

M. Waddell: Très bien, cela me convient parfaitement.

Les fonctionnaires du ministère seront-ils ici lorsque nous examinerons le projet de loi article par article? Le secrétaire parlementaire peut-il nous le faire savoir?

[Texte]

Mr. Shields: They should be available, they are sitting in the back of the room right now.

The Chairman: They will be here right through the discussions on the clause-by-clause. One is a lawyer . . .

Mr. Waddell: Excuse me, Mr. Chairman. If we cannot get the Ministers this week, do you want to start the clause-by-clause? We can always stand the clauses. I think we started the clause-by-clause, did we not?

Mrs. Sparrow: I do not remember our doing it on Bill C-90.

Mr. MacLellan: We started the debate on clause 2.

Mrs. Sparrow: We should really start back at the beginning again though, do you not think? Perhaps then we could make arrangements with the officials from the department of EMR and have a meeting Tuesday.

Mr. Shields: Mr. Chairman, with your indulgence, maybe we could ask. Would you be available Monday or Tuesday?

Mr. Daniel R. Whelan (Director General, Policy Analysis and Co-ordination, Canada Oil and Gas Lands Administration, Department of Energy, Mines and Resources): I am at your disposal.

Mrs. Sparrow: Tuesday or Wednesday.

The Chairman: On Monday or Tuesday of next week.

Mrs. Sparrow: Tuesday or Wednesday, I believe Mr. MacLellan was saying.

Mr. MacLellan: Tuesday or Wednesday, Mr. Chairman. I will not be here on Thursday. I made a previous commitment, so that is the only day.

The Chairman: Monday, Tuesday, or Wednesday is okay.

Mr. MacLellan: If it is convenient for the Minister, that is fine, but I think for clause-by-clause we are out of our block. I think things are going to go quite easily. I do not think we need to start clause-by-clause on Monday.

The Chairman: Okay, we will try to get the Minister at the earliest possible time.

Mr. Shields: Mr. Chairman, may I suggest then that we start clause-by-clause Tuesday morning at 9 a.m.

The Chairman: We will start clause-by-clause Tuesday morning at 9 a.m., if we cannot get the Minister.

Mrs. Sparrow: Yes, we would start clause . . . and stand a clause if we have any questions.

Mr. Waddell: Tuesday morning at eleven.

Mrs. Sparrow: Tuesday morning at eleven.

[Traduction]

M. Shields: Cela ne devrait poser aucun problème, ils sont ici aujourd'hui, assis au fond de la salle.

Le président: Ils seront donc présents lorsque nous passerons à l'examen article par article du projet de loi. L'un d'entre eux est avocat . . .

M. Waddell: Excusez-moi, monsieur le président. Si les ministres ne peuvent venir cette semaine-ci, voulez-vous que nous commençons l'examen article par article du projet de loi? Nous pouvons toujours réserver ces articles. Je crois que nous avons déjà commencé, n'est-ce pas?

Mme Sparrow: Je ne me souviens pas d'avoir commencé l'examen article par article du projet de loi C-90.

M. MacLellan: Nous avons mis en délibération l'article 2.

Mme Sparrow: Même si c'était le cas, nous devrions recommencer au tout début, non? Peut-être pourrions-nous alors prendre toutes les dispositions voulues avec les fonctionnaires du ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources et nous entretenir avec eux mardi.

M. Shields: Monsieur le président, si vous me le permettez, peut-être pourrions-nous leur demander s'ils sont libres lundi ou mardi?

M. Daniel R. Whelan (directeur général, Analyse de politiques et coordination, Administration du pétrole et du gaz des Terres du Canada, ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Je suis entre vos mains.

Mme Sparrow: Mardi ou mercredi.

Le président: Lundi ou mardi en huit.

Mme Sparrow: Je crois que M. MacLellan préférerait mardi ou mercredi.

M. MacLellan: Oui, monsieur le président, mardi ou mercredi car je ne serai pas ici jeudi. J'ai un rendez-vous si bien que je ne pourrai être ici.

Le président: Alors, lundi, mardi ou mercredi.

M. MacLellan: C'est très bien si le ministre peut venir, mais nous ne pourrions pas procéder à l'examen article par article car nous n'aurons pas de salle réservée. Mais les choses vont bien se passer, à mon avis. Je ne crois pas que nous ayons besoin de passer à l'examen article par article dès lundi.

Le président: Bien, nous essayerons d'obtenir la comparution du ministre le plus tôt possible.

M. Shields: Monsieur le président, puis-je proposer que nous passions à l'examen article par article dès mardi matin 9 heures?

Le président: Oui, si le ministre ne peut venir.

Mme Sparrow: Oui, nous pourrions commencer l'examen . . . et réserver les articles à propos desquels nous voulons poser des questions.

M. Waddell: Mardi matin, 11 heures.

Mme Sparrow: Mardi matin, 11 heures.

[Text]

The Chairman: That is the understanding, if we cannot get the Minister. If we can get the Minister, we will have him on Tuesday morning, otherwise we will go clause-by-clause.

Mr. Shields: Why eleven?

Mr. Waddell: Because it says eleven. That is where we have blocked time.

Mr. Shields: Yes, but I am suggesting that we start at 9 a.m. You do not want to start at 9 a.m.? All right.

Mrs. Sparrow: Standing committees meet at 9 a.m. and after 6 p.m.

The Chairman: Is that satisfactory with everybody?

Some hon. members: Agreed.

The Chairman: Okay, we will plan on meeting at 9 a.m.—

Mrs. Sparrow: No, 11 a.m.

The Chairman: Oh, I am sorry. We will meet at 11 a.m. on Tuesday, November 4.

Mr. Shields: Eleven and three-thirty. Why not? Let us get through it.

Mr. Waddell: We had better hurry, because they are going to start drilling next month in Hibernia.

Mrs. Sparrow: They have done the drilling.

Mr. Waddell: What I am concerned about, I might add, Mr. Chairman, is the delay and the obfuscation and the filibustering that might go on by Alberta members of this committee. No doubt, they will want to favour the development of the western sedimentary basin instead of the Hibernia development. So I suppose we could run into that problem later on in the committee.

Mrs. Sparrow: We would not do that.

The Chairman: The meeting is adjourned.

Tuesday, November 4, 1986

• 1110

The Chairman: Order, please. We now have more than a quorum, so I call the meeting to order.

We are here to study Bill C-6, and we are very happy to have the Hon. Marcel Masse, the Minister, with us. Mr. Masse, perhaps you would like to make a short statement.

L'honorable Marcel Masse (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur le président, mesdames et messieurs, c'est avec grand plaisir que je vous confie l'étude de ce projet de loi qui met en oeuvre l'accord Atlantique.

D'entrée de jeu, j'aimerais évoquer une pensée de Montesquieu, cet esprit du XVIII^e siècle dont la profondeur de vue politique sait encore aujourd'hui nous inspirer. Montesquieu conçoit l'union véritable d'un corps politique comme une direction vers le bien commun. Ainsi, il ne s'agit pas pour nous

[Translation]

Le président: Oui, si le ministre ne peut venir. Nous entendrons le ministre mardi matin et à défaut, nous passerons à l'examen article par article du projet de loi.

M. Shields: Pourquoi 11 heures?

M. Waddell: Parce que c'est à cette heure-là que notre salle est réservée.

M. Shields: Oui, mais je vous propose de commencer à 9 heures. Vous ne voulez pas commencer à 9 heures? Très bien.

Mme Sparrow: Les comités permanents se réunissent à 9 heures et après 18 heures.

Le président: Cela vous convient-il?

Des voix: D'accord.

Le président: Bien, nous essayerons de nous réunir à 9 heures...

Mme Sparrow: Non, à 11 heures.

Le président: Oh, excusez-moi. Nous nous réunirons le mardi 4 novembre à 11 heures.

M. Shields: À 11 heures et à 15h30. Pourquoi pas? Autant en finir.

M. Waddell: Nous ferions mieux de nous dépêcher, car le forage va commencer à Hibernia dès le mois prochain.

Mme Sparrow: C'est déjà fait.

M. Waddell: Ce qui m'inquiète, monsieur le président, ce sont les retards, les tactiques d'obstruction et de délayage auxquelles se livreront peut-être les membres albertains du Comité. Ils préféreraient sans doute que le bassin sédimentaire de l'Ouest soit exploité et non le champ d'Hibernia. Alors, je suppose que nous aurons peut-être à faire face à ce problème un peu plus tard.

Mme Sparrow: Ce n'est pas notre genre.

Le président: La séance est levée.

Le mardi 4 novembre 1986

Le président: Puisqu'il y a quorum, la séance est ouverte.

Nous entreprenons l'étude du projet de loi C-6, et nous sommes très contents de souhaiter la bienvenue à l'honorable Marcel Masse, le Ministre. Monsieur Masse, voulez-vous faire une brève déclaration?

Hon. Marcel Masse (Minister of Energy, Mines and Resources): Mr. Chairman, ladies and gentlemen, it gives me great pleasure to entrust you with the study of the bill to implement the Atlantic agreement.

I would like to open with a reflection from Montesquieu, the eighteenth century philosopher who by the depth of his political views is still a source of inspiration today. Montesquieu viewed the true union of political bodies as a step towards the common good. So, we should not try to take a

[Texte]

de nous rallier à une position unique, de voiler nos différences, mais bien de nous élever par-delà nos oppositions pour servir ensemble l'intérêt du pays. Comme Montesquieu le souligne, un accord total ne nie pas le droit aux points de vue divergents. Au contraire, ils sont essentiels à son harmonie même.

En ce sens, le projet C-6 est un exemple frappant des conséquences de l'union des forces politiques qui lui ont donné naissance. Issu de la dynamique des exigences légitimes de Terre-Neuve et des besoins collectifs de tous les Canadiens et Canadiennes auxquels le gouvernement du Canada prête voix, il donne le signal de départ de la mise en oeuvre des ressources en hydrocarbures au large des côtes de Terre-Neuve.

De longues années durant, cette question a fait l'objet d'âpres conflits. Grâce à l'accord Atlantique, nous avons su y mettre un terme en prenant pour principe l'égalité des deux gouvernements dans la gestion des ressources pétrolières. La structure de représentation de l'Office Canada—Terre-Neuve des hydrocarbures extracôtiers confirme cette prise de position. L'Office se compose de trois membres nommés par le gouvernement du Canada, de trois autres membres nommés par Terre-Neuve et d'un président.

Nous avons également voulu que la province de Terre-Neuve puisse enfin profiter de l'exploitation des ressources pétrolières au large de ses côtes. Cet objectif s'est traduit par deux opérations différentes mais interreliées.

Premièrement, le projet de loi C-6 met sur pied le fonds de développement Canada—Terre-Neuve financé aux trois quarts par le gouvernement canadien. Il permettra à la province, lorsque le projet de loi sera adopté, d'aménager l'infrastructure socio-économique nécessaire à la mise en valeur du pétrole et du gaz naturel extracôtiers, qu'il s'agisse de la construction de routes, d'usines, de fabrication d'éléments de forage, de fourniture de biens et services, ou encore de la formation de la main-d'oeuvre terre-neuvienne. Toutes ces activités parallèles sont largement profitables à l'économie de Terre-Neuve puisqu'elles sont synonymes d'emplois. Sans elles, Terre-Neuve ne saurait tirer le maximum de profit de l'effet multiplicateur de la mise en oeuvre des ressources pétrolières. Terre-Neuve a déjà versé sa quote-part au fonds de développement et n'attend plus que la part du gouvernement canadien pour aller de l'avant. Il est donc urgent, dans notre esprit, d'adopter le projet de loi C-6.

Deuxièmement, Terre-Neuve aura accès aux recettes pétrolières et gazières. Ce partage se fonde sur le principe selon lequel la province peut établir et percevoir des revenus tirés des ressources extracôtiers comme si ces dernières étaient sises sur la terre ferme. Ainsi, des mesures législatives permettront à Terre-Neuve de prélever des redevances, un impôt sur le revenu des sociétés, une taxe de vente provinciale et toute autre forme de recettes relevant de sa juridiction.

• 1115

Ces mesures législatives ont également pour effet d'assainir l'environnement dans lequel oeuvre l'industrie pétrolière canadienne. En soulignant les litiges, le gouvernement rétablit un climat de confiance qui encourage l'industrie à poursuivre

[Traduction]

single position or to veil our differences, but rather to rise above our opposing views and together serve the interests of our country. As Montesquieu emphasized, total agreement does not deny the right to diverging points of view. On the contrary, they are essential for inner harmony.

Bill C-6 is a striking example of the results of a union between the political forces that gave it birth. It is the offspring of the legitimate needs of Newfoundland and the collective needs of all Canadians for whom the Government of Canada speaks. The bill is a starting signal for the development of the Newfoundlands, offshore petroleum resources into production.

We have been at loggerheads over this question for many years. Thanks to the Atlantic Accord, we have put a stop to the conflict by using the principle of equality between the two governments in petroleum resource management. The very structure of the Canada—Newfoundland Offshore Petroleum Board demonstrates that equality: the board comprises three members appointed by the Government of Canada, three members appointed by Newfoundland, and a chairman.

We also wanted the province of Newfoundland to benefit at last from the development of its offshore petroleum resources. Two different but interconnected operations attempt to achieve that result.

First of all, Bill C-6 establishes the Canada—Newfoundland development fund, of which three quarters is financed by the Canadian government. When the bill is adopted, it will enable the province to put in place the necessary socio-economic infrastructure to develop offshore petroleum and natural gas resources, whether it takes the form of road construction, factories, manufacture of drilling equipment, supply and services, or training of Newfoundland manpower. These parallel activities will all benefit the Newfoundland economy because they mean jobs. Without them, Newfoundland would not derive the maximum benefit from the development of its petroleum resources. Newfoundland has already paid its share to the development fund and is only waiting for the Canadian government's share before proceeding. In our opinion, therefore, it is urgent that Bill C-6 be adopted.

Secondly, Newfoundland will have access to petroleum and gas revenue. Sharing will be based on the principle that the province can set and collect the revenue to be paid from offshore resources in the same way as if they were located on terra firma. Legislative measures have been passed to enable Newfoundland to levy a tax on corporate income, a provincial sales tax and any other payment that may be within its jurisdiction.

These legislative measures will also establish a healthy environment for the Canadian petroleum industry to work in. By not ignoring the points of contention, the government has re-established a climate of confidence that will encourage the industry to pursue its activities. Through Bill C-6, the govern-

[Text]

ses activités. Grâce au projet de loi C-6, le gouvernement fait lever les incertitudes et clarifie les règles du jeu.

Ainsi, le régime de gestion proposé est clair. Le rôle des deux gouvernements et de l'Office Canada—Terre-Neuve des hydrocarbures extracôtiers est précisément délimité. Qui a charge de quel type de décision est nettement identifiable. Par exemple, toutes les décisions de l'Office sont finales en ce qui concerne les questions d'ordre technique telles que la déclaration de découverte.

Pour sa part, le gouvernement du Canada a le pouvoir exclusif sur la politique de canadianisation, l'application de taxes fédérales et les lois d'application générale telles que la Loi sur la marine marchande. Le gouvernement de Terre-Neuve prend les décisions en ce qui a trait au régime de redevances et d'autres recettes de type provincial et applique ses lois internes telles que les lois sociales. Par ailleurs, les deux gouvernements ont droit de regard sur les décisions fondamentales de l'Office touchant le rythme et le mode d'exploration, de production, l'émission de droits et les approbations de plans d'aménagement.

Pour le gouvernement du Canada, la propriété des hydrocarbures du sous-sol canadien n'est pas un objectif en soi. Il est certain que nous favorisons une participation canadienne maximale, mais nous avons plus à coeur d'atteindre l'autosuffisance et la sécurité d'approvisionnement. Nous sommes tout aussi intéressés au développement de l'emploi et à la croissance de l'activité économique qui y sont rattachés. Il vaut mieux faire confiance à la vérité des forces du marché se jouant sans contrainte excessive que de savourer stoïquement la possession de nos nappes de pétrole inexploitées au fond de leur cavité.

Il m'importe que le Comité, en procédant à l'examen de ces mesures législatives, prenne bonne note des objectifs de croissance et de développement économique que celles-ci veulent assurer. Comme vous le savez, chaque entreprise désireuse d'exploiter les ressources en hydrocarbures au large des côtes de Terre-Neuve devra soumettre un plan sur le recours à la main-d'oeuvre canadienne. Dans le respect de la Charte canadienne des droits et libertés, les Terre-Neuviens auront un accès prioritaire aux possibilités de formation et d'emploi. De plus, la même priorité sera accordée aux services en provenance de Terre-Neuve et aux biens qui y sont fabriqués, dans la mesure où ils sont compétitifs quant au prix, à la qualité et aux conditions de livraison.

Des sommes devront être engagées pour la recherche et le développement à l'intérieur de la province. La loi prévoit également le versement à Terre-Neuve de paiements compensatoires de péréquation lorsque la production aura débuté et atteint un certain seuil, ceci afin que la province puisse profiter de cette richesse additionnelle à ses revenus durant une période déterminée.

Nous avons également eu souci de protéger les pêcheries, l'industrie traditionnelle de Terre-Neuve, contre les dommages causés par d'éventuels accidents dus à l'exploitation des ressources en hydrocarbures. Pour ce faire, nous instituerons un régime d'indemnisation.

[Translation]

ment has done away with uncertainty and has clarified the ground rules.

The proposed scheme of management is clear. The role of both government and the Canada—Newfoundland Offshore Petroleum Board is specifically outlined. It clearly identifies who is in charge of what type of decision. For example, all of the Board's decisions are final with respect to questions of a technical nature, such as the statement of discovery.

The Government of Canada has exclusive jurisdiction over Canadian policies, the application of federal taxes and general laws such as the Canada Shipping Act. The Newfoundland government will make decisions with respect to fees and other provincial levies, and Newfoundland law will apply, as will the province's social programs. Both governments have the right to review the Board's decisions with respect to the nature and scheduling of exploration and production, the granting of rights and approval of development plans.

Ownership of petroleum taken from Canadian lands is not in itself a Canadian government objective. We do favour maximum Canadian participation, but we are more interested in self-sufficiency and stable supplies. Also, we are just as interested in job development and economic growth, which are related. It is much better to trust market forces to operate, without excessive constraint, than to stolidly enjoy possession of untapped petroleum resources.

I would like the committee, when it studies the legislation, to take careful note of the growth and economic development objectives that the bill aims at. As you know, any company wishing to develop petroleum resources off the coast of Newfoundland must submit a plan showing its use of Canadian manpower. In accordance with the Canadian Charter of Rights and Freedoms, Newfoundlanders will have priority in job training and opportunities. The same priority will be given to Newfoundland goods and services to the extent that they are competitive as to price, quality and delivery.

Money must be committed to research and development within the province. The act also provides for compensatory equalization payments to Newfoundland once production has begun and attained a certain level, so that the province can benefit from additional income over a determined period.

We also wish to protect the fisheries, Newfoundland's traditional industry, against potential damage from the development of petroleum resources, and we shall therefore set up a compensation scheme.

[Texte]

D'autre part, la loi prévoit un fonds renouvelable pour l'étude de l'environnement. La protection de l'environnement naturel est un des leitmotivs du gouvernement actuel. L'expérience nous a enseigné que les activités pétrolières présentent de graves dangers pour l'équilibre écologique des zones où elles se situent. Nous sommes déterminés à prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter et, le cas échéant, réparer les dégâts à l'environnement causés par la mise en valeur des nappes sous-marines de pétrole et de gaz.

• 1120

Nous sommes d'avis que le projet de loi C-6 consacre l'entrée de la province de Terre-Neuve dans l'ère contemporaine et ce, pour le bien de tous les Canadiens et Canadiennes. Depuis trop longtemps, les demandes légitimes de Terre-Neuve étaient mises de côté. Grâce à la mise en oeuvre de l'accord Atlantique, les Terre-Neuviens pourront profiter d'un transfert de connaissances et de technologie qui leur permettra d'occuper des emplois bien rémunérés et d'accéder à un haut niveau de vie.

Notre gouvernement, par chacune de ses actions, cherche à promouvoir la justice sociale, le développement de l'emploi et la relance économique, ainsi que la création d'un climat harmonieux entre les diverses régions du pays. Le projet de loi C-6 incorpore ces principes et contribue à leur réalisation effective. Nous sommes convaincus qu'en accordant à chaque province un meilleur contrôle de son économie, c'est l'unité et la force économique tout entières du pays qui seront renforcées.

Monsieur le président, je vous remercie.

The Chairman: Thank you, Mr. Minister. I assume you are prepared to accept some questions.

Mr. Masse: Yes, sir. I just made a résumé of the bill, the principles and so on.

The Chairman: Mr. MacLellan.

Mr. MacLellan: Thank you, Mr. Chairman.

Mr. Minister, I would like to thank you for coming this morning. I am just a little concerned about one thing, and that is what you said about perhaps security of supply being on hold and that the government cannot afford to have security of supply as a pillar of its energy policy any more. I wonder how far this goes in the government's philosophy.

M. Masse: J'ai expliqué que la recherche de l'autosuffisance énergétique en général, et dans le secteur pétrolier en particulier, est toujours un objectif du gouvernement. Cependant, cet objectif doit tenir compte de la géologie canadienne et des coûts de l'investissement nécessaire à la production de l'énergie.

Je ne crois pas que les Canadiens accepteraient, en général, de vivre dans un système où les prix de l'énergie pétrolière au Canada seraient, disons, de 26\$ le baril alors que le reste du monde bénéficierait d'un prix international de 15\$ le baril. Je ne crois pas que les Canadiens accepteraient de payer le baril de pétrole plus cher que le reste du monde. Cela les affecterait en tant que consommateurs, en ce que cela diminuerait leur

[Traduction]

The bill also provides for a revolving fund for environmental studies. Protection of the natural environment is one of the main concerns of the current government. Experience has taught us that oil recovery can seriously threaten the ecological balance of the areas in which it is carried out. We are determined to take all necessary steps to avoid this and, if it should happen, to repair the damage to the environment caused by the extraction of offshore petroleum and gas.

We believe that Bill C-6 brings Newfoundland into the modern era and benefits all Canadians. Newfoundland's legitimate requests have been put aside for too long. Thanks to the implementation of the Atlantic Accord, Newfoundlanders can benefit from a transfer of knowledge and technology that will enable them to hold well paid jobs and achieve a higher standard of living.

In all of its activities our government is attempting to promote social justice, economic recovery, and employment opportunities, as well as to build harmonious relationships among all regions of the country. Bill C-6 incorporates these principles and contributes to their concrete realization. We are convinced that by granting each province better control over its own economy we reinforce the unity and economy of the entire country.

Thank you, Mr. Chairman.

Le président: Merci, monsieur le ministre. Vous voudrez bien répondre à nos questions?

M. Masse: Oui, monsieur. Je n'ai fait qu'un résumé du projet de loi, des principes et ainsi de suite.

Le président: Monsieur MacLellan.

M. MacLellan: Merci, monsieur le président.

Monsieur le ministre, je vous remercie d'être venu ce matin. Je me préoccupe de ce que vous avez dit sur la sécurité d'approvisionnement, soit que le gouvernement ne peut pas se permettre de maintenir une politique de sécurité d'approvisionnement. Je me demande jusqu'à quel point le gouvernement va insister là-dessus.

Mr. Masse: I explained that the search for energy self-sufficiency in general and in the petroleum sector in particular is still a government objective. However, that objective must be consistent with Canadian geology and investment costs required for energy production.

We do not believe that Canadians would agree in general to live in a system where the price of petroleum energy was \$26 a barrel when the rest of the world paid an international price of \$15 a barrel. I do not think Canadians would agree to pay more for a barrel of oil than the rest of the world. It would affect them as consumers because it would decrease their consumer choices, as between oil or a television or a trip

[Text]

possibilité de faire le choix entre les objets de consommation, entre le pétrole et un téléviseur ou un voyage à l'étranger, etc. Ensuite, cela ajouterait des coûts à notre structure industrielle, de sorte que sur le plan de la concurrence internationale, nos produits exportables seraient désavantagés parce que le coût de l'énergie obligatoire au Canada défavoriserait nos entreprises. Je crois que tout le monde est d'accord là-dessus. Je n'ai pas l'impression que les gens accepteraient une position contraire au Canada.

Cela dit, les sociétés pétrolières, le ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources et les provinces savent qu'il y a déjà un certain nombre de projets possibles au Canada, mais à des coûts de marché différents. Si le prix international est à 15\$, eh bien, tel type de projet peut être financé parce qu'il est rentable. Si le coût du marché est à 26\$ ou à 35\$, tel autre projet pétrolier peut être rentable.

La décision est difficile parce que le prix international du pétrole est imprévisible. Tout le monde sera d'accord que toutes les prévisions en ces matières se révèlent largement contraires à la vérité lorsqu'on arrive à l'année en question. Dans ces projets-là, par exemple dans le cas du projet d'Hibernia, il s'écoule cinq, six ou sept ans entre le moment où les décisions se prennent et le moment où les premiers barils de pétrole sont produits.

Quel sera le prix du pétrole dans cinq, six ou sept ans? Chacun autour de la table peut avoir son propre instinct, et on verra dans cinq ou six ans qui a raison. Le moins qu'on puisse dire, c'est que les prévisions, dans ces domaines-là, sont largement de l'imagination.

• 1125

Il y a donc deux principes: la recherche objective de l'autosuffisance en matière énergétique, y compris dans le domaine du pétrole, et l'aptitude à payer et à investir pour atteindre cet objectif-là. Au fond, c'est cet équilibre que tout le monde recherche au Canada.

Mr. MacLellan: My concern is that at the present time we have a very limited supply of light and medium crude; in some estimates, about 11 years. If the price of oil can go down so quickly as it has in the past, and it goes up, then of course it can go down again, and we may not have a levelling out. We may have a period of fluctuating oil prices where it goes up and then it goes down. If that is the case, we will not have the stability whereby we can develop the reserves such as Hibernia or increase the potential of the tar sands or the heavy oils. Unless the government has a program, Mr. Minister, on this particular question, we may not get into any enhanced recovery at all; and that concerns me.

Mr. Masse: I am open to your suggestions. Do you think we should have a fixed price in Canada for oil, petroleum; saying that the price in Canada is \$35 per barrel and we do not care about what is going on in the rest of the world? If the price is \$18 in the rest of the world, we will pay \$35, and if the rest of the world is \$65 we will pay always \$35? Is that the type of solution you are looking for?

[Translation]

abroad. This would add to our industrial costs, so that in international competition our exported goods would be at a disadvantage because mandatory energy costs would penalize Canadian industries. I think everyone agrees. I do not think people would accept such a position in Canada.

Having said that, oil companies, the Department of Energy, Mines and Resources and the provinces know that there are already a certain number of possible projects in Canada, but at different market costs. If the international price is \$15, such and such a project can be financed because it is profitable. If the market cost is \$26 or \$35, another type of petroleum project might become profitable.

The decision is a difficult one because the international price of oil cannot be forecast. Everyone agrees that most of these forecasts turn out to be wrong when the year in question arrives. In most such projects—for instance Hibernia—five, six or seven years elapse between the time decisions are made and the first barrels of oil are produced.

What will the cost of oil be in five, six or seven years? Everyone at this table may have his or her own idea, and we will see in five or six years who is right. Forecasts in this matter are largely a question of imagination, to say the least.

So there are two principles involved here: aspiring to become energy self-sufficient, including in oil, and the capacity to pay and invest to reach that objective. I guess this is really the balance that we are all trying to achieve in Canada.

M. MacLellan: Les experts prétendent que nos réserves de brut léger et moyen ne sont bonnes que pour 11 ans encore. En outre, on ne peut pas s'attendre à ce que le prix du pétrole demeure stable. Il a plutôt tendance à connaître des fluctuations importantes. Et c'est justement cela qui nous empêche d'exploiter des gisements comme Hibernia et de maximiser le rendement des sables bitumineux et des pétroles lourds. Monsieur le ministre, ces projets me tiennent à coeur et ils ne pourront être exploités à fond à moins que le gouvernement n'applique un programme spécial.

M. Masse: N'hésitez pas à me faire part de vos idées. Etes-vous en faveur d'un prix fixe pour le pétrole au Canada? Voulez-vous dire que nous ne devrions tenir aucun compte de la situation mondiale? Et que le prix mondial soit de 18\$ ou 65\$, que nous continuions nous à payer 35\$? Est-ce le genre de solution que vous préconisez?

[Texte]

Mr. MacLellan: What I am looking for is a consistent national policy that would apply on which we could base an economic future in the petroleum industry. I am just wondering if that is going to take place or not.

Mr. Masse: I will try to be objective.

We tried a couple of years ago to define what they called a "National Energy Policy", with a lot of government involvement in grants and in taxes. The result of that I think was a lot of bitterness between provinces and the federal government and between regions, one against the other. I do not want to go back in that direction, because natural resources are a provincial responsibility. If the federal government goes too far in that direction, you have a kind of contrary action. The people who lived in Alberta during that time know very well what I am saying.

On the other hand, to put the money into the system the government has to raise taxes or abolish programs or borrow money. This is one of the three ways to do it. Should we borrow more money to put more money into these programs? The more we borrow money, the more we have a chance to have inflation and unemployment.

So this is a decision you have to take. Where will the money come from? Do you want to abolish programs in the federal government? Which ones? Social security? Investment in RRSPs? Which programs? Or should we have higher taxes than elsewhere? To compensate for the kind of billions of dollars we lost in cashflow because of the international price, someone told me it will cost at least 12¢ per litre in more taxes each time you buy a litre of petroleum.

So it is a huge problem. Most of the nations have decided that the market should be the answer to a more stabilized world. Other types of government—but very few—have decided that they will intervene more and more. But the experience shows us, I think, that the more the government intervenes in the market, the more the market is disturbed. The government intervenes for all kinds of reasons. In some parts of the world it is for religious reasons. In other parts of the world it is for balancing a taxation system, as we did in Canada between the Province of Alberta and the federal government. Other governments intervene for military reasons; and so on and so on.

So that is what the federal government, the Canadian government, decided here: that the best way to have a stabilized market is to go with what we call *la vérité des prix*. We have a price to pay for that. This is a commodity, and we balance out on that.

• 1130

Mr. MacLellan: Further on that, we are talking about Newfoundland here, and I would use that as an example. What is going to bring Hibernia into production? Do we need a stabilized picture? In this uncertain market right now and this uncertain world price structure, can we actually expect Hibernia to come into production, Mr. Minister?

[Traduction]

M. MacLellan: En fait, ce que je souhaiterais voir en place, c'est une politique nationale cohérente qui favoriserait le développement économique de l'industrie du pétrole. J'aimerais tout simplement savoir si c'est possible ou non.

M. Masse: Je vais essayer de rester objectif.

Nous avons suivi de près la politique énergétique nationale que nos prédécesseurs avaient mise en place. Cette politique exigeait une participation fédérale considérable sous forme de subventions et de taxes diverses. Eh bien, le seul résultat de ce programme a été de créer énormément d'amertume entre les provinces et le gouvernement fédéral et entre les diverses régions. J'aurais donc plutôt tendance à chercher une autre solution, surtout que les ressources naturelles relèvent de la responsabilité des provinces. Donc, si le gouvernement fédéral intervient trop, les répercussions sont nécessairement graves. Les personnes qui vivaient en Alberta à ce moment-là vous le diront.

Le gouvernement a trois moyens à sa disposition pour financer le système. Il peut percevoir des impôts, supprimer des programmes ou emprunter. Est-il vraiment sage d'emprunter pour investir dans ces programmes? Vous savez, plus nous empruntons, plus nous contribuons à l'inflation et au chômage.

Alors, que faire pour trouver les fonds nécessaires? Faut-il supprimer des programmes fédéraux? Et dans l'affirmative, lesquels? La sécurité sociale? Les contributions aux REER? Et quels programmes? Allons-nous devoir augmenter les impôts? Quelqu'un m'a dit que nous aurions à payer 12c. de taxes de plus pour chaque litre d'essence à cause des milliards de dollars que le prix international nous a fait perdre.

Il s'agit donc d'un énorme problème. La majorité des pays intéressés sont arrivés à la conclusion qu'il n'y avait qu'un seul moyen de réaliser la stabilité, et c'était de laisser jouer les forces du marché. Quelques rares pays ont, pour leur part, décidé d'intervenir encore plus. Mais selon moi, l'expérience acquise montre que plus un gouvernement intervient, plus le marché est déstabilisé. Certains pays interviennent, par exemple, pour des raisons religieuses. D'autres le font pour essayer d'équilibrer le régime fiscal. Et c'est ce qui s'est produit au Canada entre l'Alberta et les autorités fédérales. Il y a ceux aussi, bien sûr, qui agissent pour des raisons militaires. Enfin, il y en a toute une gamme.

Le fédéral, le gouvernement canadien, est arrivé à la conclusion que la vérité des prix était la meilleure manière de stabiliser le marché. Mais il y a un prix à payer. N'oubliez pas qu'il s'agit d'un produit, et que tout doit finir par s'équilibrer.

M. MacLellan: Mais parlons un peu de Terre-Neuve. Qu'attend-on pour exploiter Hibernia? Que le marché se soit stabilisé? Il y a à l'heure actuelle d'énormes fluctuations du prix mondial. Monsieur le ministre, peut-on vraiment espérer qu'Hibernia finisse par être exploité?

[Text]

Mr. Masse: We are looking for commercial projects. When the price we have to pay for the product is the price the market is ready to pay, this project—in mining, in asbestos, in copper, in gas or in oil—will be developed.

Should we subsidize all commodities in Canada? Should we subsidize all natural resources? Should we subsidize asbestos in my riding because the market is low now? Should we subsidize copper? That is the question. They are commodities.

I have always been impressed by the people who are speaking about self-sufficiency and insisting on the idea that in a couple of years we will not have enough and we will have to import. Everybody knows that we export now, but I have never received from the Members of Parliament any pressure to stop the exportation. If we really want to make sure that we will have self-sufficiency in a couple of years, we already know that we should stop exportation. But nobody complained. I have never received a letter or any suggestion about that.

Mr. Waddell: You should read my speeches for the last five years.

Mr. Masse: Yes, but, sorry, you did not send it to my office, like yesterday. That is the problem.

It is a commodity. So when Hibernia—and that is a decision we have to take, and not just us but Mobil and all those people, and they made a lot of studies on that—when a project is commercial, it will go, it will get the green light.

But how much do we pay between the market and the cost of the project? And if Canadians pay the difference there then why not pay the difference in Saskatchewan and in Alberta and everywhere? The money we put there is money we will not have for something else. Should we impose a higher price on oil to Canadians?

I will give you an example. We have to know where we put our priorities. We spent billions of dollars on energy in the last couple of years. We reached 48% Canadian ownership. It was a target. During that time governments have not spent a lot of money on textbooks in our schools and 63% of the textbooks in our schools are mostly American. Is it because we think it is more important to have ownership of the natural resources and leave all our schools and universities open?—because it is not normal that 63% of the textbooks in this country are foreign textbooks. It is a question of priorities. I do not ask the question. I just say those are two figures. Why do we spend so much money on one side to control our natural resources, billions of dollars, but so little money to make sure that Canadians in their schools know a bit more about Canada? I just ask the question.

[Translation]

M. Masse: Nous accordons la préséance aux projets commerciaux. Nous sommes beaucoup plus tentés d'investir dans des projets quand nous avons l'assurance de pouvoir obtenir le prix du marché pour un produit donné, qu'il s'agisse d'amiante, de cuivre, de gaz ou de pétrole.

Est-il sage de subventionner tous les produits du Canada? Devons-nous subventionner toutes les ressources naturelles? Devons-nous investir dans l'amiante dans ma circonscription parce que le marché est à la baisse? Et que faites-vous du cuivre? Ce sont là des questions bien importantes. Nous parlons ici de produits.

Laissez-moi vous dire que je suis très perplexe chaque fois qu'on me parle d'autonomie et de pénuries qui nous obligeront à importer beaucoup plus d'ici quelques années. Tout le monde sait que nous exportons nos produits à l'heure actuelle, mais j'attends encore que des députés viennent me dire qu'il est grand temps que nous mettions fin à cette activité. Nous savons tous que nous devons cesser d'exporter nos produits si nous voulons vraiment être autonomes sur le plan de l'énergie d'ici quelques années. Mais personne ne se plaint. Je n'ai jamais reçu de lettres en ce sens.

M. Waddell: Je vous invite à lire les discours que j'ai prononcés depuis cinq ans.

M. Masse: Vous ne les envoyez pas à mon bureau. Du moins, je n'ai rien reçu hier. C'est là le problème.

Nous parlons donc d'un produit. Nous n'hésitons pas à investir dans des projets rentables. La décision dans le cas d'Hibernia ne nous appartient pas uniquement à nous. Elle relève également de Mobil et des autres intéressés.

La question qui se pose ici c'est la limite de notre participation pour combler la différence entre le prix du marché et le coût du projet. Et si ce sont les Canadiens qui doivent payer cette différence, alors pourquoi ne pas le faire dans le cas de la Saskatchewan, de l'Alberta et ailleurs? L'argent que nous investissons dans cette activité ne servira pas à d'autres projets. Est-il vraiment opportun d'augmenter le prix du pétrole pour tous les Canadiens?

Laissez-moi vous donner un exemple. Tout est une question de priorité. Ces quelques dernières années, nous avons investi des milliards de dollars dans le secteur de l'énergie. Mais nous avons réalisé notre objectif qui était une participation canadienne de 48 p. 100. Mais pendant ce temps, les gouvernements n'ont pas beaucoup investi dans les manuels scolaires, ce qui fait qu'à l'heure actuelle, 63 p. 100 des livres utilisés dans nos écoles sont américains. Il est tout à fait anormal qu'un si haut pourcentage des manuels scolaires dans ce pays soient d'origine étrangère. Est-ce parce que nous avons accordé une plus grande priorité à la participation au secteur des ressources naturelles? Est-ce la raison pour laquelle cet état de choses s'est produit? C'est une affaire de priorité. Je ne vous demande pas de répondre. Je me contente de vous citer deux chiffres. Pouvez-vous me dire pourquoi nous investissons des millions de dollars dans nos ressources naturelles et aussi peu dans nos écoles pour aider les Canadiens à mieux connaître leur pays? C'est un bon sujet de réflexion.

[Texte]

The Chairman: Thank you, Mr. MacLellan. We are still in the first round, Mr. Waddell. Glad to see you have arrived. Mr. Waddell for 10 minutes.

M. Waddell: Monsieur le président, veuillez excuser mon retard. J'étais à un autre comité avec Norman Spector. C'était la première fois que nous avons l'occasion d'étudier une très importante position du gouvernement fédéral avec un fonctionnaire.

Le ministre est-il vraiment sérieux dans ce dossier de l'énergie? S'occupe-t-il uniquement des problèmes du Québec ou s'il se préoccupe aussi des problèmes de l'Est et des grands problèmes de l'ouest du Canada?

• 1135

M. Masse: Je vais répondre que oui. Il faut être sérieux partout, pas uniquement d'un côté de la clôture.

For many people self-sufficiency is on the back of the federal money. That is why I decided that, if it is so, let us have a meeting together. My door is open to everybody; everybody is speaking about self-sufficiency. As long as the federal government will tax to pay the difference between the real market and the costs of the production, of the exploration, that is what we mean by self-sufficiency.

So let us be serious on that one too. What is the cost of that? How much money? We will have a meeting in January for the first time since 1978, not just with the Quebec Minister but with every Minister, and we will discuss those matters. For the first time since 1978, we will have a chance to discuss energy not on a regional base but on a Canadian base—because energy is first of all to serve Canadians, to serve the industrial base, to serve, if possible, exportation, but serve Canadians first.

But natural resources are owned by the provinces, and do not try to push me to take my hand and make sure I will have the direction of everything on natural resources. I am not that type of Minister. I respect the way this country was built: built in the east; the east built in the west. That is why this bill is important—because for the first time we recognize that Newfoundland has some rights. We do not want to go to the Supreme Court; we want to develop this country together with the provinces.

So we will have that meeting. There we will discuss principles, where the principles are most important: self-sufficiency, Canadian ownership, international price, local price, industrial base, nuclear power, hydrocarbons, tidal power, hydroelectricity, conservation and so on. For the first time we will have a chance to discuss that together. So in that sense we are serious.

Mr. Waddell: Just one comment. You talked about the bitterness of federal-provincial relations under the NEP. I would like to urge upon you that that is not going to go away; that is always going to be there in a national energy policy, and it is a myth to—

[Traduction]

Le président: Je vous remercie, monsieur MacLellan. Nous sommes toujours au premier tour, monsieur Waddell. Je suis content de constater que vous êtes parmi nous. Vous avez 10 minutes.

Mr. Waddell: Mr. Chairman, I would like to apologize for being late. I had to attend another committee meeting with Norman Spector. It was the first time that we had the opportunity to discuss a very important federal government position with a civil servant.

Can the Minister tell me whether he takes this energy issue seriously? Is he just interested in Quebec's problems or is he also concerned with the east and the west?

Mr. Masse: I can only say yes. I am concerned with the whole picture and not just one part of it.

Il y en a beaucoup qui pensent que l'autonomie ne pourrait être réalisée qu'avec des investissements fédéraux. C'est la raison pour laquelle je suis arrivé à la conclusion qu'il serait utile que nous nous rencontrions. Ma porte est ouverte. Tout le monde parle d'autonomie. Mais cette autonomie dont il est question exige que le fédéral continue de combler la différence entre le prix du marché et le coût de l'exploitation, de l'exploration.

Voyons un peu de quoi il retourne. Quels sont ces coûts? Nous allons nous réunir au mois de janvier. Ce sera la première fois depuis 1978. Tous les ministres seront présents. Il n'y aura pas que le ministre québécois. Ce sera la première fois depuis longtemps que nous ayons l'occasion de discuter de la situation énergétique pour l'ensemble du Canada et non pas pour une seule région. Vous savez, notre première priorité c'est d'abord de répondre aux besoins des Canadiens, de notre industrie. Les exportations viennent au second rang.

Les ressources naturelles relèvent de la compétence des provinces. Et soyez assuré que je ne suis pas le genre de ministre à vouloir tout contrôler. J'ai beaucoup de respect pour la manière dont s'est développé notre pays d'Est en Ouest. Ce projet de loi revêt donc pour moi une énorme importance. En effet, j'ai l'impression que c'est la première fois que nous reconnaissons les droits de la province de Terre-Neuve. Nous préférons ne pas aller jusqu'à la Cour suprême. Nous tenons beaucoup à construire notre pays ensemble, avec les provinces.

C'est la raison pour laquelle nous avons organisé cette rencontre. Nous allons aborder des questions de principes très importantes, dont: l'autonomie, la participation canadienne, le prix international, le prix local, la base industrielle, l'énergie nucléaire, les hydrocarbures, l'énergie maré-motrice, l'énergie hydro-électrique, la conservation, etc. Pour la première fois, nous aurons l'occasion d'aborder tous ces sujets ensemble. Ces questions nous tiennent tous à coeur.

M. Waddell: Encore une chose. Vous avez parlé du climat d'amertume que le PEN avait créé entre les autorités fédérales et provinciales. Je crois ne pas me tromper en disant que ce climat va toujours exister, tant et aussi longtemps que nous

[Text]

Mr. Masse: You were not here at the beginning. I explained to you that Montesquieu in the 18th century already said it.

Mr. Waddell: All right. I will follow Montesquieu then.

The other comment I have—and perhaps I missed that in reference to your comments to Mr. MacLellan—is that from 1960 until 1980 we did fix the price of oil in Canada. We kept a ceiling on it. Now some small producers in western Canada are saying: Look, put a floor on it now, it is going through the floor.

Ne croyez-vous pas que c'est une simple question de justice?

Le ministre en a-t-il fini des recommandations du groupe des petites compagnies de pétrole?

Mr. Masse: We said no to the stabilization plan. We explained why, and I sent letters to those who proposed it to me; namely, Mr. Neil Webber from Alberta. We explained why we will not go in that direction. By the way, in no place in the world have they decided that.

Secondly, it was not supported by everybody; it was not supported by every province. It was a group who had that idea to solve their problem, but in the totality it was not a good answer for energy purposes. It may be a good answer for them; it was not energy for everybody.

Take another example, the costs of the share of that. Say I propose that plan; it is very good; the federal government will pay 80% of that. The federal government do not create the damn money. We have to take it from somewhere. I do not have it. The money was spent by the previous government. I do not have it, and I do not want to send more bills to my children. So I have to reduce programs in this government now, or to raise taxes. So that is the difficulty we have today. Which programs should we abolish, more in R and D? The NDP would jump on us and say: no, no, not there. More social programs? You will jump on us and say: no, no, not there. Taxes? No, no, no.

• 1140

Mr. Waddell: Let me suggest something to you.

Mr. Masse: It is very easy. That is what I say. We must have a total picture of that because bit by bit, piece by piece, it is very easy to know what we should do. But if you really are a government, if you really want to be a serious Minister, not a demagogue, not someone who represents a region against another region, you must have the totality of the plan with the players. I am not the owner of the natural resources; they are owned by the provinces. That is why they have to be at the table.

Mr. Waddell: All right, I understand your point. You realize that you have deregulated into a system in which you do not have competition, and you have money being made by refiners

[Translation]

aurons une politique énergétique nationale. C'est faux de croire . . .

M. Masse: Vous avez raté mon explication au début. J'ai cité Montesquieu qui en parlait déjà au XVIIIe siècle.

M. Waddell: Très bien. Je vais relire Montesquieu.

Vous avez peut-être également abordé cet autre sujet qui me tient à coeur dans votre réponse à M. McLellan. Nous avons imposé un plafond au prix du pétrole entre 1960 et 1980 au Canada. Les petits producteurs de l'Ouest vous demandent maintenant d'imposer un minimum.

Do you not feel it is a simple question of justice?

Has the minister dealt with the recommendations from the association of small oil companies?

M. Masse: Nous avons rejeté le programme de stabilisation. Nous avons déjà donné nos raisons et j'ai écrit aux auteurs de ce projet, et plus particulièrement à M. Neil Webber de l'Alberta. Nous leur avons déjà expliqué pourquoi nous ne voulions pas nous lancer dans cette voie. Vous savez, aucun autre pays n'a adopté ce genre de programme.

En outre, les provinces n'étaient pas toutes d'accord. Il s'agissait plutôt d'une idée qu'avaient eu certains petits producteurs pour remédier à leurs situations. Mais dans l'ensemble, il ne s'agissait pas d'une solution pratique à nos problèmes d'énergie. C'était peut-être une bonne solution pour eux, mais non pas pour les autres.

Laissez-moi vous parler du coût de notre contribution. Mettons que le gouvernement fédéral décide de financer 80 p. 100 d'un projet qu'il juge extrêmement intéressant. Le gouvernement ne fabrique pas son argent. Il doit le prendre quelque part. Moi je n'en ai pas. Le gouvernement précédent a dépensé beaucoup d'argent. Moi, je n'en ai plus et je ne veux pas hypothéquer l'avenir. C'est pourquoi je dois soit supprimer des programmes, soit augmenter les impôts. C'est le dilemme dans lequel je me trouve aujourd'hui. Si nous décidons de réduire des programmes de recherche et de développement, les Néo-Démocrates vont pousser les hauts cris. Et si nous décidons de réduire les programmes sociaux, vous allez vous y opposer fermement. Et tout le monde sera contre l'augmentation des impôts.

M. Waddell: Laissez-moi vous faire une suggestion.

M. Masse: C'est très facile, c'est ce que je dis depuis tout à l'heure. Quand on a une bonne perception de l'ensemble, c'est facile de trouver la solution. Un bon gouvernement, un bon ministre qui tient à être impartial et à ne pas trop favoriser sa région au détriment des autres, doit avoir une bonne vue d'ensemble. Ce sont les provinces qui ont la responsabilité en matière de ressources naturelles et pas moi. C'est pourquoi nous devons nous réunir.

M. Waddell: Ça va, j'ai compris. Vous avez déréglementé un secteur non compétitif, et vous avez maintenant des raffineries et des grossistes qui prennent leur temps avant de répercuter

[Texte]

in the downstream, refiners and wholesalers of gasoline who took a long time to pass those increases down. You talk to the people in the street about that. What you have, then, is that those companies still are making money in refining; they are making money wholesaling the gasoline. They are going to survive and they are going to buy up the small Canadian companies.

I wonder if you have looked at that, because that is a way to aid . . . If you made that system more competitive and you got them to really reduce the price of gasoline to where it should be, you could then go back to the Canadian public in Ontario and say that we need 2¢ a litre to keep our small Canadian industry going. Now, there is an alternative for you.

Mr. Masse: Okay, you will admit that we switched from exploration to refineries. We are speaking of another subject. This subject is very complicated.

The federal government, inspired by everybody around that table, nearly created a royal commission on that question. I do not remember the name, *Commission Bertrand*. It took two or three years to survey all that. They tabled their report last May or June, and I am sure you have already read it. But the rough conclusion of it was: it is not like we thought it was; it is very complicated, but it is not as dirty as what they are saying in the streets.

So it is still there. It is still a problem in the system. The perception of Canadians of the refinery system is something bad; Canadians perceive the refineries question badly.

If you want to go through that, ask them to come to the committee and ask Ultramar and Esso and Petro-Canada: what is going on there; why are you always not able to do what people think you should do? What is the problem? You should have an open discussion with them, so you have the inquiries. If you are not satisfied with the perception of the system, that is your democratic right. Do it, and I think it will be good for everybody. They will be put on the grill; they will have to explain their system, and the public will have a better knowledge of what is going on.

The Chairman: You have one minute left, Mr. Waddell.

M. Waddell: Selon vous, à quelle date Hibernia deviendra-t-elle commerciale?

Mr. Masse: My dear friend, I made my studies in history—

Mr. Waddell: Well, you have a department with all these experts.

Mr. Masse: —so I am not a prophet. My department is very honest. They have showed me that all the predictions they did never happened. So it is not necessary the source's fault.

M. Waddell: Quel prix doit-on payer Hibernia pour suivre le marché?

[Traduction]

ces augmentations sur les consommateurs. Parlez-en un peu avec monsieur tout le monde. Vous verrez ce qu'il en pense. Les raffineries et les grossistes continuent de réaliser des profits qui leur permettront de survivre et même de racheter des petites compagnies canadiennes.

Je ne sais pas si vous avez bien étudié la situation, parce qu'il me semble que c'est un bon moyen d'aider . . . Si vous encouragez la compétitivité dans l'industrie et si vous les exhortez à ramener le prix de l'essence à un prix plus juste, vous pourriez expliquer aux Ontariens que 2c. le litre suffiront amplement pour que cette petite industrie canadienne survive. C'est une possibilité.

M. Masse: D'accord, mais n'oubliez pas que nous sommes passés de l'exploration aux raffineries. C'est une autre paire de manches. C'est une question fort complexe.

Le gouvernement fédéral a subi tellement de pressions qu'il a failli créer une commission royale pour étudier la question. Je me souviens plus du nom mais je pense qu'il s'agissait de la Commission Bertrand. Il leur a fallu deux ou trois ans pour étudier tous les tenants et aboutissants de l'affaire. Le rapport a été déposé en mai ou juin dernier et vous l'avez sans doute déjà lu. Voici donc leurs conclusions en quelques mots: ce n'est pas comme nous pensions, c'est très compliqué, mais ce n'est pas aussi scandaleux que le grand public semble le croire.

Voilà. C'est un problème de structure. Les Canadiens ont une très mauvaise opinion des raffineries.

Si vous voulez aborder ce sujet, vous n'avez qu'à inviter des représentants d'Ultramar, d'Esso et Petro-Canada. Vous pourrez leur demander de quoi ils retournent et pourquoi ils ne peuvent pas satisfaire tout le monde. Vous pourrez toujours leur demander de vous expliquer leurs problèmes. Il serait peut-être utile que vous ayez un échange franc avec ces gens-là. Vous avez tout à fait le droit de ne pas être satisfait de la structure telle qu'elle vous apparaît. La démarche que je vous propose serait très utile pour tout le monde. Vous pourrez les interroger, ils seront obligés de vous expliquer le système et le public sera un peu mieux renseigné sur la situation.

Le président: Vous avez encore une minute, monsieur Waddell.

Mr. Waddell: Do you have any idea when Hibernia will become commercial?

M. Masse: Mon cher ami, j'ai étudié l'histoire . . .

M. Waddell: Mais vous avez tous ces experts à votre disposition au ministère.

M. Masse: . . . et je ne suis donc pas prophète. Je dois dire qu'ils sont très honnêtes dans mon ministère. Ils m'ont montré toutes les prévisions qui ne se sont pas matérialisées. Le problème n'est donc pas nécessairement à la source.

Mr. Waddell: What do we have to pay Hibernia to keep up with the market?

[Text]

Mr. Masse: First of all, the price of it has to be fixed by those who are in commerce, Mobil Oil and the consortium. That is their responsibility because it is not a nationalized project; we are not in Russia. It is a project with the free enterprise of this country, and it is done by Mobil and the consortium. It is up to them to decide if it will be commercial or not.

Sure, they will come and see the government to have tax breaks and all kinds of ways to help make the project commercial on their terms. The government decision is: how much should we put into that? So that is the discussion we have.

Mr. Waddell: You are against subsidies.

Mr. Masse: And you?

• 1145

M. Waddell: Je pense que vous êtes la seule personne au monde à croire qu'il y a un libre marché pour le pétrole.

Mr. Masse: So you want to subsidize that?

M. Waddell: Il y a beaucoup de subventions pour le nucléaire, pour les énergies de rechange, pour le pétrole. Je vous repose la question: à quel prix et à quelle date aura-t-on Hibernia? C'est très important pour ce projet de loi-ci.

M. Masse: Il appartient à Mobil, et non au ministre de l'Energie, des Mines et des Ressources, de décider de la valeur commerciale du projet. J'aimerais savoir si le NPD est en faveur de subventions directes au projet, et de subventions de quel montant.

M. Waddell: Je ne suis pas ministre actuellement.

M. Masse: Mais vous représentez le NPD.

The Chairman: That completes the 10 minutes for Mr. Waddell. Mr. Johnson, you have 10 minutes now.

Mr. Johnson: Thank you, Mr. Chairman. I have two questions for the Minister.

Mr. Minister, this committee extended an invitation to your provincial counterpart, the Newfoundland Minister of Mines and Energy, to appear before the committee, and it is my understanding that he has declined the invitation. Can you tell us if, through your talks with the Minister, the Government of Newfoundland and Labrador is satisfied with the contents of Bill C-6 to the extent that the Minister did not have any wishes to appear before the committee to answer questions?

M. Masse: Je crois que le ministre Marshall et le gouvernement de Terre-Neuve appuient entièrement ce projet-là. Je me fie à deux sources. D'abord, ils ont eux-mêmes déposé un projet de loi complémentaire, ce qui me permet de croire qu'ils sont d'accord puisqu'ils font leur partie de travail. Deuxièmement, des conversations que j'ai eues avec M. Marshall ou avec le premier ministre Peckford me portent à croire que Terre-Neuve appuie entièrement ce projet-là.

[Translation]

M. Masse: Ce sont ceux qui sont dans le secteur, Mobil Oil et le consortium qui établissent le prix. Nous sommes un pays démocratique et c'est donc leurs responsabilités, surtout qu'il ne s'agit pas d'un projet nationalisé. La responsabilité en la matière relève de Mobil et du consortium. C'est une question de libre entreprise. C'est à eux de décider s'ils en feront une exploitation commerciale ou non.

C'est évident qu'ils vont nous demander des crédits d'impôt et toutes sortes de moyens pour les aider à rendre ce projet rentable. Le problème pour nous consiste à déterminer combien nous devons y investir.

M. Waddell: Mais vous êtes contre les subventions.

M. Masse: Et vous?

Mr. Waddell: I think you must be the only person in the world who believes that we have an open petroleum market.

M. Masse: Vous aimeriez que ce soit subventionné alors?

Mr. Waddell: There is already plenty of subsidization of nuclear energy, alternative energy and even petroleum. I will put the question to you once again: when exactly will we be getting Hibernia, and at what price? It is of great significance for this bill.

Mr. Masse: It is up to Mobil, not the minister of Energy, Mines and Resources, to determine the commercial value of the project. I, for one, would like to know whether the NDP is in favour of direct subsidization of the project, and if so, what degree of subsidization.

Mr. Waddell: But I am not currently the minister.

Mr. Masse: Yes, but you do represent the NDP.

Le président: Les dix minutes de M. Waddell sont maintenant épuisées. Monsieur Johnson, vous avez dix minutes pour poser des questions.

M. Johnson: Merci, monsieur le président. J'ai deux questions à poser au ministre.

Monsieur le ministre, ce Comité a invité votre homologue provincial, soit le ministre des Mines et de l'Energie de Terre-Neuve, à comparaître devant ce Comité, mais je crois comprendre qu'il a refusé. Etes-vous en mesure de nous dire, à la suite de vos discussions avec le ministre et les représentants du gouvernement de Terre-Neuve et du Labrador, si ces derniers sont satisfaits du contenu du projet de loi C-6, à tel point que le ministre ne ressentait même pas le besoin de comparaître devant ce Comité pour répondre aux questions des députés?

Mr. Masse: I believe the minister, Mr. Marshall, and the Government of Newfoundland fully support the bill—and I have two reasons for saying this. First of all, they themselves have tabled a complementary bill, which leads me to believe that they have no objections, since they are doing their bit for this legislation. Secondly, on the basis of the conversations that I have had with Mr. Marshall or the premier, Mr. Peckford, it is my impression that Newfoundland fully supports this legislation.

[Texte]

Mr. Johnson: The other question, Mr. Minister, is this. At our previous meeting some concern was expressed as to the constitutional legality of the Atlantic Accord. Do your legal advisers foresee anything in the future with development of offshore resources off Newfoundland and Labrador that might have any constitutional hang-ups, if you want to put it that way?

M. Masse: Ceux qui ont étudié le projet de loi et ceux qui l'ont proposé ont tenu compte de ces questions et, dans leur esprit, il ne pose aucun problème constitutionnel. Nous verrons en temps et lieu si tel est le cas. Tout projet de loi, pour une raison ou pour une autre, finit par aller en cour, et c'est là qu'on le sait. Tout ce que je peux vous dire, c'est que les conseillers du ministère, dans la rédaction de ce projet de loi, ont tenu compte de cet aspect.

Mr. Johnson: Mr. Chairman, I would like to pass now to my colleagues.

Mr. Price: Thank you, Mr. Chairman. I want to thank the Minister for coming to the committee hearing today at such short notice. As you know, this piece of legislation is very important to the province of Newfoundland, and we certainly do appreciate your recognizing that fact by your early attendance at the committee so we can get this legislation through committee and, indeed, through the House, so we can get on with the implementation of the Atlantic Accord.

• 1150

Mr. Minister, one of the provisions of this particular bill deals with the mode of development, which I do not think is a contentious issue in the province at any rate. But it does say that the mode of development can be determined by the province, as long as there are no undue delays in development. I wonder if you could elaborate on how one would determine what would be an "undue delay".

M. Masse: Je pense qu'on est devant un cas hypothétique. Evidemment, le système prévoit que chacun a ses responsabilités propres. Le gouvernement canadien a les siennes et il doit voir à la réalisation de certains objectifs pour le pays. Terre-Neuve a ses responsabilités. On essaie d'organiser un système dans lequel chacun travaille à la réalisation de l'objectif commun de la mise en valeur des ressources pétrolières. Comme on ne connaît pas l'avenir, on reconnaît, dans le projet de loi, que chaque gouvernement a ses responsabilités propres. Le gouvernement canadien a des responsabilités diverses dans le domaine de l'énergie, et il se réserve la possibilité de les mettre en application s'il y a lieu. C'est une disposition prévoyant les cas problèmes, alors que l'essence du projet de loi est le travail en commun à la mise en valeur des ressources. Je crois qu'il est bon de prévoir un mécanisme au cas où il y aurait de sérieuses difficultés.

[Traduction]

M. Johnson: L'autre question que je voulais vous poser, monsieur le ministre, est la suivante: lors d'une réunion antérieure, certains ont remis en question la constitutionnalité de l'Accord de l'Atlantique. Est-ce que vos juristes prévoient des difficultés constitutionnelles quelconques vis-à-vis du développement futur des ressources situées au large des côtes de Terre-Neuve et du Labrador?

Mr. Masse: Those who have reviewed the legislation, as well as those who drafted it, took all these potential constitutional problems into account, and as far as they are concerned, the legislation has no flaws in this regard. We will see in due time whether that is so. Most legislation, for one reason or another, ends up being challenged in court, and that is when we will find out whether or not there is a problem. All that I can say for the time being is that departmental advisers kept that in mind during the drafting of the bill.

M. Johnson: Monsieur le président, je vais céder la parole à un de mes collègues.

M. Price: Merci, monsieur le président. Je voudrais remercier le ministre d'avoir bien voulu comparaître devant le Comité aujourd'hui, avec si peu de préavis. Comme vous le savez, ce projet de loi est d'une importance capitale pour la province de Terre-Neuve, ce que vous semblez très bien comprendre, puisque vous avez accepté de venir au tout début de notre examen de ce projet de loi, afin de nous permettre de le faire adopter par le Comité, et par la Chambre, le plus vite possible et de permettre ainsi la mise en application de l'Accord de l'Atlantique.

Monsieur le ministre, l'une des dispositions de ce projet de loi porte sur les méthodes employées pour la mise en valeur de la ressource, et d'après ce que j'ai pu comprendre, ce n'est pas une question controversée—du moins dans la province en question. Mais cette disposition donne à la province le droit de déterminer quelle méthode sera employée, à condition que cela ne retarde pas indûment les activités de mise en valeur. Mais quand on parle de «retard», de quelle période parle-t-on? Peut-être pourriez-vous m'éclairer là-dessus.

Mr. Masse: Well, I think we are really talking about something purely hypothetical. Of course, while the system does set out specific responsibilities for each party, the Canadian government has certain responsibilities, and must ensure that certain goals are attained for the country as a whole. Newfoundland also has specific responsibilities. We are trying to set up a system where each party will be working towards the common objective of petroleum resource development. As we have no way of knowing what the future holds, we have recognized, in the legislation, that each government has specific responsibilities. The Canadian government has various responsibilities in the energy field, and it is reserving itself the right to assume those responsibilities, if need be. It is a provision that relates to problem cases and how they can be solved, whereas the essence of the bill is really the work carried out towards the common goal of resource development. I think it is probably wise to provide some kind of mechanism for dealing with serious problems.

[Text]

Mr. Price: One of the other provisions of the Atlantic Accord, of course incorporated in Bill C-6, is the application of the social legislation of the province. I know that after the accord was signed there were some concerns about the application of social legislation, particularly the labour legislation, because of the mobility of a lot of the rigs that are operating out there. When you move from one jurisdiction to another, you automatically come under a new set of legislation. Are you comfortable with the . . . I do not know if you would call it a "compromise situation" that has occurred as a result of those difficulties or of the adjustments that have been made?

M. Masse: Je suis satisfait, en tant que ministre, des principes sous-jacents de la loi. Permettez-moi de demander à un de nos conseillers d'expliquer davantage le mécanisme concret de la question.

Mr. J. Carruthers (Deputy Administrator, Canada Oil and Gas Lands Administration, Department of Energy, Mines and Resources): The question was a very technical one on Part V of the Labour Code, which really covers the certification of unions.

In the case of Hibernia, as members of the committee know, the structure which will produce it will be fixed to the bottom of the ocean. It will be a gravity-based structure built out of concrete. In that kind of a situation the provincial jurisdiction continues to apply. The provincial laws will continue to apply.

In the case of moving rigs, if you had a floating production system, for example, and a rig moved from Newfoundland to Nova Scotia, both governments agreed that they would not want to find the situation where for purely technical reasons a union certified in Newfoundland offshore waters all of a sudden became decertified when it moved into Nova Scotia. Both Ministers at the time discussed it very carefully and both agreed that yes, they could live with both situations; and that is the way the law was ultimately structured.

Mr. Price: If I could just for a moment draw your attention to the development fund, a \$300 million development fund is provided for, as I understand it, to allow for the development of infrastructure that will support the offshore. I wonder how the priorities for the expenditures to be undertaken under this fund will be determined. Is it indeed strictly a set of provincial priorities, or is it a joint effort on the part of both governments?

Mr. Masse: It is, first of all, the province's responsibility to propose, to a certain degree, a project, and it has to be approved by the federal Minister. I think that is the way it should be done. The provinces propose the infrastructure. So that is why you already have a certain number of projects . . .

Etant donné l'importance des préparatifs de la mise en oeuvre du champ Hibernia, les fonds seront fournis le plus tôt possible. Les cinq premiers projets à être financés de cette façon ont été approuvés en principe et annoncés publiquement. Ce sont un centre de recherche sur les ressources terrestres à

[Translation]

M. Price: L'une des autres dispositions de l'Accord atlantique, qui a évidemment été incorporé au projet de loi C-6, porte sur la mise en application des lois sociales de la province. Je sais qu'après la signature de l'Accord, certains s'inquiétaient justement de l'application de certaines lois sociales, surtout les lois relatives au travail, et ce, à cause de la mobilité de bon nombre des plates-formes. Lorsqu'on passe d'une juridiction à l'autre, les lois en vigueur changent nécessairement. Êtes-vous satisfait—et je ne sais pas si vous le qualifiez ainsi—du compromis qui s'est avéré nécessaire, à cause des difficultés qui ont surgi et des mesures prises pour les éliminer?

Mr. Masse: As the minister responsible, I am certainly comfortable with the principles underlying the legislation. However, I would like to ask one of my advisors to explain in greater detail the actual mechanisms involved.

M. J. Carruthers (sous-administrateur, Administration des terres pétrolifères et gazéifères du Canada, ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Votre question est de nature technique, et porte sur la partie V du Code du travail relativement à l'accréditation des syndicats.

Dans le cas d'Hibernia, comme les membres du Comité le savent sans doute, l'ouvrage sera en béton, et sera fixé au fond de l'océan. Dans ce genre de situation, les lois provinciales continuent de s'appliquer.

Dans le cas de plates-formes mobiles, c'est-à-dire s'il s'agit d'un ouvrage flottant, par exemple, et que la plate-forme soit déplacée de Terre-Neuve en Nouvelle-Ecosse, les deux gouvernements ne voudront pas qu'un syndicat accrédité pour travailler au large des côtes Terre-Neuve se voie retirer ses droits tout d'un coup en passant dans la province de Nouvelle-Écosse, et ce, pour des raisons purement techniques. Les deux ministres à l'époque en ont discuté très longuement et ils sont arrivés à la conclusion qu'ils pouvaient accepter les deux situations; et c'est ainsi que le projet de loi en tient compte.

M. Price: Je voudrais parler brièvement du fonds de développement de 300 millions de dollars prévu dans ce projet de loi afin de permettre la création de l'infrastructure nécessaire pour les activités extra-côtières, d'après ce qu'on m'a donné à entendre. Je voudrais savoir comment on va déterminer l'ordre de priorité des dépenses engagées à même ce fonds. Est-ce qu'on tiendra compte uniquement de priorités provinciales, ou s'agira-t-il plutôt d'un travail conjoint de la part des deux gouvernements?

M. Masse: D'abord, il incombe à la province, jusqu'à un certain point, de proposer un projet, qui devra ensuite être approuvé par le ministre fédéral. Je crois que c'est la procédure qu'il faudrait suivre. Les provinces présentent une proposition relativement à l'infrastructure. Voilà pourquoi il y a déjà un certain nombre de projets . . .

Because of the importance of preparing the Hibernia field for development, funds will be made available as soon as possible. The first five projects to be funded in this way have been approved in principle and announced publicly. They include a centre for earth research at Memorial University in

[Texte]

l'Université Mémorial de Terre-Neuve, au coût global de 25 millions de dollars; un programme de formation spécialisée de 3 millions de dollars; un centre de conception technique assistée par ordinateur de 1 million de dollars; un centre de survie en mer de 5 millions de dollars; et un programme de bourses pour le développement professionnel de 3 millions de dollars; ce qui fait un total de 37 millions de dollars. Ce sont les projets jusqu'à maintenant proposés et acceptés en principe. Terre-Neuve a déjà adopté son projet de loi, et aussitôt que le Parlement canadien aura adopté le sien, nous serons en mesure d'aller de l'avant pour ce qui est de la totalité des 300 millions de dollars.

• 1155

Mr. D. Whelan (Director General, Policy Analysis & Coordination, Canada Oil and Gas Lands Administration): In terms of your question about the priorities, as well there is a federal-provincial working group that has been established to look at the use of various funds available for the development of ocean industries in Newfoundland, including one of the largest sources, of course, which will be the development fund. So federal and provincial officials meet regularly to look at this very question of priorities.

The Chairman: Mr. Price, you have two minutes.

Mr. Price: Then maybe I should go to my last question, just in case. I wanted to bring you back to the question of commercial viability. I think that is what you were referring to in the question on Hibernia. Can you just elaborate a little further on what you mean by commercial viability? Are you talking about something that can be determined to be commercially viable now or are you going to base commercial viability on a projection? I just want clarification.

Mr. Masse: It is on a projection.

Mr. Price: Okay.

Mr. Masse: As I said, between now and the first barrel of petro oil it may be five or six years. So it is a projection that everybody has to make.

Mr. Price: One final question. On the management board—I am not sure if that is the correct title; anyway, there is only one board, I understand—I think the legislation provides for federal appointees as well as provincial appointees and a joint chairman, or a chairman appointed jointly by both governments. As I understand it, the board is presently in place as an advisory body until the legislation becomes law. How was that board set out? Was it actually a separation of federal appointees, provincial appointees or were they all joint appointees?

Mr. Masse: Probably it was made after consultation with Miss Carney and Mr. Marshall at the time; let us say it is joint in that sense.

[Traduction]

Newfoundland, for a total cost of \$25 million; a special training program that will cost \$3 million; a computer assisted technical design centre, at a cost of \$1 million; an ocean survival centre, at a cost of \$5 million; and a professional development bursary program, at a cost of \$3 million, giving a total cost of \$37 million. Those are the projects proposed and approved in principle thus far. Newfoundland has already passed its legislation, and as soon as the Parliament of Canada has passed its bill, we will be able to go ahead with other projects, for a total of \$300 million.

M. D. Whelan (directeur général, Analyse et coordination des politiques, Administration du pétrole et du gaz des terres du Canada): Pour répondre à votre question sur les priorités, il y a également le groupe de travail fédéral-provincial qui a été établi pour examiner l'utilisation des fonds disponibles pour la création d'industries extra-côtières à Terre-Neuve, y compris d'une des plus grandes sources de financement, qui sera évidemment le fonds de développement. Donc des fonctionnaires fédéraux et provinciaux vont se réunir régulièrement pour examiner la question des priorités.

Le président: Monsieur Price, il vous reste deux minutes.

M. Price: Dans ce cas-là, je vais passer immédiatement à ma dernière question. Je voulais revenir sur la question de la viabilité commerciale. Je crois que c'est vraiment de cela que vous vouliez parler en réponse à la question sur Hibernia. Pourriez-vous nous expliquer ce que représente pour vous la viabilité commerciale? Est-ce que vous parlez de la valeur commerciale actuelle d'un projet ou allez-vous vous fonder sur des projections pour évaluer la viabilité commerciale?

M. Masse: Nous allons nous fonder sur des projections.

M. Price: Très bien.

M. Masse: Comme je vous l'ai déjà dit, d'ici la production du premier baril de pétrole, il va falloir attendre cinq ou six ans. Nous sommes donc bien obligés de nous fonder sur des projections.

M. Price: Une dernière question. Pour ce qui est du conseil ou de l'office de gestion—je ne sais pas lequel est le bon terme; mais quoi qu'il en soit, il n'y a qu'un conseil ou office, si je comprends bien—je crois que le projet de loi prévoit que les gouvernements fédéral et provinciaux puissent nommer des gens à l'office, et qu'un coprésident soit nommé par chacun. D'après ce qu'on m'a dit, cet office existe déjà sous forme de comité consultatif, en attendant l'adoption du projet de loi. Comment cet office a-t-il été établi? Est-ce que le gouvernement fédéral s'est chargé de nommer certaines personnes, ainsi que les provinces, ou est-ce que tous les membres ont été nommés conjointement par le gouvernement fédéral et les provinces?

M. Masse: Les nominations ont sans doute été faites après que M^{me} Carney et M. Marshall ont été consultés; dans ce sens-là, les nominations étaient conjointes.

[Text]

Mr. Price: Yes.

The Chairman: That completes the first round of ten minutes. We will now start the second round with five minutes each. Mr. MacLellan.

Mr. MacLellan: Thank you, Mr. Chairman.

The downturn in exploration on the east coast and the Beaufort has left a lot of groups, a lot of industries, a lot of people who were involved in exploration, either without jobs or without futures. It seems that this downturn was taking place, Mr. Chairman and through you to the Minister, around the same time as the government decided to reduce the Industrial Research Assistance Program through the... This is the National Research Council, it is not the Minister's jurisdiction, I acknowledge that. But is there any plan by the government to do anything to provide assistance to some of these companies who have been involved in the offshore who now really do not have a theatre for their operations to perhaps allow them to diversify to market their products outside of the area in which they were, the local area where they were marketing, or perhaps to diversify into other areas so they can keep their businesses going?

Mr. Masse: You are speaking in terms of R and D.

Mr. MacLellan: Yes, R and D, operations, whatever.

Mr. Masse: Okay. For the R and D part I can speak for the Minister responsible for the department, my colleague, Mr. Oberle.

• 1200

I just want to tell you that in my department I take great care of the research and development part of the department. I have had many meetings with the people responsible in that branch of the department since July. That is all I can say.

You see, this is a very important aspect of the portfolio. It is not often the portfolio of the department that is on the front page, but this is the bones of the department; of the future of the department. I take great care of that.

I have no particular announcement to make off the cuff this morning, but it is said to be, for the Minister, something about which he wants to take great care.

Mr. MacLellan: The concern, of course, is that the thrust is going to be lost, and when things hopefully do come back a lot of these businesses are not going to be there. They are not even going to be in operation. Of course, the concern is with banks, as you know, if they have lost some money in energy-related programs, they are going to be less interested in becoming involved again.

Mr. Masse: I think there as a Minister you have two choices. You work with the feasibility aspect of a project or you work with the "sublimation" aspect of a project. I prefer

[Translation]

M. Price: Oui, je comprends.

Le président: Cela met fin au premier tour de 10 minutes. Nous allons maintenant commencer le deuxième tour de questions, et chaque député aura cinq minutes. Monsieur MacLellan.

M. MacLellan: Merci, monsieur le président.

La diminution des activités de prospection sur la côte est et dans la mer Beaufort a eu pour effet d'éliminer, pour bon nombre de groupes, d'industries et d'employés, soit leur emploi, soit leur espoir de prospérité future. Il semble que la situation commençait déjà à se détériorer, monsieur le président, vers la même époque où le gouvernement a décidé de réduire ses activités dans le cadre du Programme d'aide à la recherche industrielle, qui est administré par... J'avoue que c'est le Conseil national de recherches qui en est responsable, plutôt que le ministre, mais je voudrais savoir si le gouvernement ne pourrait pas faire quelque chose pour aider un certain nombre de ces compagnies qui travaillaient au large des côtes, mais qui n'y sont plus. Cela leur permettrait peut-être de diversifier leurs produits en vue de les vendre ailleurs que dans les localités où elles les vendaient auparavant, ou du moins, d'élargir leur champ d'activités afin d'éviter de faire faillite?

M. Masse: Vous parlez surtout de recherche et de développement.

M. MacLellan: Oui, d'activités de recherche et de développement.

M. Masse: Bon. Pour ce qui est des activités de recherche et de développement, je crois pouvoir parler au nom de mon collègue, le ministre responsable du ministère, M. Oberle.

Je tiens simplement à vous dire que dans mon ministère, j'attache beaucoup de prix à la recherche et au développement. Depuis juillet, j'ai eu de nombreux entretiens avec ceux qui sont chargés de cette question dans mon ministère. C'est tout ce que je peux en dire.

La recherche constitue en effet l'une des fonctions les plus importantes de mon ministère, tout en étant souvent laissée dans l'ombre, mais elle n'en constitue pas moins la cheville ouvrière du ministère, et ses perspectives d'avenir, et j'ai bien garde de l'oublier.

Je n'ai pas de communication impromptue à faire ce matin, mais le ministre donnera toute son attention à cette question.

M. MacLellan: Ce qu'on appréhende, bien entendu, c'est que la dynamique ne s'enlise et qu'en cas de reprise, un grand nombre de ces entreprises auront disparu et ne pourront plus y participer. On craint également, vous le savez, que si les banques ont une fois été échaudées en s'intéressant à des projets liés à l'énergie, elles se garderont bien d'y faire de nouveaux placements.

M. Masse: Un ministre se trouve dans l'alternative suivante: soit se fonder sur la faisabilité d'un projet, soit s'orienter sur sa «sublimation». Je penche pour la première option. Je n'ai

[Texte]

the first type. I have never said anything about who will create sublimation in that project.

That does not mean I do not want to have the project as soon as possible. It does not mean we do not work on the project. My department has many meetings on Hibernia and with the consortium. I met the consortium myself in Vancouver in August. We will have other meetings in a couple of weeks; and so on. So we are working very hard on that.

But as a Minister, I will announce the facts, not the prophecies on that matter. And I think, dealing with businessmen, this is the best way for them to adjust themselves to the project. False expectations are worse for businessmen than the real facts.

The only thing I can say now is that we are working very hard on that. We have to adjust ourselves to the market. We have many meetings with Mobil. The commercial price is Mobil's responsibility. The federal government is involved in that with taxes and in all kinds of ways to help them to develop the project. We are committed to the project.

Having said that, I cannot promise anything for the future, because I do not know the future. I know what we are doing now. I do not want to create false expectations. I can assure you that as a government, as a Minister, we are committed to the project. But we have a cost to that project; and this cost is the matter of discussions we have with the consortium and the Finance department and the Energy department.

Those are the facts now on what we are doing. What will the future be? I hope it will be there, and I hope it will be there soon. But I cannot announce it now, because those things are not solved yet. The day they are solved, then I will announce them—not by rumours, not by leaks to the press, but by an official announcement; and there it will happen.

Mr. MacLellan: Just to clarify another point on that, Mr. Minister, you mentioned that there is a price, of course, for security of supply, and that money would have to be raised if you are going to assist the industry through taxes or through higher prices for gasoline or whatever. Is the government still considering the possibility of some kind of fiscal regime for Hibernia; that is, some kind of financial assistance or tax incentives or something that would give it a boost? Is that a possibility?

Mr. Masse: Yes, sure, it is part of the discussion. There is no secret about that. Any investment in Canada, any investment for any job creation . . . for any investment, I have always dealt with the fiscal laws and rules and so on that we know in Canada. When it becomes a bigger project, there is always more discussion, because the *retombées* about the projects are different depending on the type of project. I have always been like that in all kinds of projects. So that is part of the discussion we have between Hibernia, ourselves, and the Finance department.

[Traduction]

jamais dit qui se chargerait de faire déboucher le projet sur d'autres perspectives.

Cela ne signifie pas pour autant que je n'entends pas voir le projet réalisé dans les plus brefs délais, ni que nous n'oeuvrons pas dans ce sens. Les gens de mon ministère ont eu de nombreux entretiens avec ceux d'Hibernia et du consortium, et j'ai moi-même rencontré ces derniers en août, à Vancouver. Nous nous rencontrerons de nouveau d'ici quelques semaines. L'affaire est donc loin d'être en veilleuse.

Mais en tant que ministre, je n'en parlerai que lorsque le projet sera mis au point. Avec les hommes d'affaires, la meilleure façon de s'y prendre est de leur présenter les faits tels qu'ils sont, afin qu'ils sachent s'y plier et rien n'est pire pour eux que d'éveiller de faux espoirs.

Tout ce que je puis vous dire à l'heure actuelle, c'est que nous ne ménageons pas notre peine. Nous devons nous adapter au marché. Nous avons eu plusieurs entretiens avec la société Mobil, à laquelle il incombe de fixer le prix de vente. Le gouvernement fédéral intervient par le jeu de la fiscalité et en s'efforçant, de toutes sortes de manières, de les aider à mettre en valeur le projet, auquel nous nous intéressons vivement.

Ceci dit, je ne puis prendre d'engagement pour l'avenir parce que celui-ci n'est pas entre nos mains. Je sais ce que nous faisons à l'heure actuelle, et ne voudrais pas faire miroiter monts et merveilles, mais je puis vous assurer qu'en tant que gouvernement, en tant que ministre, le projet nous tiens à coeur. Mais ce projet nous coûte de l'argent et c'est ce dont il est question dans nos discussions avec le consortium et les ministères des Finances et de l'Énergie.

C'est donc à cela que nous nous occupons. Quant à l'avenir, j'espère qu'il ne nous décevra pas et que les perspectives s'amélioreront bientôt. Mais à l'heure actuelle, rien n'est encore résolu et sitôt que cela le sera, je vous le ferai savoir, non par des fuites ou en faisant courir des bruits, mais par un communiqué officiel. Vous le saurez à ce moment-là.

M. MacLellan: Encore un petit éclaircissement, monsieur le ministre: vous disiez qu'il fallait payer un prix pour la sécurité de l'approvisionnement et qu'il devrait trouver l'argent à cette fin si vous envisagez, à l'intention du secteur pétrolier, soit des allègements fiscaux, soit une majoration du prix de l'essence. Le gouvernement envisage-t-il encore la possibilité d'un régime fiscal spécial pour Hibernia, sous la forme d'une aide financière ou d'un encouragement d'ordre fiscal ou de tout autre moyen de dopage? Y songez-vous?

M. Masse: Certainement, c'est l'une des options envisagées et nous n'en faisons nul secret. Pour tout investissement au Canada, tout investissement aux fins de créer des emplois . . . j'ai toujours songé à utiliser le régime fiscal du Canada. Quand il s'agit d'un projet de grande envergure, cela soulève davantage de controverses, parce que selon la catégorie du projet, les *retombées* sont différentes. Il en a toujours été ainsi pour toute sorte de projets et c'est de cela que nous discutons entre Hibernia, nous-mêmes et le ministère des Finances.

[Text]

I cannot tell you now what will be the result of the negotiations and discussions we have. But sure, the fiscal aspect of it will be part of the total package.

• 1205

The Chairman: Mr. Waddell, five minutes.

M. Waddell: J'imagine que les habitants originaux du Québec disent: Nous attendons Mobil, nous attendons les Américains, nous attendons les Anglais, les Français. Mais on doit bien avoir un rêve pour l'avenir, n'est-ce pas?

Do I really understand that you are saying we are waiting for Mobil, that Mobil will determine, that Mobil will decide when Hibernia goes?

Mr. Masse: As I said, we do not live in Russia; we live in Canada, and it is based on the free market system. It is free for entrepreneurship in this country. We have the law; we have the rules, but the basic economic system of this country is free enterprise. It is not a socialist country; it is not a communist country; it is not a bureaucrats' country. It is a country in which, if you have money to invest, you will have the right to invest. If you feel it is the place for development, Canada is the place for it.

But it is not a communist country. It is not up to the Minister to decide everything in this country. We have refused this type of country; we have refused this type of economy. We are based on the free enterprise system in this country, and we have to respect it. Sometimes it may annoy us, but in the long term that is why we have developed this country. That is why we have developed one of the best countries in the world. It is based on the free enterprise system, and investment is open for everybody who wants to come and invest in this country and respect the people of this nation. That is the way we are doing it. We are not a communist country.

M. Waddell: Allez-vous vendre Petro-Canada?

Mr. Masse: This is a very beautiful question, but it is not the bill.

M. Waddell: Monsieur le ministre, pourquoi aide-t-on les artistes au nom de la culture alors qu'il est impossible de donner des subventions dans le domaine de l'énergie?

M. Masse: Je pense que c'est totalement faux! Avec votre expérience de plusieurs années en tant que critique, je suis convaincu que vous savez fort bien que cela est tout à fait faux. S'il y a un secteur qui a été aidé de diverses manières par le gouvernement canadien et par les provinces, c'est bien celui de l'énergie. Vous pourriez certainement me faire à ce sujet une conférence avec des chiffres.

M. Waddell: Pourquoi la réunion concernant Hibernia a-t-elle eu lieu à Vancouver?

M. Masse: Eh bien, c'est tout simplement parce qu'il était plus pratique de tenir la réunion à Vancouver, étant donné les programmes de chacun. Je ne me souviens plus exactement de la date; je crois que c'était au mois d'août dernier. C'est pour cela que la réunion a eu lieu à Vancouver.

[Translation]

Je ne puis vous dire quelle sera l'issue des négociations et des discussions en cours. Mais il est vrai que l'aspect fiscal de la question fera partie de l'ensemble.

Le président: Monsieur Waddell, cinq minutes.

Mr. Waddell: I imagine that the original inhabitants of Quebec are saying: We are waiting for Mobil, we are waiting for the Americans, we are waiting for the English and the French. But there should be some dream for the future, should there not?

Avez-vous bien dit que nous attendons la *Mobil*, que c'est à la *Mobil* de décider quand l'on fera l'exploitation d'Hibernia?

M. Masse: Comme je l'ai dit, nous n'habitons pas la Russie; nous habitons le Canada, qui a un régime de marché libre. Dans ce pays, nous encourageons les entrepreneurs. Il y a des lois et des règlements, mais le régime économique de base du Canada c'est la libre entreprise. Le Canada n'est pas un pays socialiste, ni un pays communiste, ni un pays de bureaucrates. C'est un pays où celui qui a de l'argent pour investir a le droit de le faire. Le Canada est très bien adapté au développement.

Mais ce n'est pas un pays communiste. Il n'incombe pas au ministre de prendre toutes les décisions au pays. Le Canada a rejeté un tel régime économique. Notre régime est celui de la libre entreprise, et il faut le respecter. Le régime peut parfois nous déplaire, mais en fin de compte c'est la raison pour laquelle on a créé ce pays. C'est la raison pour laquelle le Canada est un des meilleurs pays du monde. Notre régime économique est la libre entreprise, et tous ceux qui veulent venir investir au pays peuvent le faire, s'ils font preuve de respect pour la population. C'est la raison pour laquelle nous procédons ainsi. Nous ne sommes pas un pays communiste.

Mr. Waddell: Are you going to sell Petro-Canada?

M. Masse: C'est une très bonne question, mais elle ne porte pas sur le projet de loi.

Mr. Waddell: Why is the government assisting artists in the name of culture, while refusing to provide grants in the energy sector?

Mr. Masse: I think that is a totally false statement! And since you have been energy critic for a number of years, I am sure you know it perfectly well. If any sector has been helped in various ways by the federal and provincial governments, it is certainly the energy sector. You could no doubt give me a lecture on this subject, complete with figures.

Mr. Waddell: Why was the meeting regarding Hibernia held in Vancouver?

Mr. Masse: The schedules of the various participants simply made it easier to hold the meeting in Vancouver. I do not remember the date exactly; I think it was held last August. The meeting was held in Vancouver for the reason I have stated.

[Texte]

Mr. Waddell: I have one more question.

The Chairman: You have one minute.

Mr. Waddell: Perhaps I should have put this at the beginning, to be fair. I am going to circulate a document. I mentioned it in the committee. If you will remember, I found it the other day, and I will have the clerk circulate it. I will give one to the Minister, too.

It is an article by Paul Emond of Osgoode Hall law school. *C'est un peu centralisé* in Toronto. He is writing about the Atlantic Accord, which is incorporated in this bill. I just want to read the conclusion and perhaps get a preliminary comment from the Minister. He says in the conclusion:

Offshore exploration activity is partly the result of massive federal subsidies. While costly, these expenditures have made good political and even economic sense. They have enabled us to learn more about the size and accessibility of frontier oil and gas. They have benefited have-not provinces such as Newfoundland. They have also benefited other Canadians, as owners of the frontier lands. How else can Canada justify paying such large subsidies for offshore exploration? One would have expected therefore that the federal government would be reluctant to give up almost all of the financial benefits that development of the Newfoundland offshore might bring.

The Atlantic Accord expresses the federal interest in the Newfoundland offshore in terms of national self-sufficiency, security of supply and, to a lesser extent, Canadianization of the industry. This seriously understates the federal interest. In the past, Canadian energy policies reflected a multiplicity of interests, including conservation, environmental protection, economic development, regional disparity and consumer price protection.

• 1210

He goes on to say that in fact the federal government may have given away too much in terms of the wording of the bill—and I am going to take this up with the committee later, about his previous statements about the actual wording of the accord and the wording of the bill—that in fact there will be no control.

He even goes so far as to say there will be no government control at all, either Newfoundland or Canada, in regulating the development in Hibernia. He did not say this, but I can draw the conclusion from his remarks that the bill was flawed, that the accord is flawed that way.

I wonder if you might have some preliminary comments, if I can then rephrase the question by asking if there is not a national interest.

[Traduction]

M. Waddell: J'ai une dernière question.

Le président: Il vous reste une minute.

M. Waddell: J'aurais peut-être dû poser la question au début en toute justice. Je vais faire distribuer un document auquel j'ai déjà fait allusion au Comité. Vous vous souviendrez que je l'ai trouvé l'autre jour; et je vais demander au greffier de le faire distribuer. Je vais en donner un exemplaire au ministre également.

Il s'agit d'un article écrit par Paul Emond de la faculté de droit d'Osgoode Hall. *That is an institution in Central Canada*, à Toronto. L'article porte sur l'Accord atlantique, qui fait partie du projet de loi. Je vais vous lire la conclusion et demander au ministre de faire une observation préliminaire. L'auteur dit dans sa conclusion:

La prospection extracôtière découle en partie de subventions massives fédérales. Même si ces subventions ont coûté très cher, elles avaient des bases politiques, et même économiques, très solides. Elles nous ont permis d'en savoir davantage au sujet de l'importance et de l'accessibilité du pétrole et du gaz dans les terres domaniales. Elles ont avantagé les provinces démunies, comme Terre-Neuve. Elles ont également avantagé d'autres Canadiens, comme les propriétaires des terres domaniales. Comment le Canada peut-il justifier autrement des subventions aussi importantes pour la prospection extracôtière? Il aurait été donc à supposer que le gouvernement fédéral serait réticent à abandonner la presque totalité des avantages financiers qu'aurait pu entraîner l'exploitation de la zone extracôtière de Terre-Neuve.

Selon l'Accord atlantique, l'intérêt fédéral dans ma zone extracôtière de Terre-Neuve se trouve au niveau de l'auto-suffisance nationale de la sécurité des approvisionnements, et, à un degré moindre, de la canadianisation de l'industrie. L'intérêt fédéral va beaucoup plus loin que cela. Par le passé, les politiques énergétiques du Canada ont tenu compte d'une multiplicité d'intérêts, y compris la conservation, la protection de l'environnement, le développement économique, les disparités régionales et la protection des prix à la consommation.

Il continue en disant qu'il se peut même que le gouvernement fédéral ait été trop généreux dans le libellé du projet de loi. Je vais d'ailleurs discuter de la question du libellé de l'Accord et du libellé du projet de loi avec le Comité à une date ultérieure.

L'auteur dit même que ni Terre-Neuve ni le Canada n'auront de contrôle sur le développement de l'Hibernia. Même s'il n'a pas dit cela, il dit que le projet de loi présente ce défaut, donc je conclus que celui-ci était déjà présent dans l'Accord.

J'aimerais entendre vos observations préliminaires, mais je vais d'abord reformuler la question pour parler de l'intérêt national.

[Text]

Moi aussi, je crois que les provinces doivent contrôler les ressources, mais je pense qu'il y a là une question d'intérêt national. Dans ce projet de loi, le gouvernement fédéral a donné tous les pouvoirs à la province de Terre-Neuve.

Mr. Masse: First, this is an article of a year ago. It was brought to my attention a couple of days ago. I have asked people in the department to look at the approach of the bill and so on, and if we have to make some adjustment then we will do the cultural aspect of it later, but fall.

What I am told now is that we should go ahead because we do not have that sort of problem, but I have no objection to asking the civil servants to have a look at that and review it. If we have to amend the bill, we will have a chance to do it in third reading; but, for the time being, that is not the advice I have received from the people.

On the question of provinces and the federal government, we are not from the same political party. Because of the socialist approach of NDP policies, you have always been more *centralisateur* than the Conservative Party so I am not surprised that for you this bill giving too much to a province may affect your approach to the federalists in this country.

I am a Minister of the government, but I am a Minister who comes from a political party. The Conservative Party has always believed that this country will be built with the provinces, and we have never been afraid to share the future of the country with the provinces. That is what we are doing with Newfoundland.

I do not think it will hurt the future of this country because the reality of this country is not the federal government. The reality of this country is not the federal bureaucracy. The real future of this country is not more centralization in Ottawa. The reality of this country is to work between the federal government and the provinces to share our future and work together on the future.

This is where I will send you back to Montesquieu, where he explains that

l'union véritable d'un corps politique, c'est la direction vers le bien commun.

In that sense, that is what we are doing. We are not trying to reinvent the wheel. We know for sure, and it was the philosophy of those who built democracy in the 17th and 18th centuries.

M. Waddell: Qu'est-ce qu'il a dit encore?

The Chairman: I think we have had the Minister's comments.

Mr. Masse: Anyway, we can have a long lecture on that.

Montesquieu conçoit l'union véritable d'un corps politique comme une direction vers le bien commun. Ainsi, il ne s'agit pas pour nous de nous rallier à une position unique, de voiler nos différences au Canada, mais bien de nous élever par-delà nos oppositions pour servir ensemble l'intérêt du pays.

[Translation]

I too think that the provinces should control their resources, but I think there is an issue of national interest here. By this bill, the federal government has given all its powers to the province of Newfoundland.

M. Masse: Tout d'abord, il s'agit d'un article écrit il y a un an. On me l'a signalé il y a quelques jours. J'ai demandé aux fonctionnaires du ministère d'examiner l'approche du projet de loi etc., et de faire certaines modifications plus tard si nécessaire.

On me dit qu'on devrait aller de l'avant parce qu'il n'y a pas de problème de ce genre, mais je ne m'oppose pas à ce que les fonctionnaires examinent la question. S'il faut modifier le projet de loi, nous pourrions le faire lors de la troisième lecture. Pour le moment, cependant, on me dit que ce n'est pas nécessaire.

Pour ce qui est de la compétence des provinces et du gouvernement fédéral, je dois vous dire tout simplement que nous ne sommes pas de la même formation politique. L'approche socialiste des politiques du NPD vous a toujours donné une optique plus centralisatrice que celle du Parti conservateur. Je ne suis donc pas surpris de constater qu'à votre avis le projet de loi donne trop de pouvoir à une province et risque d'avoir un effet néfaste sur le régime fédéral.

Je suis ministre, mais je représente également un parti politique. Le Parti conservateur a toujours été d'avis que les provinces doivent participer au développement du pays, et nous n'avons jamais eu peur de partager l'avenir du pays avec les provinces. C'est ce qu'on fait dans le cas de Terre-Neuve.

Je ne crois pas que cette approche risque de nuire à l'avenir du pays, car la réalité du Canada n'est pas le gouvernement fédéral, ni la bureaucratie fédérale. L'avenir réel du Canada ne consiste pas à centraliser davantage le pouvoir à Ottawa. La réalité du pays est une collaboration entre le gouvernement fédéral et les provinces pour partager notre avenir et y participer ensemble.

C'est là que je vais vous renvoyer à Montesquieu, qui explique que:

the true unity of a body politic involves striving for the common weal.

Et c'est ce que nous faisons. Nous ne cherchons pas à réinventer la roue. Nous sommes convaincus de notre position, qui était d'ailleurs la philosophie de ceux qui ont bâti la démocratie aux 17^e et 18^e siècles.

Mr. Waddell: What did he say again?

Le président: Je crois que nous avons entendu les remarques du Ministre.

M. Masse: De toute façon, je pourrais vous faire un long discours à ce sujet.

According to Montesquieu, the true unity of the body politic is a striving together for the common good. So we should not be advocating a single position, or glossing over the differences that exist in Canada, but rather we must rise above our differences to work toward the national good together.

[Texte]

We really think the best way to serve the future of this country is to work with the provinces and stop that bickering. We have spent too many years, the last decade, on those things. We have to work together.

That does not mean that we do not have some differences—political differences, regional differences—but the goal we have to reach is to work together for the future of the nation.

That is what we are doing with Bill C-6, and this is, in that sense—I think I have the word in English—a “landmark” of the way this country should work.

The federal government never believes that it is a diminution of its rights when it works for the good of the people with the provinces.

• 1215

Mrs. Sparrow: Welcome, Minister Masse. I want to thank you for your opening remarks and say a few myself, about the PIP grants.

During the life of the PIP grants some \$7.2 or \$7.3 billion is or will be spent; and that includes the grandfathering for the next couple of years. But at the same time as PIP grants became available, the PGRT was implemented. I think it is true, and we all realize that some \$5 billion to \$6 billion was raised by western producers, and this money really funded the frontier activities. So western producers really provided 90% of the funding for frontier activities.

I think what you have just said—and I compliment you—is that this business of self-sufficiency or security of supply is a Canadian problem, it is not just a producer problem, and any assistance that is made available or might be made available must be done on a fiscal structure so all Canadians support security of supply. And I thank you for your statement on September 8, when you announced the removal of PGRT, and I would think all western Canadians thank you as well.

You have been talking about working with the provinces. I think when Dr. Webber and Premier Getty announced the revision of their royalty payments last week, this showed that we can work together for the industry.

Could you please explain to the committee the royalty structure for Newfoundland in regard to Bill C-6 and how the royalties perhaps would be collected? Do we, the federal government, have any jurisdiction in regard to these royalties?

Mr. Masse: I will ask someone who has all the detailed knowledge of that to answer that specific question.

[Traduction]

Nous sommes convaincus que la meilleure façon de nous garantir un avenir prometteur au Canada, c'est de collaborer avec les provinces et de mettre fin aux chicanes. Nous avons consacré trop d'années, la dernière décennie, à ce genre de chicanes. Il faut travailler ensemble.

Cela ne signifie pas qu'il n'existe pas certaines différences politiques et régionales, mais l'objectif est de travailler ensemble pour bâtir l'avenir du pays.

C'est ce que nous faisons dans le projet de loi C-6, et je crois donc que ce dernier constitue un tournant dans les relations entre le gouvernement fédéral et les provinces.

Le gouvernement fédéral n'estime jamais que ses droits sont diminués lorsqu'il travaille avec les provinces pour le bien commun.

Mme Sparrow: Je vous souhaite la bienvenue, monsieur le ministre. Je veux tout d'abord vous remercier pour vos remarques préliminaires et en faire moi-même quelques-unes au sujet des subventions relatives au programme d'encouragement du secteur pétrolier.

Dans le cadre de ce programme, quelque 7.2 ou 7.3 milliards de dollars de subventions ont été ou sont dépensés, y compris les subventions concernant les droits acquis pour les quelques prochaines années. En même temps que les subventions relatives au programme d'encouragement du secteur pétrolier devenaient disponibles, la taxe sur les recettes pétrolières et gazières entraient en vigueur. Il faut souligner, il est vrai, que les producteurs de l'Ouest ont apporté quelque 5 à 6 milliards de dollars et cet argent a permis de financer les activités dans les régions éloignées. Par conséquent, les producteurs de l'Ouest sont véritablement responsables de 90 p. 100 du financement de ces activités.

Vous venez de souligner—et je vous en félicite—que l'autosuffisance ou la garantie des approvisionnements est un problème canadien, et pas seulement le problème du producteur, et que toute aide offerte ou qui pourrait l'être doit avoir une assise fiscale afin que tous les Canadiens assument cette garantie d'approvisionnement. Je vous remercie de la déclaration que vous avez faite le 8 septembre, alors que vous annonciez le retrait de la taxe sur les recettes pétrolières et gazières et j'estime que tous les Canadiens de l'Ouest vous en seront également reconnaissants.

Vous avez mentionné qu'il fallait travailler de concert avec les provinces. Lorsque M. Webber et le premier ministre Getty ont annoncé la semaine dernière que les redevances seraient réexaminées, c'était là la preuve que nous pouvons travailler ensemble au profit de l'industrie.

Pouvez-vous expliquer aux membres du Comité le système de redevances pour Terre-Neuve relativement au projet de loi C-6 et comment peut-être on peut percevoir ces redevances? Est-ce que le gouvernement fédéral a compétence en matière de redevances?

M. Masse: Je vais demander à quelqu'un de vous répondre de façon précise à cette question.

[Text]

Mr. Carruthers: Basically what this bill does is provide the authority for the royalties to be basically established by the Newfoundland government. The royalties will be collected under the regime that Newfoundland will establish, and they will be collected by the federal government, put into the Consolidated Revenue Fund, and paid back out to the province. With Hibernia currently being discussed by the two levels of government, the provincial government understandably is waiting until those discussions are completed before putting in place the final details of what its royalty will be.

Mrs. Sparrow: Does the federal government have any say about the rate of the royalty payment?

Mr. Carruthers: The legislation, which is federal legislation, provides that the royalties set by the province shall be the royalties for the Newfoundland offshore.

Mrs. Sparrow: My second question has to do with the equalization payments, and perhaps, Mr. Minister, one of your officials might enlighten us about equalization payments to Newfoundland and how any income through the resources would offset this.

Mr. Carruthers: We could, if you want, go into detail, but perhaps the simplest way to describe it is just to give a very, very general description. In effect what happens is that built into this legislation, and also built into the Atlantic Accord, is a formula which protects the revenues that will flow to Newfoundland from, let us say, Hibernia, from an automatic . . . and I will use the term "grinding", or reduction, by the equalization formula. Without the provision in the bill, every dollar of revenue Newfoundland would get from royalties would in effect be offset by a loss of a dollar in equalization. This bill provides a phase-out of a protection. Initially they get every dollar, and then after a period of time they get 90%, 80%, 70%, 60%, right down to zero protection against that loss of revenue through the equalization formula.

The details are set out in the bill. As I say, if you want, maybe later when we are going through clause by clause we could go through that in more detail. But it is basically built in; a protection to ensure that the province does benefit from offshore royalty revenues and does not see them just totally gobbled up through the equalization formula.

Mrs. Sparrow: So it is on a sliding scale, then.

Mr. Carruthers: It is on a sliding scale, yes.

Mrs. Sparrow: Mr. Chairman, I would like to pass to Mr. Johnson. He has a point of clarification.

• 1220

Mr. Johnson: Thank you, Mr. Chairman.

[Translation]

M. Carruthers: Fondamentalement, le projet de loi prévoit que le gouvernement de Terre-Neuve sera autorisé à percevoir les redevances. Celles-ci seront perçues dans le cadre d'un régime que Terre-Neuve établira, elles seront perçues par le gouvernement fédéral, placées dans le fonds du revenu consolidé et remises ensuite à la province. Etant donné que le projet Hibernia fait l'objet présentement de discussion aux deux paliers de gouvernements, le gouvernement provincial attend naturellement qu'elles soient terminées avant de décider du détail de ces redevances.

Mme Sparrow: Le gouvernement fédéral a-t-il son mot à dire au sujet du taux des redevances?

M. Carruthers: La loi fédérale prévoit que les redevances déterminées par la province seront identiques à celles qui s'appliquent aux activités au large de Terre-Neuve.

Mme Sparrow: Ma deuxième question a trait aux paiements de péréquation et peut-être, monsieur le ministre, que l'un de vos hauts fonctionnaires pourrait nous éclairer sur ces paiements versés à Terre-Neuve et nous dire comment un revenu qui provient de ces ressources pourrait le compenser en quelque sorte?

M. Carruthers: Nous pourrions, si vous le désirez, vous fournir une explication détaillée, mais la façon la plus simple de procéder serait peut-être de vous donner une description générale. Voilà ce qui se produit, dans ce projet de loi ainsi que dans l'accord avec les provinces de l'Atlantique, se trouve une formule qui protège les recettes que tirera Terre-Neuve par exemple du projet Hibernia, d'une réduction automatique . . . Je pourrais utiliser le terme «effritement» qui pourrait résulter de la formule de péréquation. Sans la disposition prévue dans le projet de loi, chaque dollar de recette que Terre-Neuve retirerait des redevances serait compensé par une perte d'un dollar en paiement de péréquation. Le projet de loi prévoit une protection progressivement décroissante. Au départ, la province toucherait chaque dollar, mais après un certain temps elle obtiendrait une protection de 90 p. 100, 80 p. 100, 70 p. 100, 60 p. 100 et même éventuellement 0 contre toute manque à gagner découlant de la formule de péréquation.

Le projet de loi l'explique en détail. Si vous le voulez, je le répète, nous pourrions plus tard vous l'expliquer encore mieux lors de l'étude des articles du projet de loi. Il s'agit quand même d'une protection incluse dans le projet de loi, une protection qui garantit que la province tire profit des recettes provenant des redevances pour les activités extra-côtières, ces recettes ne sont pas tout simplement englouties à cause de la formule de péréquation.

Mme Sparrow: Il s'agit donc en quelque sorte d'une échelle mobile.

M. Carruthers: Oui.

Mme Sparrow: Monsieur le président, je veux bien céder la parole à M. Johnson qui désire obtenir des précisions.

M. Johnson: Merci, monsieur le président.

[Texte]

Mr. Minister, the bill provides for joint policy directives on key issues by the board and that there would be agreement between the two Ministers; and relating to the pace and mode of development it also states, and I believe it is in subclause 34(3), that the final decision will be the responsibility of the federal Minister when Canada has not attained or has lost self-sufficiency and security of supply. So in essence the final decision does rest with the federal government.

Mr. Whelan: The confusion may be because of the difference in the definitions of the kinds of decisions that are made. First of all, I should say that all decisions in the Newfoundland offshore will be taken initially by the board. In the case of certain kinds of decisions taken by the board, for example in the area of industrial benefits, the two Ministers can jointly direct the board to make a decision they have agreed on.

In the case of other kinds of fundamental decisions, for example the ones you cited in terms of mode and pace of exploration and pace of development, the board makes the decision. It is quite a different mechanism that comes into play. The board makes a decision, and then one Minister or the other can review that decision, depending on whether the country is in a state of self-sufficiency in oil or not. And as you probably noted under the definition of the bill, certainly for the first five-year period the bill is in effect, if the country is in a state where self-sufficiency has not been achieved, the federal government has the power of review in those cases you have cited. So it is a different treatment in terms of joint directives by the two Ministers versus fundamental review in those cases.

Mr. Johnson: Mr. Chairman, you say after the bill comes into effect, but does it not say the first five years following the signing of the accord? So would we assume that one year and a half has already elapsed now for the self-sufficiency part of the bill?

Mr. Whelan: I am sorry, you are quite right. It is five years after the accord, not the coming into place of the bill.

Mr. Johnson: The other thing, Mr. Chairman, on February 11, 1986, and June 5, 1986, announcements were made with regard to projects that were approved in principle under the development fund. One was for \$25 million, another one was for \$3 million, and so on, amounting to \$37 million. Is it not true that until this bill is actually passed the federal government cannot give the province any part of the federal funding?

Mr. Masse: Yes, that is true. That is why we hope to have the bill as soon as possible.

The Chairman: Mr. Waddell.

Mr. Waddell: You brought up the area of gas exports. We are exporting to beat hell right now in oil, and now with your new policies, natural gas. What do you think of the argument

[Traduction]

Monsieur le ministre, le projet de loi prévoit que les décisions de l'Office en matière de politique seront tributaires d'un accord entre les deux ministres. Pour ce qui est du mode et du rythme de développement, il en est question au paragraphe 34(3), je crois, la décision finale revient au ministre fédéral lorsque le Canada n'a pas réalisé ou a perdu l'autosuffisance et la sécurité des approvisionnements. Par conséquent, le gouvernement fédéral est bien responsable de la décision finale.

M. Whelan: Il peut y avoir confusion à cause de la divergence dans les définitions concernant la nature des décisions à prendre. Premièrement, je dirais que toutes les décisions concernant les activités extra-côtières pour Terre-Neuve sont prises au départ par l'Office. Dans le cas de certaines décisions que prendra l'Office, dans le domaine des avantages industriels par exemple, les deux ministres peuvent conjointement indiquer à l'Office qu'il doit prendre une décision pour laquelle ils sont d'accord.

Pour ce qui est des autres décisions fondamentales, vous avez parlé par exemple du mode et du rythme d'exploration et de développement, il appartiendra à l'Office de trancher. Un mécanisme tout à fait différent entre en jeu. L'Office prend une décision et un ministre ou l'autre peut revoir sa décision, cela dépend si le pays est ou non autosuffisant pour ce qui est du pétrole. Comme vous l'avez probablement remarqué dans la définition du projet de loi, et manifestement pour la première période quinquennale pendant laquelle le projet de loi sera en vigueur, si le pays n'a pas encore atteint l'autosuffisance, le gouvernement fédéral peut procéder à une révision dans les cas que vous avez mentionnés. Par conséquent, il s'agit d'un traitement différent, qu'il soit fait dans le cadre des directives mixtes émanant des deux ministres par opposition à la révision fondamentale de ces cas.

M. Johnson: Monsieur le président, vous avez dit après l'entrée en vigueur du projet de loi, mais est-ce qu'il ne s'agit pas des cinq années qui suivent la signature de l'accord? Nous pourrions donc supposer qu'une année et demie s'est déjà écoulée maintenant pour ce qui est de l'autosuffisance prévue dans le projet de loi?

M. Whelan: Excusez-moi, vous avez tout à fait raison. Il s'agit de cinq ans après la signature de l'accord, et non pas de l'entrée en vigueur du projet de loi.

M. Johnson: Autre chose, monsieur le président, le 11 février 1986 et le 5 juin 1986, on avait annoncé des projets qui avaient été approuvés en principe en vertu du fonds de mise en valeur. Il était question d'une part de 25 millions de dollars, et d'autre part, de 3 millions et aussi d'autres sommes pour un total de 37 millions de dollars. N'est-il pas vrai qu'avant l'entrée en vigueur du projet de loi, le gouvernement fédéral ne peut accorder à la province quelque financement que ce soit?

M. Masse: C'est exact. C'est la raison pour laquelle nous espérons que le projet de loi sera accepté très rapidement.

Le président: Monsieur Waddell.

M. Waddell: Vous avez parlé des exportations de gaz. Nous exportons à tour de bras du pétrole et maintenant, avec ces nouvelles politiques, nous allons exporter du gaz naturel. Que

[Text]

that if we did not export so quickly at bargain-basement prices now . . . ? And of course natural gas and oil, when the cheap stuff is drained out of the west, it will cost about five times as much, some experts say, to find new stuff, even in western Canada, even in Alberta, and that is not to mention the Beaufort. Do you not think it might be a wise Minister who restricted gas exports in order to conserve some of those cheap resources and postponed the development of the very expensive resources like Hibernia and the Beaufort?

• 1225

M. Masse: Premièrement, on a toujours exporté du gaz au Canada. Ce n'est pas nouveau. Je n'ai pas autorisé l'exportation du gaz. Le gaz est exporté depuis des décennies. On a tout simplement allégé le système d'approbation et non donné une nouvelle autorisation.

Deuxièmement, on craint toujours de manquer d'un produit. Par exemple, dans les années 30, l'exploitation du charbon était le grand sujet de discussion au pays: il fallait empêcher l'exportation du charbon.

Regardons ce qui s'est passé entre les années 30 et aujourd'hui. Aujourd'hui on subventionne l'exportation du charbon. On a découvert de plus grandes réserves et l'économie et le type d'énergie ont changé, de sorte qu'aujourd'hui le charbon est une valeur qu'on cherche à exporter.

Les réserves de gaz sont reliées à la géologie et l'exploration est reliée au financement. L'exploration n'est pas reliée à la décision bureaucratique qu'il y a des réserves, mais à la réalité de l'exploration et de l'exploitation, par des profits générés ou le *cashflow* généré pour réinvestir à l'intérieur de cela.

La question qu'on doit se poser est celle-ci: quelle est la meilleure façon d'assurer des réserves de gaz aux utilisateurs canadiens? Est-ce par une décision bureaucratique ou par l'exploration et l'exploitation réelles au moyen de l'investissement? Pour cela, il faut générer des ventes, il faut générer du *cashflow*. Par conséquent, on essaie de s'assurer un marché plus vaste qui conduira à de plus nombreux investissements dans le domaine de l'exploration du gaz. C'est ainsi, croyons-nous, que nous allons augmenter nos réserves et assurer l'avenir dans le secteur du gaz.

The Chairman: That completes the questioning. I would like to thank you Mr. Minister. We appreciate your being here very much.

Members of the committee, there are two or three more things we would like to clear. First of all, we need a motion that the committee print the number of issues of its *Minutes of Proceedings and Evidence* established by the Board of Internal Economy. If we could have a motion to that, we would have that part cleared up.

Mrs. Sparrow: I so move.

Mrs. Sparrow: Did you say 500, Mr. Chairman?

[Translation]

pensez-vous de l'argument suivant: si nous n'exportons pas si rapidement à des prix-planchers . . . ? Pour le gaz naturel et le pétrole, lorsqu'on aura vidé les provinces de l'Ouest du pétrole et du gaz peu coûteux, il en coûtera cinq fois plus cher nous disent les experts pour trouver de nouveaux gisements, même dans l'Ouest du Canada, même en Alberta, sans mentionner Beaufort. Ne croyez-vous pas que ce serait sage, monsieur le ministre, de limiter nos exportations de gaz pour conserver ces ressources peu coûteuses et retarder ainsi la mise en valeur des ressources beaucoup plus coûteuses que représentent Hibernia et Beaufort par exemple?

Mr. Masse: First of all, Canada has always exported gas. There is nothing new there. I did not authorize gas export. We have been exporting gas for decades. We merely streamlined the approval system; it is not a new approval.

Secondly, there is always fear that we are going to be short of a particular product. In the 1930s, for example, the burning issue of the day was coal development, and it was decided that co-exports prohibited.

Let us look at what has happened between the 30s and now. We are currently subsidizing coal exports. Larger reserves have been discovered, and our economy and the type of energy we require have changed, with the result that we are now trying to export our coal.

Gas reserves are related to geology and exploration to financing. Exploration is not linked to a bureaucratic decision that there are reserves, but rather to the realities of exploration and development, through the profits or cash flow generated for reinvestment.

The question we should be asking ourselves is: What is the best way of insuring that Canadian users will have gas reserves? Can we achieve this by a bureaucratic decision, or by genuine exploration and development as a result of investment? To proceed this way, sales are required, cash flow must be generated. Consequently, we were trying to ensure that we will have a larger market, which will result in more investment in gas exploration. We believe this is how we can increase our reserves and make the future supply of gas more secure.

Le président: Ceci met fin aux questions. Je tiens à vous remercier, monsieur le ministre. Nous vous sommes très reconnaissants.

Mesdames et messieurs, il y a deux ou trois autres questions que j'aimerais aborder avec vous. Tout d'abord, nous proposons que le Comité fasse imprimer ses *Procès-verbaux et Témoignages* suivant le nombre d'exemplaires déterminé par le Bureau de régie interne. Une telle motion réglerait une des questions.

Mme Sparrow: Je propose la motion.

Mme Sparrow: Avez-vous parlé de 500 exemplaires, monsieur le président?

[Texte]

The Chairman: No number. Whatever number the Board of Internal Economy says, that is what we will accept.

Mrs. Sparrow: All right, fine.

Motion agreed to

The Chairman: We have about 30 minutes. Perhaps we should start on our clauses.

Mr. Waddell:

Mr. Waddell: Yes, I think we should start on our clauses this afternoon and then we can let the civil servants go.

Mrs. Sparrow: I agree.

Mr. Waddell: I see a sort of consensus there. If I am out of order—perhaps I should tell you what I want to talk about. It is about witnesses and procedure. May I speak on that just for a second?

The Chairman: Your point is—

Mr. Waddell: We agreed that this full committee would be the steering committee.

The Chairman: You are suggesting that we continue this afternoon at 3.30?

Mr. Waddell: Yes, with the witnesses. But I would like to sort of sit as a steering committee, with respect to future witnesses and timetables.

The Chairman: Okay.

Mrs. Sparrow: Mr. Chairman, could we then go in camera for a steering committee?

The Chairman: Yes, sure.

Mr. Sheilds: Before we do that, Mr. Chairman, there is one, I think, critical question. If, during clause-by-clause consideration, we have an amendment, what does that do to the Newfoundland bill? Does that require amendment to the Newfoundland bill, which has already gone through the Newfoundland Legislature?

Mr. Carruthers: Maybe I can answer that for you, Mr. Chairman.

The arrangement with the Government of Newfoundland is that their bill has been passed. They will reintroduce it to make whatever necessary amendments need to be made, and there will have to be some because Bill C-5, formerly Bill C-92, has been changed. However, their concern, and I think this is the concern you are talking about, Mr. Chairman, is the number of amendments. I guess that is putting it simply.

• 1230

The Chairman: We will study the amendments on their own merits as they come along.

Mr. Carruthers: Yes, exactly.

[Traduction]

Le président: Je n'ai pas précisé le nombre. Nous allons accepter le nombre que décidera le Bureau de régie interne.

Mme Sparrow: Très bien.

La motion est adoptée

Le président: Il nous reste environ 30 minutes. Peut-être devrait-on commencer l'étude des articles.

Monsieur Waddell:

M. Waddell: Oui, je crois qu'on devrait commencer l'étude des articles cet après-midi, pour qu'on puisse laisser partir les fonctionnaires.

Mme Sparrow: Je suis d'accord avec vous.

M. Waddell: Je crois que nous sommes d'accord. Je ne sais pas si mes remarques sont irrecevables—peut-être que je devrais vous dire de quoi je veux vous parler. Il s'agit des témoins et de la procédure. Puis-je parler de cette question pendant une minute?

Le président: Vous dites que . . .

M. Waddell: Nous avons décidé que le Comité plénier constituerait le Comité directeur.

Le président: Proposez-vous que nous poursuivions nos travaux cet après-midi à 15h30?

M. Waddell: Oui, avec les témoins. Mais je voudrais avoir une réunion du Comité directeur pour parler des témoins futurs et du calendrier.

Le président: D'accord.

Mme Sparrow: Pourrait-on passer à huis clos pour la réunion du Comité directeur, monsieur le président?

Le président: Oui, certainement.

M. Sheilds: Auparavant, monsieur le président, je tiens à soulever une question qui est fondamentale à mon avis. Si, au cours de l'étude article par article du projet de loi, on présente un amendement, quelles sont les répercussions sur le projet de loi de Terre-Neuve? Faudrait-il modifier le projet de loi de Terre-Neuve, qui a déjà été adopté par l'Assemblée législative de Terre-Neuve?

M. Carruthers: Je peux peut-être répondre à la question, monsieur le président.

Le projet de loi du gouvernement de Terre-Neuve a déjà été adopté. Les responsables ont accepté de représenter le projet de loi pour faire les modifications nécessaires, et il y en aura un certain nombre, car le projet de loi C-5, anciennement le projet de loi C-92, a été modifié. Mais ce qui préoccupe le gouvernement de Terre-Neuve—et c'est ce à quoi vous faites allusion, je crois, monsieur le président—c'est le nombre des amendements, pour présenter les choses de façon simple.

Le président: Nous allons examiner les amendements quant au fond, l'un après l'autre.

M. Carruthers: Oui, c'est bien cela.

[Text]

The Chairman: It has been suggested by Mr. Waddell that the committee go now in camera.

[Translation]

Le président: M. Waddell a proposé que nous siégions à présent à huis clos.

AFTERNOON SITTING

• 1543

The Chairman: I now see a quorum. We also have a visiting member; Mr. Baker, Member of Parliament from Newfoundland is visiting with us this afternoon.

We will go on with clause-by-clause examination and, first of all, clause 1 will stand. Is that agreed?

Clause 1 allowed to stand

On clause 2—*Definitions*

The Chairman: Mrs. Sparrow.

• 1545

Mrs. Sparrow: I would like to move that clause 2 of Bill C-6 be amended by striking out lines 40 to 44 on page 3 and substituting the following:

“Provincial Act” means *The Canada-Newfoundland Atlantic Accord Implementation (Newfoundland) Act*, Chapter 37 of the Statutes of Newfoundland, 1986.

The Chairman: Is there any discussion on the amendment?

Mrs. Sparrow: Excuse me, this is just technical, is it not?

The Chairman: Perhaps at this stage I should introduce our witnesses. Mr. Carruthers, the Deputy Administrator for Canada Oil and Gas, and Ms Rybkin, the Legal Counsel for the Energy department, are with us to answer questions. Mr. Carruthers.

Mr. J. Carruthers (Deputy Administrator, Canada Oil and Gas Lands Administration, Department of Energy, Mines and Resources): Yes. Basically, Mr. Chairman, this is specifically to refer to the Newfoundland legislation which has now been passed by the Newfoundland Legislature, and which is now properly described as Chapter 37 of the Statutes of Newfoundland, 1986. It is just to tie the two pieces of legislation together.

Mrs. Sparrow: Thank you.

Mr. Johnson: That was originally called Bill 1, was it not?

Mr. Carruthers: Yes. And now it has been passed, but not proclaimed.

The Chairman: Mr. Baker.

Mr. Baker: Mr. Chairman, at the beginning it gives a definition of Atlantic Accord, and it says “and includes any amendments thereto”. The Atlantic Accord was changed substantially in the legislation as it relates to its clauses. Specifically, clause 54 was changed in the Atlantic Accord in the legislation.

SÉANCE DE L'APRÈS-MIDI

Le président: Nous avons le quorum. M. Baker député de Terre-Neuve est venu cet après-midi assister aux séances du Comité.

Nous passerons à l'étude article par article du projet de loi. Êtes-vous d'accord pour réserver l'article 1^{er}?

L'article 1^{er} est réservé

Article 2—*Définition*

Le président: Madame Sparrow.

Mme Sparrow: Je propose que l'article 2 du Bill C-6 soit modifié par substitution, aux lignes 28 à 30, page 2 de ce qui suit:

«Loi provinciale» «Provincial Act» «Loi provinciale» *Le chapitre 34 des Lois de Terre-Neuve de 1986* intitulé *The Canada-New*

Le président: Allons-nous discuter de l'amendement?

Mme Sparrow: Il s'agit simplement d'un amendement de forme n'est-ce pas?

Le président: Je devrais peut-être présenter nos témoins. M. Carruthers, administrateur adjoint, Administration du pétrole et du gaz des terres du Canada et M^{me} Rybkin, conseillère juridique du ministère sont avec nous pour répondre à nos questions. Monsieur Carruthers.

M. Carruthers (administrateur adjoint, Administration du pétrole et du gaz des terres du Canada, ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Oui, en fait, monsieur le président, cet amendement a pour but de tenir compte de la loi qui a été adoptée par la législature terre-neuvienne et qui est probablement devenue le chapitre 37 des Statuts de 1986 de Terre-Neuve. Il s'agit donc ici simplement d'établir un lien entre les deux lois.

Mme Sparrow: Très bien.

M. Johnson: Il s'agissait en fait au départ du Bill 1, n'est-ce pas?

M. Carruthers: Oui. À l'heure actuelle, la loi a été adoptée mais non encore proclamée.

Le président: Monsieur Baker.

M. Baker: Monsieur le président, le projet de loi donne la définition de l'Accord atlantique et prévoit que cela comprend également les modifications apportées au protocole. Cet Accord atlantique a été modifié de façon importante dans les différents articles de la loi. L'article 54 de cet accord a été modifié dans la loi.

[Texte]

Is it your understanding that if you say Atlantic Accord it means the memorandum of agreement? If so, then that memorandum of agreement could be in conflict with the legislation. In fact, it will be in conflict with the legislation.

Mr. Carruthers: Mr. Chairman, if I might answer that. Essentially what happens is the Atlantic Accord sets out the policy framework underlying this legislation. This legislation is, in fact, the legal agreement between, because it is drafted by both governments and reflected in identical legislation by both houses, the Parliament in the federal case and the legislature in the provincial case. It is the legislation that is important in terms of whether there is conflict, and by definition there is not a conflict. And if there is a slight variation between what is in the legislation and what was in the accord, the two governments have in fact agreed to that, by definition, by the very nature of the process.

Mr. Baker: I suppose the legislation would take precedence. I suppose that is what you are saying.

Mr. Carruthers: Yes, Mr. Chairman.

Mr. Baker: There is a new definition of offshore area. This is somewhat of a novel definition:

"offshore area" means those submarine areas lying seaward of the low water mark of the Province and extending, at any location, as far as

(a) any prescribed line, or

(b) where no line is prescribed . . .

And at that location, the outer edge of the continental margin, or 200 miles, whichever is greater. In the interest of international law, could you describe exactly what the bill means by that?

Mr. Carruthers: The prescribed law, Mr. Chairman, is really the law that defines what is Newfoundland offshore and what is the Nova Scotia offshore. And there is a provision in the bill that allows in the event of a dispute between the two provinces for the federal government to prescribe a line that distinguishes the two areas. It does not attempt to describe the outward boundary of the offshore area. That is really covered as the continental shelf or 200 miles, whichever is the greater.

• 1550

Do you see what I am saying? In other words, it is just the sideline as opposed to the outer line that we are really talking about when we refer to prescribed line.

Mr. Baker: Mr. Chairman, the continental shelf is a very difficult thing to describe. The continental shelf, as far as this bill is concerned, would extend in certain portions to the mid-Atlantic.

Now, if you take the legal definition that has been used over the last 20 or 30 years, you would go to continental shelf or extensions thereof, which would take you, in modern terminology, to mean "the extent of exploitability" right across to

[Traduction]

Doit-on sous-entendre que l'Accord atlantique est en fait le protocole d'entente? Si tel est le cas, ce protocole pourrait très bien entrer en conflit avec la loi. En fait, il ne sera pas compatible avec celle-ci.

M. Carruthers: Monsieur le président, l'Accord atlantique établit le cadre politique qui sous-tend cette loi. Juridiquement parlant, cet accord se reflète dans la loi qui a été rédigée par les deux gouvernements et étudiée tant au Parlement qu'à la législature provinciale. En cas de conflit, c'est évidemment la loi qui est importante, mais par définition, il ne pourrait y avoir de conflit. Au cas où une légère variante pourrait exister entre les termes de l'accord et de la loi, les deux gouvernements se sont mis d'accord en procédant comme ils l'ont fait.

M. Baker: Je suppose que la loi l'emporterait. Est-ce cela que vous voulez dire?

M. Carruthers: Oui, monsieur le président.

M. Baker: Ainsi, on peut trouver dans cette loi une nouvelle définition de ce que représente:

une «zone extra-côtière» qui représente les zones sous-marines qui s'étendent au-delà de

a) la laisse de basse-mer de la province jusqu'aux limites fixées par règlement ou,

b) en l'absence de tels règlements . . .

Jusqu'au rebord externe de la marge continentale, ou jusqu'à 200 milles marins des lignes de base à partir desquels est mesurée la largeur de la mer territoriale canadienne là où le rebord de la marge continentale se trouve à une distance inférieure dans le contexte du droit international, pourriez-vous nous dire exactement ce que cela veut dire.

M. Carruthers: La loi définit en fait simplement en quoi consiste les zones extra-côtières de Terre-Neuve et de Nouvelle-Ecosse. Il existe une disposition dans la loi prévoyant qu'en cas de différends entre les deux provinces, le gouvernement fédéral établira la ligne de démarcation entre les deux zones. Cet article n'essaie pas de décrire quelles sont les limites extérieures de cette zone extra-côtière qui est en fait le plateau continental ou les 200 milles, en choisissant la plus grande superficie des deux.

Comprenez-vous ce que je veux dire? En d'autres termes, lorsque l'on parle des limites fixées par règlement, il s'agit de limites latérales et non extérieures.

M. Baker: Monsieur le président, il est très difficile de décrire en quoi consiste le plateau continental. Dans certaines parties, il pourrait s'étendre jusqu'au milieu de l'Atlantique.

Si l'on a recourt à la définition des textes juridiques qui ont été utilisés au cours des 20 dernières années, le plateau continental pourrait signifier la zone où l'exploitation est possible et cela pourrait aller jusqu'à l'Afrique du Nord.

[Text]

North Africa. That is why I was asking you the question. The continental shelf, as you see it here, as it is defined in this legislation, offshore area, would that mean the entire continental shelf off the east coast of Canada. Under what definition would continental shelf be found?

Mrs. Tamara Parschin-Rybkin (Legal Counsel, Department of Energy, Mines and Resources, Canada Oil and Gas Lands Administration): If I may answer that question, Mr. Chairman. The definition reads:

The outer edge of the continental margin or a distance of 200 nautical miles, whichever is the greater.

Mr. Baker: Right.

Mrs. Parschin-Rybkin: This definition comes right out of the Law of the Sea Convention. There is no attempt to get around that provision. This is the same definition that appears presently in the Canada Oil and Gas Act. This is not an innovation. It is not the continental shelf; it is the margin, and that is geologically defined.

Mr. Carruthers: If I might add, Mr. Chairman, I am not sure of the depth but there is a depth that is traditionally accepted below which the continental shelf and the continental margin becomes the bottom of the ocean. So what you are talking about here is really the Grand Banks, for all intents and purposes.

I am just talking about off Newfoundland. It does not extend into the mid-Atlantic and to Africa. And that is an internationally accepted definition. Only where the Grand Banks extend beyond 200 miles does this have importance and then there are areas in the Grand Banks where it does extend beyond 200 miles. So therefore this, as other pieces of legislation, ensures that that is considered to be part of Canada's offshore area.

The Chairman: Are there any further questions? Captain Johnson.

Mr. Johnson: Mr. Carruthers, was that not decided at the Law of the Sea Conference, that the coastal state would have exploration mineral rights to the edge of their continental shelf?

Mr. Carruthers: That is correct.

Mr. Baker: To the edge of the continental shelf. And as I understand what you are saying, there is a depth, x numbers of feet or metres that is spelled out in international law. Is that what you are saying?

The reason why I am asking you the question is quite simple; there is provincial legislation on the books, provinces for example like Nova Scotia, where the definition of the continental shelf and the definition of offshore area was the old convention, the international convention to the extent of exploitability, "the continental shelf extensions thereof and to the extent of exploitability".

[Translation]

Lorsque l'on parle des zones extra-côtières du plateau continental, s'agit-il de tout le plateau continental au large des côtes de l'Est du Canada. Quelle serait la définition de ce plateau continental?

Mme Tamara Parschin-Rybkin (conseillère juridique, ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources, Administration du pétrole et du gaz des terres du Canada): La définition est la suivante:

Le rebord externe de la marge continentale où jusqu'à une distance de 200 milles marins... quand le rebord externe de la marge continentale ne s'étend pas jusqu'à cette distance.

M. Baker: Oui.

Mme Parschin-Rybkin: Cette définition est celle qui provient de la Convention du Droit de la mer. Nous n'essayons pas ici de contourner ces dispositions et c'est d'ailleurs cette même définition qui figure à l'heure actuelle dans la Loi sur le pétrole et le gaz du Canada. Il ne s'agit pas là par conséquent d'une innovation. Il ne s'agit pas ici de plateau continental mais bien de marge qui peut être définie de façon précise en termes géologiques.

M. Carruthers: De plus, monsieur le président, on accepte généralement qu'il existe une profondeur au-delà de laquelle le plateau continental et la marge continentale sont assimilés au fond marin. Ainsi donc, il s'agit en définitive des grands bancs pour ce qui nous occupe.

On se limite donc aux zones extra-côtières de Terre-Neuve qui ne s'étendent pas jusqu'au milieu de l'Atlantique et jusqu'en Afrique. On se base pour cela sur la définition de la convention internationale. Cela n'a de l'importance que lorsque les grands bancs dépassent cette limite des 200 milles marins et cela se produit dans certaines zones des grands bancs. Cette disposition, comme dans d'autres lois également prévoit que de telles zones font partie de la zone extra-côtière du Canada.

Le président: Y a-t-il d'autres questions? Capitaine Johnson.

M. Johnson: Monsieur Carruthers, n'avait-on pas décidé lors de la Convention sur le Droit de la mer que les États côtiers jouiraient des droits d'exploitation minière jusqu'aux limites de leur plateau continental?

M. Carruthers: C'est exact.

M. Baker: Oui, et si je comprends bien ce que vous dites, le droit international en la matière prévoit également une certaine profondeur n'est-ce pas?

La raison pour laquelle je vous pose la question est très simple, certaines provinces ont conservé la définition du plateau continental et des zones extra-côtières de l'ancienne convention concernant les zones contiguës et la limite de l'exploitabilité.

[Texte]

I do not want to hold you up on this but you are saying now that there is a new definition of the continental margin to mean an area of an exact depth. The Nova Scotia law reads to the extent of exploitability, but that was taken out of the old international charters which date back to the mid-1970s when you did not have drilling rigs that could drill into the depths of the Atlantic Ocean. But now you do so you cannot use that definition.

I do not want to hold it up. It is just for my own edification. I presume there is a depth, some line somewhere that says that this is Canada's offshore resource and this is not Canada's offshore resource.

I had one further question.

• 1555

That is all I have, Mr. Chairman.

The Chairman: Captain Johnson.

Mr. Johnson: Mr. Carruthers, would this particular bill not refer to an agreement between the Province of Newfoundland and the Government of Canada referring to an offshore area, not necessarily what might be Canada's right as a country for offshore? This is an agreement between two governments prescribing what would be the offshore area, as contained in the bill passed by the Government of Newfoundland and this Bill C-6.

Mr. Carruthers: Essentially, what this bill does is ensure that there is a joint management and revenue-sharing agreement for the offshore area that is Canada's. All this attempts to do is define that area.

Amendment agreed to

Clause 2 as amended agreed to

On clause 3—*Construction*

Mr. Baker: I wonder if the witnesses could tell us why clause 3 was inserted into the bill.

Mr. Carruthers: The simple answer is that both governments have entered into this agreement and in fact have agreed to pass their respective pieces of legislation without prejudice. This bill does not in any way give standing to or undercut each other's claim to jurisdiction; in fact, it was a fundamental principle of the Atlantic Accord that they set aside jurisdictional disputes. It is a legal version of "this is without prejudice".

Mr. Baker: In effect, then, what this clause does is prevent someone from using the bill, when it becomes law, to argue any other matter relating to the so-called offshore area. Is that right?

Mr. Carruthers: The way I would put it is that you could not use the existence of this law as a legal argument for buttressing your case that a province has an ownership right in the offshore. That does not mean to say you cannot make an

[Traduction]

Je ne voudrais pas vous retarder, mais vous parlez maintenant de cette nouvelle définition de la marge continentale qui préciserait quelle doit être la profondeur de l'eau. En Nouvelle-Ecosse, la loi tient compte des possibilités d'exploitation; cette province s'en tient toujours aux anciennes conventions internationales du milieu des années 70 alors que les plateformes de forage existant à l'époque ne permettaient pas le forage dans l'océan Atlantique même. Pour tenir compte de progrès que nous connaissons, on ne peut plus se servir de cette définition.

Je suppose que maintenant les limites des ressources extra-côtières sont maintenant déterminées en tenant compte de cette profondeur de l'océan.

Je voulais poser une autre question.

J'ai terminé, monsieur le président.

Le président: Capitaine Johnson.

M. Johnson: Monsieur Carruthers, ce projet de loi ne reflète-t-il pas plutôt l'accord entre la province de Terre-Neuve et le Gouvernement du Canada concernant la zone extra-côtière et pas nécessairement les droits du Canada en tant que pays sur cette zone? Il s'agit là d'un accord entre deux gouvernements au sujet de ces deux zones extra-côtières, comme le précisent les projets de loi des gouvernements de Terre-Neuve et du Canada, en l'occurrence le Bill C-6.

M. Carruthers: En fait, ce projet de loi instaure un accord concernant la gestion conjointe et le partage des recettes pour cette région extra-côtière canadienne. Le projet de loi définit cette zone.

L'amendement est adopté

L'article 2 modifié est adopté

Article 3—*Interprétation*

M. Baker: Les témoins pourraient-ils nous dire quelle est la raison d'être de cet article dans le projet de loi.

M. Carruthers: La raison en est simple: les deux gouvernements ont conclu cet accord et se sont mis d'accord pour adopter leurs lois respectives sous toutes réserves. Ce projet de loi n'affirme ni n'infirme les revendications de l'un ou l'autre en matière de compétence. En fait, le principe fondamental de l'Accord Atlantique est que ces deux paliers de gouvernement mettaient de côté les différends en matière de compétence. Bref, cet article est bien là pour expliquer quelles sont les réserves en question.

M. Baker: Il empêche par conséquent quiconque de se prévaloir de la loi pour prétendre quoi que ce soit en matière de zone extra-côtière?

M. Carruthers: En fait, une province ne pourrait se prévaloir des dispositions de la loi pour prouver devant les tribunaux qu'elle a un droit de propriétaire dans ces zones extra-côtières. Cela ne signifie pas que l'on ne peut prouver ce genre de choses

[Text]

argument based on all kinds of other things; you just cannot use this law to buttress your case.

Clause 3 agreed to

On clause 4—*Precedence over other Acts of Parliament*

Mr. Baker: This is a very interesting clause, Mr. Chairman; at least, it is interesting to me. I do not know; maybe I am missing something here:

4. In case of any inconsistency

There are lots of inconsistencies.

or conflict between

(a) this Act or any regulations made thereunder, and

(b) any other Act of Parliament that applies federal laws and provincial laws to offshore areas or any regulations made under that Act,

this Act and the regulations made thereunder take precedence.

Would this bill then take precedence over the Constitution Act?

Mrs. Parschin-Rybkin: To the extent that there are any inconsistencies or conflicts, yes, but there is no inconsistency or conflict between this bill and the Constitution Act.

Mr. Baker: You do not think so.

Mr. Carruthers: In fact, certain clauses of this bill have been drafted to ensure that there is no inconsistency.

But, Mr. Chairman, if I might explain the reason, since it is a matter of curiosity, there was the Canadian Laws Offshore Application Act. Has that been reintroduced?

• 1600

Mrs. Parschin-Rybkin: Not yet.

Mr. Carruthers: Not yet, but in the previous session there was a bill which, among other things, was intended to extend jurisdictions of a number of federal statutes to the offshore and there would have been some clear conflicts. It was decided in drafting of this legislation, and in fact this is part of the government's decision, that this bill would take precedence. It was to ensure that in matters of safety and environmental issues in terms of oil and gas in the offshore there would be no conflicts between this act and the equivalent of what was the Canadian Laws Offshore Application Act.

You will remember again that this bill sets up a joint management and revenue-sharing agreement for the offshore. Basically what it is trying to do is to ensure that all aspects of oil and gas offshore are to be handled under the new regime. You would not want to end up having a whole bunch of these things whittled away by the application of other acts and regulations.

[Translation]

en se basant sur d'autres arguments, mais en tout cas pas en ayant recours à cette loi.

L'article 3 est adopté

L'article 4—*Incompatibilité*

M. Baker: Il s'agit là d'un article très intéressant, monsieur le président, en tout cas en ce qui me concerne. Quelque chose m'échappe peut-être ici, car le texte précise bien:

«dispositions incompatibles»

Et pourtant il y en a beaucoup.

Le texte précise que: les dispositions de la présente loi et de ses textes d'application l'emportent sur les dispositions incompatibles de toute loi fédérale sur l'application extra-côtière des lois fédérales et provinciales et de ses textes d'application.

Cette loi l'emporterait-elle sur la loi constitutionnelle?

Mme Parschin-Rybkin: Dans le cas d'incompatibilité, oui, ce serait le cas, cependant il n'y en a aucune entre ce projet de loi et la loi constitutionnelle.

M. Baker: Vous ne le croyez pas.

M. Carruthers: En fait, certains articles de ce projet de loi ont été rédigés précisément afin de s'assurer qu'il n'y ait pas d'incompatibilité.

Vous vous rappelez sans doute la Loi sur l'application extra-côtière des lois canadiennes. Ce projet de loi a-t-il été représenté?

Mme Parschin-Rybkin: Pas encore.

M. Carruthers: Pas encore, mais au cours de la dernière session on avait présenté un projet de loi qui, entre autres choses, devait étendre la compétence de certaines lois fédérales aux ressources extra-côtières ce qui aurait clairement engendré des conflits. Au moment de la rédaction, le gouvernement a décidé que ce projet de loi aurait préséance.

On voulait ainsi s'assurer qu'il n'y ait aucun conflit entre la présente loi et toute loi semblable à la Loi d'application aux ressources extra-côtières en ce qui concerne la sécurité et l'environnement. N'oublions pas que ce projet de loi prévoit une congestion et un partage des recettes tirés des ressources extra-côtières. En substance, il doit assurer que tous les éléments se rapportant au pétrole et gaz extra-côtières sont

[Texte]

The Chairman: This clause only takes effect if there is an inconsistency or a conflict.

Mr. Johnson: In other words, Mr. Chairman, what it would do—like in the Canada Labour Code, whereas this bill says that provincial labour codes, I believe, apply to fixed structures or if there is a mobile structure moved down to another province then the federal Labour Code will apply once that rig moved off position, off the coast of Newfoundland.

Mr. Carruthers: Well, one has to be a little bit narrow here. Again this only kicks in where there is an inconsistency or a conflict. In example, and if there was an inconsistency or a conflict between the Canada Labour Code and the provisions that are provided under this legislation, you are correct, this legislation would be the one that would be predominant.

Mr. Shields: Mr. Chairman, I understand it would allow for provincial taxes to be imposed on a drilling platform.

Mr. Carruthers: Yes, exactly. Now there was again this legislation I referred to previous to the proposed bill, the Canadian Laws Offshore Application Act specifically excluded taxing statutes or legislation being extended into the offshore in a province. This legislation clearly does that, so this legislation would take precedence.

Mr. Baker: The Constitution takes precedence, does it not, if there is a conflict? And we are talking here about federal laws and provincial laws in relation to offshore areas. If there is a conflict then obviously the Constitution would take precedence.

Mr. Carruthers: I guess what we are saying is that in drafting this piece of legislation—and I can assure you this has been raised on a number of occasions—the Department of Justice made sure there was no inconsistency. So what they are saying to us is there would be no inconsistency which would trigger this such that the Constitution Act would be overridden. And in fact we did make some changes in the language to make sure that there was no inconsistency.

Mrs. Parschin-Rybkin: Mr. Chairman, perhaps if I could just interject here, it is a very fine legal point but paragraph (b) says:

to the extent that there is any inconsistency or conflict between any other Act of Parliament that applies federal laws and provincial laws to offshore areas.

The Constitution Act does not apply federal and provincial laws to offshore area. This clause was specifically drafted in mind with Bill C-104 which is the Canadian Laws Offshore Application Act, because that is the legislation that will apply or was to have applied federal and provincial laws to the offshore. To the extent that there would have been any kind of conflict or inconsistency by having other federal and provincial laws apply to the offshore that would conflict with the intent of this legislation, then this legislation would override it. It was not intended to supercede or be paramount to the Constitution Act.

[Traduction]

assujettis au nouveau régime. On ne voudrait pas que d'autres lois et règlements viennent semer la pagaille.

Le président: Mais cet article n'entre en vigueur qu'en cas de contradiction.

M. Johnson: Autrement dit, en vertu de ce projet de loi, les structures fixes sont régies par les codes de travail provinciaux alors que toutes structures déplacées dans une autre province seraient régies par le Code du travail fédéral.

M. Carruthers: Il faut donner un sens strict à cet article. Je répète qu'il n'intervient qu'en cas de contradiction. Par exemple, s'il y a contradiction entre le Code du travail du Canada et les dispositions de la présente loi, vous avez raison de dire que la loi aurait préséance.

M. Shields: Monsieur le président, je crois qu'on autorise aussi la province à percevoir des taxes sur les plate-formes de forage.

M. Carruthers: Exactement. L'autre projet de loi dont j'ai parlé, la Loi visant l'application des lois aux ressources extra-côtières, interdisait de façon précise la perception de taxes ou l'adoption de lois se rapportant aux ressources extra-côtières d'une province. Cette loi-ci le permet de façon claire, elle aurait donc préséance.

M. Baker: C'est la Constitution qui a préséance n'est-ce pas en cas de contradiction? Nous parlons ici des lois fédérales et des lois provinciales en ce qui concerne les zones extra-côtières. En cas de contradiction, ce serait évidemment la Constitution qui aurait préséance.

M. Carruthers: Nous voulons dire qu'au moment de la rédaction de ce projet de loi—et je puis vous assurer que cette question a déjà été soulevée—le ministère de la Justice s'est assuré de toute absence de contradiction. Le Ministère est donc convaincu qu'aucune contradiction de ce genre ne pourrait entrer en conflit avec la Constitution. En fait, nous avons modifié le libellé pour en être bien sûr.

Mme Parschin-Rybkin: Monsieur le président, si vous me permettez, c'est un détail mais l'article 4 stipule:

sur les dispositions incompatibles de toute loi fédérale sur l'application extra-côtière des lois fédérales et provinciales.

La Constitution ne vise pas l'application des lois fédérales et provinciales aux zones extra-côtières. Cet article a été rédigé en tenant compte du projet de loi C-104, la Loi sur l'application extra-côtière des lois canadiennes, car c'est la loi qui appliquera ou devait appliquer les lois fédérales et provinciales aux zones extra-côtières. Si jamais l'application extra-côtière de lois fédérales et provinciales allaient à l'encontre de l'intention de cette loi, cette dernière aurait préséance. Il ne s'agit pas du tout d'avoir préséance sur la Constitution.

[Text]

Mr. Waddell: Mr. Chairman, I would like to ask what happens when this board has a chance to exercise a discretion under this act, and then under the other act, which I remember as Bill C-92, in the frontiers the Minister has power to exercise the discretion under that other act, and the Minister makes a decision different from this board. How do you feel about the fact that we could have inconsistent policies being applied in different offshore?

• 1605

Mr. Carruthers: As you know, Mr. Chairman, that will not happen in the Newfoundland offshore because the content of what we used to call Bill C-92, which is now called Bill C-5, is subsumed in this legislation. The board will take upon, as set out in this legislation, most if not all the powers given to the Minister in Bill C-5.

Mr. Waddell: No, no, but the board, not being the Minister, could make a different decision and you would have conflicting decisions.

Mr. Carruthers: What I am saying is that in the Newfoundland offshore area there is no inconsistency because this act sets out exactly who makes those decisions. For the most part the technical ones are by the board and the two Ministers under this act have certain fundamental decisions which they make together or individually.

In the other areas you are correct, the Minister of Energy or the Minister of Northern Affairs, depending on which area you are in, will have many of the same powers given to the board under this act.

The Atlantic Accord and the Nova Scotia Accord both have within them the principle that wherever possible the governments will maintain consistency. What that says is to the extent possible they will ensure it is consistent, but obviously there are going to be some instances where regional differences suggest there may be a good basis for inconsistency.

Mr. Waddell: I know what you are trying to do. It is a trade-off. But I noticed in the brief from CIRL, the Canadian Institute of Resources Law, they make reference to what they are concerned about. You could have different results...

Mr. Carruthers: Yes, and I think it is fair to say that is a concern everyone shares. There are going to be both legislative and policy and even bureaucratic—I hate to say this—mechanisms put into place to try to minimize, if not eliminate, that kind of inconsistency.

Mr. Waddell: Thank you.

Clause 4 agreed to

On clause 5—*Regulations*

Mr. Waddell: Maybe you could just give us an explanation of the clause.

Mr. Carruthers: If I may, Mr. Chairman, that is just answering the point earlier where there is a dispute between Newfoundland and Nova Scotia which the two governments

[Translation]

M. Waddell: Monsieur le président, qu'arrivera-t-il quand le ministre exercera sa discrétion en vertu d'une autre loi, le bill C-92 je crois, et que sa décision ira à l'encontre de la décision de l'Office. Que pensez-vous du fait que des politiques différentes pourraient être suivies, selon la zone extra-côtière?

M. Carruthers: Comme vous le savez, monsieur le président, cela ne peut pas se produire en ce qui concerne la zone extra-côtière de Terre-Neuve parce que le contenu de ce qui s'appelait le projet de loi C-92, maintenant le projet de loi C-5, est incorporé à ce projet de loi. Le projet de loi confère à l'office la plupart, si ce n'est la totalité, des pouvoirs accordés au ministre en vertu du projet de loi C-5.

M. Waddell: Non, mais l'office, n'étant pas le ministre, pourrait prendre une décision différente.

M. Carruthers: Je dis simplement que pour la zone extra-côtière de Terre-Neuve, il ne peut y avoir de contradiction de ce genre, car la loi précise qui doit prendre ces décisions. La plupart des décisions techniques relèvent de l'office, et les deux ministres peuvent prendre certaines décisions fondamentales, conjointement ou individuellement.

Pour ce qui est des autres régions, vous avez raison, le ministre de l'Énergie, ou le ministre des Affaires du Nord, selon la région, détiendra une grande partie des pouvoirs accordés ici à l'office.

L'Accord atlantique et l'Accord de la Nouvelle-Écosse énoncent tous deux le principe que les gouvernements doivent assurer la concordance autant que possible. Ils le feront dans la mesure du possible, mais il est évident que dans certains cas, les différences régionales pourront justifier une différence.

M. Waddell: Je sais ce que vous tentez de faire. C'est un compromis. Mais j'ai remarqué que dans son mémoire, le CIRL, le *Canadian Institute of Resources Law*, énonce ses préoccupations. On pourrait arriver à des résultats différents...

M. Carruthers: Oui, et on peut dire que tout le monde partage cette préoccupation. On mettra en place des mécanismes législatifs, administratifs, et même bureaucratiques—je déteste ce mot—pour réduire au minimum, et même supprimer, ce genre de contradiction.

M. Waddell: Merci.

L'article 4 est adopté

Article 5—*Règlements*

M. Waddell: Vous pourriez peut-être simplement nous expliquer cet article.

M. Carruthers: Si vous me permettez de répondre à ce qui a été dit plus tôt au sujet d'un conflit éventuel entre Terre-Neuve et la Nouvelle-Écosse, ne pouvant être résolu par les

[Texte]

themselves cannot resolve. The Governor in Council is delegated the power to draw a line, to prescribe a line that says this is where you start and this is where you start. Now that will only be done if and when (1) it is necessary and (2) if the two governments cannot agree.

Mr. Waddell: It is the federal Minister who can do that.

Mr. Carruthers: Exactly, it is the federal Governor in Council. It is basically there as a dispute resolution. Obviously if you are going to jointly manage the resources offshore you want to make sure you have only one set of governments jointly managing.

Mr. Waddell: You do not have to answer this question. I should have put it to the Minister, but perhaps you might be able to assist me with it. Has the government any plans to introduce a constitutional amendment to give the offshore power to the provinces so it would be clearer in law? Do you recall whether that has been mentioned? Either witness.

Mr. Carruthers: I cannot answer that. I can try to find out if you would like. You probably should have asked the—

Mr. Waddell: Yes, I should have.

The Chairman: Mr. Shields.

Mr. Shields: I am just curious about the question that was just asked. The Government of Canada has not relinquished its position on the offshore. All they have entered into is an agreement, as I understand it, an agreement of management. But this is not relinquishing their position on the offshore, Canada still owns the offshore. Canada still would maintain that they own the offshore. This agreement was drawn, in my understanding in layman's terms, so that Canada without prejudice entered into an agreement allowing Newfoundland and Canada to participate in the joint development. Is that correct?

• 1610

Mr. Carruthers: The Atlantic Accord does provide that there will be some attempt to propose a constitutional amendment which will give some effect to this legislation, but there is nothing requiring the federal government... The way I remember it is that if the Province of Newfoundland can get the necessary support from its provincial governments, then the federal government will move to make a constitutional amendment, but it is very much in the court of the Newfoundland government to do it. I think it would be presumptuous for the federal government to try to do something like that.

Clause 5 agreed to

On clause 6—Definitions

The Chairman: Mr. Waddell.

Mr. Waddell: I do not know if this is the appropriate place, but I have a question which I have to put at some point.

Let us suppose the Government of Canada decided that, as a matter of energy security or energy strategy, they wanted to speed up the development there and even wanted to take under public ownership the licences and leases from Mobil, or any other multinational company, under which that company had

[Traduction]

deux gouvernements. On délègue au gouverneur en conseil le pouvoir de fixer les limites de la zone de chaque province. Ceci n'arrivera qu'en cas de nécessité et de désaccord entre les deux gouvernements.

M. Waddell: C'est le ministre fédéral qui peut le faire.

M. Carruthers: Exactement, le gouverneur en conseil fédéral. Cela permet en fait de régler tout conflit. Évidemment, si l'on permet une cogestion des ressources extra-côtières, il faut s'assurer qu'elle se limite à deux gouvernements seulement.

M. Waddell: Vous n'êtes pas tenu de répondre à cette question. J'aurais dû la poser au ministre, mais vous pourriez peut-être m'aider quand même. Le gouvernement envisage-t-il de modifier la constitution afin de conférer aux provinces les pouvoirs sur les zones extra-côtières, pour que ce soit plus clair? Est-ce que cela a été mentionné? L'un ou l'autre témoin.

M. Carruthers: Je ne puis répondre à cette question. Je puis m'enquérir, si vous le voulez. Vous auriez dû demander...

M. Waddell: Oui, j'aurais dû.

Le président: Monsieur Shields.

M. Shields: Je m'intéresse à la question qui vient d'être posée. Le gouvernement n'a pas abandonné sa position quant aux zones extra-côtières. Il a simplement conclu un accord quant à la gestion. Mais le Canada demeure propriétaire des ressources extra-côtières. D'après moi—et je ne suis qu'un profane—cet accord a été rédigé pour permettre au Canada de conclure une entente autorisant Terre-Neuve et le Canada à cogérer ces ressources. Est-ce exact?

M. Carruthers: L'Accord atlantique prévoit en effet que l'on tente de proposer un amendement à la constitution en ce qui a trait à cette loi, mais rien n'oblige le gouvernement fédéral... Si je me souviens bien, si la province de Terre-Neuve peut obtenir l'appui nécessaire des autres provinces, le gouvernement fédéral tentera d'apporter un amendement à la constitution, mais cela incombe au gouvernement de Terre-Neuve. Il serait présomptueux de la part du gouvernement fédéral de tenter quelque chose en ce sens.

L'article 5 est adopté

Article 6—«Définitions»

Le président: Monsieur Waddell.

M. Waddell: J'ai une question à poser, mais j'ignore si c'est l'endroit opportun.

Supposons que le gouvernement du Canada décide, pour une question de sécurité des approvisionnements ou de stratégie, d'accélérer la mise en valeur de ces ressources, et même de s'approprier les permis et baux accordés à la Mobil, ou à toute autre société multinationale, en vertu desquels cette société

[Text]

certain legal rights to exploit the Canadian people's resource. Could the federal government do that under this under this clause? Would this bill stop that?

Mr. Carruthers: Mr. Chairman, I think Mr. Waddell was correct at the beginning of his question. This is not the appropriate clause to address it under. This is just dealing with arbitration over a dispute as to where the line is drawn between the two provinces.

The Chairman: If I might add, we have held clause 1 in order that members may ask questions about anything in the bill at that time. Any further questions?

Clauses 6 to 8 inclusive agreed to

The Chairman: Mr. Waddell.

Mr. Waddell: My problem is that clause 8 has already been carried, but I did have a question. I wanted to know what section 101 of the Canada Oil and Gas Act was, since it was referred to in clause 8.

The Chairman: I think we can be flexible enough, if you have a question. Mr. Carruthers.

Mr. Carruthers: Let me just check, Mr. Chairman. I think what that may be is the Environmental Studies Revolving Research Fund and what it does is continue the Environmental Studies Research Fund even though this bill otherwise gets rid of the other parts of the existing legislation. You will see later in the bill, Mr. Chairman, that the Environmental Studies Research Fund, ESRF for short, is one of the few things that is kept exclusively federal under this joint management regime.

The Chairman: Does that clear it up, Mr. Waddell?

Mr. Waddell: Yes, thank you.

Clause 9 agreed to

On clause 10—*Board consisting of seven members*

Mr. Baker: As subclauses 10.1 and 10.2 read, there are three members appointed by the provincial government, three members appointed by the federal and the chairman to be appointed by both the federal government and the provincial government. I see how that was settled. It would have been just as simple to say all seven members be appointed by the provincial and federal governments.

Mrs. Sparrow: No.

• 1615

The Chairman: Mr. Carruthers.

Mr. Carruthers: In a sense, what happened was that, in the spirit of collegiality—

Mr. Baker: Oh, I imagine!

Mr. Carruthers: It is what in fact did happen. All members of the board were jointly and unanimously recommended and approved by both governments. In terms of the law, if it came to a disagreement, it would have been three and three and then

[Translation]

aurait le droit d'exploiter les ressources de la population canadienne. Le gouvernement fédéral pourrait-il le faire en vertu de cet article? Ce projet de loi l'empêcherait-il?

M. Carruthers: Monsieur le président, M. Waddell avait raison de dire que ce n'est pas l'article approprié. Cet article traite seulement de l'arbitrage de tout conflit quant aux limites de la zone entre deux provinces.

Le président: Permettez-moi d'ajouter que nous avons réservé l'article 1 afin que les membres du Comité puissent poser toutes leurs questions au sujet du projet de loi à ce moment-là. Y a-t-il d'autres questions?

Les articles 6 à 8 inclusivement sont adoptés

Le président: Monsieur Waddell.

M. Waddell: L'article 8 a déjà été adopté, mais j'avais une question. Je voulais connaître la nature de l'article 101 de la Loi sur le pétrole et le gaz du Canada, vu qu'on le mentionne à l'article 8.

Le président: Nous pouvons être assez souples, si vous avez une question. Monsieur Carruthers.

M. Carruthers: Permettez-moi de vérifier, monsieur le président. Je crois qu'il s'agit du Fonds renouvelable pour l'étude de l'environnement. Ce fonds est maintenu même si le projet de loi annule les autres parties de la loi existante. Vous verrez plus loin dans le projet de loi, monsieur le président, que le Fonds renouvelable pour l'étude de l'environnement, le FREE, est une des rares choses qui relèvent exclusivement du gouvernement fédéral en vertu de ce régime de cogestion.

Le président: Cette explication vous suffit-elle, monsieur Waddell?

M. Waddell: Oui, merci.

L'article 9 est adopté

Article 10—«Composition»

M. Baker: Selon les paragraphes 10(1) et 10(2), le gouvernement provincial nomme trois membres, le gouvernement fédéral trois également, et les deux gouvernements nomment le président conjointement. Je vois comment cela a été réglé. Il aurait été aussi simple de dire que les gouvernements fédéral et provincial nomment les sept membres.

Mme Sparrow: Non.

Le président: Monsieur Carruthers.

M. Carruthers: En un sens, ce qui est arrivé, c'est que dans un esprit de bonne entente . . .

M. Baker: J'imagine!

M. Carruthers: C'est vraiment ce qui s'est produit. Les deux gouvernements ont recommandé et approuvé conjointement et à l'unanimité tous les membres de l'office. Du point de vue juridique, s'il y avait des accords, ce serait trois, trois, et un

[Texte]

jointly one. There is a whole process set out whereby an independent chairman can be selected.

Mr. Baker: So who is the chairman?

Mr. Carruthers: The chairman is Mr. Ted Baugh.

Clauses 10 and 11 agreed to

On clause 12—*Deemed consultation between governments re Chairman*

Mr. Waddell: I have a question. What would happen if the two governments cannot agree on the chairman of the panel? You might say it is hypothetical. Right now we have friendship between the Government of Newfoundland and the Government of Canada, but let us look today at Manitoba and Canada. You never know what is going to happen. So the two governments have to agree. If they cannot agree, there is a procedure—first of all, why did you put in the procedure of having a three-member panel? Why did you not simply have the Chief Justice select a chairman?

Mr. Carruthers: I think it was basically to ensure that the resolution of such a highly hypothetical situation, if it ever should occur, would both be independent and be seen to be independent. So inserting a three-man panel was just one more effort to make sure it would not only be resolved but also be seen to be resolved in the most independent manner feasible.

Mr. Waddell: You have done two steps, though. You have put in an independent panel and then the Chief Justice, have you not?

The Chairman: Mrs. Parschin-Rybin.

Mrs. Parschin-Rybin: The reference to the Chief Justice is, in order to establish the independent, that each government appoints one member to the independent panel. The two members of this independent panel shall, under paragraph 12(4)(a), appoint a chairman of this independent panel. If they cannot appoint a chairman of the independent panel, then the Chief Justice of Newfoundland will appoint the chairman of the independent panel. This three-member panel will then decide on the chairman of the Offshore Petroleum Board. So the Chief Justice does not appoint the chairman; he simply appoints the third member of the panel.

Mr. Waddell: I may be going ahead a little bit, but I need to know the answer to this in order to ask you another question. To whom is the chairperson politically accountable?

Mrs. Parschin-Rybin: Politically?

Mr. Waddell: Yes.

Mr. Carruthers: I am sure members have gone through this bill. The structure basically is such that the board is an independent board.

Mr. Waddell: Right. So he is politically accountable to no one.

Mr. Carruthers: He is politically accountable ultimately to the two Houses of Parliament, if you want to stretch it so far. But it is independent of the politics of either government. One would argue this is why this kind of a board was put in place.

[Traduction]

conjointement. On énonce un processus par lequel un président indépendant peut être choisi.

M. Baker: Qui est le président?

M. Carruthers: Le président est M. Ted Baugh.

Les articles 10 et 11 sont adoptés

Article 12—Début des consultations

M. Waddell: J'ai une question. Qu'arriverait-il si les deux gouvernements ne s'entendaient pas sur le choix d'un président? Vous pouvez dire que c'est tout à fait hypothétique. Pour l'instant, l'amitié règne entre le gouvernement de Terre-Neuve et celui du Canada, mais regardons maintenant le Manitoba et le Canada. On ne sait jamais ce qui va arriver. Les deux gouvernements doivent donc s'entendre. Autrement, il existe une procédure—tout d'abord, pourquoi prévoyez-vous un comité de trois arbitres? Pourquoi le juge en chef ne choisit-il pas simplement un président?

M. Carruthers: Pour assurer que le règlement d'un tel différend hautement hypothétique doit être indépendant et perçu comme tel. On prévoit donc un comité de trois arbitres non seulement pour que ce soit réglé, mais réglé de la façon la plus indépendante possible.

M. Waddell: Vous avez deux étapes, toutefois. Vous prévoyez un comité indépendant, mais ensuite le juge en chef, n'est-ce pas?

Le président: Madame Parschin-Rybin.

Mme Parschin-Rybin: On mentionne le juge en chef en ce qui a trait à la création d'un comité indépendant. En vertu de l'alinéa 12(4)a), les deux arbitres nomment conjointement un président. S'ils ne s'entendent pas là-dessus, le juge en chef de Terre-Neuve nomme alors le président du comité indépendant. Ce comité de trois arbitres choisit ensuite le président de l'Office des hydrocarbures. Le juge en chef ne nomme donc pas le président, il ne fait que nommer le troisième arbitre du comité.

M. Waddell: Je vais peut-être un peu trop vite, mais je dois obtenir une réponse pour vous poser une autre question. Devant qui ce président est-il responsable du point de vue politique?

Mme Parschin-Rybin: Du point de vue politique?

M. Waddell: Oui.

M. Carruthers: Je suis sûr que les membres du Comité ont lu le projet de loi. Il prévoit la création d'un office indépendant.

M. Waddell: C'est exact. Il n'est donc responsable devant personne du point de vue politique.

M. Carruthers: Du point de vue politique, il est finalement responsable devant les deux Chambres du Parlement, si l'on veut. Mais il n'a aucune allégeance politique. On peut même

[Text]

[Translation]

dire que c'est la raison pour laquelle un tel office est mis sur pied.

• 1620

Mr. Waddell: Mr. Carruthers, there is no such entity as the two Houses of Parliament. They do not sit together. It seems to me that what you have is the possibility of a judicially appointed, non-accountable chairman.

Mr. Carruthers: No, it is not . . .

Mr. Waddell: Let us say they disagree and the judge has to choose.

Mrs. Parschin-Rybkin: The judge does not have to choose, Mr. Chairman. The Chief Justice of Newfoundland simply appoints the third member of the panel who will then select the chairman of the board. The Chief Justice of Newfoundland does not select the chairman of the board.

Mr. Waddell: Well, indirectly he does, does he not? He appoints the panel member. Sorry, the panel member does.

Mr. Carruthers: I do not want to presume what your question is, Mr. Waddell, but this panel was introduced, in part, to make sure that you do not end up putting the judiciary in the uncomfortable situation of having to select an independent chairman. It is there just as a side mechanism. The three-man panel, which again is independent, is doing that.

To go back to your opening remark, we are talking about something which is unlikely to ever happen.

Mr. Waddell: Like Chernobyl.

Mr. Carruthers: Well, I do not deal with statistics.

I might add, Mr. Chairman, that the board does have to file an annual report to both Houses, to the federal Parliament and the provincial legislature each year. This is clear in clause 29 of the bill and we will get to that.

Mr. Waddell: This is a departure from the parliamentary system. I know what you are trying to do and it is very ingenuous.

The problem is that we have a parliamentary system where these boards are accountable to a Minister and that is jealously guarded. This is a bit of a unique departure in a unique situation. Do you think it is workable?

Mr. Carruthers: All I can do is give you my advice based on our experience. The board has been operating since January 1 and it is working. On the basis of that limited experience, I would answer that, yes, it is workable.

Mr. Waddell: What happens if we get a fellow like that Billy Joe MacLean on the board and he diddles his expense account or something? How do you get rid of him?

Mrs. Parschin-Rybkin: Perhaps I can answer that question, Mr. Chairman. The chairman and the members of the board are appointed by Orders in Council by the two governments and they can be removed by similar fashion. The legislation provides for that. They can be dismissed for cause.

M. Waddell: Monsieur Carruthers, les deux Chambres du Parlement ne constituent pas une institution, car elles ne siègent jamais ensemble. On risque donc de se retrouver avec un président nommé par un juge qui ne rendrait compte à personne.

M. Carruthers: Non, ce n'est pas ainsi . . .

M. Waddell: Qu'est-ce qui arrive s'ils ne sont pas d'accord et que c'est au juge de choisir?

Mme Parschin-Rybkin: Ce n'est pas au juge de choisir, monsieur le président. Le juge en chef de Terre-Neuve nomme le troisième arbitre, qui, à son tour, choisit le président de l'office. Ce n'est donc pas le juge en chef de Terre-Neuve qui choisit le président de l'office.

M. Waddell: Il le fait indirectement en choisissant les arbitres.

M. Carruthers: Je ne vois pas où vous voulez en venir, monsieur Waddell. On a prévu des arbitres justement pour qu'il n'incombe pas au magistrat d'avoir à choisir un président indépendant. C'est les trois arbitres qui choisiront le président.

D'ailleurs, de toute façon, c'est un cas purement hypothétique.

M. Waddell: Comme Tchernobyl.

M. Carruthers: Je ne parle pas de statistiques.

J'ajouterais d'ailleurs, monsieur le président, que l'office doit déposer un rapport annuel au Parlement fédéral, ainsi qu'au Parlement provincial, ainsi que cela est prévu à l'article 29 du bill.

M. Waddell: Ce n'est pas conforme à notre système parlementaire. C'est d'ailleurs fort ingénieux.

En principe, sous un régime parlementaire, ce genre d'office devrait rendre compte à un ministre. Ceci constituerait donc une exception. Pensez-vous que cela marchera?

M. Carruthers: L'office fonctionne déjà depuis le 1^{er} janvier, et tout ce que je puis vous dire, c'est que les choses tournent rondement. Si on se base donc sur cette expérience certes limitée, je dirais qu'en principe, cela devrait pouvoir marcher.

M. Waddell: Qu'est-ce qui arriverait si un membre de l'office falsifiait ses notes de frais comme Billy Joe MacLean? Comment est-ce qu'on s'en débarrasserait?

Mme Parschin-Rybkin: Permettez-moi de répondre à cette question, monsieur le président. Le président et les membres de l'office sont nommés par décret du conseil par les deux gouvernements et peuvent être révoqués par décret du conseil, comme c'est prévu par la loi. Ils peuvent notamment être révoqués pour un motif valable.

[Texte]

Mr. Shields: So they still control it.

Mr. Waddell: What if they oppose or they do not implement the policies of the government of the day? Can they be removed?

Mr. Carruthers: Again, if you look at the structure of this bill as it pertains to the board, there are certain powers which are retained by the two Ministers and there are also certain powers whereby the two Ministers can jointly direct the board. Those were inserted for the express purpose of ensuring that while the board was independent in terms of the technical and administrative functions it carries out, there was a provision that the governments could give policy direction, if you want to call it that, to the board in certain circumstances. So I would suggest that it is not living in a vacuum.

• 1625

The Chairman: Mr. Baker.

Mr. Baker: I think they can be removed for being bad boys, with cause, normally, by the government. Is that not correct?

Mr. Carruthers: Yes, Mr. Chairman.

Mr. Baker: For cause?

Mr. Carruthers: Well, it is basically . . .

Mr. Shields: By Order in Council.

Mr. Carruthers: It is an Order in Council and it is at the pleasure of the Minister.

Mr. Baker: Yes, if they are bad boys. So that covers that.

Mr. Carruthers: Yes. If I might, Mr. Chairman, just read from Bill C-6, subclause 15(4), it says:

A member of the Board, including the Chairman, shall hold office during good behaviour, but may be removed for cause

Mr. Baker: There you go.

Mr. Carruthers: And it gives paragraphs (a) and (b). So it is the two concepts—good behaviour and removal for cause. And of course, remember there are terms to these things; they do not last forever. Staggered terms: three, four, five, six and seven, if I am not mistaken, in terms of years, or four, five, six and seven.

Clause 12 agreed to

On Clause 13—*Salaries of joint appointees*

Mr. Waddell: I just have a remark to make. It is really interesting that all the years I have sat on this committee and fought with different Ministers and different civil servants who jealously guarded the Crown's power and the Minister's power and so on . . . It is really quite remarkable to see it here being defended after it has been given away to a board that is not really accountable. We will take that up throughout the course

[Traduction]

M. Shields: Donc, c'est les deux niveaux de gouvernement qui les contrôlent.

M. Waddell: Qu'est-ce qui arriverait si les membres de l'office refusaient de mettre en oeuvre les orientations du gouvernement? Est-ce qu'ils pourraient, en pareil cas, être révoqués?

M. Carruthers: Aux termes du bill, les deux ministres conservent certains pouvoirs qui leur permettent de donner des directives conjointes à l'office. Ces dispositions ont justement été prévues pour permettre aux deux gouvernements de donner des directives de principe à l'office dans certaines circonstances, tout en lui assurant l'indépendance aux plans technique et administratif.

Le président: Monsieur Baker.

M. Baker: Les membres de l'office peuvent être révoqués par le gouvernement pour des motifs valables, n'est-ce pas?

M. Carruthers: C'est exact, monsieur le président.

M. Baker: Pour des motifs valables, n'est-ce pas?

M. Carruthers: En principe . . .

M. Shields: Par décret du conseil.

M. Carruthers: Il faut un décret du conseil, et c'est le ministre qui décide.

M. Baker: La possibilité de révocation est donc prévue.

M. Carruthers: Certainement. Je voudrais, si vous le permettez, monsieur le président, vous donner lecture de l'article 15(4), libellé comme suit:

Le président et les autres membres occupent leur poste à titre inamovible sous réserve de révocation, pour motif valable, par les deux gouvernements ou l'un d'eux, selon les modalités de leur nomination.

M. Baker: Justement.

M. Carruthers: Cet article prévoit donc leur nomination à titre inamovible, sous réserve de révocation pour motif valable. D'ailleurs, ces personnes ne sont pas nommées à vie. Elles sont nommées pour des périodes de trois, quatre, cinq, six et sept ans.

L'article 12 est adopté.

Article 13—*Traitements*.

M. Waddell: Je voudrais faire une remarque. Pendant toutes les années où j'ai siégé à ce Comité, j'ai eu l'occasion de croiser le fer avec un certain nombre de ministres, de fonctionnaires, qui défendaient âprement les pouvoirs de la Couronne et du ministre etc . . . Je ne vois pas à quoi cela sert, en l'occurrence, de défendre les attributions du ministre dès lors que celles-ci ont été confiées à un office qui n'a pas à rendre compte. C'est une question sur laquelle nous aurons certainement encore

[Text]

of the bill, but I find it a bit interesting, to say the least. I agree that clause 13 should carry.

Clauses 13 and 14 agreed to

On Clause 15—*Term of first Chairman*

Mr. Waddell: Just hold on a second. Yes, subclause 15(4) is what you were referring to, I think, about good behaviour. We covered the good behaviour but I am not quite sure we have covered the problem of differing points of view. Let us suppose the Governments of Newfoundland and Canada changed, then you are suggesting . . . Is there any way the governments could change the boards before the seven-year period? Let us say the chairman . . .

Mr. Carruthers: Mr. Chairman, given the current situation where the initial chairman will be jointly appointed, I would think the only way the chairman could be replaced is if both governments decide to do so.

I would suggest to you that the most convenient way for governments to change the membership of the board is when the memberships come up for renewal, and they can do it just by having a new member appointed, if that is the way . . . Again, remember that this is intended to be an independent board. I am not a politician, but I would think both governments would want to ensure that political interference did not become a factor in the operation of this board, by the very nature of its establishment jointly under this legislation.

Mr. Waddell: Yes, but the concern is you are dealing with national security in a way—the energy policy—and governments may have to act fast. If there is, let us say, a change in the Middle East or some dramatic changes that can happen with oil, they may want to develop Hibernia fast, or they may not want to develop Hibernia. They may say we have to develop Alberta—that is the key—we are going to develop the tar sands.

The Chairman: That will be the day.

Mr. Carruthers: But I guess, Mr. Chairman, if I might, I will just draw you back to what the Minister has said on several occasions.

• 1630

Projects like Hibernia ultimately go or do not go, especially in today's environment, based on the fiscal concessions that are or are not made. So quite apart from this legislation, quite apart from this board, governments have a number of levers and instruments which they can and undoubtedly would use, if they felt it was important to do so.

The Chairman: Any further questions?

Mr. Waddell: I do not know; I just flagged this. You may want to it to be considered as some sort of escape clause, overriding clause, for the Government of Canada to get out of a bit of a strait-jacket here, if necessary.

Mr. Carruthers: Mr. Chairman, later in the bill there is a variety of provisions which give the two Ministers specific fundamental powers to override the board or direct the board,

[Translation]

l'occasion de revenir. Je suis d'accord pour que l'article 13 soit adopté.

Les articles 13 et 14 sont adoptés.

Article 15—*Mandat: président.*

M. Waddell: Un instant, s'il vous plaît. L'article 15(4) que vous avez évoqué fait état effectivement de nominations à titre inamovible, sous réserve de révocation. Qu'advierait-il en cas de divergence de points de vue? Supposons que les gouvernements de Terre-Neuve et du Canada changent. Les gouvernements peuvent-ils modifier la composition de l'office avant l'expiration du mandat de sept ans? Supposons que le président . . .

M. Carruthers: Puisque le premier président sera nommé conjointement, son remplacement devra être également décidé conjointement par les deux gouvernements.

C'est au moment du renouvellement des membres de l'office qu'il est le plus aisé pour les gouvernements de changer la composition de celui-ci. Il ne faut pas oublier que l'office doit en principe être indépendant. Je présume que les deux gouvernements tiendront à ne pas s'ingérer dans le fonctionnement de l'office, dont les membres, conformément aux dispositions de la loi, sont nommés conjointement par les deux gouvernements.

M. Waddell: D'accord, mais la politique énergétique touchant à la sécurité nationale, il se pourrait que dans certains cas, les gouvernements soient obligés d'agir très rapidement. En cas d'évolution de la situation au Moyen-Orient ou d'un changement dramatique dans la situation pétrolière, les deux gouvernements peuvent décider, soit d'exploiter, soit de ne pas exploiter le gisement de Hibernia. Ils pourraient également décider de mettre en valeur les gisements de l'Alberta ou les sables bitumineux.

Le président: Ce sera un grand jour.

M. Carruthers: Je voudrais vous rappeler, si vous le permettez, ce que le ministre a dit à ce sujet à plusieurs reprises.

La mise en oeuvre de projets tel Hibernia dépend en dernière analyse des abattements fiscaux dont ils bénéficient. Donc, outre l'actuel projet de loi et l'office dont il est question, les gouvernements disposent de différentes mesures dont ils peuvent éventuellement se servir.

Le président: Y a-t-il d'autres questions?

M. Waddell: Je me demande s'il ne serait pas souhaitable de prévoir une disposition permettant éventuellement au gouvernement du Canada de déroger aux termes de la loi en cas de besoin.

M. Carruthers: Vous trouverez plus loin dans le texte du bill des dispositions permettant aux deux ministres de donner des directives à l'office ou de passer outre aux décisions de ce

[Texte]

depending on the situation. If their self-sufficiency has not been attained, then the federal government has certain powers—the federal Minister, specifically—and where there is self-sufficiency, the provincial Minister, so I would argue that in fact it is in the bill.

Mr. Waddell: Thank you.

Clause 15 agreed to

On clause 16—*Conflict of interest guidelines*

The Chairman: There is an amendment and I wonder if you would read the amendment, Mrs. Sparrow.

Mrs. Sparrow: Yes, thank you, Mr. Chairman. It is listed under Conflict of interest guidelines, 16(1).

I move that clause 16 of Bill C-6 be amended by: (a) striking out line 3 on page 10 and substituting the following:

(1) Members of the Board, including the

That is the first part of the amendment. There is a second part, Mr. Chairman.

By adding immediately after line 10 on page 10 the following:

(2) The Board shall purchase and maintain insurance for the benefit of a person who is a present or former member, officer or employee of the Board, and the heirs and legal representatives of that person, against any liability incurred by that person in the capacity as such a member, officer and employee, except where the liability relates to a failure to act honestly and in good faith with regard to the best interests of the Board.

(3) For greater certainty, the expenditures of the Board associated with purchasing and maintaining the insurance referred to in subsection (2) shall form part of the budget or revised budget of the Board in respect of a fiscal year.

The Chairman: Yes, I wonder if I could just make a statement at this stage.

This clause gives us some serious consideration. It appears that the amendment is out of order for the following reasons: The amendment makes it mandatory for the board to purchase and maintain insurance for the benefit of its present and former members, officers or employees and their heirs and legal representatives against any liability incurred by them in their capacity as members, officers or employees, except where the liability incurred is due to failure to act honestly and in good faith with respect to the best interests of the board.

In my opinion, a new concept is being introduced in the bill and in clause 16, which deals with conflict of interest guidelines. Therefore, in accordance with Citation 773(1) on page 233, I rule the amendment out of order as going beyond the scope of the bill as read the second time by the House.

To make sure that decision was confirmed in, we asked the law officers of the Crown to give me something in writing on this. This is a letter from Mr. M.R. Pelletier, Q.C., on Bill C-6:

[Traduction]

dernier en cas de besoin. Le gouvernement fédéral, et le ministre chargé de ce portefeuille plus particulièrement, possède certaines attributions au cas où l'autosuffisance ne serait pas réalisée; par contre, lorsque l'autosuffisance est réalisée, c'est le ministre provincial qui a certains pouvoirs.

M. Waddell: Merci.

L'article 15 est adopté.

Article 16—*Conflits d'intérêts*

Le président: Je demanderais à M^{me} Sparrow de nous donner lecture de l'amendement à cet article.

Mme Sparrow: Merci, monsieur le président. Il s'agit de l'amendement à l'article sur les conflits d'intérêts, 16(1)

Je propose que l'article 16 du projet de loi C-6 soit modifié par: a) substitution à la ligne 1, page 10, de ce qui suit:

16. (1) Le président, les autres membres et le

C'était la première partie de l'amendement. Voici-là deuxième monsieur le président.

adjonction, après la ligne 7, page 10, de ce qui suit:

(2) L'Office assure ses membres et son personnel, même après la cessation de leurs fonctions, ainsi que leurs héritiers et ayants droit, contre toute responsabilité découlant de celles-ci qui ne résulte pas du défaut d'agir avec intégrité et bonne foi au mieux des intérêts de l'Office.

(3) Les frais découlant de l'assurance sont inscrits au budget, original ou rectificatif, de l'Office pour l'exercice en cause.

Le président: Je voudrais dire un mot, si vous le permettez.

Il semblerait que cet amendement est irrecevable pour les raisons suivantes: cet amendement obligerait l'office à prendre des polices d'assurance pour ses membres et son personnel, même après la cessation de leurs fonctions, ainsi que pour leurs héritiers et ayants droit, contre toute responsabilité découlant de celles-ci qui ne résulte pas du défaut d'agir avec intégrité et bonne foi au mieux des intérêts de l'office.

Or, j'estime qu'un nouveau concept est introduit ici, à l'article 16, portant sur les directives en matière de conflits d'intérêts. Donc, conformément à l'article 773(1), page 233, je déclare cet amendement irrecevable, car il va au-delà de la portée du bill tel qu'il a été adopté en deuxième lecture à la Chambre.

Nous avons d'ailleurs demandé aux légistes de l'État de nous donner quelque chose par écrit à ce sujet. Voici donc la lettre de M. M.R. Pelletier, c.r., relativement au projet de loi C-6:

[Text]

This is further to Ms Sirpaul's request over the telephone earlier this morning, for my opinion on an amendment to clause 16 of Bill C-6.

Clause 16 seeks to make Members of the Board, including the Chairman, and the Chief Executive Officer, subject to certain specific conflict of interest guidelines. Nowhere in clause 16 is there any mention of the purchasing and maintaining of any insurance for the benefit of anyone connected with the Board, as the proposed amendment seeks to accomplish. The purpose of the bill, as approved by the House of Commons at second reading, never contemplated such purchase and maintenance of insurance as is proposed in the amendment. Therefore, this amendment is foreign to the principle of the bill and goes beyond the scope of Bill C-6 as adopted at the second reading stage.

• 1635

I would like to refer you to citation 764(1) of *Beauchesne's Fifth Edition* which reads as follows:

A committee is bound by the decision of the House given on second reading in favour of the principle of the bill and should not therefore amend the bill in a manner destructive of this principle.

At section (4) of this citation one finds the following:

An amendment which is outside the scope of the bill is out of order and cannot be entertained, unless a special Instruction has been given by the House to the committee.

In this instance, of course, no such special instruction was given to the committee. This is sufficient reason to declare the proposed amendment irreceivable. You may also wish to consider another reason.

Part 3 of the amendment appears to offend the Royal Recommendation attached to the bill. As stated in citation 540 of *Beauchesne's*, the Royal Recommendation attached to the bill must be treated as laying down once and for all not only the amount of the charge, but also its objects, purposes, conditions and qualifications. Therefore, an amendment such as this would infringe the financial initiative of the Crown, not necessarily because it might increase the amount, but because it would extend the objects and purposes of the act as approved at second reading.

"In my view", Mr. Pelletier writes:

even if subclause 3 of the amendment states that the expenditures associated with purchasing and maintaining such insurance, 'shall form part of the budget or revised budget of the board', the fact remains that the budget of the board is prepared for the purpose of permitting the board to properly exercise its powers and perform its duties and functions as provided for in subclause 27(1) of the bill. Again, such powers, duties and functions do not include purchasing and maintaining insurance for the purposes mentioned in subclause 2 of the proposed amendment.

I would refer you in this regard to citation 773(7) of *Beauchesne's* which reads:

[Translation]

La présente fait suite à mon entretien téléphonique avec M^{me} Sirpaul, ce matin, concernant un amendement à l'article 16 du Bill C-6.

L'article 16 a pour objet de rendre les membres de l'office, y compris le président et le premier dirigeant, assujettis à certaines directives en matière de conflits d'intérêts. Or, il n'existe aucune mention, à l'article 16, d'assurer les membres et le personnel de l'office, ainsi que cela est prévu dans le projet d'amendement. Une police d'assurance telle que proposée dans l'amendement n'a jamais été envisagée dans le projet de loi tel qu'approuvé par la Chambre des communes en deuxième lecture. Dès lors, cet amendement s'écarte du principe du projet de loi et va au-delà de la portée du Bill C-6 tel qu'adopté en deuxième lecture.

Permettez-moi donc de vous citer l'article 764(1) de *Beauchesne*, cinquième édition, libellé comme suit:

La Chambre ayant consacré le principe du texte en le votant en deuxième lecture, il est en conséquence interdit au comité de le modifier de façon telle que ce principe ne soit plus respecté.

L'alinéa (4) de ce même article est libellé comme suit:

Serait irrecevable une proposition d'amendement étrangère à l'objet du projet de loi, sauf instructions particulières données au comité par la Chambre.

Or, en l'occurrence, nous n'avons pas reçu d'instructions particulières de la Chambre. Dans ces conditions, je me vois obligé de déclarer cet amendement irrecevable. Il y a d'ailleurs une autre raison.

La troisième partie de l'amendement est contraire à la Recommandation royale annexée au projet de loi. Conformément à l'article 540 de *Beauchesne*, la Recommandation royale annexée au projet de loi doit être considérée comme stipulant non seulement les montants des coûts, mais également leurs objets, conditions et qualifications. Donc, un amendement comme celui-ci serait contraire à l'initiative financière de la Couronne, non pas nécessairement parce qu'il porterait augmentation du montant, mais parce qu'il va au-delà des objets de la loi telle qu'approuvée en deuxième lecture.

M. Pelletier dit d'ailleurs ce qui suit:

J'estime que même si le sous-alinéa 3 de l'amendement stipule que les frais découlant de l'assurance sont inscrits au budget, original ou rectificatif de l'exercice, il n'en reste pas moins qu'aux termes de l'article 27(1), le budget est établi pour permettre à l'office l'exercice de ses attributions. Or, ces attributions ne prévoient pas l'achat d'une police d'assurance pour les motifs énoncés à l'alinéa 2 du projet d'amendement.

L'article 773(7) de *Beauchesne* est libellé comme suit:

[Texte]

An amendment is out of order if it imposes a charge upon the Public Treasury, if it extends the objects and purposes as expressed in the Royal Recommendation.

For those reasons I have to declare the amendment out of order.

Mr. Baker: A point of order. Mr. Chairman, of course we have to respect your ruling. However, I would like to put on the record that the advice given in the letter from a very outstanding authority, I would say with respect, is incorrect.

When you introduce a bill to become an act of Parliament, that establishes a new subject-matter which is not presently a part of the statutes of the Government of Canada or the Government of Newfoundland, you can substantially amend the subject material in that bill without going outside the scope of the bill. How can one say it is outside the scope of the bill when the bill itself is setting up the mechanism?

It seems to me the second reason given as far as financial obligations of the Crown are concerned . . . We all understand you cannot add something on that would mean additional financial obligation to the Crown, but the way the amendment is worded it would come out of the budget which is not set down in law or here to be limited to any amount of money. The budget used by this board is to fulfil the functions of the board.

I would respectfully submit the opinion granted there is substantially incorrect and is a misreading of parliamentary procedure. I would argue . . . Of course I am not a permanent member of the committee. I do not particularly enjoy agreeing with the government members. You know that, Mr. Chairman.

The Chairman: In my view, if committees are going to make amendments without the authority of the second reading, we are going beyond the purpose of the bill. That was passed by the whole House. We are a committee of the House and consequently we should not have the power to amend something that the whole House passed.

• 1640

Mr. Carruthers.

Mr. Carruthers: Mr. Chairman, is it appropriate for me to make some observations? I am not a member of this committee, but—

The Chairman: We would be glad to hear your observations.

Mr. Carruthers: First of all, what you read pointed quite correctly to clause 27, which talks about the:

budget for the Board sufficient to permit the Board to properly exercise its powers and perform its duties and functions.

As members know, this bill makes the board as if it were a Canada Business Corporation Act corporation. It is therefore for many purposes a corporation, and it is within the normal prerogatives—in fact the normal requirements, not just the prerogatives—of a corporation to ensure that it has proper insurance for its board of directors. It seems to me—and I am

[Traduction]

S'il impose une charge au Trésor ou s'il n'est pas conforme à la Recommandation royale, dans la mesure où il étendrait l'objet ou la portée ou rendrait moins rigoureuses les réserves et les conditions qu'elle prescrit.

Pour toutes ces raisons, je déclare l'amendement irrecevable.

M. Baker: J'invoque le Règlement. Monsieur le président, nous devons, bien entendu, nous incliner devant vos décisions. Je prétends néanmoins que l'avis du légiste, en l'occurrence, n'est pas correct.

En effet, lorsqu'on dépose un nouveau projet de loi qui établit un nouvel objet qui ne faisait pas partie jusqu'à présent des lois du gouvernement du Canada ou du gouvernement de Terre-Neuve, on est autorisé à modifier sur le fond l'objet du bill sans pour autant en dépasser la portée. Comment pouvez-vous dire que cela va au-delà de la portée du bill, alors que c'est le bill lui-même qui prévoit ces modalités?

En ce qui concerne les obligations financières de la Couronne . . . Nous savons tous fort bien qu'on ne peut rien ajouter qui allourdirait les charges financières de la Couronne; mais, en l'occurrence, l'amendement est libellé de telle façon que cet argent proviendrait du budget dont le montant exact n'est pas prescrit par la loi, le budget devant servir à l'exercice des attributions de l'office.

J'estime donc que l'avis du légiste est incorrect et contraire à la procédure parlementaire. Je ne suis pas un membre permanent du Comité, et il va de soi que je ne retire pas un plaisir particulier à être d'accord avec les députés gouvernementaux.

Le président: J'estime que tout amendement qui n'est pas conforme au texte adopté en deuxième lecture va au-delà de la portée du bill. C'est ce qui a été convenu par la Chambre. Nous représentons un comité de la Chambre des communes et, par conséquent, nous ne pouvons modifier quoi que ce soit que la Chambre elle-même a adopté.

Monsieur Carruthers.

M. Carruthers: Monsieur le président, puis-je faire quelques observations? Je ne fais pas partie du Comité, mais . . .

Le président: Nous serons très heureux de vous entendre.

M. Carruthers: Premièrement, ce que vous avez lu a trait, bien sûr, à l'article 27, où il est question de:

budget nécessaire à l'exercice de ses attributions.

Les membres du Comité savent que ce projet de loi fait de l'office une corporation selon la Loi sur les corporations commerciales canadiennes. L'office est donc, sous bien des rapports, une corporation, et les prérogatives normales—de fait, les exigences normales, et pas seulement les prérogatives—d'une corporation, c'est s'assurer que son conseil

[Text]

just making an observation, Mr. Chairman—that certainly in respect of the second subject-matter you have read, it would fall totally within the scope. The language of the amendment in fact talks about “for greater certainty”, which again is a drafting device that says it is not adding something, but merely reinforcing something already in the bill.

The Chairman: You have a point, Mr. Carruthers, but if this is the case, why was it not included in the bill? That could be a very heavy expenditure.

Mr. Carruthers: No, I can actually say with honesty that the reason it was not in the original bill was that it was assumed quite correctly the board would get insurance, which would in fact be a part of its budget. The board members with whom we consulted on this legislation said that it is a concern to them—a normal thing about which they should be concerned. They said they were having trouble getting insurance and wanted to be able to take to the insurance companies the fact that not only are they doing it as a corporation, but this is something so important it is even referred to in the bill.

Having said that, Mr. Chairman, perhaps the simplest thing to do is . . . I gather the next opportunity to make that kind of a Royal Recommendation is in the House at the report stage, and instead of taking up the time of the committee at this stage, it may be best to do it then.

The Chairman: I certainly do not think we should be passing bills which the law officer of the Crown says are wrong.

Mr. Carruthers: I am not suggesting that you should.

The Chairman: We have a ruling from the law officer of the Crown and I would suggest that we should accept it.

Mr. Baker: Hear, hear.

The Chairman: If the government wants to do something else in the House, it is their prerogative.

Mrs. Sparrow: At third reading.

Mr. Carruthers: Thank you, Mr. Chairman.

Mr. Waddell: A point of order, Mr. Chairman. Forgive me again for being so dense about this. You consulted with the board members. What board members?

Mr. Carruthers: As I mentioned earlier, Mr. Chairman, since January 1, 1986, in the spirit of the Atlantic Accord there has been an advisory committee to the Minister, which is for all intents and purposes acting as if it were a board. The board does not exist in reality, in law, until this bill is passed and approved by—

Mr. Waddell: There is just the awkward notion of having to pass the law. However, we have the spirit of the Atlantic Accord hovering out there like some bird over Atlantic Canada, looking for the pot at the end of the rainbow.

The Chairman: Mr. Carruthers.

[Translation]

d'administration est bien protégé. J'ai l'impression—et ce n'est qu'une observation, monsieur le président—que pour ce qui est de la deuxième question que vous avez lue, ça s'inscrit bien dans ce cadre. D'après le libellé de l'amendement, «afin qu'il n'y ait aucun doute» est une expression qui n'ajoute rien, mais qui renforce le libellé du projet de loi.

Le président: C'est un point intéressant, monsieur Carruthers, mais dans ce cas-là, pourquoi ne pas l'avoir mentionné dans le projet de loi? Ce pourrait être une dépense très élevée.

M. Carruthers: Non, en toute honnêteté, la raison pour laquelle l'expression n'est pas mentionnée dans le projet de loi initial, c'est qu'on avait supposé avec raison que l'office obtiendrait une assurance qui ferait partie de son budget. Les membres de l'office que j'ai consultés au sujet de ce projet de loi m'ont dit s'inquiéter de la chose—ce qui est tout à fait normal. Ils m'ont dit qu'ils avaient de la difficulté à obtenir de l'assurance et qu'ils voulaient porter à la connaissance des compagnies d'assurances le fait que non seulement ils agissent en tant que corporation, mais que l'activité est tellement importante que le projet de loi en fait état.

Cela dit, monsieur le président, la façon la plus simple peut-être . . . J'estime que la prochaine occasion que nous aurons peut-être de faire une recommandation royale de ce genre sera à la Chambre, à l'étape du rapport, et au lieu de prendre le temps des membres du Comité à ce moment-ci, il vaudrait peut-être mieux attendre plus tard.

Le président: Je suis loin de croire que nous devrions adopter des projets de loi qui, de l'avis des légistes de l'État, ne sont pas ce qu'ils devraient être.

M. Carruthers: Je ne prétends pas non plus que vous devriez le faire.

Le président: Le légiste de l'État a rendu une décision et, à mon avis, nous devrions l'accepter.

M. Baker: Bravo!

Le président: Si le gouvernement veut décider quelque chose d'autre à la Chambre, il a le privilège de le faire.

Mme Sparrow: En troisième lecture.

M. Carruthers: Merci, monsieur le président.

M. Waddell: J'invoque le Règlement, monsieur le président. Excusez-moi de nouveau d'être si tenace. Vous dites avoir consulté les membres de l'office. Qui sont-ils?

M. Carruthers: Je l'ai dit plus tôt, monsieur le président, depuis le 1^{er} janvier 1986, dans l'esprit de l'Accord atlantique, un comité consultatif a été formé pour conseiller le ministre, et, à toutes fins utiles, il fait fonction d'office. L'office n'existe pas vraiment, légalement, avant que le projet de loi ne soit adopté et approuvé par . . .

M. Waddell: Que c'est embarrassant de devoir adopter la loi! Toutefois, l'esprit de l'Accord atlantique est là qui plane, un peu comme un oiseau, au-dessus de la région atlantique, à l'affût, en quelque sorte, de la corne d'abondance.

Le président: Monsieur Carruthers.

[Texte]

Mr. Carruthers: I was going to say that when I use the term "board" in that context, you are quite right, Mr. Waddell. I should have used a different terminology.

Mr. Waddell: You were just being honest, Mr. Carruthers.

The Chairman: We want everybody to be honest.

Clause 16 agreed to

On clause 17—*Functions of Board*

The Chairman: Shall clause 17 carry?

Mr. Waddell: Hold on a second. I want to ask why we are dragging the Atlantic Accord into this:

The Board shall perform such duties and functions as are conferred or imposed on the Board by or pursuant to the Atlantic Accord or this Act.

I do not think the Atlantic Accord is an act of Parliament; it is a document. I have my own view as to what they... It is a nice PR document by two governments.

The Chairman: Come on, Ian, be nicer now.

Mr. Waddell: All right, I will take it back. It is a document from two governments, but it is not a law. Just by putting it into the definitions... I know you are going to point out that it is defined in the definitions. Atlantic Accord means the Memorandum of Agreement between the Government of Canada and the government of the province on offshore petroleum resource management and revenue-sharing and includes any amendment thereto.

• 1645

Perhaps counsel can help me. Does the Atlantic Accord have force of law?

Mr. Carruthers: I can answer that. This bill, in and of itself, is not exhaustive. If there are some functions—and to be honest with you, I am trying to think of some right now that were in fact in the Atlantic Accord, what this clause does is give those the force of law. Mr. Chairman, if you like, we could—

The Chairman: Mrs. Parschin-Rybkina.

Mrs. Parschin-Rybkina: I am also casting my mind over what the accord provides. That section basically says that to the extent that certain provisions of the accord do not form part of this legislation, if they impose a duty or function on the board, then the board is also required or enabled to carry out those functions without having them explicitly referred to in the legislation.

Mr. Waddell: There are even parts of the Atlantic Accord, as I recall, that are in conflict with the way you have revised the bill. An example is that the original Atlantic Accord had that the Chief Justice would appoint the Chair... if there was a dispute between the two governments, you revised it so there is now a board, and the Chief Justice could appoint the third member of that board who would then appoint the Chair

[Traduction]

M. Carruthers: J'allais dire que lorsque j'utilise le mot «office» dans ce contexte, vous avez tout à fait raison, monsieur Waddell. J'aurais dû utiliser une terminologie différente.

M. Waddell: Vous avez tout simplement été honnête, monsieur Carruthers.

Le président: Nous voulons que tous soient honnêtes.

L'article 16 est adopté.

Article 17—Attributions de l'Office

Le président: L'article 17 est-il adopté?

M. Waddell: Un instant. Je voulais demander pourquoi on mentionne ici l'Accord atlantique:

L'Office exerce les attributions qui lui sont conférées ou déléguées en vertu de l'Accord atlantique ou de la présente loi.

Je ne crois pas que l'Accord atlantique soit une loi du Parlement; il s'agit d'un document. J'ai ma propre opinion quant à savoir s'ils... Il s'agit d'un beau document de relations publiques de la part de deux gouvernements.

Le président: Allons, Ian, soyez gentil.

M. Waddell: Très bien, je retire ces paroles. Il s'agit d'un document déposé par deux gouvernements, mais ce n'est pas une loi. En le mentionnant dans les définitions... Je sais que vous allez me dire que les définitions le définissent. L'Accord atlantique signifie le protocole d'entente entre les gouvernements fédéral et provincial sur la gestion des ressources en hydrocarbures extracôtiers et sur le partage des recettes correspondantes, y compris les modifications apportées au protocole.

Le légiste pourrait peut-être m'aider. Est-ce que l'Accord atlantique a force de loi?

M. Carruthers: Je peux répondre à cette question. En soi, ce projet de loi n'est pas exhaustif. S'il y a des fonctions—et pour être honnête avec vous, j'essaie de penser à certaines fonctions qui se retrouvaient dans l'Accord atlantique—cet article leur donne force de loi. Monsieur le président, si vous le voulez, nous pourrions...

Le président: Madame Parschin-Rybkina.

Mme Parschin-Rybkina: J'essaie également de savoir ce que prévoit l'accord. L'article stipule que dans la mesure où certaines dispositions de l'accord ne font pas partie de cette loi, si elles imposent une fonction ou une attribution à l'office, celui-ci doit ou peut alors assumer ces attributions sans que la loi en donne le détail.

M. Waddell: Si je me souviens bien, il y a dans l'Accord atlantique certaines parties qui entrent en conflit avec la façon dont on a révisé le projet de loi. Je pense par exemple à l'Accord atlantique initial, qui prévoyait que le juge en chef nommerait le président... s'il y avait un différend entre les deux gouvernements, vous avez apporté des modifications, et il existe maintenant un office, et le juge en chef pourrait nommer

[Text]

where there was a dispute over the appointment of the Chair. What is to apply, the Atlantic Accord or this bill?

Mr. Carruthers: This addresses solely the functions of the board. The example you gave has nothing to do with the board. This is narrow.

The Chairman: Are you through with that point?

Mr. Waddell: Yes, I am finished.

The Chairman: Mr. Shields.

Mr. Shields: I was just going to respond to Mr. Waddell. It would only be those areas that were not in the Atlantic Accord that were not implemented into this bill . . . were left out.

The Chairman: Mr. Johnson.

Mr. Johnson: Mr. Chairman, I think what the Atlantic Accord set out to do was to give joint management of the offshore. In order to do that, there was a board, there was an agreement in the Atlantic Accord that a joint federal-provincial management team would be put into place: three members appointed by the Province of Newfoundland to protect their interests, three members appointed by the Government of Canada to protect the interests of Canada, and one independent chairman. I think what clause 17 tries to do is relate to that agreement that was reached with the signing of the Atlantic Accord, and all that refers to, as Mr. Carruthers has said, is the board structure. The bill itself will give the board certain powers.

Mr. Carruthers: Mr. Chairman, I will just give you one example, and it is just an illustrative one. Under the Atlantic Accord "the board shall provide both governments with full and complete access to all information held by the board". It also sets out a few other requirements. Now that, if I am not mistaken, is not legislated, or is it?

Mr. Waddell: Yes, it is. It is in the act.

Mr. Carruthers: Oh, I have the wrong example.

Mrs. Parschin-Rybkin: It is next.

Mr. Carruthers: Is it in there?

Mrs. Parschin-Rybkin: It is section 18.

Mr. Carruthers: Okay. We are going to look and see what we can find. To be honest with you, it is one of those . . . My understanding is that it is intended to make sure we do not leave things out. It is not intended to be more than that.

Mr. Waddell: I am going to ask a question on this, and I will tell you why I am going to oppose it being in there. I do not think the Atlantic Accord should be mentioned at all. I know what the Atlantic Accord is. Two governments agreed to things. However, this Parliament did not pass the Atlantic Accord. As far as I can see, the Atlantic Accord does not have the force of law in anything. This is what has the force of law, and the Atlantic Accord has been implemented with some

[Translation]

le troisième membre de l'office, qui nommerait le président s'il y avait un différend au sujet de cette dernière nomination. Qu'est-ce qui s'appliquera, l'Accord atlantique ou ce projet de loi?

M. Carruthers: Cet article a trait seulement aux attributions de l'office. L'exemple que vous nous donnez n'a rien à voir avec l'office. Il est limité.

Le président: Avez-vous terminé cette question?

M. Waddell: Oui, j'ai terminé.

Le président: Monsieur Shields.

M. Shields: J'allais justement répondre à M. Waddell. Il s'agirait seulement de ce qui n'était pas mentionné dans l'Accord atlantique, de ce qui n'est pas inscrit dans ce projet de loi . . . ce qui a été omis.

Le président: Monsieur Johnson.

M. Johnson: Monsieur le président, l'Accord atlantique devait accorder une administration conjointe des activités extracôtières. Pour ce faire, on a prévu un office; l'Accord atlantique prévoyait la mise en place d'une équipe mixte de gestion fédérale-provinciale: trois membres nommés par la province de Terre-Neuve pour protéger ses intérêts, trois membres nommés par le gouvernement du Canada pour protéger les intérêts du pays, et un président indépendant. L'article 17 cherche à établir un lien avec cette entente qui a été conclue avec la signature de l'Accord atlantique et, comme l'a dit M. Carruthers, il n'est question ici que de la composition de l'office. Le projet de loi lui-même accorde à l'office certains pouvoirs.

M. Carruthers: Monsieur le président, permettez-moi de vous donner un exemple, afin qu'on comprenne mieux. En vertu de l'Accord atlantique, «l'office accordera aux deux gouvernements le plein accès à tous renseignements détenus par l'office». L'accord mentionne également quelques autres exigences. A moins de me tromper, il n'y a pas de loi à ce sujet, n'est-ce pas?

M. Waddell: Oui, il y en a. C'est mentionné dans la loi.

M. Carruthers: Alors, je me trompe d'exemple.

Mme Parschin-Rybkin: Il s'agit de l'article suivant.

M. Carruthers: Est-ce que c'est mentionné?

M. Parschin-Rybkin: À l'article 18.

M. Carruthers: Très bien. Voyons voir ce que nous pouvons trouver. Pour être honnête avec vous, il s'agit d'une de ces . . . Je crois comprendre qu'on a voulu s'assurer que rien n'était laissé pour compte. Pas davantage.

M. Waddell: Je vais vous poser une question à ce sujet, et je vais vous dire pourquoi je m'oppose à ce que ce soit mentionné ici. Je ne crois pas qu'on doive du tout mentionner l'Accord atlantique ici. Je sais ce qu'est l'Accord atlantique. Il s'agit de deux gouvernements qui ont accepté certaines choses. Toutefois, le Parlement n'a pas adopté l'Accord atlantique. Pour autant que je sache, l'Accord atlantique n'a pas force de loi pour quoi que ce soit. Voici ce qui a force de loi, et l'Accord atlantique est appliqué avec certaines modifications apportées

[Texte]

changes in this act. I am not convinced that we need to make any reference to the Atlantic Accord.

• 1650

Mr. Johnson: Could I, with your permission, ask Mr. Waddell a question? Are you speaking for your party now or are you speaking for yourself? Because, with your permission, if I can tell the people of Newfoundland that your party is opposed to the Atlantic Accord, that the Government of Newfoundland was 15 years in trying to get an agreement with the federal government so we could start developing our offshore to get some income to become on an equal basis with the rest of Canada . . . Would you give me permission or do I already have your permission to tell the people of Newfoundland that?

Mr. Waddell: That is not what I am saying. I am not against the Atlantic Accord in the sense of having a settlement of the dispute. I even said that we were in favour, as you will recall. The NDP was in favour of having the provinces control the offshore, so we are not in favour of that.

But I am dealing with an act of Parliament, and now we are into politics and PR, and this is not PR. We have to deal with the law and we have to pass the law. What is the point of making reference to things that are outside the law?

The Atlantic Accord should be implemented in this bill so that Newfoundlanders can be protected, not that we can make references to this document outside the act. Everything should be in the bill so you can read it, so you know what it is, and you should not make references to documents outside because that is just PR.

Mr. Johnson: I would think, Mr. Chairman, that an agreement signed by governments elected by a majority of the people in the province and in the country . . . if you cannot take an agreement that they enter into, I do not know what else we can do to have something enshrined.

The Chairman: Mr. Shields.

Mr. Shields: Mr. Chairman, through you to Mr. Waddell; it is not the Implementation Act. All they are saying basically with this clause is that this is to give direction to the board; saying to the board that the Implementation Act we are giving you outlines your duties as such. If we have missed anything, if there is something in the Atlantic Accord that we did not include in here, you can go ahead and do that too. I am not a lawyer, but—

Mr. Waddell: Well, my answer to that would be, put it in the preamble: "In the spirit of the Atlantic Accord", or "Following what we have done in the Atlantic Accord". Here is the law and that is the way laws, in my view, should be enacted. You may disagree.

Mr. Shields: Sure.

The Chairman: Mr. Carruthers.

[Traduction]

à cette loi. Je ne suis pas convaincu qu'il nous faille mentionner ici l'Accord atlantique.

M. Johnson: Me permettez-vous de poser une question à M. Waddell? Monsieur, parlez-vous maintenant au nom de votre parti ou en votre nom propre? Vous me permettez, n'est-ce pas, de dire aux citoyens de Terre-Neuve que votre parti s'oppose à l'Accord atlantique, alors que cela fait 15 ans que le gouvernement de Terre-Neuve essaie d'en arriver avec le gouvernement fédéral à une entente qui permette de commencer à retirer des bénéfices de l'exploitation de notre zone extracôtière, ce qui nous mettrait sur un pied d'égalité avec le reste du Canada . . . Me donnez-vous la permission, ou l'ai-je déjà, de le dire aux citoyens de Terre-Neuve?

M. Waddell: Ce n'est pas ce que j'ai dit. Je ne m'oppose pas à l'Accord atlantique comme règlement du litige. J'ai même déclaré que nous étions en faveur de cet accord, vous vous en souviendrez. Le Parti néo-démocrate a toujours préconisé le contrôle provincial des zones extracôtières et, donc, là n'est pas la difficulté.

Il s'agit ici d'une loi du Parlement, et nous faisons de la politique et des relations publiques, ce qui n'est pas du tout le but. Il nous faut examiner une loi et l'adopter. À quoi sert-il de se référer à des éléments étrangers à cette loi?

Ce projet de loi doit permettre la mise en oeuvre de l'Accord atlantique, de façon à protéger les Terre-Neuviens, non pas nous permettre d'invoquer les dispositions de ce document sans se référer à la loi. Tout devrait s'inscrire dans le projet de loi, noir sur blanc, afin que ce soit clair; vous ne devez pas vous référer à d'autres arguments, parce qu'alors, cela devient un exercice de relations publiques.

M. Johnson: J'aurais pensé, monsieur le président, qu'un accord signé par des gouvernements élus par la majorité des habitants d'une province et du pays . . . Si l'on ne peut accorder foi à l'accord qu'ils ont conclu, alors, je ne sais vraiment pas ce qu'il faut d'autre pour légaliser la chose.

Le président: Monsieur Shields.

M. Shields: Avec votre permission, j'aimerais dire à M. Waddell qu'il ne s'agit pas de la loi d'application. Ensuite, on dit dans cette disposition quelles attributions sont conférées à l'office; dans la présente loi portant mise en oeuvre, on définit les attributions de l'office. Mais si quelque chose nous a échappé, si nous avons oublié d'inclure ici quelque chose qui figure dans l'Accord atlantique, eh bien, l'office peut le faire aussi. Je ne suis pas avocat, mais . . .

M. Waddell: Dans ce cas, je vous répondrai qu'il faut mettre quelque chose dans le préambule, comme: «Dans l'esprit de l'Accord atlantique», ou «Conformément à ce que nous avons fait dans l'Accord atlantique». Il s'agit d'une loi, et c'est ainsi, à mon avis, que l'on doit procéder. Vous n'êtes pas forcément d'accord.

M. Shields: En effet.

Le président: Monsieur Carruthers.

[Text]

Mr. Carruthers: Well, if it makes any difference, I was half right when I gave that one citation. In the Atlantic Accord, it talks about:

In addition, the board shall require applicants, permittees and licensees to concurrently file copies of all material filed with the board with both governments. The board shall report promptly and concurrently to the designated department or agency of both governments any significant event or information received by the board.

Again, I would just point out that this clause is very limited. It is limited to those functions of the board; not to any of the other things that are in the Atlantic Accord, just those functions of the board that are set out in the Atlantic Accord. You do not have a very long listing of the functions even in the Atlantic Accord, and so it is not as if you have opened up the door here for everything to come in or go out.

The Chairman: I think we have had a reasonable debate on this particular point. What is your pleasure?

Clauses 17 to 20 inclusive agreed to

On clause 21—*Location of offices and staff*

The Chairman: Mr. Waddell.

Mr. Waddell: Just one question on clause 21. I thought I would propose an amendment to it. What is your riding, Captain Johnson?

An hon. member: He is going to get a satellite office in his riding anyway.

Mr. Johnson: I am quite satisfied for it to be set up in the capital.

• 1655

Clauses 21 and 22 agreed to

On clause 23—*By-laws and guidelines*

Mr. Waddell: Again, we are at the phrase "subject to" the Atlantic Accord.

You know, if you ever have litigation on this you are going to have the judge in a terrible spot. He is going to be wondering what he is applying—this bill or the Atlantic Accord? I will ask counsel this. What does a judge do then if there is a conflict between this bill and the Atlantic Accord?

Mrs. Parschin-Rybkin: Are you referring to clause 23 specifically?

Mr. Waddell: Yes. Yes, I have to refer to clause 23.

Mrs. Parschin-Rybkin: Then I would submit that between the Atlantic Accord and clause 23 there is no conflict because the accord is totally silent on this provision. Therefore, there is not a conflict. However, if the accord provided for the board's powers to make completely different by-laws and then the legislation said something else, then I would submit that the court would have to follow the legislation; they would interpret the legislation because it is the law of the country.

[Translation]

M. Carruthers: En fait, pour ce que cela vaut, j'avais à moitié raison lorsque j'ai donné cette citation. Dans l'Accord atlantique, on dit que:

En outre, l'Office exige que les requérants, les détenteurs de permis et de licences déposent auprès des deux gouvernements des copies de toute documentation déposée à l'Office. L'Office signale rapidement et simultanément au ministère ou organisme désigné par les deux gouvernements tout fait ou renseignement dont il est saisi.

Je tiens encore une fois à souligner que la portée de cet article est très limitée. En effet, il n'y est fait mention que des attributions de l'office; non à quoi que ce soit d'autre qui figure dans l'Accord atlantique, mais uniquement aux attributions de l'office énoncées dans l'Accord atlantique. Or, la liste des attributions n'est pas très longue, même dans l'Accord atlantique, et, donc, ce n'est pas comme si, dans le projet de loi, on ouvrait la porte à tous les vents.

Le président: Je crois que nous avons discuté ce point particulier assez longtemps. Que décidez-vous?

Les articles 17 à 20 inclusivement sont adoptés

Article 21—*Siège*

Le président: Monsieur Waddell.

M. Waddell: Je n'ai qu'une question au sujet de l'article 21. Je pensais y proposer un amendement. Quelle est votre circonscription, capitaine Johnson?

Une voix: De toute manière, il y aura une succursale de l'office dans cette circonscription.

M. Johnson: Je suis tout à fait heureux de voir l'office s'installer dans la capitale.

Les articles 21 et 22 sont adoptés

Article 23—*Règles*

M. Waddell: Encore une fois ici, on trouve «sous réserve» de l'Accord atlantique.

Si jamais ces dispositions donnaient suite à un procès, le juge se trouverait dans une situation très pénible. Il va se demander ce qu'il doit appliquer—cette loi ou l'Accord atlantique? Je vais poser la question à l'avocate. Que fait un juge s'il y a un conflit entre cette loi et l'Accord atlantique?

Mme Parschin-Rybkin: Vous parlez expressément de l'article 23?

M. Waddell: Oui. Oui, je veux parler de l'article 23.

Mme Parschin-Rybkin: À mon avis, il n'y a aucun conflit entre l'Accord atlantique et l'article 23, puisqu'il n'y a rien qui ressemble à cette disposition dans l'accord. Par conséquent, il ne saurait y avoir incompatibilité. Par contre, s'il était prévu dans l'accord que l'office dispose du pouvoir de rédiger des règlements administratifs à l'encontre des dispositions de la loi, je dirais que le tribunal devrait s'en remettre aux dispositions de la loi; il lui faudrait interpréter la loi, parce que, justement, c'est la loi.

[Texte]

Mr. Waddell: If the law is silent, then why put in "subject to" the Atlantic Accord? If the Atlantic Accord is silent, why put in "subject to" the Atlantic Accord?

Mr. Price: Mr. Chairman, in—

Mr. Waddell: No. Sir, that was a question to the counsel.

The Chairman: I thought maybe he, Mr. Price, would speak to the same point.

Mr. Price: I just want to make a comment, Mr. Chairman.

Mr. Waddell: Yes, maybe I could get the question. That was a supplementary question. The counsel asked me if it would apply to clause 23. I said, yes, that we are dealing with clause 23, and she said that the Atlantic Accord is silent on this. My supplementary question is if it is silent, then why put "subject to" the Atlantic Accord?

The Chairman: Mrs. Rybkin.

Mrs. Parschin-Rybkin: Although the Atlantic Accord does not deal with the making of by-laws and guidelines, the Atlantic Accord does discuss issues, for example, hiring of staff. For example, subparagraph 23(a)(i) deals with the making of by-laws in respect of "the members, officers and employees of the Board." Those are the staff.

The accord, I do believe, specifies that employees shall be hired on the basis of merit. If the board wishes to make by-laws with respect to employees and their hiring, then the by-laws would obviously be subject to what the accord says, i.e., the by-laws cannot provide for the hiring of employees other than on the basis of merit. That is why the phrase "subject to" the Atlantic Accord was inserted. That just deals with subparagraph 23(a)(i).

Mr. Carruthers: I think the intention of this "subject to" the Atlantic Accord is just to ensure the board cannot make by-laws that clearly go beyond not only the act but also the intention of the Atlantic Accord. For example, they could not set by-laws relating to the selling of chickens because clearly that is not even within the spirit or the ambit of the Atlantic Accord. So it just basically lays a fence around the kinds of matters that the board, when it does go to making by-laws, can make by-laws.

Mr. Waddell: So does the act.

Mr. Carruthers: Yes, it does.

The Chairman: Mr. Price.

Mr. Price: I think my comments have already been made, Mr. Chairman. But I am just going to suggest, despite the fact that Mr. Waddell indicates the Atlantic Accord is just a public relations document, I see it as being necessary to be included here simply because the Atlantic Accord is a guiding document which certainly was used in the construction of this bill,

[Traduction]

M. Waddell: Et s'il n'en est pas question dans la loi, pourquoi dire: «sous réserve» de l'Accord atlantique? S'il n'en est pas question dans l'Accord atlantique, alors, pourquoi dire: «sous réserve» de l'Accord atlantique?

M. Price: Monsieur le président, dans . . .

M. Waddell: Non. Monsieur, je posais une question à l'avocate.

Le président: Je pensais que peut-être M. Price voulait dire quelque chose sur le même sujet.

M. Price: Je voulais simplement faire un commentaire, monsieur le président.

M. Waddell: Oui, peut-être puis-je poser une question. Une question supplémentaire. L'avocate m'a demandé si cela s'appliquait à l'article 23. J'ai répondu que oui, que nous en étions à l'article 23, et elle nous a dit qu'on ne trouvait rien à ce sujet dans l'Accord atlantique. Je demande donc en supplément: s'il n'en est pas question, pourquoi mettre là «sous réserve de» l'Accord atlantique?

Le président: Madame Rybkin.

Mme Parschin-Rybkin: Bien que l'Accord atlantique ne parle pas de formuler des règlements administratifs et des directives, il y est quand même question de modalités particulières, comme l'embauche du personnel. Or, l'alinéa 23a)(i) du projet de loi permet à l'office de prendre des règlements administratifs concernant «ses membres, ses cadres et son personnel». C'est le personnel.

Or, dans l'accord, je crois qu'il est précisé que c'est en se fondant sur le mérite que l'on doit embaucher le personnel. Si l'office désire prendre des règlements administratifs concernant ses employés et leur embauche, ceux-ci doivent manifestement se conformer à ce qui est prévu dans l'accord, c'est-à-dire que les règlements ne peuvent retenir d'autres critères, pour l'embauche des employés, que le mérite. C'est pourquoi on a inséré «sous réserve de» l'Accord atlantique. Voilà simplement pour l'alinéa 23a)(i).

M. Carruthers: Si l'on a inclus «sous réserve de» l'Accord atlantique, c'est parce qu'on voulait s'assurer que l'office ne pourrait formuler de règlements administratifs qui aillent manifestement au-delà non seulement des intentions de la loi, mais également de celles de l'Accord atlantique. Par exemple, l'office ne pourrait prendre de règlements administratifs portant sur la vente du poulet, car, manifestement, cela ne fait pas du tout partie du champ de l'Accord atlantique. On fixe ainsi tout simplement les paramètres des questions qui relèvent de l'office lorsque celui-ci prend des règlements administratifs.

M. Waddell: La loi le fait également.

M. Carruthers: Oui, en effet.

Le président: Monsieur Price.

M. Price: On a déjà dit ce que je voulais dire, je crois, monsieur le président. Mais j'aimerais tout simplement dire, même si M. Waddell prétend que l'Accord atlantique n'est qu'un document de relations publiques, que j'estime qu'il est nécessaire de l'inclure ici, puisque l'Accord atlantique a servi, c'est évident, à la rédaction de ce projet de loi, et ainsi, il est

[Text]

and therefore it certainly has every right to be a part of this particular clause. I mean, it establishes the principles under which this bill was built or constructed.

The Chairman: Thank you, Mr. Price.

• 1700

Clause 23 agreed to; yeas, 4; nays 1

Clause 24 agreed to

On clause 25—*Staff of the board*

Mrs. Sparrow: Mr. Chairman, I move that the French version of clause 25 of Bill C-6 be amended by (a) striking out lines 6 and 7 on page 13 and substituting the following:

(4) Pour ce qui concerne leur admissibilité à une nomination à un poste dans la Fonction publique à la suite d'un concours ou selon tel mode de sélection établi sous le

The Chairman: Any debate? Shall the amendment carry?

Mr. Shields: There is another one.

Mrs. Sparrow: Yes. We will do (b) in a minute.

Mr. Shields: It is not the full amendment.

Mrs. Sparrow: Shall I go on to part (b), Mr. Chairman?

The Chairman: Yes. I think you should read the whole amendment.

Mrs. Sparrow: I will now do part (b), striking out lines 14 and 15 on page 13 and substituting the following:

cent leurs fonctions dans un poste dont la nature et le niveau
Amendment agreed to

Clause 25 as amended agreed to

The Chairman: Mr. Waddell.

Mr. Waddell: Yes, I agree it should carry. I have a point. The first portion deals with up to 40, the role of the board and so on. I have to leave and I would like the indulgence of the committee to ask a question on clause 30. How long are we going?

The Chairman: I was thinking we would go the regular hours of the House, to 6 p.m., if it is all right with the committee. We are here. We can sit during the hours of the House and I thought we might just as well sit since we are here and perhaps save another day. However, we are in your hands.

Mr. Shields: Mr. Chairman, I would like to suggest 5.30 because we have witnesses here who do not have the same hours. If everyone would agree, I would like to see Mr. Waddell ask his question if it is no more than two minutes.

The Chairman: What is the decision on the time? Do you want to close at 5.30?

Mr. Waddell: I am leaving.

[Translation]

donc tout à fait justifié d'en parler dans cette disposition particulière. Après tout, c'est dans l'accord qu'on trouve les principes directeurs de ce projet de loi.

Le président: Merci, monsieur Price.

L'article 23 est adopté comme suit: Pour: 4; contre: 1.

L'article 24 est adopté

Article 25—*Personnels*

Mme Sparrow: Monsieur le président, je propose que la version française de l'article 25 du Projet de loi C-6 soit modifié par: a) substitution, aux lignes six et sept page 13 de ce qui suit:

(4) Pour ce qui concerne leur admissibilité à une nomination à un poste dans la Fonction publique à la suite d'un concours ou selon tel mode de sélection établi sous le

Le président: Discussion? L'amendement est-il adopté?

M. Shields: Il y en a un autre.

Mme Sparrow: Oui. Nous ferons (b) dans un instant.

M. Shields: L'amendement n'est pas complet.

Mme Sparrow: Voulez-vous que je lise (b), monsieur le président?

Le président: Oui. Je crois qu'il faut lire tout l'amendement.

Mme Sparrow: Donc (b) maintenant, substitution, aux lignes 14 et 15, page 13, de ce qui suit:

cent leurs fonctions dans un poste dont la nature et le niveau
L'amendement est adopté

L'article 25 tel que modifié est adopté

Le président: Monsieur Waddell.

M. Waddell: Je suis d'accord pour l'adopter. Mais j'aimerais faire valoir quelque chose. La première partie va jusqu'à l'article 40, les attributions de l'office, et cetera. Je dois partir et j'aimerais vous demander votre indulgence pour poser une question sur l'article 30. Jusqu'à quelle heure allons-nous travailler?

Le président: Je pensais que nous siégerions comme à la Chambre, jusqu'à 18 heures, si cela vous convient. Nous sommes ici. Nous pouvons siéger aussi longtemps que la Chambre et j'ai pensé que puisque nous étions là, autant le faire maintenant et y gagner peut-être un jour. Mais en fait je m'en remets à vous.

M. Shields: Monsieur le président, j'aimerais proposer que nous levions la séance à 17h30, car nous avons des témoins ici qui eux n'ont pas les mêmes heures que nous. Si tous en conviennent, j'aimerais permettre à M. Waddell de poser sa question, s'il s'en tient à deux minutes.

Le président: Que décide-t-on quant à l'heure? Voulez-vous que nous terminions à 17h30?

M. Waddell: Je pars.

[Texte]

The Chairman: Agreed. We will close at 5.30. When do you want the next meeting? Tomorrow at 3.30? Is that satisfactory? Any objections to 3.30 tomorrow? The next meeting will be 3.30 tomorrow and we will continue the clauses.

Mr. Waddell: Yes. May I have the indulgence? I just want to ask a question on clause 30.

The Chairman: We will be flexible. You may ask your question.

Clauses 26 to 29 allowed to stand

On clause 30—*Board's decision final*

The Chairman: Is this clause 30?

Mr. Waddell: Yes. Clause 30.

The Chairman: Perhaps we should wait until we get to it.

Mr. Waddell: I have to leave now.

The Chairman: Oh, okay.

Mr. Waddell:

Subject to this Act, the exercise of a power or the performance of a duty by the Board pursuant to this Act is final and not subject to the review or approval of either government or either Minister.

This was, I think, the question I originally raised. Let us say as a matter of national policy the government decides it wants to change the situation fairly dramatically in Hibernia to develop it to take Canadian control over the development. This is hypothetical. Mobil does not want to go ahead with it. They have things in other parts of the world they want to do. The Government of Canada decides we have to go with Hibernia and the board sides with Mobil. How locked in are we to an independent board as opposed to national policy set by a Minister?

• 1705

Mrs. Parschin-Rybkina: It depends on the particular function or power of the board. For example, in the case of ordering somebody to drill, the provision would be found in Part II of the legislation, what I call the CPRA portion. I do not know the exact clause, but there is a provision where there is a commercial discovery declaration in place. The Minister, in this case the board, could have a "show cause" hearing. They could require a company to come in and indicate to the board why they are not drilling. That is a fundamental decision.

Fundamental decisions are defined at the beginning of the legislation. Fundamental decisions are subject to ministerial review, depending on whether we are in self-sufficiency. If we are not in self-sufficiency the federal Minister has the ultimate or veto power.

If tomorrow Mobil decided they did not want to carry on with Hibernia, the federal government decided we would require Mobil to do so or they would lose their rights, and the board decided to side with Mobil, the federal Minister would still have the ultimate authority in that particular case because

[Traduction]

Le président: D'accord. Nous allons terminer à 17h30. Quand voulez-vous que nous nous réunissions à nouveau? Demain à 15h30? Cela vous convient-il? Y a-t-il des objections? La prochaine réunion aura lieu demain à 15h30; nous continuerons l'étude article par article.

M. Waddell: Oui. Me permettez-vous? J'aimerais simplement poser une question sur l'article 30.

Le président: Nous sommes souples. Vous pouvez poser votre question.

Les articles 26 à 29 sont réservés

L'article 30—*caractère définitif*

Le président: C'est l'article 30?

M. Waddell: Oui. L'article 30.

Le président: Peut-être vaudrait-il mieux attendre d'y arriver.

M. Waddell: Je dois partir maintenant.

Le président: Très bien.

M. Waddell:

Sous réserve des autres dispositions de la présente loi, l'exercice par l'Office des attributions considérées par la présente loi n'est sujet ni au réexamen ni à l'approbation des gouvernements ou des ministres.

C'était justement la question que j'ai soulevée à l'origine. Disons qu'à cause de sa politique nationale, le gouvernement décide de changer du tout au tout la situation à Hibernia, afin que son exploitation passe sous contrôle canadien. C'est simplement une hypothèse. Mobil veut renoncer. Et travailler ailleurs à l'étranger. Le Gouvernement du Canada décide alors d'aller de l'avant quand même mais l'Office se range aux arguments de Mobil. Qui aurait préséance, un Office indépendant ou le ministre et la politique nationale qu'il aura décidée.

Mme Praschin-Rybkina: Tout dépend des attributions ou pouvoirs particuliers de l'Office. Par exemple, c'est dans la partie II du projet de loi, la partie qui porte sur les hydrocarbures qu'on trouve la disposition permettant d'ordonner le forage. Je ne sais de quel article il s'agit, mais il y a une disposition sur la déclaration de découverte exploitable. Le ministre et, dans le cas qui nous intéresse, l'Office, peut exiger d'une société qu'elle explique pourquoi elle ne fait pas le forage prévu. C'est une décision majeure.

C'est au début du projet de loi que l'on trouve la définition de décisions majeures. Celles-ci sont sujettes à une révision ministérielle selon notre niveau d'autosuffisance. Si nous ne sommes pas autosuffisants, le ministre fédéral a le dernier mot, le pouvoir de veto.

Si demain Mobil décidait de ne plus prospecter à Hibernia, le gouvernement fédéral pourrait exiger que Mobil continue ou perde ses droits; si l'Office se rangeait de l'avis de Mobil, le ministre fédéral aurait le dernier mot car il s'agit d'une décision majeure. Le ministre fédéral détient l'autorité de

[Text]

it is a fundamental decision or power. The federal Minister would have the authority to override the board's decision. On the other hand, if there was self-sufficiency in Canada, the provincial Minister would have the ultimate decision making power.

The Chairman: Shall we now return to clause 26?

Clause 26 agreed to

On clause 27—*Budget*

The Chairman: Mr. Baker.

Mr. Baker: The budget to be approved by both governments. Is this the clause in which the actual split in cost to each government is made?

The Chairman: Ms Rybkin.

Mrs. Parschin-Rybkin: Yes. I was going to refer Mr. Baker to subclause 27(4). It says:

The Government of Canada shall pay one half of the expenditures set out in the budget.

Mr. Baker: Of the aggregate.

Mrs. Parschin-Rybkin: Of the aggregate of the expenditures set out in the budget, yes.

Mr. Baker: Once the budget is decided upon, changes made thereto would come under what . . . ?

Mrs. Parschin-Rybkin: Under subclause (3). That is the revised budget. Once again it is subject to approval by the two Ministers and subject to payment by the two governments.

Mr. Baker: Okay.

Clauses 27 to 34 inclusive agreed to

On Clause 35—*Determination binding*

• 1710

Mr. Baker: Mr. Chairman, I wonder if we could let clause 35 stand until we are further into the bill. Is that possible?

The Chairman: Is it agreed by the committee that clause 35 stand?

Mrs. Sparrow: Why?

The Chairman: Maybe you should give us the reason why, Mr. Baker.

Mr. Baker: I do not want to make it stand, Mr. Chairman. It is there in black and white.

Clauses 35 to 40 agreed to

On clause 41—*Definition of "shortfall of petroleum deliveries in the Province"*

The Chairman: There is a government amendment on clause 41. Mrs. Sparrow.

Mrs. Sparrow: I move that subclause 41(1) of Bill C-6 be amended by (a) striking out line 26 on page 19 and substituting the following:

[Translation]

renverser la décision de l'Office. Par contre, si le Canada est autosuffisant, c'est au ministre provincial que reviendrait de la décision exécutoire.

Le président: Est-ce que nous retournons à l'article 26?

L'article 26 est adopté.

Article 26—*Budget*

Le président: Monsieur Baker.

M. Baker: Ce sont les ministres fédéral et provincial qui approuvent le budget. Est-ce aux termes de cette disposition que les coûts sont répartis à chaque gouvernement.

Le président: Madame Rybkin.

Mme Parschin-Rybkin: Oui. J'allais attirer l'attention de M. Baker au paragraphe 4 de l'article 27 où il est dit:

Le Gouvernement du Canada prend en charge, pour moitié, le total des dépenses inscrites au budget . . .

M. Baker: Du total des dépenses.

Mme Parschin-Rybkin: Du total des dépenses inscrites au budget, oui.

M. Baker: Une fois le budget fixé, tout changement qui y serait apporté relèverait de . . . ?

Mme Parschin-Rybkin: C'est au paragraphe (3). Il y a un budget rectificatif. Les deux ministres doivent encore une fois l'approuver et prendre à leurs charges chacun la moitié des dépenses.

M. Baker: Très bien.

Les articles 27 à 34 inclusivement sont adoptés.

L'article 35—*Effet*

M. Baker: Monsieur le président, serait-il possible de reporter l'examen de l'article 35 jusqu'à ce que nous soyons plus avancés?

Le président: Plaît-il au Comité de réserver l'article 35?

Mme Sparrow: Pour quelle raison?

Le président: Monsieur Baker, vous pourriez peut-être nous expliquer pourquoi.

M. Baker: Je ne tiens pas à ce que l'article soit réservé, monsieur le président. Tout est bien clair.

Les articles 35 à 40 sont adoptés.

L'article 41—*définition de «pénurie d'hydrocarbures dans la province»*

Le président: Le gouvernement a un amendement à proposer. Madame Sparrow.

Mme Sparrow: Il est proposé que le paragraphe 41(1) du projet de loi C-6 soit modifié par: a) substitution, à la ligne 23, page 19, de ce qui suit:

[Texte]

refining facilities at Come By Chance if those facilities were operating at capacity on

And (b) by striking out lines 34 and 35 on page 19 and substituting the following:

referred to in paragraph (b), where

And (c) striking out line 41 on page 19 and substituting the following:

Newfoundland have been met.

The Chairman: Are there any comments on any one of those?

Mr. Baker: Mr. Chairman, I wonder if somebody could explain the purpose of that, because it substantially changes the bill.

Mr. Carruthers: Actually, Mr. Chairman, that is quite easy. As we have read in the press, there is talk about restarting the Come By Chance refinery. What this change does is ensure that this particular clause will refer to the refinery as if it were operating, because right now it is not operating, so it would be a zero requirement, and that does not make much sense. It is really just to clarify the wording.

An hon. member: It is protection for Newfoundland.

Mr. Johnson: Mr. Chairman, in the proposed amendment, I would like to see the word "as" after Come By Chance, to read "as if those facilities were operating at capacity on".

Mr. Shields: The way it is now it offers more protection, because it reads "if these facilities were operating at capacity", so there is always protection there, and that is what it is for.

Mr. Carruthers: Mr. Chairman, if I might suggest, adding the word "as" accomplishes what you want to accomplish without the word in front of the term "if those facilities". The construction is the same in the legal sense.

The Chairman: Mr. Baker.

Mr. Baker: I just wanted to make note of one thing. If Come By Chance is not using the offshore oil, if it is using oil from Nigeria, then no refinery can operate in Newfoundland and use offshore oil off Newfoundland under the agreement.

I am not a sitting member of the committee, Mr. Chairman, and I want it on record that I cannot hold up this bill by making amendments or anything else. I have no right to do that, do I?

The Chairman: No, that is right. We are certainly glad to have your comments, but you would not have the power to make amendments.

Mr. Carruthers.

Mr. Carruthers: Mr. Chairman, I think it is useful to point out that clause 41 is designed to deal with a situation where there is a shortfall. In the event that Come By Chance or other facilities in Newfoundland should need the oil, this paragraph gives them access.

[Traduction]

«b) aux besoins des raffineries, en cours d'exploitation, de»

b) substitution, aux lignes 30 et 31, page 19, de ce qui suit:

«b), lorsque les besoins de l'industrie, à»

c) substitution, à la ligne 35, page 19, de ce qui suit:

«Terre-Neuve ont été comblés.»

Le président: Y a-t-il des commentaires sur l'un ou l'autre de ces amendements?

M. Baker: Monsieur le président, pourrait-on nous expliquer le but de ces amendements qui modifient le projet de loi dans sa substance.

M. Carruthers: En fait, monsieur le président, cela s'explique assez facilement. Comme nous l'avons vu dans la presse, il est question de remettre en exploitation la raffinerie de *Come By Chance*. L'amendement permet de considérer la raffinerie comme si elle était en exploitation, ce qui n'est pas le cas actuellement. Autrement, la disposition serait inutile. C'est donc simplement pour clarifier le libellé.

Une voix: C'est de la protection pour Terre-Neuve.

M. Johnson: Monsieur le président, dans le projet d'amendement, j'aimerais qu'on ajoute le mot «comme», après «raffinerie», pour que l'alinéa se lise comme suit: «comme si elles étaient en cours d'exploitation».

M. Shields: Le libellé actuel permet plus de protection, et c'est ce que nous voulons.

M. Carruthers: Monsieur le président, le mot «comme» n'ajoute rien au résultat que nous visons. La construction est la même sur le plan légal.

Le président: Monsieur Baker.

M. Baker: Je tiens à vous rappeler que si la raffinerie de *Come By Chance* utilise du pétrole importé du Nigéria plutôt que des ressources extracôtières, aux termes de l'accord, aucune raffinerie ne peut fonctionner à Terre-Neuve et utiliser du pétrole pris au large de la province.

Je ne suis pas membre du Comité, monsieur le président, et je tiens à préciser que je ne peux pas retarder l'adoption du projet de loi en proposant des amendements ou autrement. Je n'en ai pas le droit, n'est-ce pas?

Le président: Vous avez raison. Nous sommes heureux que vous nous fassiez part de vos commentaires, mais vous ne pouvez pas présenter d'amendement.

Monsieur Carruthers.

M. Carruthers: Monsieur le président, je pense qu'il est bon de vous faire remarquer que l'article 41 est destiné à s'appliquer dans les cas de pénurie. Si jamais *Come By Chance* ou d'autres raffineries de Terre-neuve avaient besoin du pétrole, elles y auraient accès grâce à ce paragraphe.

[Text]

• 1715

Amendments (a), (b), and (c) agreed to

Clause 41 as amended agreed to

Clauses 42 to 46 inclusive agreed to

On Clause 47—*Definitions*

The Chairman: There is a government amendment. Mrs. Sparrow.

Mrs. Sparrow: I move that clause 47 of Bill C-6 be amended (a) by striking out line 7 on page 26 and substituting the following:

former lease means an oil and gas lease

And (b) by adding in the French version after line 15 on page 26 the following:

Formulaire fixé par l'Office y compris les renseignements à y porter.

(c) by adding in the French version after line 30 on page 26 the following:

Texte d'application pris par le gouverneur en conseil

Amendments (a), (b), and (c) agreed to

Clause 47 as amended agreed to

Clause 48 agreed to

On Clause 49—*Giving notice*

The Chairman: There is a government amendment.

Mr. Shields: I move that the French version of clause 49 of Bill C-6 be amended by striking out lines 7 to 9 on page 27 and substituting the following:

présente partie sont établis sur formulaire, selon les modalités réglementaires

Amendment agreed to

Clause 49 as amended agreed to

Clauses 50 to 58 inclusive agreed to

On Clause 59—*Selection of bid*

Mr. Shields: I move that subclause 59(1) of the French version of Bill C-6 be amended by striking out line 26 on page 31 and substituting the following:

si elle respecte les conditions

Amendment agreed to

Clause 59 as amended agreed to

Clauses 60 to 70 inclusive agreed to

On clause 71—*Application for declaration of significant discovery*

The Chairman: Government amendment. Mrs. Sparrow.

Mrs. Sparrow: Mr. Chairman, I move that subclause 71(1) of Bill C-6 be amended by striking out line 47 on page 35 and line 1 on page 36 and substituting the following:

[Translation]

Les amendements a), b) et c) sont adoptés.

L'article 41 modifié est adopté.

Les articles 42 à 46 inclusivement sont adoptés.

L'article 47—*Définitions*

Le président: Le gouvernement a un amendement. Madame Sparrow.

Mme Sparrow: Il est proposé que l'article 47 du projet de loi C-6 soit modifié par a) substitution aux lignes 25 et 26, page 26, de ce qui suit:

«Concession de pétrole et de gaz régie par le Règlement sur les»

b) insertion, dans la version française, après la ligne 15, page 26, de ce qui suit:

Formulaire fixé par l'Office y compris les renseignements à y porter.

c) insertions, dans la version française, après la ligne 30, page 26, de ce qui suit:

Texte d'application pris par le gouverneur en conseil.»

Les amendements a), b) et c) sont adoptés

L'article 47 modifié est adopté

L'article 48 est adopté

L'article 49—*Avis*

Le président: Le gouvernement a un amendement.

M. Shields: Il est proposé que l'article 49 de la version française du projet de loi C-6 soit modifiée par substitution, aux lignes 7 à 9, page 27, de ce qui suit:

«présente partie sont établis sur formulaire, selon les modalités réglementaires.»

L'amendement est adopté

L'article 49 modifié est adopté

Les articles 50 à 58 inclusivement sont adoptés

L'article 59—*Choix*

M. Shields: Il est proposé que le paragraphe 59(1) de la version française du projet de loi C-6 soit modifié par substitution, à la ligne 26, page 31, de ce qui suit:

«si elle respecte les conditions»

L'amendement est adopté

L'article 59 modifié est adopté

Les articles 60 à 70 inclusivement sont adoptés

L'article 71—*Déclaration de découverte importante*

Le président: Un amendement du gouvernement. Madame Sparrow.

Mme Sparrow: Monsieur le président, il est proposé que le paragraphe 71(1) du projet de loi C-6 soit modifié par

[Texte]

an interest or a share therein held in accordance with section 66, the board shall on the application of the interest holder of the interest or the share thereof made in the

Amendment agreed to

The Chairman: There is a second amendment.

• 1720

Mr. Shields: I move that clause 71 of Bill C-6 be amended by: (a) striking out line 21 on page 36 and substituting the following:

(4) Subject to subsection (5), where a declaration of significant dis-

(b) by adding immediately after line 34 on page 36 the following:

(5) A declaration of significant discovery shall not be amended to decrease the significant discovery area or revoked earlier than

(a) in the case of a significant discovery area that is subject to a significant discovery licence issued pursuant to subsection 73(1), the date on which the exploration licence referred to in that subsection expires; and

(b) in the case of a significant discovery area that is subject to a significant discovery licence issued pursuant to subsection 73(2), three years after the effective date of the significant discovery licence;

(c) renumbering the subsequent subclauses accordingly.

Amendment agreed to

Clause 71 as amended agreed to

Clause 72 agreed to

On Clause 73—*Significant discovery licence in relation to areas subject to exploration licences*

The Chairman: There is a government amendment.

Mrs. Sparrow: I move that clause 73 of Bill C-6 be amended by: (a) striking out lines 10 to 12 on page 37 and substituting the following:

exploration licence or a share therein held in accordance with section 66, the Board shall, on application of the interest holder of the exploration licence or the share made in the form and

(b) by striking out in the French version lines 10 to 12, page 37 and substituting the following:

le-ci est établie sur formulaire, selon les modalités réglementaires. L'attestation porte sur

(c) by striking out line 15 on page 37 and substituting the following:

holder a significant discovery licence in

[Traduction]

substitution, aux lignes 32 et 33, page 35, et aux lignes 1 à 3, page 36, de ce qui suit:

«Intéressé et établie sur formulaire, selon les modalités réglementaires, fait par écrit une déclaration de découverte importante portant sur les parties de la zone visée par un titre, ou une fraction visée à l'article 66, où»

L'amendement est adopté

Le président: Il y a un second amendement.

M. Shields: Il est proposé que l'article 71 du projet de loi C-6 soit modifié par: (a) substitution, à la ligne 13, page 36, de ce qui suit:

(4) Sous réserve du paragraphe (5), s'il y a des motifs sérieux de croire

b) insertion, après la ligne 21, page 36 de ce qui suit:

(5) La déclaration de découverte importante ne peut être modifiée ou annulée avant la date d'expiration du permis de prospection visée au paragraphe 73(1) ou moins de trois ans après la date de prise d'effet de l'attestation visée au paragraphe 73(2).

c) Le changement de numéro de paragraphes qui en découle.

L'amendement est adopté

L'article 71 modifié est adopté

L'article 72 est adopté

L'article 73—*Attestation de découverte importante.*

Le président: Le gouvernement a un amendement.

Mme Sparrow: Il est proposé que l'article 73 du projet de loi C-6 soit modifié par: (a) substitution aux lignes 6 et 7, page 37, de ce qui suit:

«découverte importante à l'indivisaire d'un permis valide de prospection, ou d'une fraction visée à l'article 66, portant sur tout»

b) substitution, dans la version française, aux lignes 10 à 12, page 37, de ce qui suit:

le-ci est établie sur formulaire, selon les modalités réglementaires. L'attestation porte sur

c) substitution, dans la version anglaise, à la ligne 15, page 37, de ce qui suit:

holder a significant discovery licence in

[Text]

(d) by striking out line 18 on page 37 and substituting the following:

tion licence or the share.

(e) by striking out the French version, lines 26 and 27 on page 37 and substituting the following:

(4) L'attestation est établie sur formulaire et comporte les conditions

Amendments (a), (b), (c), (d), and (e) agreed to

Clause 73 as amended agreed to

Clauses 74 to 77 inclusive agreed to

On Clause 78—*Application for declaration of commercial discovery*

The Chairman: There is a government amendment.

Mr. Shields: Mr. Chairman, I would move that subclause 78(1) of Bill C-6 be amended by striking out lines 38 and 39 on page 39 and substituting the following:

an interest or a share therein held in accordance with section 66, the Board shall, on the application of the interest holder of the interest or the share, made in the

Amendment agreed to

Clause 78 as amended agreed to

On Clause 79—*Notice of order to reduce term of interest*

The Chairman: There is a government amendment. Mr. Shields.

Mr. Shields: I move that subclause 79(1) of Bill C-6 be amended by striking out lines 18 to 20 on page 40 and substituting the following:

declaration of commercial discovery give notice to the interest owner of any inter

Amendment agreed to

Clause 79 as amended agreed to

On Clause 80—*Rights under production licence*

The Chairman: There is a government amendment. Mrs. Sparrow.

Mrs. Sparrow: Mr. Chairman, I move that subclause 80(1) of Bill C-6 be amended by striking out lines 25 to 31 on page 41 and substituting the following:

(a) the right to explore for, and the exclusive right to drill and test for, petroleum;

(b) the exclusive right to develop those portions of the offshore area in order to produce petroleum;

(c) the exclusive right to produce petroleum from those portions of the offshore area; and

(d) title to the petroleum so produced.

[Translation]

d) substitution, à la ligne 14, page 37, de ce qui suit:

permis où la fraction.

e) substitution, dans la version française, aux lignes 26 et 27, page 37, de ce qui suit:

(4) L'attestation est établie sur formulaire et comporte les conditions

Les amendements a), b), c), d) et e) sont adoptés

L'article 73 modifié est adopté

Les articles 74 à 77 inclusivement sont adoptés

L'article 78—*Déclaration de découverte exploitable*

Le président: Le gouvernement a un amendement.

M. Shields: Monsieur le président, il est proposé que le paragraphe 78(1) du projet de loi C-6 soit modifié par substitution, aux lignes 27 à 33, page 39, de ce qui suit:

fi ce, sur demande à lui faite par l'indivisaire intéressé et établie sur formulaire, selon les modalités réglementaires, fait par écrit une déclaration de découverte exploitable portant sur les terres domaniales visées par un titre ou une fraction visée à l'article 66, ou la découverte a été faite, s'il existe des motifs.

L'amendement est adopté

L'article 78 modifié est adopté

L'article 79—*Avis de prise d'un arrêté*

Le président: Le gouvernement a un amendement. Monsieur Shields.

M. Shields: Il est proposé que l'article 79 du projet de loi C-6 soit modifié par substitution, aux lignes 13 à 15, page 40, de ce qui suit:

Aux articles 31 à 40, informer tel titulaire d'un titre portant

L'amendement est adopté

L'article 79 modifié est adopté

L'article 80—*Droits conférés par la licence de production*

Le président: Le gouvernement a un amendement. Madame Sparrow.

Mme Sparrow: Monsieur le président, il est proposé que le paragraphe 80(1) du projet de loi C-6 soit modifié par substitution, aux lignes 20 à 23, page 41, de ce qui suit:

visées, le droit exclusif d'y prospecter et le droit exclusif d'y effectuer des forages ou des essais pour chercher des hydrocarbures, de les aménager en vue de la production de ces substances et celui d'en produire, ainsi que la propriété des hydrocarbures produits.

[Texte]

• 1725

Amendment agreed to

Clause 80 as amended agreed to

On clause 81—*Issuance of production licence*

The Chairman: We have a government amendment.

Mr. Shields: I move that the French version of clause 81 of Bill C-6 be amended (a) by striking out lines 32 to 34 on page 41 and substituting the following:

et, sur demande à lui faite et établie sur formulaire, selon les modalités réglementaires, l'Office:

(b) by striking out lines 9 to 14 on page 42 and substituting the following:

table visés par un permis de prospection ou une attestation de découverte importante que celui-ci détient ou à plusieurs titulaires à l'égard de tout ou partie d'un ou plusieurs périmètres visés par un permis de prospection ou

(c) by striking out line 19 on page 42 and substituting the following:

l'Office peut octroyer une licence de production

(d) by striking out lines 28 and 29 on page 42 and substituting the following:

(4) L'attestation est établie sur formulaire et comporte les conditions

Amendments (a), (b), (c), and (d) agreed to

Clause 81 as amended agreed to

On clause 82—*Consolidation of production licences*

The Chairman: We have a government amendment.

Mrs. Sparrow: I move that clause 82 of the French version of Bill C-6 be amended by striking out line 36 on page 42 and substituting the following:

peut, aux conditions dont ils conviennent,

Amendment agreed to

Clause 82 as amended agreed to

Clauses 83 to 90 inclusive agreed to

On clause 91—*Alternate requirements*

The Chairman: We have a government amendment.

Mr. Shields: I move, Mr. Chairman, that clause 91 of Bill C-6 be amended by striking out lines 18 and 19 on page 46 and substituting the following:

la licence de production peut être octroyée sous les conditions et les modalités de production établies dans le règlement, tel qu'il est

Amendment agreed to

Clause 91 as amended agreed to

Clause 92 agreed to

[Traduction]

L'amendement est adopté

L'article 80 modifié est adopté

L'article 81—*Demande*

Le président: Le gouvernement a un amendement.

M. Shields: Il est proposé que l'article 81 de la version française du projet de loi C-6 soit modifié par: a) substitution, aux lignes 32 à 34, page 41, de ce qui suit:

et, sur demande à lui faite et établie sur formulaire, selon les modalités réglementaires, l'Office:

b) substitution, aux lignes 9 à 14, page 42, de ce qui suit:

table visés par un permis de prospection ou une attestation de découverte importante que celui-ci détient ou à plusieurs titulaires à l'égard de tout ou partie d'un ou plusieurs périmètres visés par un permis de prospection ou

c) substitution, à la ligne 19, page 42, de ce qui suit:

l'Office peut octroyer une licence de production

d) substitution, aux lignes 28 et 29, page 42, de ce qui suit:

(4) L'attestation est établie sur formulaire et comporte les conditions

Les amendements a), b), c) et d) sont adoptés

L'article 81 modifié est adopté

L'article 82—*Fusion*

Le président: Le gouvernement a un amendement.

Mme Sparrow: Il est proposé que l'article 82 de la version française du projet de loi C-6 soit modifié par substitution à la ligne 36, page 42, de ce qui suit:

peut, aux conditions dont ils conviennent,

L'amendement est adopté

L'article 82 modifié est adopté

Les articles 83 à 90 inclusivement sont adoptés

L'article 91—*Dérogation*

Le président: Le gouvernement a un amendement.

M. Shields: Il est proposé, monsieur le président, que l'article 91 du projet de loi C-6 soit modifié par substitution, aux lignes 1 à 8, page 46, de ce qui suit:

(91). Par dérogation à l'article 89, lorsqu'une personne échappe à l'obligation ou qu'un plan de réalisation a été, selon le ministre fédéral, diligemment appliqué, mais que, dans l'un ou l'autre cas, le taux minimum n'a pas été atteint au moment de la présentation d'une demande de licence de production, celle-ci peut être octroyée soit sous

L'amendement est adopté

L'article 91 modifié est adopté

L'article 92 est adopté

[Text]

On clause 93—*Option to designated Provincial Crown corporation*

The Chairman: We have a government amendment.

Mrs. Sparrow: I move that subclause 93(4) of the French version of Bill C-6 be amended by striking out line 27 on page 47 and substituting the following:

tés réglementaires; elle ne peut être exercée

Amendment agreed to

Clause 93 as amended agreed to

Mrs. Sparrow: On a point of order, Mr. Chairman, I would very much like to see the interpreters have a copy of the amendment, for when they do the issue from this meeting. Perhaps if our French version was not correctly picked up, they could pick it up from the amendments.

The Clerk of the Committee: They have a copy.

Mrs. Sparrow: Thank you.

Clauses 94 to 96 inclusive agreed to

On clause 97—*Definition of "Petroleum and Natural Gas Act"*

The Chairman: We have a government amendment, and that would bring us to 5.30 p.m. Mr. Shields.

Mr. Shields: I move, Mr. Chairman, that subclause 97(1) of Bill C-6 be amended by striking out line 41 on page 49 and substituting the following:

and Natural Gas Act" means Part II of *The Petroleum*

Amendment agreed to

Clause 97 as amended agreed to

Mr. Shields: Mr. Chairman, I would like to suggest that we continue until 6 p.m. We are going so well on this bill. Perhaps we can get most of it done today if we keep plugging away.

• 1730

Clauses 98 to 101 inclusive agreed to

Mr. Shields: Mr. Chairman, I would like to move that subclause 102(1) of Bill C-6 be amended by (a) striking out lines 22 to 25 on page 53, (b) by striking out lines 29 to 33 on page 53, (c) striking out line 38 on page 53 and substituting the following:

of a security notice or postponed

(d) by striking out line 1 on page 54 and substituting the following:

"instrument" means a discharge act

(e) by striking out lines 27 and 28 on page 54 and substituting the following:

ing the postponement of a security notice or operator's lien

(f) by striking out in the French version lines 4 and 5 on page 54.

Amendments (a), (b), (c), (d), (e), and (f) agreed to

[Translation]

L'article 93—*Options réservées aux sociétés d'État provinciales*

Le président: Le gouvernement a un amendement.

Mme Sparrow: Il est proposé que le paragraphe 93(4) de la version française du projet de loi C-6 soit modifié par substitution, à la ligne 27, page 47, de ce qui suit:

tés réglementaires; elle ne peut être exercée

L'amendement est adopté

L'article 93 modifié est adopté

Mme Sparrow: J'invoque le Règlement, monsieur le président. J'aimerais que les interprètes obtiennent une copie de l'amendement pour la traduction du fascicule. Si la version française n'a pas été bien rendue, il y aurait toujours les amendements auxquels se reporter.

Le greffier du Comité: Les interprètes en ont une copie.

Mme Sparrow: Merci.

Les articles 94 à 96 inclusivement sont adoptés

L'article 97—*Définition de la «loi intitulée The Petroleum and Natural Gas Act»*

Le président: Le gouvernement a un amendement à présenter, ce qui nous amènera à 17h30. Monsieur Shields.

M. Shields: Monsieur le président, il est proposé que le paragraphe 97(1) du projet de loi C-6 soit modifié par substitution, à la ligne 35, page 49, de ce qui suit:

que la partie II de la loi intitulée *The Petroleum and Natu-*

L'amendement est adopté

L'article 97 modifié est adopté

M. Shields: Monsieur le président, je propose que la séance se poursuive jusqu'à 18 heures. Nous progressons très bien dans l'examen de ce projet de loi. Nous pourrions presque terminer aujourd'hui si nous continuons de trimer.

Les articles 98 à 101 inclusivement sont adoptés

M. Shields: Monsieur le président, je propose que le paragraphe 102(1) du projet de loi C-6 soit modifié par (a) substitution, à la ligne 15, page 53 de ce qui suit: «Acte»/«Instrument» Acte Session de, (b) suppression des lignes 18 à 20, page 53, (c) substitution à la ligne 23, page 53 de ce qui suit:

Sûreté ou un privilège,

d) suppression des lignes 34 à 37, page 53,

e) substitution aux lignes 2 et 3, page 54 de ce qui suit:

tiel, d'un avis de sûreté ou d'une session de priorité.

f) suppression des lignes 4 et 5, page 54.

Les amendements a), b), c), d), e) et f) sont adoptés

[Texte]

Clause 102 as amended agreed to

On clause 103—*Notice of disposition of any interest*

The Chairman: Clause 103, government amendment. Mrs. Sparrow.

Mrs. Sparrow: I move that 103 of Bill B-6 be amended by striking out lines 22 to 24 on page 55 and substituting the following:

summary of its terms and conditions or on the request of the Board, a copy of the agreement or arrangement

Amendment agreed to

Clause 103 as amended agreed to

Clauses 104 and 105 agreed to

The Chairman: Before we go to clause 106, we had a motion we would adjourn at 5.30 p.m. Have we amended it or do we have to—

Mr. Shields: There was not a motion.

The Chairman: The motion is quite legal; do we carry on to 6 p.m.?

Mrs. Sparrow: Mr. Shields can make the motion now.

Mr. Shields: I move we carry on at least until 6 p.m. and try to finish this bill.

Motion agreed to

On clause 106—*Prohibition against registration of documents except instruments*

The Chairman: Clause 106, government amendment. Mr. Shields.

Mr. Shields: Mr. Chairman, I move that the French version of subclause 106(2) of Bill C-6 be amended by striking out line 23 on page 56 and substituting the following:

présenté sur formulaire et s'il

Amendment agreed to

Clause 106 as amended agreed to

Clause 107 agreed to

On clause 108—*Requirements of registering security notice*

The Chairman: Mr. Johnson.

Mr. Johnson: Mr. Chairman, I would like to move that Clause 108 of Bill C-6 be amended by (a) striking out lines 18 to 27 on page 57; (b) by striking out line 28 on page 57 and substituting the following:

2) No instrument may be registered

(c) by striking out line 33 on page 57 and substituting the following:

The official address for service in

Amendments (a), (b), and (c) agreed to

Clause 108 as amended agreed to

[Traduction]

L'article 102 tel qu'amendé est adopté

L'article 103—*Avis d'un transfert*

Le président: Passons à l'amendement du gouvernement à l'article 103. Madame Sparrow.

Mme Sparrow: Je propose que l'article 103 du projet de loi C-6 soit modifié par substitution, aux lignes 12 à 14, page 55, de ce qui suit:

De lui en transmettre un résumé des conditions ou, à la demande de celui-ci, un double.

L'amendement est adopté

L'article 103 tel qu'amendé est adopté

Les articles 104 et 105 sont adoptés

Le président: Avant de passer à l'article 106, je vous signale que nous avons reçu une motion portant de lever la séance à 17h30. La motion a-t-elle été amendée ou devons-nous...

M. Shields: Il n'y a pas eu de motion.

Le président: La motion est en règle. Poursuivons-nous jusqu'à 18 heures?

Mme Sparrow: Monsieur Shield peut maintenant présenter la motion.

M. Shields: Je propose que nous poursuivions jusqu'à 18 heures au moins, dans le but de terminer.

La motion est adoptée

L'article 106—*Enregistrement*

Le président: L'amendement du gouvernement à l'article 106. Monsieur Shields.

M. Shields: Madame la présidente, je propose que la version française du projet de loi C-6 soit modifiée par substitution, à la ligne 23, page 56 de ce qui suit:

présenté sur formulaire et s'il

L'amendement est adopté

L'article 106 tel qu'amendé est adopté

L'article 107 est adopté

L'article 108—*Enregistrement d'un avis de garantie*

Le président: Monsieur Johnson.

M. Johnson: Monsieur le président, je propose que l'article 108 du projet de loi C-6 soit modifié par (a) suppression des lignes 10 à 18, page 57, (b) substitution aux lignes 19 à 22, page 57, de ce qui suit:

2) avis d'adresse officielle, il est interdit d'enregistrer un acte sauf si un avis de l'adresse officielle de signification a été déposée chez le directeur sur formulaire.

(c) substitution, à la ligne 23, page 57 de ce qui suit:

3) L'Adresse officielle peut être modifiée

Les amendements a), b) et c) sont adoptés

L'article 108 tel qu'amendé est adopté

[Text]

On clause 109—*Security notice or caution carries forward to new interests*

The Chairman: Clause 109, government amendment. Mr. Shields.

Mr. Shields: Mr. Chairman, I move that clause 109 of Bill C-6 be amended by striking out line 38 on page 57 and substituting the following:

Where a significant discovery licence

(b) by striking out in the English version line 43 on page 57 and substituting the following:

this Division of a security notice in

(c) by striking out in the English version line 48 on page 57 and substituting the following:

security notice referred to that

(d) by striking out in the English version line 3 on page 58 and substituting the following:

notice.

Amendments (a), (b), (c), and (d) agreed to

Clause 109 as amended agreed to

Clause 110 agreed to

• 1735

On clause 111—*Deemed notice*

Mr. Price: Mr. Chairman, I move that Clause 111 of Bill C-6 be amended by (a) striking out line 33 on page 58 and substituting the following:

notice shall be deemed to be consti-

(b) by striking out in the English version lines 36 to 38 on page 58 and substituting the following:

113 in respect of the security notice of the contents of the document specified in the security notice.

Amendments (a) and (b) agreed to

Clause 111 as amended agreed to

On clause 112—*Priority of rights*

Mr. Shields: I would move, Mr. Chairman, that the French version of subclause 112(4) of Bill C-6 be amended by striking out line 25 on page 59 and substituting the following:

établie, sur formulaire, par la

Amendment agreed to

Clause 112 as amended agreed to

On clause 113—*Demand for information*

Mrs. Sparrow: Mr. Chairman, I move that clause 113 of Bill C-6 be amended by (a) striking out lines 10 and 11 on page 60 and substituting the following:

mation in respect of a security notice that has been registered under this

[Translation]

L'article 109—*Effet sur l'enregistrement*

Le président: Le gouvernement propose un amendement à l'article 109. Monsieur Shields.

M. Shields: Monsieur le président, je propose que l'article 109 du projet de loi C-6 soit modifié par: (a) substitution aux lignes 25 et 26, page 57 de ce qui suit:

Effet de l'enregistrement «109. l'enregistrement d'un avis de sûreté à l'égard d'un titre»,

b) substitution, dans la version anglaise, à la ligne 43, page 57, de ce qui suit:

this Division of a security notice in,

c) Substitution dans la version anglaise, à la ligne 48, page 57 de ce qui suit:

security notice referred to that

d) substitution dans la version anglaise, à la ligne 3, page 58, de ce qui suit:

notice.

Les amendements a), b), c) et d) sont adoptés

L'article 109 tel qu'amendé est adopté

L'article 110 est adopté

L'article 111—*Publicité*

M. Price: Monsieur le président, je propose que l'article 111 du projet de loi C-6 soit modifié par: (a) substitution à la ligne 18, page 58, de ce qui suit:

Sûreté à l'égard des

b) substitution, dans la version anglaise, aux lignes 36 à 38, page 58, de ce qui suit:

113 in respect of the security notice of the contents of the documents specified in the security notice

Les amendements a) et b) sont adoptés

L'article 111 tel qu'amendé est adopté

L'article 112—*Priorité des droits*

M. Shields: Monsieur le président, je propose que le paragraphe 112(4) de la version française du projet de loi C-6 soit modifiée par substitution, à la ligne 25, page 59 de ce qui suit:

établie, sur formulaire, par la

L'amendement est adopté

L'article 112 tel qu'amendé est adopté

L'article 113—*Demande de renseignements*

Mme Sparrow: Monsieur le président, je propose que l'article 113 du projet de loi C-6 soit modifié par: (a) substitution, à la ligne 4, page 60 de ce qui suit:

sûreté. enregistré à

[Texte]

(b) by striking out lines 15 to 20 on page 60 and substituting the following:

(b) is specified in the security notice as the person from whom the security interest was acquired;

(c) is the secured party under another security notice regis,

(c) by striking out lines 28 to 33 on page 60 and substituting the following:

of a security notice may be served pursuant to subsection 1 by serving on the secured party under the security notice a demand notice in prescribed form requiring the secured party

(d) by striking out in the English version line 38 on page 60 and substituting the following:

notice or copies thereof are

(e) by striking out in the English version line 3 on page 61 and substituting the following:

notice according to the records of

(f) by striking out in the English version line 10 on page 61 and substituting the following:

(5) Where a secured party

(g) by striking out in the English version line 13 on page 61 and substituting the following:

a security notice in relation to an

(h) by striking out in the English version line 15 on page 61 and substituting the following:

secured party in accordance

(i) by striking out in the English version line 19 on page 61 and substituting the following:

party to comply with the

(j) by striking out in the English version line 22 on page 61 and substituting the following:

(6) Where a secured party

(k) by striking out line 32 on page 61 and substituting the following:

notice.

The Chairman: Boy, I thought we were going to run out of letters.

Amendments (a), (b), (c), (d), (e), (f), (g), (h), (i), (j), and (k) agreed to

Clause 113 as amended agreed to

On clause 114—Notice to take proceedings

Mr. Shields: I move, Mr. Chairman, that Clause 114 of Bill C-6 be amended by (a) striking out lines 37 to 49 on page 61 and substituting the following:

rity notice in relation to an interest or a share therein pursuant to subsection 113.1 may

(a) serve on the secondary party under the security notice a notice to take proceedings and prescribe a form directing that secured party to apply to the court within

[Traduction]

b) substitution, aux lignes 8 à 13, page 60, de ce qui suit:

b) y être désigné à titre d'auteur de la sûreté.

c) être la partie garantie aux termes d'un autre avis de garantie enregistré à

c) substitution, aux lignes 21 à 23, page 60 par ce qui suit:

l'avis de sûreté—d'un avis établi sur le formulaire prévu, lui enjoignant:

d) substitution, dans la version anglaise, à la ligne 38, page 60, de ce qui suit:

notice or copies thereof are

e) substitution, dans la version anglaise, à la ligne 3, page 61, de ce qui suit:

notice according to the records of

f) substitution, dans la version anglaise, à la ligne 10, page 61, de ce qui suit:

(5) Where a secured party

g) substitution, dans la version anglaise, à la ligne 13, page 61, de ce qui suit:

a security notice in relation to an

h) substitution, dans la version anglaise, à la ligne 15, page 61, de ce qui suit:

secured party in accordance

i) substitution, dans la version anglaise, à la ligne 19, page 61, de ce qui suit:

party to comply with the

j) substitution, dans la version anglaise, à la ligne 22, page 61, de ce qui suit:

(6) Where a secured party

k) substitution, à la ligne 18, page 61, de ce qui suit:

de sûreté.

Le président: Je croyais que nous allions épuiser toutes les lettres de l'alphabet.

Les amendements a), b), c), d), e), f), g), h), i), j) et k) sont adoptés

L'article 113 tel qu'amendé est adopté

L'article 114—*Demande de mesure déclaratoire*

M. Shields: Je propose, monsieur le président, que l'article 114 du projet de loi C-6 soit modifié par: (a) substitution, aux lignes 25 à 32, page 61, de ce qui suit:

de sûreté un avis établi sur formulaire, lui enjoignant de saisir le tribunal dans les soixante jours suivant la date de

[Text]

60 days after the day on which the notice to take proceedings is served for an order substantiating security interest claimed in the security notice or

(b) by striking out lines 2 to 4 on page 62 and substituting the following:

requiring the security party to show cause why the registration of the security notice should not be

(c) by striking out in the English version line 19 on page 62 and substituting the following:

secured party served with a

(d) by striking out in the English version lines 27 to 29 on page 62 and substituting the following:

party at the official address for service in respect of the security notice according to the records of the

(e) striking out lines 31 and 32 on page 62 and substituting the following:

(5) The registration of a security notice shall be cancelled on submission to

(f) striking out lines 44 to 49 on page 62 and lines 1 to 5 on page 63 and substituting the following:

notice in respect of a security interest is cancelled pursuant to subsection (5) or (7), security, the secured party under the security notice may not submit for registration under this Division another security notice in respect of that security interest without leave of the court to do so.

(7) The registration of a security notice shall be cancelled where there is

• 1740

Amendments (a), (b), (c), (d), (e), and (f) agreed to

Clause 114 as amended agreed to

Clause 115 and 117 inclusive agreed to

On clause 118—*Regulations*

Mrs. Sparrow: I move that clause 118 of Bill C-6 be amended by (a) striking out, in the French version, line 41 on page 63 and substituting the following:

les actes et les parties de la zone ainsi que les

(b) striking out, in the French version, line 4 on page 64 and substituting the following:

de documents relatifs aux titres, des actes

(c) striking out lines 14 to 17 on page 64, and (d) redesignating paragraphs (f) and (g) as (e) and (f), respectively.

Amendments (a), (b), (c), and (d) agreed to

Clause 118 as amended agreed to

On clause 119—*Definitions*

Mrs. Sparrow: I move that clause 119 of Bill C-6 be amended by (a) striking out, in the French version, lines 2 and 3 on page 65 and substituting the following:

fond ou du sous-sol marins de toute partie de la zone située dans

[Translation]

signification de l'avis, pour que soit reconnue la sûreté revendiquée dans l'avis de garantie;

b) substitution, à la ligne 34, page 61, de ce qui suit:

garantie

c) substitution, dans la version anglaise, à la ligne 19, page 62, de ce qui suit:

secured party served with a

d) substitution, dans la version anglaise, aux lignes 27 à 29, page 62, de ce qui suit:

party at the official address for the service in respect of the security notice according to the records of the

e) substitution, à la ligne 18, page 62, de ce qui suit:

est radié sur présen-

f) substitution, aux lignes 25 à 30, page 62, et aux lignes 1 et 2, page 63, de ce qui suit:

(6) La partie garantie visée par la radiation ne peut présenter à l'enregistrement un autre avis de sûreté ayant trait à la sûreté en cause sans avoir obtenu la permission du tribunal.

(7) L'enregistrement d'un avis de sûreté est radié sur présen-

Les amendements a), b), c), d), e) et f) sont adoptés

L'article 114 tel qu'amendé est adopté

Les articles 115 à 117 inclusivement sont adoptés

L'article 118—*Règlements*

Mme Sparrow: Je propose que l'article 118 du projet de loi C-6 soit modifié par: (a) substitution, dans la version française, à la ligne 41, page 63 de ce qui suit:

les actes et les parties de la zone ainsi que les

b) substitution, dans la version française, à la ligne 4, page 64 de ce qui suit:

de documents relatifs aux titres, des actes

c) suppression des lignes 8 à 11, page 64, (d) changement des désignations d'alinéas qui en découlent.

Les amendements a), b), c) et d) sont adoptés

L'article 118 tel qu'amendé est adopté

L'article 119—*Définitions*

Mme Sparrow: Je propose que l'article 119 du projet de loi C-6 soit modifié par:

fond ou du sous-sol marins de toute partie de la zone située dans

[Texte]

(b) striking out, in the French version, line 10 on page 66 and substituting the following:

du sous-sol marin de la zone.

(c) striking out, in the French version, line 7 on page 67 and substituting the following:

du forage de puits d'exploitation;

(d) striking out lines 30 to 33 on page 67 and substituting the following:

completion of the work

(e) striking out lines 13 and 14 on page 68 and substituting the following:

(h) any study funded from an account established under subsection 49(1) of

Amendments (a), (b), (c), (d), and (e) agreed to

Clause 119 as amended agreed to

Clauses 120 to 123 inclusive agreed to

On clause 124—*Definition of "Committee"*

Mr. Shields: I move that the French version of subclause 124(7) of Bill C-6 be amended by striking out line 19 on page 71 and substituting the following:

(7) Avant de prendre quelque mesure à

Amendment agreed to

Clause 124 as amended agreed to

• 1745

Clause 125 agreed to

On Clause 126—*Forms*

Mrs. Sparrow: Mr. Chairman, I would like to move that clause 126 of Bill C-6 be amended by (a) striking out in the French version lines 1 and 2 on page 73 and substituting the following:

126. (1) L'Office peut prescrire les formulaires en général et les

(b) by adding immediately after line 16 on page 73 the following:

(3) Where a form or information to be given on a form is prescribed by the Board pursuant to this Act, it shall be deemed not to be a regulation within the meaning of the Statutory Instruments Act.

Amendments (a) and (b) agreed to

Clause 126 as amended agreed to

On Clause 127—*Exploration agreements extant are continued*

Mr. Price: Mr. Chairman, I move that clause 127 of Bill C-6 be amended by (a) striking out line 17 on page 73 and substituting the following:

127. (1) Where an exploration agreement in

(b) by adding immediately after line 26 on page 73 the following:

[Traduction]

b) substitution, dans la version française, à la ligne 10, page 66, de ce qui suit:

du sous-sol marin de la zone.

c) substitution, dans la version française, à la ligne 7, page 67, de ce qui suit:

du forage du puits d'exploitation;

d) substitution, aux lignes 17 et 18, page 67, de ce qui suit:

après leur achèvement

e) substitution, aux lignes 40 à 42, page 67, de ce qui suit:

h) des études achevées financées sur le compte ouvert au titre du paragraphe 49(1) de

Les amendements a), b), c), d) et e) sont adoptés

L'article 119 tel qu'amendé est adopté

Les articles 120 à 123 inclusivement sont adoptés

L'article 124—*Définition de «comité»*

M. Shields: Je propose que le paragraphe 124(7) de la version française du projet de loi C-6 soit modifié par substitution, à la ligne 19, page 71, de ce qui suit:

(7) Avant de prendre quelque mesure à

L'amendement est adopté

L'article 124 tel qu'amendé est adopté

L'article 125 est adopté

L'article 126—*Formulaires*

Mme Sparrow: Monsieur le président, je propose que l'article 126 du projet de loi C-6 soit modifié par: a) substitution, dans la version française, aux lignes 1 et 2, page 73 de ce qui suit:

126. (1) L'Office peut prescrire les formulaires en général et les

b) adjonction, après la ligne 16, page 73, de ce qui suit:

(3) Les formulaires prescrits par l'Office et les renseignements qu'ils contiennent sont réputés ne pas être des règlements au sens de la Loi sur les textes réglementaires.

Les amendements a) et b) sont adoptés

L'article 126 tel qu'amendé est adopté

L'article 127—*Continuation des accords d'exploration*

M. Price: Monsieur le président, je propose que l'article 127 du projet de loi C-6 soit modifié par: a) substitution, à la ligne 17, page 73, de ce qui suit:

127. (1) Les accords d'exploration portant sur

b) adjonction, après la ligne 26, page 73, de ce qui suit:

[Text]

(2) Where a declaration of significant discovery was made under section 44 of the Canada Oil and Gas Act and is in force on the coming into force of this section, it continues in force as if it were made pursuant to section 71 of this Part.

(3) Where, on the coming into force of this section, an exploration agreement is continuing in force pursuant to subsection 16(4) of the Canada Oil and Gas Act, it shall be deemed to be a significant discovery licence issued under this part on the coming into force of this section and is subject to this Part.

Amendments (a) and (b) agreed to

Clause 127 as amended agreed to

Clauses 128 to 138 agreed to

On Clause 139—*Approval of general approach of development*

Mr. Price: I move that subclause 139(3) of Bill C-6 be amended by striking out lines 35 and 36 on page 80 and substituting the following:

alternative production systems that could be used for the development of the

Amendment agreed to

Clause 139 as amended agreed to

Clauses 140 and 141 agreed to

On Clause 142—*Qualifications of members*

Mr. Shields: I move that clause 142 of Bill C-6 be amended (a) by striking out line 39 on page 81 and substituting the following:

(2) The members and employees of the Board and the Chief Conservation Officer are not eligible to be members of the committee.

(b) by striking out in the English version lines 7 to 9 on page 82 and substituting the following:

The members of the Committee who are not employees of the public service of Canada.

(c) by renumbering the subsequent subclause accordingly.

Amendments (a), (b), and (c) agreed to

Clause 142 as amended agreed to

• 1750

Clause 143 to 150 inclusive agreed to

On Clause 151—*Equivalent Standards*

Mr. Johnson: I move that subclause 151(1) be amended by adding immediately after line 35 on page 87 the following:

151.1 (1) The Board may issue and publish, in such manner as the board deems appropriate, guidelines and interpretation notes with respect to the application and

[Translation]

(2) Les déclarations de découverte importante faites sous le régime de l'article 44 de la Loi sur le pétrole et le gaz du Canada et valides lors de l'entrée en vigueur du présent article sont maintenues en état de validité comme si elles l'avaient été faites sous celui de l'article 28 de la présente loi.

(3) Tout accord d'exploration qui est, lors de l'entrée en vigueur du présent article, valide sous le régime du paragraphe 16(4) de la Loi sur le pétrole et le gaz du Canada est assimilé à une attestation de découverte importante octroyée sous celui de la présente loi, à compter de son entrée en vigueur, et régie par celle-ci.

Les amendements a) et b) sont adoptés

L'article 127 tel qu'amendé est adopté

Les articles 128 à 138 sont adoptés

L'article 139—*Plans de mise en valeurs*

M. Price: Je propose que le paragraphe 139(3) du projet de loi C-6 soit modifié par substitution, aux lignes 25 et 26, page 80, de ce qui suit:

tion, solution de rechanges comprises, éventuelle. La seconde contient des renseignements

L'amendement est adopté

L'article 139 tel qu'amendé est adopté

Les articles 140 et 141 sont adoptés

L'article 142—*Qualification*

M. Shields: Je propose que l'article 142 du projet de loi C-6 soit modifié par: a) substitution, à la ligne 29, page 81, de ce qui suit:

idem (2) Les membres de l'Office, son personnel et le délégué aux hydrocarbures ne peuvent être nommés au Comité; personnel (3) l'Office affecte au Comité le person-

(b) substitution, dans la version anglaise, aux lignes 7 à 9, page 82 de ce qui suit:

(4) The members of the Committee who are not employees of the public service of Canada

(c) les changements de numéros de paragraphe qui en découlent

Les amendements a), b) et c) sont adoptés

L'article 142 tel qu'amendé est adopté

Les articles 143 à 150 sont adoptés.

Article 151—*Normes équivalentes*

M. Johnson: Je propose que l'article 151(1) soit modifié en ajoutant immédiatement après la ligne 31, page 139, ce qui suit:

151. (1) L'Office peut publier, selon les modalités qu'il estime indiquées, des directives et des textes interprétatifs relativement à l'application de l'article 139 ou des règlements pris au titre de l'article 149.

[Texte]

administration of section 139 or any regulations made under section 149.

(2) Guidelines and interpretation notes issued pursuant to subsection (1) shall be deemed not to be statutory instruments for the purpose of the *Statutory Instruments Act*.

Amendment agreed to

Clause 151 as amended agreed to

On Clause 152—*Definitions*

Mr. Shields: I move that Clause 152 of Bill C-6 be amended by (a) striking out lines 28 to 37 on page 88 and substituting the following:

on any marine installation or structure that is within the offshore area in connection with the exploration or drilling for the production, conservation or processing of petroleum within the offshore area.

(b) by striking out lines 3 to 8 on page 89 and substituting the following:

Parliament, (a) Parts III and IV of the Canada Labour Code do not apply on any marine installation or structure referred to in subsection (2), and

(b) in respect to any marine installation or structure referred to in subsection (2) that is within the offshore area for the purpose of becoming, or that is, permanently attached to, permanently anchored to or permanently resting on the seabed or subsoil of the submarine areas of the offshore area.

(i) Part V of the Canada Labour Code does not apply, and

(ii) The Canada Labour Relations Act, 1977, Chapter 64 of the Statutes of Newfoundland, 1977, as amended, from time to time applies

during such time as the marine installation or structure is within the offshore area in connection with the purpose referred to in that subsection.

Amendments (a) and (b) agreed to

Clause 152 as amended agreed to

Clauses 153 to 206 inclusive agreed to

• 1755

On clause 207—*Imposition of consumption taxes in offshore area*

Mrs. Sparrow: I move subclause 207(3) of Bill C-6 be amended by striking out line 16 to 18 on page 119 and substituting the following:

require, for the purposes of this Part, and with

Amendment agreed to

Clause 207 as amended agreed to

[Traduction]

(2) Ces directives et textes sont réputés ne pas être des textes réglementaires au sens de la Loi sur les textes réglementaires.

L'amendement est adopté

L'article 151, tel que modifié, est adopté.

Article 152—*Définitions*

M. Shields: Je propose que l'article 152 du Projet de loi C-6 soit modifié en: a) remplaçant les lignes 11 à 19, page 88, par ce qui suit:

s'appliquent aux ouvrages qui sont dans la zone extracôtière à l'occasion de la recherche, notamment par forage, de la production, de la rationalisation, de l'exploitation ou de la transformation d'hydrocarbures dans cette zone.

(b) remplaçant la ligne 6, page 89, par ce qui suit:

visées au paragraphe (2) et la partie V de ce code ne s'applique pas à ces ouvrages qui y sont, ou doivent y être fixées en permanence sur ou dans le sol marin ou placées sur le sol marin en permanence tant qu'ils le sont aux fins visées au paragraphe (2); toutefois, la loi intitulée *The Labour Relations Act* chapitre 64 des lois intitulées *Statutes of Newfoundland, 1977* et des modifications s'applique à ces derniers ouvrages.

Les amendements a) et b) sont adoptés.

L'article 152, tel que modifié, est adopté.

Les articles 153 à 206 inclusivement sont adoptés.

Article 207—*Impôts indirects—Levée*

Mme Sparrow: Je propose que l'article 207(3) du bill C-6 soit modifié en remplaçant les lignes 13 à 15, page 119, par ce qui suit:

partie. Notamment la mention dans ces lois des

L'amendement est adopté

L'article 207 modifié est adopté

[Text]

On clause 208—*Insurance companies tax in offshore area*

Mr. Price: I move subclause 208(3) of Bill C-6 be amended by striking out lines 19 and 20 on page 120 and substituting the following:

this Part,

Amendment agreed to

Clause 208 as amended agreed to

Clauses 209 and 210 agreed to

On clause 211—*Imposition of corporate income tax in offshore area*

Mr. Johnson: I move subclause 211(3) of Bill C-6 be amended by striking out lines 27 and 28 on page 123 and substituting the following:

this Part,

Amendment agreed to

Clause 211 as amended agreed to

Clauses 212 to 214 inclusive agreed to

On clause 215—*Jurisdiction of courts*

Mr. Price: I move subclause 215(2) of Bill C-6 be amended by striking out lines 26 and 27 on page 126 and substituting the following:

St. John's.

Amendment agreed to

Clause 215 as amended agreed to

Clauses 216 to 231 inclusive agreed to

On clause 232—*Development Fund Committee*

• 1800

Mr. Price: I move, Mr. Chairman, that subclause 232(4) of Bill C-6 be amended by striking out lines 12 to 14 on page 137 and substituting the following:

is, by the joint operation of this subsection and subsection 232(4) of the Provincial Act, dissolved three years after the date, as determined by both Ministers, on which the last payment is made pursuant to subsection 231(1).

Amendment agreed to

Clause 232 as amended agreed to

Clauses 233 to 235 inclusive agreed to

On clause 236—*Transitional*

Mr. Shields: I move that clause 236 of Bill C-6 be amended (a) by striking out the heading immediately preceding line 3 and lines 3 and 4 on page 138 and substituting the following:

Transitional Amendments to Bill C-5

236. If, during the second session of the thirty-third Parliament, Bill C-5 entitled *An*

[Translation]

Article 208—*Taxe sur les primes d'assurance—Levée*

M. Price: Je propose que l'article 208(3) du bill C-6 soit modifié en remplaçant les lignes 14 à 16, page 120, par ce qui suit:

la présente partie. Notamment, la mention dans cette

L'amendement est adopté

L'article 208 modifié est adopté

Les articles 209 et 210 sont adoptés

Article 211—*Impôts: personnes morales*

M. Johnson: Je propose que le paragraphe 211(3) du projet de loi C-6 soit modifié en remplaçant les lignes 19 à 21, page 123, par ce qui suit:

dans le cadre de la présente partie. Notamment, la mention

L'amendement est adopté

L'article 211 modifié est adopté

Les articles 212 à 214 inclusivement sont adoptés

Article 215—*Compétence des tribunaux*

M. Price: Je propose que le paragraphe 215(2) du bill C-6 soit modifié en remplaçant les lignes 21 et 22, page 126, par ce qui suit:

Saint John's.

L'amendement est adopté

L'article 215 modifié est adopté

Les articles 216 à 231 inclusivement sont adoptés

Article 232—*Comité du fonds de développement—Constitution*

M. Price: Monsieur le président, je propose que le paragraphe 232(4) du Bill C-6 soit modifié en remplaçant les lignes 7 à 9, page 137, par ce qui suit:

(4) Le Comité est dissous, par l'application conjointe du présent paragraphe et du paragraphe 232(4) de la loi provinciale, trois ans après la date fixée par le ministre pour effectuer le paiement prévu au paragraphe 231(1).

L'amendement est adopté

L'article 232 modifié est adopté

Les articles 233 à 235 inclusivement sont adoptés

Article 236—*Dispositions transitoires*

M. Shields: Je propose que l'article 236 du Bill C-6 soit modifié a) en remplaçant l'intertitre qui précède la ligne 1 ainsi que les lignes 1 à 3, page 138, par ce qui suit:

Modifications découlant du Projet de loi C-5. Dispositions transitoires.

236. Si, en cas de sanction au cours de la deuxième session de la trente-troisième législature du projet de loi C-5 intitulé *Loi*

[Texte]

(b) by striking out lines 17 to 19 on page 138 and substituting the following:

(b) the heading immediately preceding section 101 and section 101 of this Act are repealed and the following substituted therefor:

Environmental Studies Research Fund

101. (1) Part VII of the *Canada*

(c) striking out lines 9 and 10 on page 139 and substituting the following:

(h) any study funded from an account established under subsection 76(1)

Amendment agreed to

Mr. Price: I move that clause 236 of Bill C-6 be amended by striking out line 5 on page 139 and substituting the following:

submitted to the Federal Minister.

(5) Notwithstanding section 49 of the *Canada Oil and Gas Act* as it read immediately before the coming into force of this section, where an exploration agreement in relation to any portion of the offshore area was entered into or negotiations in respect thereof were completed under the *Canada Oil and Gas Act* on or after February 11, 1985 and before the coming into force of Part VII of the *Canada Petroleum Resources Act*,

(a) the interest owner shall deposit for payment into the relevant fund an amount determined in accordance with subsection 81(2) of the *Canada Petroleum Resources Act*; and

(b) where prior to the coming into force of this section there has been deposited for payment into the relevant fund in relation to the exploration agreement an amount determined in accordance with section 49 of the *Canada Oil and Gas Act* as it read immediately before the coming into force of this section, the Minister may refund to the interest owner an amount equal to the difference between the amount and the amount required to be deposited under paragraph (a).

Amendment agreed to

Clause 236 as amended agreed to

On clause 237

Mrs. Sparrow: I move that clause 237 of Bill C-6 be amended by (a) striking out the heading preceding line 14 on page 139 and substituting the following:

Consequential Amendments—Access to Information Act

(b) striking out line 28 on page 139 and substituting the following:

respect of that Act to "section 119".

Amendment agreed to

Clause 237 as amended agreed to

On clause 238—*Coming into force*

[Traduction]

b) en remplaçant les lignes 16 à 18, page 138, par ce qui suit:

b) l'article 101 de la présente loi et l'intertitre qui le précède sont abrogés et remplacés par ce qui suit:

Fonds pour l'étude de l'environnement

101. (1) La partie VII de la *Loi fédérale*—

c) en remplaçant les lignes 6 et 7, page 139, par ce qui suit:

h) des études achevées financées sur le compte ouvert au titre du paragraphe 76(1) de la

L'amendement est adopté

M. Price: Je propose que l'article 236 du Bill C-6 soit modifié en remplaçant la ligne 3, page 139, par ce qui suit:

fédéral.

(5) Par dérogation du texte—précédant l'entrée en vigueur du présent article—de l'article 49 de la *Loi sur le pétrole et le gaz du Canada*, lorsqu'un accord d'exploration à l'égard d'une partie d'une zone extracôtière a été conclu ou que des négociations à ce sujet se sont terminées sous le régime de la *Loi sur le pétrole et le gaz du Canada* au plus tôt le 11 février 1985 mais avant l'entrée en vigueur de la partie VII de la *Loi fédérale sur les hydrocarbures*, les règles suivantes s'appliquent

a) le propriétaire de droits verse au fonds approprié un montant déterminé en conformité avec le paragraphe 81(2) de la *Loi fédérale sur les hydrocarbures*;

b) si, avant l'entrée en vigueur du présent article, un montant, déterminé en conformité avec le texte—précédant l'entrée en vigueur du présent article—de l'article 49 de la *Loi sur le pétrole et le gaz du Canada*, a été versé au fonds approprié à l'égard de cet accord, le ministre peut rembourser au propriétaire de droits la différence entre ce montant et celui qu'il devrait verser en application de l'alinéa a).

L'amendement est adopté

L'article 236 modifié est adopté

Article 237

Mme Sparrow: Je propose que l'article 237 du Bill C-6 soit modifié en a) remplaçant l'intertitre qui précède la ligne 9, page 139, par ce qui suit:

Modifications corrélatives Loi sur l'accès à l'information

b) remplaçant la ligne 24, page 139, par ce qui suit:

ce qui suit: article 119.

L'amendement est adopté

L'article 237 modifié est adopté

Article 238—*Entrée en vigueur*

[Text]

Mr. Shields: I move that clause 238 of Bill C-6 be amended (a) by adding immediately after line 28 on page 139 the following:

Privacy Act

238. The schedule to the *Privacy Act* is amended by adding thereto in alphabetical order under the heading *Other Government Institutions* the following:

Canada-Newfoundland Offshore Petroleum Board

L'Office Canada—Terre-Neuve des hydrocarbures extracôtiers

(b) by renumbering clause 238 as clause 239.

Amendment agreed to

• 1805

Mr. Shields: To continue with the amendment to clause 238 pages 139 and 140, I move that clause 238 of Bill C-6 be amended by (a) striking out line 38 on page 139 and substituting the following:

C-5, mentioned in section 236 of this Act,

(b) striking out line 1 on page 140 and substituting the following:

C-5, mentioned in section 236 of this

Amendment agreed to

Clause 238 as amended agreed to

The Chairman: That brings us down to the end and we did agree to have a meeting tomorrow at 3.30 p.m..

Mr. Shields: We only have one more section to complete. We left clause 1 out. Did we not leave it standing?

The Chairman: Yes, we have to go back to it.

Mr. Shields: We have to bring clause 1 back, so why not pass the bill today and finish it right off?

Some hon. members: Agreed.

The Chairman: We did agree to have a meeting tomorrow afternoon.

Mrs. Sparrow: We can meet.

Mr. Shields: Only if there is business to do.

The Chairman: Well, I am at your hands. Is that the will of the committee?

Mrs. Sparrow: I would like you to bring clause 1 back, have a vote on it and then vote the bill.

Clause 1 agreed to

The Chairman: Shall the preamble pass?

Some hon. members: Agreed.

The Chairman: Shall the title pass?

Some hon. members: Agreed.

[Translation]

M. Shields: Je propose que l'article 238 du Bill C-6 soit modifié en: a) ajoutant, après la ligne 24, page 139, ce qui suit:

Loi sur la protection des renseignements personnels

238. L'annexe de la Loi sur la protection des renseignements personnels est modifié par insertion, suivant l'ordre alphabétique, de ce qui suit:

Office Canada—Terre-Neuve des hydrocarbures extracôtiers

Canada-Newfoundland Offshore Petroleum Board

b) renumérotant l'article 238, article 239.

L'amendement est adopté

M. Shields: Poursuivons les amendements à l'article 238 aux pages 139 et 140. Je propose que l'article 238 du Bill C-6 soit modifié en a) remplaçant la ligne 32, page 139, par ce qui suit:

date où l'article 131 du projet de loi C-5

b) remplaçant, la ligne 1, page 240, par ce qui suit:

de loi C-5 entre en vigueur dans la zone

L'amendement est adopté

L'article 238 modifié est adopté

Le président: Et cela nous amène à la fin de nos amendements; nous nous sommes mis d'accord pour une réunion à 15h30 demain après-midi.

M. Shields: Il ne nous reste qu'un article à terminer. Nous avons réservé l'article 1. Ne l'avons-nous pas réservé?

Le président: Si, il faudra y revenir.

M. Shields: Nous devons revenir sur l'article 1, alors pourquoi ne pas en terminer aujourd'hui et adopter le projet de loi?

Des voix: D'accord.

Le président: Nous étions d'accord pour nous réunir demain après-midi.

Mme Sparrow: Nous pouvons le faire.

M. Shields: Mais seulement si nous avons encore quelque chose à faire.

Le président: Je suis à votre disposition. C'est la volonté du Comité?

Mme Sparrow: J'aimerais revenir sur l'article 1, voter sur cet article, puis adopter le projet de loi.

L'article 1 est adopté

Le président: Le préambule est-il adopté?

Des voix: Adopté.

Le président: Le titre est-il adopté?

Des voix: D'accord.

[Texte]

The Chairman: Shall the bill as amended pass?

Some hon. members: Agreed.

The Chairman: Shall I report the bill with amendments to the House?

Some hon. members: Agreed.

The Chairman: We need a motion that Bill C-6, an Act to implement an agreement between the Government of Canada and the Government of Newfoundland and Labrador on offshore petroleum resource management and revenue sharing and to make related and consequential amendments, be reprinted for the use of the House of Commons at report stage.

Mrs. Sparrow: I so move that it be printed in both languages, Mr. Chairman.

The Chairman: It does not say so, but in both languages.

Motion agreed to

The Chairman: Are there any further motions we need?

Mrs. Sparrow: Mr. Chairman, I wish to thank you for your superb performance.

Mr. Johnson: I would like to thank the witnesses, Mr. Chairman, I think they were very co-operative.

The Chairman: The clerk has been very excellent too. Members of the committee, thank you very much.

The meeting is adjourned.

[Traduction]

Le président: Le projet de loi modifié est-il adopté?

Des voix: Adopté.

Le président: Dois-je faire rapport du projet de loi et de ses amendements à la Chambre?

Des voix: D'accord.

Le président: Nous avons besoin d'une motion portant que le projet de loi C-6, Loi concernant la mise en oeuvre de l'accord entre les gouvernements du Canada et de Terre-Neuve et du Labrador sur la gestion des ressources en hydrocarbures extracôtiers et sur le partage des recettes correspondantes et apportant des modifications corrélatives ou connexes, soit réimprimé à l'usage de la Chambre à l'étape du rapport.

Mme Sparrow: Je propose que le texte soit imprimé dans les deux langues, monsieur le président.

Le président: Ce n'est pas précisé, mais dans les deux langues.

La motion est adoptée

Le président: Avons-nous besoin d'autres motions?

Mme Sparrow: Monsieur le président, je tiens à vous féliciter pour votre prestation admirable.

M. Johnson: Je tiens à remercier les témoins, monsieur le président, qui ont fait preuve d'un grand esprit de coopération.

Le président: Le greffier a fait un excellent travail, lui aussi. Membres du Comité, je vous remercie beaucoup.

La séance est levée.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

WITNESSES

At 11:00 a.m.

From the Department of Energy, Mines and Resources:

Jeff Carruthers, Deputy Administrator, Canada Oil and Gas Lands Administration;

Daniel R. Whelan, Director General, Policy Analysis and Coordination, Canada Oil and Gas Lands Administration.

At 3:30 p.m.

From the Department of Energy, Mines and Resources:

Jeff Carruthers, Deputy Administrator, Canada Oil and Gas Lands Administration;

Tamara Parschin-Rybkin, Legal Counsel, Canada Oil and Gas Lands Administration.

TÉMOINS

A 11 heures

Du ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources:

Jeff Carruthers, sous-administrateur, Administration du pétrole et du gaz des terres du Canada;

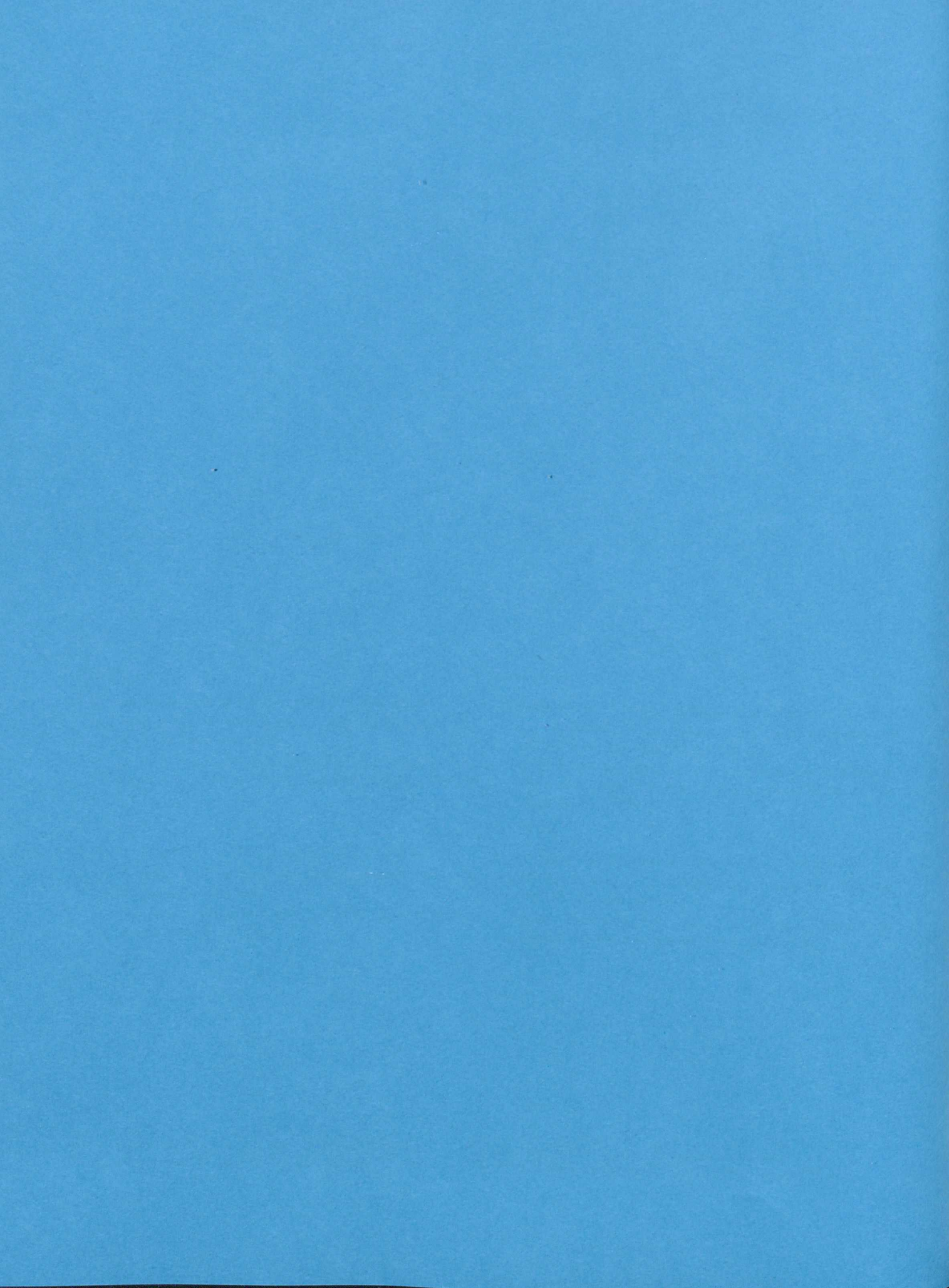
Daniel R. Whelan, directeur général, Analyse de la politique et de la coordination, Administration du pétrole et du gaz des terres du Canada.

A 15 h 30

Du ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources:

Jeff Carruthers, sous-administrateur, Administration du pétrole et du gaz des terres du Canada;

Tamara Parschin-Rybkin, conseillère juridique, Administration du pétrole et du gaz des terres du Canada.





CANADA

INDEX

LEGISLATIVE COMMITTEE ON

BILL C-6 Canada-Newfoundland Atlantic Accord Implementation Act

HOUSE OF COMMONS

Issue 1

• 1986

• 2nd Session

• 33rd Parliament

Chairman: Gordon Taylor



INDEX

The Index is available in both official languages.

Published under authority of the Speaker of the House of Commons by the Queen's Printer for Canada.

Available from the Canadian Government Publishing Centre, Supply and Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

L'index est disponible dans les deux langues officielles.

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada.

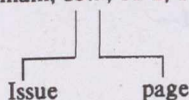
En vente: Centre d'édition du gouvernement du Canada, Approvisionnement et Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

GUIDE TO THE USERS

This Index is a subject-based and cross-referenced index which provides subject analysis as well as corresponding entries under the names of individual Members of Parliament.

Each participating Member and witness has a global entry, based on the order of reference that covers all pages where he/she spoke.

Knowles, Hon. Stanley (NDP—Winnipeg North Centre)
Regional Economic Expansion Department estimates,
1984-1985, main, 15:9, 11-2, 19



Testimony and debate are analysed for subject content and the entries are arranged alphabetically.

Member **Knowles**
subject entry Steel industry, 15:9

Member **Steel industry**
subject entry Exports, 15:9

Included in the index are several headings that may be particularly useful; a list under Witnesses shows all appearances by organizations before the Committee; the heading Orders of Reference lists all matters studied by the committee; the section Procedure records all items of a procedural nature including those listed in the Minutes

The index is extensively cross-referenced to account for organization of subject detail and varying terminology. Cross-references to a first sub-heading are denoted by a long dash “—”.

Women *see* Canadian Forces—Training

A list of dates of meetings of the committee with the corresponding issue numbers may be found under the heading “Dates and Issues” on the following page.

ABBREVIATIONS

The most common abbreviations found in the Index are as follows:

A = Appendices Amdt. = Amendment M. = motion S.O. = standing order
Party Affiliation: L = Liberal PC = Progressive Conservative NDP = New
Democratic Party Ind = Independent

Access to Information Act

Legislation, Bill C-6 amending, 1:109

Agenda and procedure subcommittee *see* Procedure and Committee business

Alberta *see* Royalty payments

Baker, Mr. (L—Gander—Twillingate)

Canada-Newfoundland Atlantic Accord Implementation Act (Bill C-6), 1:70-5, 78-9, 81, 85-6, 94-5

Baugh, Ted

References, 1:79

Beothuks extermination *see* Canada-Newfoundland Atlantic Accord Implementation Act (Bill C-6)—References, Native input

Bertrand Commission report *see* Oil and oil products—Refineries

Calgary, Alta. *see* Canadian Institute of Resources Law

Canada-Newfoundland Atlantic Accord Implementation Act (Bill C-6)—Minister of Energy, Mines and Resources

Consideration, 1:34-111; as amended, 1:111; carried, 33, report to House with amds., 1:111, agreed to, 33

Clause 1, 1:70, stood, 17; 1:110, carried, 33

Clause 2, as amended, 1:73, carried, 17
Amdt. (Sparrow), 1:70-3, agreed to, 17

Clause 3, 1:73-4, carried, 17

Clause 4, 1:74-6, carried, 17

Clause 5, 1:76-7, carried, 17

Clause 6, 1:77-8, carried, 17

Clauses 7 to 9, 1:78, carried severally, 17

Clause 10, 1:78-9, carried, 17

Clause 11, 1:79, carried, 17

Clause 12, 1:79-81, carried, 17

Clause 13, 1:81-2, carried, 17

Clause 14, 1:82, carried, 17

Clause 15, 1:82-3, carried, 17

Clause 16, 1:87, carried, 19

Amdt. (Sparrow), 1:83-7, out of order, Chairman's ruling, 17-9

Clause 17, 1:87-90, carried by show of hands, 19

Clauses 18 to 22, 1:90, carried severally, 19

Clause 23, 1:90-2, carried by show of hands, 19

Clause 24, 1:92, carried, 19

Clause 25, as amended, 1:92, carried, 19

Amdt. (Sparrow), 1:92, agreed to, 19

Clauses 26 to 29, 1:93, stood; 1:94, carried severally, 19

Clause 30, 1:93-4, carried, 19

Clauses 31 to 40, 1:94, carried severally, 19

Clause 41, as amended, 1:96, carried, 20

Amdts. (Sparrow), 1:94-6, agreed to, 19-20

Clauses 42 to 46, 1:96, carried severally, 20

Clause 47, as amended, 1:96, carried, 20

Amdts. (Sparrow), 1:96, agreed to, 20

Clause 48, 1:96, carried, 20

Clause 49, as amended, 1:96, carried, 20

Amdt. (Shields), 1:96, agreed to, 20

Clauses 50 to 58, 1:96, carried severally, 20

Clause 59, as amended, 1:96, carried, 20

Amdt. (Shields), 1:96, agreed to, 20

Clauses 60 to 70, 1:96, carried severally, 20

Clause 71, as amended, 1:97, carried, 21

Amdt. (Sparrow), 1:96-7, agreed to, 20

Amdt. (Shields), 1:97, agreed to, 21

Clause 72, 1:97, carried, 21

Clause 73, as amended, 1:98, carried, 21

Amdts. (Sparrow), 1:97-8, agreed to, 21

Canada-Newfoundland Atlantic Accord Implementation...—Cont.

Clauses 74 to 77, carried severally, 21

Clause 78, as amended, 1:98, carried, 22

Amdt. (Shields), 1:98, agreed to, 22

Clause 79, as amended, 1:98, carried, 22

Amdt. (Shields), 1:98, agreed to, 22

Clause 80, as amended, 1:99, carried, 22

Amdt. (Sparrow), 1:98-9, agreed to, 22

Clause 81, as amended, 1:99, carried, 23

Amdts. (Shields), 1:99, agreed to, 22-3

Clause 82, as amended, 1:99, carried, 23

Amdt. (Shields), 1:99, agreed to, 23

Clauses 83 to 90, 1:99, carried severally, 23

Clause 91, as amended, 1:99, carried, 23

Amdt. (Shields), 1:99, agreed to, 23

Clause 92, 1:99, carried, 23

Clause 93, as amended, 1:100, carried, 23

Amdt. (Sparrow), 1:100, agreed to, 23

Clauses 94 to 96, 1:100, carried severally, 23

Clause 97, as amended, 1:100, carried, 23

Amdt. (Shields), 1:100, agreed to, 23

Clauses 98 to 101, 1:100, carried severally, 23

Clause 102, as amended, 1:101, carried, 24

Amdts. (Shields), 1:100-1, agreed to, 23-4

Clause 103, as amended, 1:101, carried, 24

Amdt. (Sparrow), 1:101, agreed to, 24

Clauses 104 and 105, 1:101, carried severally, 24

Clause 106, as amended, 1:101, carried, 24

Amdt. (Shields), 1:101, agreed to, 24

Clause 107, 1:101, carried, 24

Clause 108, as amended, 1:101, carried, 25

Amdts. (Johnson), 1:101, agreed to, 24-5

Clause 109, as amended, 1:102, carried, 25

Amdts. (Shields), 1:102, agreed to, 25

Clause 110, 1:102, carried, 25

Clause 111, as amended, 1:102, carried, 25

Amdts. (Price), 1:102, agreed to, 25

Clause 112, as amended, 1:102, carried, 25

Amdt. (Shields), 1:102, agreed to, 25

Clause 113, as amended, 1:103, carried, 26

Amdts. (Sparrow), 1:102-3, agreed to, 25-6

Clause 114, as amended, 1:104, carried, 27

Amdts. (Shields), 1:103-4, agreed to, 27

Clauses 115 to 117, 1:104, carried severally, 27

Clause 118, as amended, 1:104, carried, 28

Amdts. (Sparrow), 1:104, agreed to, 28

Clause 119, as amended, 1:105, carried, 28

Amdts. (Sparrow), 1:104-5, agreed to, 28

Clauses 120 to 123, 1:105, carried severally, 28

Clause 124, as amended, 1:105, carried, 28

Amdt. (Shields), 1:105, agreed to, 28

Clause 125, 1:105, carried, 28

Clause 126, as amended, 1:105, carried, 29

Amdts. (Sparrow), 1:105, agreed to, 28

Clause 127, as amended, 1:106, carried, 29

Amdts. (Price), 1:105-6, agreed to, 29

Clauses 128 to 138, 1:106, carried severally, 29

Clause 139, as amended, 1:106, carried, 29

Amdt. (Price), 1:106, agreed to, 29

Clauses 140 and 141, 1:106, carried severally, 29

Clause 142, as amended, 1:106, carried, 30

Amdts. (Shields), 1:106, agreed to, 29

Clauses 143 to 150, 1:106, carried severally, 30

Clause 151, as amended, 1:107, carried, 30

Amdt. (Johnson), 1:106-7, agreed to, 30

Clause 152, as amended, 1:107, carried, 30

Canada-Newfoundland Atlantic Accord Implementation...—Cont.

- Clause 152, as amended—*Cont.*
 Amdts. (Shields), 1:107, agreed to, 30
 Clauses 153 to 206, 1:107, carried severally, 30
 Clause 207, as amended, 1:107, carried, 31
 Amdt. (Sparrow), 1:107, agreed to, 31
 Clause 208, as amended, 1:108, carried, 31
 Amdt. (Price), 1:108, agreed to, 31
 Clauses 209 and 210, 1:108, carried severally, 31
 Clause 211, as amended, 1:108, carried, 31
 Amdt. (Johnson), 1:108, agreed to, 31
 Clauses 212 to 214, 1:108, carried severally, 31
 Clause 215, as amended, 1:108, carried, 31
 Amdt. (Price), 1:108, agreed to, 31
 Clauses 216 to 231, 1:108, carried severally, 31
 Clause 232, as amended, 1:108, carried, 31
 Amdt. (Price), 1:108, agreed to, 31
 Clauses 233 to 235, 1:108, carried severally, 31
 Clause 236, as amended, 1:109, carried, 32
 Amdts. (Shields), 1:108-9, agreed to, 31-2
 Clause 237, as amended, 1:109, carried, 33
 Amdts. (Sparrow), 1:109, agreed to, 32-3
 Clause 238, as amended, 1:110, carried, 33
 Amdts. (Shields), 1:110, carried, 33
 Preamble, 1:89, 110, carried, 33
 Reprint, M. (Sparrow), 1:111, agreed to, 33
 Title, 1:110, carried, 33
 References
 Administration and enforcement, 1:104-5
 Amending, Newfoundland legislation, Bill No. 1, impact, 1:39, 69
 Atlantic Accord, harmonization, conflict, etc., 1:87-91
 Background, 1:36-7, 40, 47, 49
 Concurrence, Montesquieu references, 1:46-7, 54, 64
 Constitutional implications, consistency, etc., 1:38-9, 41-4, 57, 74-6
 Expediting, 1:39-41, 47, 57
 Native input, lack, Beothuks extermination, references, 1:38
 New Democratic Party position, 1:89
 Newfoundland support, 1:56
 Objectives, growth/economic development, etc., 1:48-9
 Resources control, federal government ceding to Newfoundland, Emond article, allegations, etc., 1:63-5
 See also Access to Information Act; Canada-Newfoundland development fund; Canada-Newfoundland Offshore Petroleum Board—Legislation; Canada Petroleum Resources Act (Bill C-92); Canadian Laws Offshore Application Act (Bill C-104); Energy policy—Self-sufficiency; Orders of Reference; Privacy Act; Report to House; Royalty payments

Canada-Newfoundland development fund

- Development mode/pace, determining, 1:40-1, 57-8, 67
 Legislation, Bill C-6 establishing, 1:47, 108
 Projects, priorities, etc., 1:58-9, 67

Canada-Newfoundland Offshore Petroleum Board, 1:110

- Budget, 1:94
 By-laws, guidelines, 1:90-1
 Conflict of interest guidelines, insurance liability, etc., 1:83-6
 Development plan approval, 1:105-6
 Federal government/Newfoundland government jurisdiction, powers, etc., 1:48, 59, 82-3
 Canada Shipping Act application, 1:48
 Legislation, Bill C-6 establishing, 1:39, 41, 86
 Members
 Salaries, 1:81-2
 Selection process, 1:47, 78-82
 Offices, staff, 1:90, 92

Canada-Newfoundland Offshore Petroleum Board—Cont.

- Oil and Gas Committee, 1:106
 Political interference, potential, 1:82
 Role, functions, 1:48, 87-90, 93-4

Canada Petroleum Resources Act (Bill C-92)

- Previous session introduction, 1:36-8, 40, 76
 Transitional amendments, Bill C-6 establishing, 1:108-9

Canada Shipping Act see Canada-Newfoundland Offshore Petroleum Board—Federal government**Canadian Charter of Rights and Freedoms see Employment****Canadian Institute of Resources Law (Calgary, Alta.)**

- Brief, 1:76
 See also Committee—Briefs

Canadian Laws Offshore Application Act (Bill C-104)

- Legislation, Bill C-6 precedence, 1:74-6

Carruthers, Jeff (Energy, Mines and Resources Department)

- Canada-Newfoundland Atlantic Accord Implementation Act (Bill C-6), 1:16-7, 58, 66, 69-83, 85-8, 90-1, 95

Chairman, decisions and statements see Procedure and Committee business**Charter of Rights see Canadian Charter of Rights and Freedoms****Come-By-Chance oil refinery see Oil and oil products—Refineries****Committee**

- Bills, clause by clause study, delaying, Alberta members obstructing, western sedimentary basin, favouring, allegations, 1:46
 Briefs, obtaining, Canadian Institute of Resources Law, 1:38, 40, 43
 Documents, circulating, Emond article, 1:43, 63
 Ministers, inviting, Federal Energy, Mines and Resources Minister/Newfoundland Mines and Energy Minister, 1:39-41
 Newfoundland Mines and Energy Minister declining, 1:56
 Witnesses, inviting, Constitutional experts, 1:38-9, 41, 43
 See also Procedure and Committee business

Commodities see Energy policy—Self-sufficiency**Conflict of interest see Canada-Newfoundland Offshore Petroleum Board****Constitution see Canada-Newfoundland Atlantic Accord Implementation Act (Bill C-6)—References; Committee—Witnesses; Offshore area****Corporate concentration see Oil and oil products—Refineries****Discoveries see Oil and gas exploration****Emond, Paul**

- References see Canada-Newfoundland Atlantic Accord Implementation Act (Bill C-6)—References, Resources control; Committee—Documents

Employment

- Job development, Canadian Charter of Rights and Freedoms, Newfoundland priority, 1:48

Energy, Mines and Resources Department see Witnesses**Energy policy**

- Canadian ownership target, educational spending comparison, 1:52
 Federal-provincial conference, January 1987, 1:53

Energy policy—Cont.

- Federal-provincial resource sharing, New Democratic Party outlook vs Progressive Conservative Party approach, 1:64
- Grants, Petroleum Incentives Program, etc., providing, 1:62, 65
- National Energy Program, failure, 1:51, 53-4
- Petroleum and Gas Revenue Tax, elimination, 1:65
- Self-sufficiency, commodity pricing, artificial constraints, effect, 1:48-56, 59, 61, 65
 - Legislation, Bill C-6, federal review power, 1:67
 - Webber reference, 1:54

Environmental Studies Research Fund

- Jurisdiction, federal, 1:49, 78, 109

Equalization payments

- Revenue loss, protecting, 1:48, 66

Esso Resources Canada Ltd., 1:55**Exploration agreements** *see* Oil and gas exploration**Exports** *see* Gas**Federal/provincial conference** *see* Energy policy**Fisheries compensation scheme, 1:48****Gagnon, Paul** (PC—Calgary North)

- Procedure and Committee business
- Ministers, M., 1:42-3
- Organization meeting, 1:34, 42-3
- Parliamentary Secretary, 1:34

Gas

- Exports, restricting, 1:67-8

Grants *see* Energy policy**Hibernia oil field, 1:58, 66**

- Developing, feasibility, 1:42-3, 46, 51-2, 55-6, 59-62, 77-8
 - Subsidies, use, 1:56
- Mobil Oil Canada Ltd. consortium, Vancouver meeting, August 1986, 1:56, 61-2
- Price per barrel, projecting, 1:61
- Tax incentives, federal assistance package possibility, 1:61-2

Johnson, Morrissey (PC—Bonavista—Trinity—Conception)

- Canada-Newfoundland Atlantic Accord Implementation Act (Bill C-6), 1:39-41, 56-7, 66-7, 70, 72-3, 75, 88-90, 95, 101-2, 106-8, 111
- Canada-Newfoundland development fund, 1:40, 67
- Canada-Newfoundland Offshore Petroleum Board, 1:39, 41, 67, 88
- Energy policy, 1:67
- Offshore area, 1:41, 57, 72
- Oil and gas exploration, 1:75, 101
- Oil and gas revenue, 1:108
- Oil and oil products, 1:95, 106-7
- Procedure and Committee business
 - Meetings, 1:44
 - Ministers, 1:39
 - Organization meeting, 1:35-6, 39-42, 44
 - Questioning of witnesses, M. (Sparrow), 1:36
 - Quorum, M. (Sparrow), 1:35

Leases *see* Oil and gas exploration**Licences** *see* Oil and gas exploration—Production licences**MacLean, Billy Joe**

- References, 1:80

MacLellan, Russell (L—Cape Breton—The Sydneys)

- Canada-Newfoundland Atlantic Accord Implementation Act (Bill C-6), 1:40-1, 49-51, 60-1
- Canada-Newfoundland development fund, 1:40-1
- Energy policy, 1:49-51
- Hibernia oil field, 1:51, 61
- Manufacturing industry/service industry, 1:60
- Procedure and Committee business
 - Meetings, 1:44-5
 - Ministers, M. (Gagnon), 1:42
 - Organization meeting, 1:40-2, 44-5

Manufacturing industry/service industry

- Financing, banks' reluctance, 1:60
- Product/market diversification, research and development assistance, 1:60
- Stimulating, 1:48

Masse, Hon. Marcel (PC—Frontenac; Minister of Energy, Mines and Resources)

- Canada-Newfoundland Atlantic Accord Implementation Act (Bill C-6), 1:46-65, 67-8
- Canada-Newfoundland development fund
 - Development mode, 1:57
 - Legislation, 1:47
 - Projects, 1:58-9
- Canada-Newfoundland Offshore Petroleum Board
 - Federal government/Newfoundland government jurisdiction, 1:48, 59
 - Members, 1:47
 - Role, 1:48
- Employment, job development, 1:48
- Energy policy
 - Canadian ownership target, 1:52
 - Federal-provincial conference, 1:53
 - Federal-provincial resource sharing, 1:64
 - Grants, 1:62
 - National Energy Program, 1:51
 - Self-sufficiency, 1:48-9, 51-4
- Environmental Studies Research Fund, jurisdiction, 1:49
- Equalization payments, revenue loss, 1:48
- Fisheries compensation scheme, 1:48
- Gas, exports, 1:68
- Hibernia oil field
 - Developing, 1:52, 55-6, 62
 - Mobil Oil Canada Ltd. consortium, 1:61-2
 - Price per barrel, 1:61
 - Tax incentives, 1:61-2
- Manufacturing industry/service industry
 - Product/market diversification, 1:60
 - Stimulating, 1:48
- Oil and gas exploration, oil rigs, 1:58
- Oil and gas industries, confidence, 1:47-8
- Oil and gas revenue, sharing, 1:47
- Oil and oil products, refineries, 1:55
- Petro-Canada, privatization, 1:62
- References, Quebec bias, 1:53
- Research and development, funding, 1:48

Mobil Oil Canada Ltd. *see* Hibernia oil field**Montesquieu** *see* Canada-Newfoundland Atlantic Accord Implementation Act (Bill C-6)—References, Concurrence**National Energy Program** *see* Energy policy**NEP** *see* National Energy Program

- New Democratic Party** *see* Canada-Newfoundland Atlantic Accord Implementation Act (Bill C-6)—References; Energy policy—Federal-provincial resource sharing
- Newfoundland**
 Canada-Newfoundland Atlantic Accord Implementation (Newfoundland) Act (Bill 59), references, Bill C-6 tying, 1:70
 Legislation, Bill 1 *see* Canada-Newfoundland Atlantic Accord Implementation Act (Bill C-6)—References, Amending
 Mines and Energy Minister *see* Committee
See also Canada-Newfoundland Atlantic Accord Implementation Act (Bill C-6)—References; Canada-Newfoundland Offshore Petroleum Board—Federal government; Employment; Oil and gas revenue
- Offshore area**
 Defining, Constitutional concerns, Supreme Court of Canada decision, Peckford references, etc., 1:38, 41, 43, 57, 71-7
- Oil and Gas Committee** *see* Canada-Newfoundland Offshore Petroleum Board
- Oil and gas exploration**
 Discoveries, commercial/significant, 1:96-8
 Exploration agreements, 1:105-6
 Interests issuance, bid selection, 1:96
 Transfers, assignments and registration, 1:100-4
 Leases, former, defining, 1:96
 Notices, 1:96
 Oil rigs, mobility, jurisdiction, union certification, effect, 1:58, 75
 Production licences, 1:98-100
See also Hibernia oil field
- Oil and gas industries**
 Confidence, re-establishing, 1:47-8
- Oil and gas revenue**
 Sharing, Newfoundland determining, 1:47, 107-8
- Oil and oil products**
 Deliveries, shortfall, defining, 1:94-5
 Production and conservation, equivalent standards, 1:106-7
 Refineries
 Come-By-Chance, Nfld., restarting, 1:95
 Concentration, Bertrand Commission report, etc., 1:55
 Taxes, provincial, applying, 1:75
See also Oil and gas exploration
- Orders of Reference, 1:3**
- Organization meeting** *see* Procedure and Committee business
- Organizations appearing** *see* Witnesses
- Parschin-Rybkin, Tamara** (Energy, Mines and Resources Department)
 Canada-Newfoundland Atlantic Accord Implementation Act (Bill C-6), 1:17, 72, 74-5, 79-80, 87-8, 90-1, 93-4
- Peckford, Hon. Brian**
 References *see* Offshore area
- Petro-Canada, 1:55**
 Privatization, speculating, 1:62
- Petroleum and Gas Revenue Tax** *see* Energy policy
- Petroleum and Natural Gas Act**
 Definition, 1:100
- Petroleum Incentives Program** *see* Energy policy—Grants
- PGRT** *see* Petroleum and Gas Revenue Tax
- PIP** *see* Petroleum Incentives Program
- Price, Joe** (PC—Burrin—St. George's; Parliamentary Secretary to Minister of Labour)
 Canada-Newfoundland Atlantic Accord Implementation Act (Bill C-6), 1:57-60, 91-2, 102, 105-9
 Canada-Newfoundland development fund, 1:57-8, 108
 Canada-Newfoundland Offshore Petroleum Board, 1:59, 106
 Canada Petroleum Resources Act (Bill C-92), 1:109
 Energy policy, 1:59
 Oil and gas exploration, 1:102, 105-6
 Oil and gas revenue, 1:108
 Procedure and Committee business
 Agenda and procedure subcommittee, M., 1:36
 Organization meeting, 1:36, 38
- Privacy Act**
 Legislation, Bill C-6 amending, 1:110
- Privatization** *see* Petro-Canada
- Procedure and Committee business**
 Agenda and procedure subcommittee, establishing, M. (Price), 1:36, agreed to, 15
 Bills
 Amendments, admissibility, Chairman's ruling, 1:83-7
 Clause by clause study, scheduling, 1:45-6
 Delaying, obstructing work of Committee, 1:46
 Briefs, obtaining, 1:38, 40, 43
 Chairman, appointment by Speaker, 1:34
 Clerk, introductions, 1:34
 Departmental officials, availability, 1:44-5
 Documents, circulating, 1:43, 63
In camera meetings, 1:69, agreed to, 16
 Meetings
 Extending, M. (Shields), 1:101, agreed to, 24
 Scheduling, 1:44-6, 93
 Ministers, inviting, 1:38-42, 15
 M. (Gagnon), 1:42-4, agreed to, 15
 Organization meeting, 1:34-46
 Parliamentary Secretary, membership, 1:34-5
 Printing, minutes and evidence, M. (Sparrow), 1:68-9, agreed to, 16
 Questioning of witnesses, time limit, M. (Sparrow), 1:36, agreed to, 15
 Quorum, meeting and receiving/printing evidence without, Chairman/government/opposition representation, M. (Sparrow), 1:35-6, agreed to, 15
 Votes, substitutes, using, criticism, 1:37, 40
 Witnesses
 Inviting, 1:38-40, 43-4
 Scheduling, 1:69
- Progressive Conservative Party** *see* Energy policy—Federal-provincial resource sharing
- Quebec** *see* Masse, Hon. Marcel—References
- Refineries** *see* Oil and oil products
- Report to House, 1:4-14**
- Research and development**
 Funding, 1:48
See also Manufacturing industry/service industry—Product/market diversification
- Royal commissions** *see* Bertrand Commission report

Royalty payments

Alberta government revising, 1:65
 Collecting, Bill C-6 provisions, 1:65
See also Energy policy

Shields, Jack (PC—Athabasca; Parliamentary Secretary to Minister of Energy, Mines and Resources)

Canada-Newfoundland Atlantic Accord Implementation Act (Bill C-6), 1:69, 75, 77, 81, 88-9, 92, 95-110
 Canada-Newfoundland Offshore Petroleum Board, 1:89, 106
 Canada Petroleum Resources Act (Bill C-92), 1:108-9
 Offshore area, 1:77
 Oil and gas exploration, 1:75, 96-104
 Oil and oil products, 1:95, 107
 Petroleum and Natural Gas Act, 1:100
 Procedure and Committee business
 Bills, 1:45
 Departmental officials, 1:45
 Meetings, 1:44, 46
 M., 1:101
 Organization meeting, 1:35, 44-6
 Parliamentary Secretary, 1:35

Sirpaul, Santosh (Committee Clerk)

Canada-Newfoundland Atlantic Accord Implementation Act (Bill C-6), 1:100
 Procedure and Committee business, organization meeting, 1:34

Sparrow, Barbara (PC—Calgary South)

Access to Information Act, 1:109
 Canada-Newfoundland Atlantic Accord Implementation Act (Bill C-6), 1:41, 65-6, 68-70, 78, 83, 86, 92, 94-105, 107-111
 Canada-Newfoundland development fund, 1:41
 Canada-Newfoundland Offshore Petroleum Board, 1:92
 Energy policy, 1:65
 Equalization payments, 1:66
 Newfoundland, 1:70
 Oil and gas exploration, 1:96-104
 Oil and gas revenue, 1:107
 Oil and oil products, 1:94-5
 Procedure and Committee business
 Bills, 1:45-6, 86
 Briefs, 1:40
 Meetings, 1:45-6
 M. (Shields), 1:101
 Ministers, 1:40
 Organization meeting, 1:34-6, 40-1, 43, 45-6
 Parliamentary Secretary, 1:34
 Printing, M., 1:68-9
 Questioning of witnesses, M., 1:36
 Quorum, M., 1:35-6
 Votes, 1:40
 Witnesses, 1:43

Spector, Norman

References, 1:53

Subsidies *see* Hibernia oil field—Developing**Supreme Court of Canada** *see* Offshore area**Taxation** *see* Hibernia oil field; Oil and oil products**Taylor, Gordon** (PC—Bow River; Chairman)

Procedure and Committee business
 Agenda and procedure subcommittee, establishing, M. (Price), 1:36

Taylor, Gordon—Cont.Procedure and Committee business—*Cont.*

Bills

Amendments, 1:83-7
 Clause by clause study, 1:45-6
 Chairman, appointment by Speaker, 1:34
 Clerk, introductions, 1:34
 Departmental officials, availability, 1:45
 Meetings
 Extending, M. (Shields), 1:101
 Scheduling, 1:44-6, 93
 Ministers, inviting, 1:41
 M. (Gagnon), 1:42-4
 Organization meeting, 1:34-6, 39-46
 Parliamentary Secretary, membership, 1:34-5
 Printing, minutes and evidence, M. (Sparrow), 1:68-9
 Questioning of witnesses, time limit, M. (Sparrow), 1:36
 Quorum, meeting and receiving/printing evidence without, M. (Sparrow), 1:35
 Witnesses, inviting, 1:43-4

Ultramar Canada Inc., 1:55**Unions** *see* Oil and gas exploration—Oil rigs**Vancouver, B.C.** *see* Hibernia oil field—Mobil Oil Canada Ltd. consortium**Waddell, Ian** (NDP—Vancouver—Kingsway)

Canada-Newfoundland Atlantic Accord Implementation Act (Bill C-6), 1:38, 42-3, 52-6, 62-4, 67-9, 76-83, 86-93
 Canada-Newfoundland Offshore Petroleum Board, 1:79-82, 86-8, 90-1, 93
 Canadian Institute of Resources Law, 1:76
 Energy policy, 1:52-5, 62
 Gas, 1:67-8
 Hibernia oil field, 1:42-3, 55-6, 62, 77-8
 MacLean, references, 1:80
 Masse, references, 1:53
 Offshore area, 1:38, 77
 Petro-Canada, 1:62
 Procedure and Committee business
 Bills, 1:45-6
 Briefs, 1:38
 Departmental officials, 1:44
 Documents, 1:43, 63
 In camera meetings, 1:69
 Meetings, 1:46
 Ministers, 1:38-9
 M. (Gagnon), 1:43-4
 Organization meeting, 1:34-39, 42-6
 Parliamentary Secretary, 1:34-5
 Votes, 1:37
 Witnesses, 1:38-9, 43, 69
 Spector, references, 1:53

Webber, Neil

References *see* Energy policy—Self-sufficiency

Western sedimentary basin *see* Committee—Bills, Clause by clause study**Whelan, Daniel R.** (Energy, Mines and Resources Department)

Canada-Newfoundland Atlantic Accord Implementation Act (Bill C-6), 1:16, 59, 67
 Procedure and Committee business, organization meeting, 1:45



CANADA

INDEX

DU

COMITÉ LÉGISLATIF SUR LE

Projet de loi C-6

Loi de mise en oeuvre de l'Accord atlantique
Canada—Terre-Neuve

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 1

• 1986

• 2^e Session

• 33^e Législature

Président: Gordon Taylor

L'index est disponible dans les deux langues officielles.

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada.

En vente: Centre d'édition du gouvernement du Canada, Approvisionnement et Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

The Index is available in both official languages.

Published under authority of the Speaker of the House of Commons by the Queen's Printer for Canada.

Available from the Canadian Government Publishing Centre, Supply and Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

GUIDE DE L'USAGER

Cet index couvre les sujets ayant fait l'objet de discussions lors des séances de ce comité. Les dates et les numéros des fascicules contenant les procès-verbaux et témoignages des séances du comité sont répertoriés dans les pages préliminaires sous le titre «DATES ET FASCICULES».

Les sujets, ainsi que les noms des intervenants, sont inscrits par ordre alphabétique et en caractères gras de même que les numéros des fascicules. Chaque référence peut apparaître sous les deux rubriques afin de faciliter l'accès à l'information.

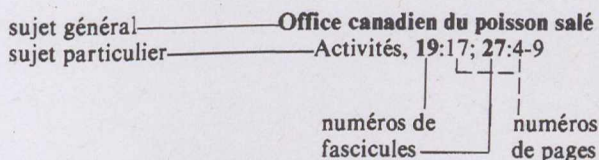
Pêches

Pacifique, 11:31

Oberle, M. F. (PC—Prince George—Peace river)

Pêches, 11:31

L'exemple suivant illustre la méthode d'indexation employée.



Certains sujets d'importance commandent des descripteurs spéciaux tels que: Appendices; Ordre de renvoi; Procédure et Règlement; Témoins; Votes en Comité, etc.

L'index est dit croisé parce qu'il comporte des renvois. Les renvois à un sous-titre sont indiqués par un long trait.

Nigeria. Voir Poisson—Exportations

Géothermie

Allusions, 1:34; 11:4-18

Voir aussi Chauffage collectif, système

Énergie atomique. Voir plutôt Énergie nucléaire

Abréviations et symboles: A=appendice. Am.=amendement. Art.=article. M.=motion.

Affiliation politique: L — libéral; PC — progressiste conservateur; NPD — Nouveau parti démocratique; Ind — indépendant.

INDEX

COMITÉ LÉGISLATIF DE LA CHAMBRE DES COMMUNES COMPTE RENDU OFFICIEL

DEUXIÈME SESSION, TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

DATES ET FASCICULES

—1986—

Octobre: le 29, f.1.

Novembre: le 4, f.1.

Accès à l'information, Loi. Voir Accord atlantique Canada—Terre-Neuve, mise en oeuvre, projet de loi C-6

Accord atlantique Canada—Terre-Neuve, mise en oeuvre, Comité législatif. Voir plutôt Comité

Accord atlantique Canada—Terre-Neuve, mise en oeuvre, projet de loi C-6. Ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources

Accès à l'information, Loi, modifications corrélatives, 1:109

Accords d'exploration, continuation, 1:105-6

Adoption, 1:111

Urgence, 1:39-41, 47, 57, 67

Application

Audiences et révision, définition de *Comité*, 1:105

Règlements, formulaires, 1:105

Renseignements, définitions, 1:104-5

Art. 1, réservé, 1:70, adopté, 110

Art. 2, 1:70-2, adopté, 73

Am. (Sparrow, B.), 1:70-2, adopté, 73

Art. 3, 1:73, adopté, 74

Art. 4, 1:74-5, adopté, 76

Art. 5, 1:76, adopté, 77

Art. 6, 1:77, adopté, 78

Art. 7 à 9 adoptés, 1:78

Art. 10, 1:78, adopté, 79

Art. 11 adopté, 1:79

Art. 12, 1:79-80, adopté, 81

Art. 13, 1:81, adopté, 82

Art. 14 adopté, 1:82

Art. 15, 1:82, adopté, 83

Art. 16, 1:83-6, adopté, 87

Am. (Sparrow, B.), 1:83, irrecevable, 83-5

Art. 17, 1:87-9, adopté, 90

Art. 18 à 22 adoptés, 1:90

Art. 23, 1:90-1, adopté, 92

Art. 24 adopté, 1:92

Art. 25 adopté, 1:92

Am. (Sparrow, B.) adopté, 1:92

Am. (Sparrow, B.) adopté, 1:92

Art. 26 à 29, réservés, 1:93, adoptés, 94

Art. 30, 1:93, adopté, 94

Art. 31 à 40 adoptés, 1:94

Art. 41, 1:94-5, adopté, 96

Am. (Sparrow, B.), 1:94-5, adopté, 96

Am. (Sparrow, B.), 1:95, adopté, 96

Am. (Sparrow, B.), 1:95, adopté, 96

Art. 42 à 46 adoptés, 1:96

Art. 47 adopté, 1:96

Am. (Sparrow, B.) adopté, 1:96

Am. (Sparrow, B.) adopté, 1:96

Am. (Sparrow, B.) adopté, 1:96

Art. 48 adopté, 1:96

Art. 49 adopté, 1:96

Am. (Shields, J.) adopté, 1:96

Art. 50 à 58 adoptés, 1:96

Art. 59 adopté, 1:96

Am. (Shields, J.) adopté, 1:96

Art. 60 à 70 adoptés, 1:96

Art. 71, 1:96, adopté, 97

Am. (Shields, J.) adopté, 1:97

Am. (Shields, J.) adopté, 1:97

Am. (Sparrow, B.), 1:96, adopté, 97

Art. 72 adopté, 1:97

Accord atlantique Canada—Terre-Neuve, mise en...—Suite

Art. 73, 1:97, adopté, 98

Am. (Sparrow, B.), 1:97, adopté, 98

Am. (Sparrow, B.), 1:97, adopté, 98

Am. (Sparrow, B.), 1:97, adopté, 98

Am. (Sparrow, B.) adopté, 1:98

Am. (Sparrow, B.) adopté, 1:98

Art. 74 à 77 adoptés, 1:98

Art. 78 adopté, 1:98

Am. (Shields, J.) adopté, 1:98

Art. 79 adopté, 1:98

Am. (Shields, J.) adopté, 1:98

Art. 80, 1:98, adopté, 99

Am. (Sparrow, B.), 1:98, adopté, 99

Art. 81 adopté, 1:99

Am. (Shields, J.) adopté, 1:99

Am. (Shields, J.) adopté, 1:99

Am. (Shields, J.) adopté, 1:99

Am. (Shields, J.) adopté, 1:99

Art. 82 adopté, 1:99

Am. (Sparrow, B.) adopté, 1:99

Art. 83 à 90 adoptés, 1:99

Art. 91 adopté, 1:99

Am. (Shields, J.) adopté, 1:99

Art. 92 adopté, 1:99

Art. 93 adopté, 1:100

Am. (Sparrow, B.) adopté, 1:100

Art. 94 à 96 adoptés, 1:100

Art. 97 adopté, 1:100

Am. (Shields, J.) adopté, 1:100

Art. 98 à 101 adoptés, 1:100

Art. 102, 1:100, adopté, 101

Am. (Shields, J.) adopté, 1:100

Am. (Shields, J.) adopté, 1:100

Am. (Shields, J.) adopté, 1:100

Am. (Shields, J.) adopté, 1:100

Am. (Shields, J.) adopté, 1:100

Am. (Shields, J.) adopté, 1:100

Art. 103 adopté, 1:101

Am. (Sparrow, B.) adopté, 1:101

Art. 104 et 105 adoptés, 1:101

Art. 106 adopté, 1:101

Am. (Shields, J.) adopté, 1:101

Art. 107 adopté, 1:101

Art. 108 adopté, 1:101

Am. (Johnson, M.) adopté, 1:101

Am. (Johnson, M.) adopté, 1:101

Am. (Johnson, M.) adopté, 1:101

Art. 109 adopté, 1:102

Am. (Shields, J.) adopté, 1:102

Am. (Shields, J.) adopté, 1:102

Am. (Shields, J.) adopté, 1:102

Am. (Shields, J.) adopté, 1:102

Art. 110 adopté, 1:102

Art. 111 adopté, 1:102

Am. (Price, J.) adopté, 1:102

Am. (Price, J.) adopté, 1:102

Art. 112 adopté, 1:102

Am. (Shields, J.) adopté, 1:102

Art. 113, 1:102, adopté, 103

Am. (Sparrow, B.), 1:102, adopté, 103

Am. (Sparrow, B.) adopté, 1:103

Am. (Sparrow, B.) adopté, 1:103

Accord atlantique Canada—Terre-Neuve, mise en...—Suite

- Art. 113—Suite
 Am. (Sparrow, B.) adopté, 1:103
 Am. (Sparrow, B.) adopté, 1:103
 Am. (Sparrow, B.) adopté, 1:103
 Am. (Sparrow, B.) adopté, 1:103
 Am. (Sparrow, B.) adopté, 1:103
 Am. (Sparrow, B.) adopté, 1:103
 Am. (Sparrow, B.) adopté, 1:103
 Am. (Sparrow, B.) adopté, 1:103
 Art. 114, 1:103, adopté, 104
 Am. (Shields, J.), 1:103, adopté, 104
 Am. (Shields, J.) adopté, 1:104
 Am. (Shields, J.) adopté, 1:104
 Am. (Shields, J.) adopté, 1:104
 Am. (Shields, J.) adopté, 1:104
 Am. (Shields, J.) adopté, 1:104
 Art. 115 à 117 adoptés, 1:104
 Art. 118 adopté, 1:104
 Am. (Sparrow, B.) adopté, 1:104
 Am. (Sparrow, B.) adopté, 1:104
 Am. (Sparrow, B.) adopté, 1:104
 Art. 119, 1:104, adopté, 105
 Am. (Sparrow, B.), 1:104, adopté, 105
 Am. (Sparrow, B.) adopté, 1:105
 Am. (Sparrow, B.) adopté, 1:105
 Am. (Sparrow, B.) adopté, 1:105
 Am. (Sparrow, B.) adopté, 1:105
 Art. 120 à 123 adoptés, 1:105
 Art. 124 adopté, 1:105
 Am. (Shields, J.) adopté, 1:105
 Art. 125 adopté, 1:105
 Art. 126 adopté, 1:105
 Am. (Sparrow, B.) adopté, 1:105
 Am. (Sparrow, B.) adopté, 1:105
 Art. 127, 1:105, adopté, 106
 Am. (Price, J.) 1:105, adopté, 106
 Am. (Price, J.) 1:105, adopté, 106
 Art. 128 à 138 adoptés, 1:106
 Art. 139 adopté, 1:106
 Am. (Price, J.) adopté, 1:106
 Art. 140 et 141 adoptés, 1:106
 Art. 142 adopté, 1:106
 Am. (Shields, J.) adopté, 1:106
 Am. (Shields, J.) adopté, 1:106
 Am. (Shields, J.) adopté, 1:106
 Art. 143 à 150 adoptés, 1:106
 Art. 151, 1:106, adopté, 107
 Am. (Johnson, M.) 1:106, adopté, 107
 Art. 152 adopté, 1:107
 Am. (Shields, J.) adopté, 1:107
 Am. (Shields, J.) adopté, 1:107
 Art. 153 à 206 adoptés, 1:107
 Art. 207 adopté, 1:107
 Am. (Sparrow, B.) adopté, 1:107
 Art. 208 adopté, 1:108
 Am. (Price, J.) adopté, 1:108
 Art. 209 et 210 adoptés, 1:108
 Art. 211 adopté, 1:108
 Am. (Johnson, M.) adopté, 1:108
 Art. 212 à 214 adoptés, 1:108
 Art. 215 adopté, 1:108
 Am. (Price, J.) adopté, 1:108

Accord atlantique Canada—Terre-Neuve, mise en...—Suite

- Art. 216 à 231 adoptés, 1:108
 Art. 232 adopté, 1:108
 Am. (Price, J.) adopté, 1:108
 Art. 233 à 235 adoptés, 1:108
 Art. 236, 1:108, adopté, 109
 Am. (Shields, J.), 1:108, adopté, 109
 Am. (Shields, J.) adopté, 1:109
 Am. (Shields, J.) adopté, 1:109
 Am. (Price, J.) adopté, 1:109
 Am. (Price, J.) adopté, 1:109
 Art. 237 adopté, 1:109
 Am. (Sparrow, B.) adopté, 1:109
 Am. (Sparrow, B.) adopté, 1:109
 Art. 238, 1:109, adopté, 110
 Am. (Shields, J.) adopté, 1:110
 Am. (Shields, J.) adopté, 1:110
 Am. (Shields, J.) adopté, 1:110
 Am. (Shields, J.) adopté, 1:110
 Assurance, taxe sur les primes, levée, 1:108
 Autochtones, répercussions, 1:38
 But, 1:39
 Comité des hydrocarbures, membres, qualifications, 1:106
 Conflit avec l'Accord atlantique, possibilité, 1:90-1
 Constitutionnalité, 1:38-9, 41-3, 57, 74-5
 Découvertes
 Exploitable, 1:98
 Importantes, 1:96-8
 Entrée en vigueur, 1:110
 Esmond, Paul, faculté de droit d'Osgoode Hall, article, 1:43, 63-4
 Étude, 1:46-111
 Article par article, 1:45-6, 69
 Gouvernement
 Fédéral, pouvoirs, répercussions, 1:63-5
 Provincial, position, 1:56
 Hydrocarbures, définitions, 1:96
 Impôts indirects, levée, 1:107
 Licences de production
 Demande, 1:99
 Droits conférés, 1:98-9
 Fraction non vendue, options des sociétés d'État provinciales, 1:100
 Fusion, 1:99
 Litiges, règlement, dispositions, 1:76-8
 Lois fédérales et provinciales, application extracôtière, préséance sur les dispositions incompatibles, 1:74-6
 Mise en valeur, plans, 1:106
 Modifications
 Dispositions transitoires, 1:108-9
 Projet de loi provincial parallèle, répercussions, 1:69
 Ouvrage en mer, définition, 1:107
 Participation canadienne, dispositions, dérogation, 1:99
 Personnes morales, imposition, 1:108
 Petroleum and Natural Gas Act, définition, 1:100
 Préambule adopté, 1:110
 Projet de loi provincial parallèle
 Prise en considération, 1:70-1
 Voir aussi sous le titre susmentionné Modifications
 Protection des renseignements personnels, Loi, modifications corrélatives, 1:110
 Rapport à la Chambre, 1:4-14, 111
 Réimpression, 1:111

Accord atlantique Canada—Terre-Neuve, mise en...—Suite

Syndicats, accréditation, lois provinciales, prise en considération, 1:58

Titre adopté, 1:110

Transferts, cessions et enregistrement

Définitions, 1:100-1

Enregistrement

Avis de sûreté, 1:101-2

Conditions, 1:101

Demande de renseignements, 1:102-4

Priorité des droits, 1:102

Publicité, 1:102

Règlements, 1:104

Transfert, avis, 1:101

Tribunaux, compétence, 1:108

Zone extracôtière,

Compétence, interprétation non permise, 1:73-4

Définition, 1:71-3

Accord atlantique Canada—Terre-Neuve, mise en oeuvre, projet de loi C-94 et Hydrocarbures, projet de loi C-92 (1ère session, 33^e législature)

Étude antérieure par un comité législatif, 1:36-7, 40-1, 45

Approvisionnements, sécurité. Voir Office Canada—Terre-Neuve des hydrocarbures extracôtiers—Décisions—Mise en valeur; Pétrole**Assurance. Voir Accord atlantique Canada—Terre-Neuve, mise en oeuvre, projet de loi C-6; Office Canada—Terre-Neuve des hydrocarbures extracôtiers—Membres—Et****Autochtones. Voir Accord atlantique Canada—Terre-Neuve, mise en oeuvre, projet de loi C-6****Autosuffisance. Voir Énergie; Office Canada—Terre-Neuve des hydrocarbures extracôtiers—Décisions—Mise en valeur****Baker, George (L—Gander—Twillingate)**

Accord atlantique Canada—Terre-Neuve, mise en oeuvre, projet de loi C-6, 1:70-5, 78-9, 81, 85-6, 94-5

Office Canada—Terre-Neuve des hydrocarbures extracôtiers, 1:78-9, 81, 94

Procédure et Règlement, 1:84, 94-5

Canadian Institute of Resources Law

Mémoire, allusions, 1:76

Carruthers, Jeff (ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources)
Accord atlantique Canada—Terre-Neuve, mise en oeuvre, projet de loi C-6, 1:58, 66, 69-83, 85-8, 90-1, 95**Code canadien du travail**

Allusions, 1:58, 75

Come-by-Chance, T.-N., raffinerie de pétrole

Approvisionnement, 1:95

Comité

Comité directeur. *Voir plutôt sous le titre susmentionné* Sous-comité du programme et de la procédure

Composition. *Voir* Ordres de renvoi

Députés, temps de parole et ordre d'intervention, 1:36

Documents, distribution, 1:40, 43

Ministre, comparution, 1:38-46

Président, nomination, 1:34

Séances

D'organisation, 1:34-46

Comité—Suite

Séances—*Suite*

Durée, 1:92-3

Prolongation, 1:100-1

Tenue et impression des témoignages en l'absence de quorum, 1:35-6

Sous-comité du programme et de la procédure

Composition, 1:36

Réunion, tenue à huis clos, 1:69-70

Témoins, comparution, convocation, etc.

Énergie, Mines et Ressources, ministère, fonctionnaires, 1:44-5

Expert constitutionnel, 1:39, 41-4

Terre-Neuve et Labrador, ministre des Mines, de l'Énergie et du Logement, 1:39-43, 56

Comité des hydrocarbures. Voir Accord atlantique Canada—Terre-Neuve, mise en oeuvre, projet de loi C-6**Conception technique assistée par ordinateur, centre**

Création, financement, 1:59

Constitutionnalité. Voir Accord atlantique Canada—Terre-Neuve, mise en oeuvre, projet de loi C-6**Déréglementation. Voir Pétrole—Industrie****Développement extracôtier, Fonds**

Comité du Fonds de développement, constitution, 1:108

Constitution, 1:40-1, 47, 67

Dépenses, priorités, détermination, 1:58-9

Projets approuvés en principe, 1:58-9

Quotes-parts fédérale et provinciale, 1:40-1, 47

Développement professionnel, bourses, programme

Financement, 1:59

Énergie

Autosuffisance, 1:48-50, 52-3, 65

Politique nationale, 1:50-1, 54

Programme national (PEN), 1:53

Secteur, assistance, subventions, etc., 1:62

Énergie, Mines et Ressources, ministère

Représentants, témoignages. *Voir* Témoins

Voir aussi Comité—Témoins; Recherche et développement

Environnement, étude, fonds renouvelables

Allusions, 1:49, 78, 109

Esmond, Paul, allusion. Voir Accord atlantique Canada—Terre-Neuve, mise en oeuvre, projet de loi C-6**Fonction publique. Voir Office Canada—Terre-Neuve des hydrocarbures extracôtiers—Personnel****Formation spécialisée, programme**

Financement, 1:59

Gagnon, Paul (PC—Calgary-Nord)

Comité, séance d'organisation, 1:42-3

Procédure et Règlement, 1:34

Gaz naturel

Exportations, 1:67-8

Hibernia, gisement pétrolier, projet d'exploitation

Allusions, 1:39, 42-3, 46, 50, 82

Production, démarrage, 1:51-2, 55-6

Régime fiscal, discussions, 1:61-2

Hibernia, gisement pétrolier, projet d'exploitation—Suite

Viabilité commerciale, évaluation, 1:59

Hydrocarbures, Comité. Voir Accord atlantique Canada—Terre-Neuve, mise en oeuvre, projet de loi C-6—Comité des hydrocarbures**Hydrocarbures extracôtiers, Office Canada—Terre-Neuve. Voir plutôt** Office Canada—Terre-Neuve des hydrocarbures extracôtiers**Johnson, Morrissey (PC—Bonavista—Trinity—Conception)**

Accord atlantique Canada—Terre-Neuve, mise en oeuvre, projet de loi C-6, 1:39-42, 56-7, 66-7, 70, 72-3, 75, 88-90, 95, 101, 106-8, 111

Accord atlantique Canada—Terre-Neuve, mise en oeuvre, projet de loi C-94 et Hydrocarbures, projet de loi C-92 (1ère session, 33^e législature), 1:40

Comité, séance d'organisation, 1:35-6, 39-42, 44

Développement extracôtier, Fonds, 1:40, 67

Office Canada—Terre-Neuve des hydrocarbures extracôtiers, 1:39, 41, 67, 88-90

Loi concernant la mise en oeuvre de l'accord entre les gouvernements du Canada et de Terre-Neuve et du Labrador sur la gestion des ressources en hydrocarbures extracôtiers et sur le partage des recettes correspondantes et apportant des modifications corrélatives ou connexes. Voir plutôt Accord atlantique Canada—Terre-Neuve, mise en oeuvre, projet de loi C-6**MacLellan, Russell (L—Cape Breton—The Sydneys)**

Accord atlantique Canada—Terre-Neuve, mise en oeuvre, projet de loi C-6, 1:41, 45, 49-51, 60-1

Accord atlantique Canada—Terre-Neuve, mise en oeuvre, projet de loi C-94 et Hydrocarbures, projet de loi C-92 (1ère session, 33^e législature), 1:41, 45

Comité, séance d'organisation, 1:40-2, 44-5

Développement extracôtier, Fonds, 1:40-1

Énergie, 1:50-1

Hibernia, gisement pétrolier, projet d'exploitation, 1:51, 61

Pétrole, 1:49, 61

Recherche et développement, 1:60

Manuels scolaires

Proportion d'origine américaine, 1:52

Masse, hon. Marcel (PC—Frontenac; ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources)

Accord atlantique Canada—Terre-Neuve, mise en oeuvre, projet de loi C-6

Adoption, 1:47, 67

Constitutionnalité, 1:57

Étude, 1:46-62, 64-5, 67-8

Gouvernement fédéral, pouvoirs, répercussions, 1:63-5

Gouvernement provincial, position, 1:56

Développement extracôtier, Fonds, 1:47, 58-9

Énergie

Autosuffisance, 1:48-50, 52-3

Politique nationale, 1:50-1

Secteur, assistance, subventions, etc., 1:62

Environnement, étude, fonds renouvelables, 1:49

Gaz naturel, exportations, 1:68

Hibernia, gisement pétrolier, projet d'exploitation, 1:50, 52, 55-6, 59, 61-2

Manuels scolaires, proportion d'origine américaine, 1:52

Masse, hon. Marcel—Suite

Office Canada—Terre-Neuve des hydrocarbures extracôtiers

Composition, 1:47

Décisions, 1:48, 56

Membres, 1:59

Pêches, industrie, protection, 1:48

Péréquation, paiements compensatoires, 1:48

Pétrole

Approvisionnements, sécurité, 1:48-9

Industrie, concurrence, 1:55

Prix plancher, établissement, proposition, 1:54

Raffineries, 1:55

Recettes pétrolières et gazières, partage, 1:47

Recherche et développement, 1:60

Ressources naturelles

Compétence provinciale, 1:53

Contrôle canadien, 1:52

Retombées économiques, 1:48

Mise en valeur, plans. Voir Accord atlantique Canada—Terre-Neuve, mise en oeuvre, projet de loi C-6; Office Canada—Terre-Neuve des hydrocarbures extracôtiers—Décisions**Office Canada—Terre-Neuve des hydrocarbures extracôtiers**

Allusion, 1:86-7

Attributions, 1:87-90

Budget, 1:94

Composition, 1:47, 78-9, 82

Création, 1:39, 41

Décisions

Mise en valeur, plans, décision provinciale causant un retard indu à la réalisation de l'autosuffisance ou à la sécurité des approvisionnements, droit de veto du ministre fédéral, 1:56, 67, 76, 82-3, 93-4

Rôle des gouvernements fédéral et provincial, 1:48

Membres

Et personnel, police d'assurance, achat proposé, 1:83-7

Nomination, 1:59, 78, 80-1, 88

Révocation, 1:80-1

Personnel

Fonction publique, postes, admissibilité, 1:92

Règlements administratifs, 1:91

Voir aussi sous le titre susmentionné Membres—Et

Président

Nomination, 1:78-82, 88

Responsabilité et imputabilité, 1:79-80

Révocation, 1:80-1

Rapport annuel au Parlement et à l'Assemblée législative de Terre-Neuve et du Labrador, 1:80

Règles, 1:90-2

Responsabilité, 1:81-2

Siège, 1:90

Ordres de renvoi

Comité, composition, 1:3

Projet de loi C-6 (Accord atlantique Canada—Terre-Neuve, mise en oeuvre), 1:3

Parschin-Rybkin, Tamara (ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources)

Accord atlantique Canada—Terre-Neuve, mise en oeuvre, projet de loi C-6, 1:72, 74-5, 79-80, 87-8, 90-1, 93-4

Pêches, industrie, protection

Indemnisation, régime, 1:48

Péréquation, paiements compensatoires

Versement à la province, formule, etc., 1:48, 66

PESP. Voir Pétrole—Secteur pétrolier**Pétrole**

Approvisionnements, sécurité, 1:48-9, 61, 65

Grossistes, profits, 1:54-5

Industrie

Concurrence, 1:55

Déréglementation, 1:54

Prix plancher, établissement, proposition, 1:54

Raffineries

Profits, 1:54-5

Terre-Neuve, approvisionnement en cas de pénurie, 1:94-5

Secteur pétrolier, encouragement, programme (PESP), subventions, 1:65

Petroleum and Natural Gas Act. Voir Accord atlantique Canada—

Terre-Neuve, mise en oeuvre, projet de loi C-6

Président (décisions et déclarations)**Procédure et Règlement**

Projet de loi, amendements

Dépasant la portée du projet de loi, irrecevable, 1:83-5

Député non membre du Comité, présentation, interdiction, 1:95

Outrepassant la Recommandation royale, irrecevable, 1:84-5

Secrétaire parlementaire, nomination à titre de membre du Comité, 1:35

Price, Joe (PC—Burin—Saint-Georges; secrétaire parlementaire du ministre du Travail)

Accord atlantique Canada—Terre-Neuve, mise en oeuvre, projet de loi C-6, 1:38, 57-60, 91-2, 102, 105-6, 108-9

Comité, séance d'organisation, 1:36, 38

Développement extracôtier, Fonds, 1:58

Hibernia, gisement pétrolifère, projet d'exploitation, 1:59

Office Canada—Terre-Neuve des hydrocarbures extracôtiers, 1:59

Procédure et Règlement

Comité, questions relatives à l'organisation et au fonctionnement.

Voir plutôt Comité

Membre du Comité, comparution comme témoin, 1:34

Projet de loi**Amendements**

Dépasant la portée du projet de loi, 1:83-5

Député non membre du Comité, présentation, interdiction, 1:95

Outrepassant la Recommandation royale, 1:84-5

Article, étude, report demandé, 1:94

Fond, modification, 1:85

Secrétaire parlementaire, nomination à titre de membre du Comité, 1:34-5

Procès-verbaux et témoignages

Impression, 1:68-9

Programme énergétique national (PEN). Voir plutôt Énergie—

Programme national

Protection des renseignements, Loi. Voir Accord atlantique Canada—

Terre-Neuve, mise en oeuvre, projet de loi C-6

Rapport à la Chambre, 1:4-14**Recettes pétrolières et gazières, partage**

Gouvernement provincial, pouvoirs d'imposition, 1:47

Recettes pétrolières et gazières, taxe (TRPG)

Abolition, 1:65

Recherche et développement

Énergie, Mines et Ressources, ministère, importance accordée, 1:60

Voir aussi Retombées économique

Redevances

Gouvernement provincial, pouvoir de perception, 1:65-6

Ressources extracôtiers

Compétence, propriété, 1:77, 89

Ressources naturelles

Compétence provinciale, 1:53

Contrôle canadien, 1:52

Retombées économiques

Biens et services provinciaux, recours, 1:48

Main-d'oeuvre

Canadienne, recours, 1:48

Locale, emploi et formation, priorité, 1:48

Recherche et développement, fonds, attribution à la province, 1:48

Séance d'organisation. Voir Comité—Séances—D'organisation**Secteur pétrolier, encouragement, programme. Voir Pétrole****Shields, Jack (PC—Athabasca; secrétaire parlementaire du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources)**

Accord atlantique Canada—Terre-Neuve, mise en oeuvre, projet de loi C-6, 1:45-6, 75, 77, 81, 88-9, 92, 95-110

Comité, 1:92, 100-1

Séance d'organisation, 1:35, 44-6

Nomination à titre de membre du Comité, 1:34-5

Office Canada—Terre-Neuve des hydrocarbures extracôtiers, 1:81, 88-9

Procédure et Règlement, 1:35

Ressources extracôtiers, 1:77

Sparrow, Barbara (PC—Calgary-Sud)

Accord atlantique Canada—Terre-Neuve, mise en oeuvre, projet de loi C-6, 1:43, 45-6, 65-6, 70, 83, 86, 92, 94-105, 107, 109-11

Accord atlantique Canada—Terre-Neuve, mise en oeuvre, projet de loi C-94 et Hydrocarbures, projet de loi C-92 (1ère session, 33^e législature), 1:40, 45

Comité, 1:68-9

Séance d'organisation, 1:34-6, 40-1, 43, 45-6

Développement extracôtier, Fonds, 1:41

Énergie, 1:65

Office Canada—Terre-Neuve des hydrocarbures extracôtiers, 1:78, 83, 92

Péréquation, paiements compensatoires, 1:66

Pétrole, 1:65

Procédure et Règlement, 1:34

Procès-verbaux et témoignages, 1:68-9

Recettes pétrolières et gazières, taxe, 1:65

Redevances, 1:65-6

Survie en mer, centre

Création, financement, 1:59

Syndicats. Voir Accord atlantique Canada—Terre-Neuve, mise en oeuvre, projet de loi C-6**Taylor, Gordon (PC—Bow River; président)**

Nomination à titre de président, 1:34

Témoins

Énergie, Mines et Ressources

Ministère, 1:58-9, 66-7, 69-83, 85-8, 90-1, 93-5

Ministre, 1:46-62, 64-5, 67-8

Université Memorial, centre de recherche sur les ressources terrestres

Établissement, financement, 1:58-9

Waddell, Ian (NPD—Vancouver—Kingsway)

Accord atlantique Canada—Terre-Neuve, mise en oeuvre, projet de loi C-6, 1:38-9, 42-3, 45-6, 52-6, 62-4, 67-8, 76-82, 86-93

Accord atlantique Canada—Terre-Neuve, mise en oeuvre, projet de loi C-94 et Hydrocarbures, projet de loi C-92 (1ère session, 33^e législature), 1:36-7, 45

Comité, 1:69, 92

Séance d'organisation, 1:34-9, 42-6

Énergie, 1:53-4, 62

Waddell, Ian—Suite

Gaz naturel, 1:67-8

Hibernia, gisement pétrolier, projet d'exploitation, 1:39, 42-3, 46, 55-6, 62, 82

Office Canada—Terre-Neuve des hydrocarbures extracôtiers, 1:76, 79-82, 86-90, 93

Pétrole, 1:54-5

Procédure et Règlement, 1:34-5

Ressources extracôtières, 1:77, 89

Whelan, Daniel R. (ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources)

Accord atlantique Canada—Terre-Neuve, mise en oeuvre, projet de loi C-6, 1:59, 67

Zone extracôtière. Voir Accord atlantique Canada—Terre-Neuve, mise en oeuvre, projet de loi C-6

BIBLIOTHEQUE DU PARLEMENT
LIBRARY OF PARLIAMENT



3 2354 00515 251 0

BIBLIOTHEQUE DU PARLEMENT
LIBRARY OF PARLIAMENT



3 2354 00515 253 6